

Le Pérou en crise

Le plus jeune chef d'Etat du monde, social-démocrate Alan García, trente-six ans, qui, en 1985, a été élu de la manière la plus démocratique président du Pérou, affronte une crise grave. Les généraux au pouvoir s'étant retirés, le pays n'a plus de gouvernement. Celui-ci a en effet démissionné en bloc dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 juin, en signe de solidarité avec le premier ministre Luis Alva Castro, qui accumule les différends avec M. Alan García sur la politique économique.

La décision du gouvernement intervient après plusieurs coups de semonce. Le 19 mai dernier, les syndicats de tendance communiste lançaient leur première grève générale, signe de la dégradation de la situation économique, après la brève accalmie qui avait marqué les débuts du mandat de M. García.

Le président doit en même temps faire face à une sensible détérioration de ses rapports avec l'opposition, et principalement avec la Gauche unie (U). Ses tentatives de rapprochement avec celle-ci ont totalement échoué. Il n'y a guère de chances que les choses s'arrangent, puisque, entre-temps, M. Barrante, à démissionné de ses fonctions à la tête de la U. Or, il était un des rares responsables de cette formation favorables à une participation au gouvernement.

P

Plus grave encore, les affrontements avec les Senderos humains, le mouvement de guérilla qualifié par M. García de « polpotiste », sont de plus en plus nombreux. Le Sendero occupe maintenant une place non négligeable sur le terrain politique : il n'a pas hésité à célébrer au grand jour le premier anniversaire de la mort de son chef, le général de la prison d'El Fronton. Au lieu de multiplier les attentats à cette occasion, comme on s'y attendait, il a eu en effet l'audace d'organiser des réunions politiques en plein centre de Lima.

La menace que fait peser le Sendero lumineux sur le président García et sur son parti, l'Alliance pour la révolution américaine (APRA), ne cesse de s'accroître. L'insatisfaction se généralise, et le chef de l'Etat connaît, même au sein de sa formation, de sérieuses difficultés. Comme vient de le déclarer un sénateur de gauche, M. Javier Díez Carasso : « Le gouvernement est déchiré par des luttes de tendances internes. Il n'a pas de stratégie globale à long terme, et la crise économique favorise la radicalisation croissante du mécontentement populaire. »

Il serait surprenant dans ces conditions que l'armée ne fasse pas parler d'elle. Certains parlementaires avertis admettent que le conflit qui a opposé au mois d'avril la présidence au commandant en chef de l'aviation avait été beaucoup plus grave qu'on ne l'a dit. Pour le moment, les militaires observent, attentifs et préoccupés. Aucun dirigeant politique péruvien, de la droite conservatrice jusqu'à la gauche radicale, n'écarter l'hypothèse qu'un jour, si les choses s'aggravent, ils puissent à nouveau sortir de leurs casernes.

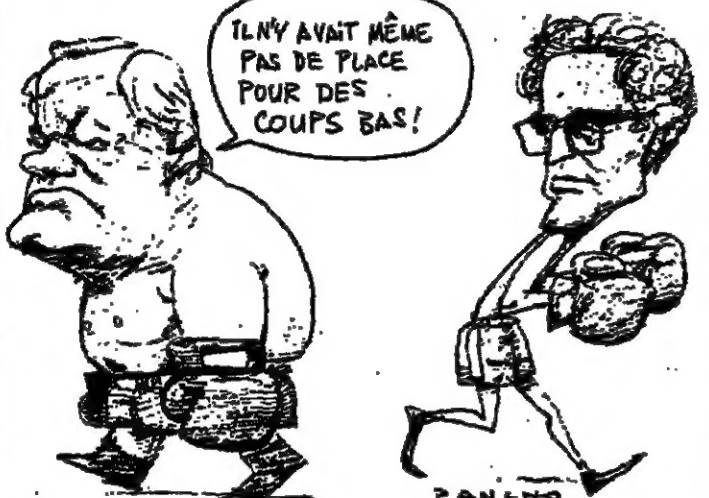
Sans jouer les Cassandra, on peut affirmer que la crise ne fait que commencer. Le président García avait cru prévenir la démission de son premier ministre en affirmant qu'un membre de l'APRA ne peut pas « trahir ». Les faits lui ont donné tort.

(Lire page 5 l'article de notre envoyé spécial Marcel Niedergang.)

Le débat entre M. Jospin et M. Le Pen

La gauche prend la mesure des dangers de l'extrême droite

Le face-à-face entre M. Lionel Jospin et M. Jean-Marie Le Pen, le lundi 22 juin, sur RTL, a tourné comme prévu au dos-à-dos. Le premier secrétaire du Parti socialiste a quelques fois réussi à mettre en difficulté le président du Front national. Celui-ci s'estime néanmoins satisfait de ce premier débat pré-présidentiel, qui confirme que le phénomène Le Pen est devenu une donnée centrale de la vie politique française. M. Lajoinie, candidat communiste à l'élection présidentielle, se déclare également prêt à défier M. Le Pen.



Lire l'article de J.-L. André et D. Caron ainsi que celui d'O. Biffand, page 6.

Un entretien avec le ministre de l'équipement

M. Méhaignerie veut renforcer en douceur la sécurité routière

Alcool, ceinture de sécurité, vitesse, contrôle technique des véhicules, telles sont les quatre préoccupations de M. Pierre Méhaignerie pour la sécurité routière. Mais le ministre de l'équipement veut convaincre en douceur les Français de la nécessité de prendre les mesures nécessaires. Ainsi pour la limitation de vitesse sur les routes et sur les autoroutes, M. Méhaignerie reconnaît que les Français renâclent et que plusieurs membres du gouvernement auraient tendance à demander « qu'on ne les emmène pas trop » avec cette limitation. Echéances électorales obligent.

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Pierre Méhaignerie souligne d'abord l'action entreprise par le gouvernement. Il note que, dans les premiers mois de l'année 1987, on a relevé une diminution de 7,6 % du nombre des tués et de 9,3 % par rapport à la période correspondante de 1986. En outre, il insiste sur l'aggravation des peines encourues par les auteurs d'accidents ayant plus de 0,8 g d'alcool dans le sang.

En ce qui concerne le port de la ceinture de sécurité, le ministre de l'équipement constate que la campagne du mois de novembre dernier a porté ses fruits et que des médecins ont noté une diminution de la gravité de certains accidents.

Pour la vitesse, M. Méhaignerie est bien conscient qu'elle est la cause de nombreux accidents. Mais, ajoute-t-il, « des sanctions

contre la vitesse demeurent difficiles à mettre en œuvre » car « l'opinion publique n'adhérerait pas à cette nouvelle sévérité ». Cependant, dans le cadre des départs en vacances, des contrôles inopinés de vitesse seront mis en place.

Pour terminer, le ministre annonce qu'il prépare un contrôle technique des véhicules qui sera effectué par des professionnels indépendants du monde de la réparation automobile. Un texte de loi pourrait être adopté en 1988 ou en 1989.

L'objectif du ministre est d'arriver en cinq ans à sauver chaque année quatre mille vies humaines sur les dix mille cinq cents et plus gaspillées sur les routes.

(Lire page 34 les déclarations de M. MÉHAIGNERIE à ALAIN PAULAS.)

Collision entre deux pétroliers sur la Seine

Six disparus. PAGE 42

La crise en Corée du Sud

Avertissement de Washington contre toute intervention de l'armée. PAGE 5

Le premier ministre tunisien à Paris

M. Sfar aurait demandé à M. Chirac de mettre fin aux activités de M. Mzali en France. PAGE 4

Polynésie française

Malaise au palais de justice de Papeete. PAGE 9

Vente d'armes

L'Arabie saoudite serait intéressée par 250 chars AMX et 100 Mirage 2000. PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 42

Le développement d'associations nationalistes en URSS

La « mémoire » des patriotes

La presse soviétique accentue ses attaques contre les activités de diverses associations non officielles à caractère nationaliste, telles que la Patrie (à Leningrad) ou le Salut (à Sverdlovsk, dans l'Oural). La plus connue de ces associations, Pamiat (« la mémoire »), existe depuis plusieurs années, et son existence a été confirmée au début du mois dernier par la presse soviétique, après que l'association ait obtenu, à la suite d'une manifestation, une entrevue avec le premier secrétaire du PC pour la ville de Moscou, M. Boris Eltsine.

MOSCOU de notre correspondant

Il y a quelques appartements étranges à Moscou, dont on peut soupçonner l'existence de l'extérieur. Ainsi, sur le boulevard de l'Entente, tout près de la place d'Octobre, ou plutôt au quatrième étage dans un immense local haut de plafond, bourré de livres, d'icônes et de bibelots, où règne une atmosphère très parti-

culière, faite de recueillement et d'exaltation. C'est là que se réunissent pour leurs soirées les membres de l'Association patriotique Pamiat, une organisation non déclarée qui affirme vouloir défendre les vieux édifices et le patrimoine culturel russe, mais qui s'est surtout rendue célèbre ces derniers temps par ses attaques contre « les juifs, les franc-maçons et les cosmopolites ».

Le maître des lieux est un géant corpulent aux yeux bleus et au crâne dégarni, encadré de cheveux longs. Au-dessus de son bureau sont accrochés les portraits du dernier tsar Nicolas II, de l'impératrice et de Staline, le premier ministre réformateur assassiné en 1911.

M. Dimitri Vassiliev est un ancien comédien qui exerce désormais officiellement la profession de photographe d'art. Il est surtout le principal animateur de Pamiat, dont la présidence est exercée par un ouvrier modèle, membre du parti, nettement plus effacé. Ses propos sont confus, mais véhéments. Il en ressort que la Russie en général, et Pamiat en

particulier, ont beaucoup d'ennemis. « On veut détruire notre culture, on ne nous laisse pas construire des usines sur les tombeaux de nos saints et de nos moines guerriers. Le rock, la pornographie, le cosmopolitisme, rongent l'âme et le cœur de notre peuple », explique-t-il. M. Vassiliev se défend pourtant d'être xénophobe. Pour lui, chaque individu n'existe que par son engagement dans une tradition. Seulement ainsi peut-il, selon lui, communiquer avec d'autres cultures, tout aussi respectables que la sienne.

Est-il antisémite ? Il répond par une digression : est-ce que les Français apprécieraient que lui, Vassiliev, vienne leur dire chez eux, en France, qu'ils doivent cesser de boire du vin et ne consommer désormais que du kvass ? Les juifs menaceraient-ils donc l'identité culturelle russe ? « Aucun peuple n'a le droit de se proclamer « élu » ; c'est une prétention inadmissible », répond-il.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

Les évêques : « Le SIDA n'est pas un châtiment de Dieu »

L'épiscopat français a pris position, le mardi 23 juin, sur le SIDA, dans une brève déclaration intitulée : « De la peur à la solidarité ». La hiérarchie catholique se prononce contre les interprétations qui font du SIDA « un châtiment divin » et les tentatives de ségrégation et d'exclusion. En France comme à l'étranger, les Eglises chrétiennes veulent donner l'exemple de la « solidarité », et l'archevêché de Paris s'apprête à ouvrir un centre d'accueil pour les malades du SIDA. Réticente à l'usage des préservatifs, l'Eglise catholique est en revanche très imprécise sur les moyens de prévention d'une maladie, dont elle fait « un signal d'alarme », interrogeant chacun « sur son comportement personnel, familial et social ».

(Lire nos informations page 10.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ SIDA : Haiti au pilori de l'Amérique. ■ Les trésors perdus du CNRS. ■ Animaux en fin de règne. ■ Le Muséum sort ses bijoux. ■ Secteur de pointe : le minitel sur la sellette.

Pages 17 à 19

La mort de Fred Astaire

L'elfe d'acier

Fred Astaire est mort, le 22 juin, à Los Angeles, des suites d'une pneumonie. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Sur les planches, les mair, le macadam des rues ou le parquet des salles de bal, il dansait. Sur les crises monétaires, les guerres planétaires, les chagrins de la vie, il dansait. On avait espéré pour lui l'immortalité. Même si Fred Astaire, depuis longtemps n'était plus qu'un retraité propre regardant passer le temps derrière les vitres fumées de sa Rolls noire, il restait parmi nous, fantôme discret de sa propre gloire, et c'était juste.

Fred Astaire est un bienfaiteur de l'humanité. Sa générosité crépitait au bout de ses souliers vernis, dans les pans palpitants de son habit à queue de pie, il nous a fait croire à la grâce absolue d'un corps en mouvement, à l'insouciance des pieds, à l'humour d'un escalier.

Sur son visage qui n'avait rien de particulier, ni signe, ni laideur, ni beauté, il avait accroché une fois pour toutes un sourire modeste de représentant de commerce. C'était une marque ; un

masque de politesse infinie qui rendaient strictement imperceptible le travail accompli, féroce, étonnant, l'effort inouï. Trois cent cinquante heures pour répéter les pas de danse du seul « Swing time » (1) avec Ginger Rogers. Dans les bras de Fred, elfe d'acier, Ginger fut plus belle qu'elle n'était, et Cyd Charisse encore plus belle qu'elle est.

Capable d'un entrecrochet ostentatoire s'affranchir de la gravité, filer l'elfe universelle, il chantait désormais pour l'éternité, « Heaven, I'm in heaven » (« Ciel, je suis au ciel »). Top hat, tap dance, ces mots battent la mesure et rythment la mélodie d'un bonheur enfui. Fred Astaire est mort, et la légende d'être à perdu son messie.

DANIELE HEYMANN.

(1) Cité par Frédéric Drouin dans sa biographie de Fred Astaire (Métromedia de France).

LIRE PAGE 11

« Escapades, chapeaux, chapeaux » par JACQUES SCLIER
« Les trois femmes du danseur » par OLIVER MEHLIN

SES IDÉES ONT-ELLES FAIT NOTRE CHEMIN ?

Modernisation du réseau ferroviaire, construction de l'Europe, réforme de l'enseignement : une vie à service du progrès.

EDITIONS ODILE JACOB

HENRI TEISSIER DU CROS LOUIS ARMAND VISIONNAIRE DE LA MODERNITÉ

ENSEIGNEMENT

M. René Monory vient de proposer un plan-programme de cinq ou six ans pour l'enseignement (le Monde du 27 mai) et a repris l'idée des 80 % de jeunes au niveau du bac en l'an 2000 lancée par M. Chevènement. Jean-Jacques Salomon estime qu'il s'agit là d'un « mirage statistique ». Michel Prigent, de son côté, considère que l'Université souffre d'une crise d'identité, de confiance et de moyens.

Les trois crises de l'Université

Identité, confiance, moyens, ce sont les thèmes de réflexion privilégiés pour la restructuration de l'enseignement supérieur

par MICHEL PRIGENT (*)

IL est difficile de proposer une réforme de l'Université qui obtienne un consensus minimal. Il est sans doute moins ardu de parvenir à un diagnostic commun à tous les partenaires de la communauté scientifique, étudiants compris. L'enseignement supérieur affronte aujourd'hui trois crises : une crise d'identité, une crise de confiance et une crise de moyens. L'ampleur de cette triple crise et la simultanéité des symptômes ne peuvent laisser indifférents les responsables politiques, car les problèmes de formation sont plus que jamais à l'ordre du jour.

L'Université traverse depuis une vingtaine d'années une crise d'identité, au sens le plus fort du terme. Elle ne sait plus qui elle est. Est-elle une institution élitiste devant séparer le bon grain de l'ivraie par une sélection rigoureuse ? Est-elle une structure de masse qui doit porter la partie la plus nombreuse d'une génération vers les meilleurs diplômes ? Est-elle une école professionnelle dont les programmes doivent s'aligner progressivement sur les exigences de l'emploi ? Est-elle l'espace privilégié d'une formation culturelle éloignée des préoccupations économiques et des demandes de l'entreprise ? Les réponses à ces multiples questions relèvent trop souvent du

manichéisme et laissent deviner que l'enseignement supérieur n'a pas réussi la mutation de la modernité.

Il est temps d'affirmer, d'une part que l'absence de sélection est une catastrophe, que l'orientation des étudiants est une nécessité, que les cycles courts et les cycles longs doivent coexister sans cloisonnement et que la qualité des diplômes compte plus que leur nombre, d'autre part que, parallèlement aux grandes écoles qui ont une autre mission, la vocation de l'Université est de former des généralistes capables de s'adapter, non des techniciens monodisciplinaires hors d'état de se reconvertir en cas de besoin.

L'Université résoudra sa crise d'identité quand elle cessera de se considérer comme une institution monolithique et centralisée : un juriste, un médecin, un scientifique, un littéraire, ne sont pas interchangeables et le même cadre ne peut s'appliquer à des disciplines irréductibles l'une à l'autre.

La crise de confiance est le corollaire de la crise d'identité. L'opinion a le sentiment que l'Université fabrique des chômeurs et des contestataires, que l'argent public est dilapidé par des intellectuels

irresponsables et qu'il est inutile de gaspiller son énergie pour sauver une institution aux airs de bateau ivre. De son côté, la communauté scientifique souffre de son isolement dans le pays et n'accepte plus de susciter alternativement indifférence et hostilité. Enfin les étudiants craignent d'être l'enjeu d'affrontements politiques ou de débats techniques sans le moindre intérêt pour leur avenir.

Homéopathie plus que chirurgie

La confiance ne reviendra pas d'un coup de baguette magique et l'homéopathie sera plus opportune que la chirurgie. Les principes qui régissent le fonctionnement de l'Université ne doivent plus être remis en cause lorsqu'une alternance politique modifie le rapport des forces au Parlement. Le retour à la confiance implique la stabilité institutionnelle. Il ne s'agit pas de bloquer toute évolution du système, mais d'accompagner le changement des mentalités.

(*) Président des Cercles universitaires

« LA SOCIOBIOLOGIE », d'Edward Wilson

Victime d'un détournement

VOICI donc en traduction française la Sociobiologie, d'Edward Wilson, bible contestée d'une nouvelle science. La parution en 1975 de *Sociobiology: the New Synthesis* fut l'occasion de beaux débats. Était-il ou non sacrilège d'appliquer aux sociétés humaines des enseignements tirés de l'étude des sociétés animales ? La question est importante, mais elle masque l'apport essentiel de l'ouvrage : l'articulation au sein d'une nouvelle discipline de recherches qui paraissent isolées, l'élaboration d'une méthodologie propre. Le volume de cette somme décourageant la lecture, l'auteur propose ensuite une version abrégée. C'est elle qui vient d'être traduite.

Version abrégée ne veut pas dire fascicule. L'ouvrage a quelque sept cents pages, plutôt denses, et reste très suffisamment technique. Il est en trois parties. Les deux premières (*Evolution sociale* et *Mécanismes sociaux*) exposent les concepts et les méthodes de la sociobiologie ; la troisième (*Les espèces sociales*) applique ces méthodes pour décrire l'organisation sociale chez les invertébrés coloniaux, les

insectes, les poissons, les oiseaux, les herbivores, les carnivores, les primates non humains et enfin l'homme.

Quand parut la version américaine, tout un mouvement de pensée, correspondant souvent à ce qu'on a appelé la nouvelle droite, prit appui sur l'exposé de Wilson pour justifier divers préjugés philosophiques et parfois quelques propos franchement racistes. La lecture de la *Sociobiologie* montre l'exagération de certains commentaires. Wilson n'est sans doute pas un équilibriste forcené. Il considère que l'homme est un animal, mais ne dit nulle part qu'il n'est qu'un animal. Il pense, comme d'autres biologistes, que « la poule n'est que le moyen inventé par l'œuf pour produire un autre œuf » — en clair que la fonction de l'organisme est fondamentalement de perpétuer les gènes, qui, eux, sont immortels. Il en déduit que les comportements altruistes de nombreux animaux, comme celui de la mère se sacrifiant pour ses petits, ne sont que de l'égoïsme génétique bien compris. Il estime que la même tendance se fait jour chez l'homme.

Pour autant, il ne juge pas que celui-ci soit entièrement déter-

miné par ses gènes et que la sociobiologie, « étude systématique de la base biologique de tout comportement social », englobe la sociologie. Il ne se prononce pas sur la possibilité de « biologiser les sciences sociales de manière satisfaisante ». Définissent soigneusement le vocabulaire de la sociobiologie, qu'un glossaire rassemble en fin d'ouvrage, il n'y fait pas figurer le terme de « civilisation ». Et quand il emploie ce mot à propos de l'homme, c'est pour rappeler que les deux mille générations qui « nous séparent de l'invasion de l'Europe par l'homme s'étaient pleinement à l'œuvre dans la modification de manières majeures », que les sixante générations depuis l'Empire romain autorisent « des modifications substantielles » et qu'il serait donc « erroné de supposer que les civilisations modernes ont été entièrement bâties sur un capital accumulé durant le long parcours du pléistocène ». Certains des zéloteurs de l'inné ont oublié de lire cette phrase.

MAURICE ARVONNY.

★ Editions du Rocher, 679 p., 245 F.

L'illusion collective

Au lieu de promettre la lune, mieux vaudrait s'interroger d'abord sur les conditions d'un meilleur fonctionnement de tout notre système éducatif

par JEAN-JACQUES SALOMON (*)

DEUX millions d'étudiants pour la fin du siècle : noble projet, assurément, pour un pays de la dimension de la France qui devrait répondre à nos ambitions économiques, sociales, culturelles. Et il serait mieux encore de pouvoir l'atteindre autrement que comme un mirage statistique ! A droite comme à gauche, ce slogan devient l'un des rares terrains du consensus. Faut-il s'en réjouir ? Je crois plutôt qu'il faut s'interroger : jamais l'illusion collective — ou la démagogie — n'a mieux été partagée.

Dans les années 50, on a poursuivi le même objectif de doublement, et on l'a atteint, sinon dépassé. Mais si l'Université, en moins d'une décennie, est entrée dans l'ère de l'enseignement de masse, les réformes préalables, indispensables pour adapter à ce formidable défi le système d'éducation dans son ensemble, n'ont jamais été que caillottes sur une jambe de bois. Les résultats n'ont pas manqué : il y a, certes, quelques universités et dans d'autres quelques bastions dont la qualité d'encadrement et le niveau des recherches justifient de ne pas désespérer ; mais, outre la secousse de 68, nous avons hérité d'un système-parking d'enseignement supérieur dont plus de la moitié des inscrits n'obtiennent pas de diplômes à la fin de la deuxième année et d'institutions dont la plupart n'ont pas les moyens de fonctionner, qui n'ont même pas de quoi payer des bacheliers, leur chauffage et, dans certains cas, du papier à lettres !

C'est tout simplement tricher avec la France — et surtout les Français de demain — que de prétendre que cette institution, insupportable et submergée par le nombre, dont l'encadrement est insuffisant et qui n'a aucune raison, à moins de vocations spécifiques, d'attirer désormais les talents, peut former d'ici à la fin du siècle un tel effectif. Or sont les moyens financiers qui permettraient à l'Etat d'assumer un tel investissement d'infrastructure et d'encadrement ?

Un million de plus d'étudiants, alors que le délabrement des murs, l'indigence des moyens, l'insuffisance de l'encadrement, ne permettent pas de bien former les étudiants d'aujourd'hui. Alors qu'une grande proportion d'enseignants ne disposent pas de

bureaux, à plus forte raison de secrétaires ! Alors que le peu de reconnaissance sociale qu'inspirent les « chers professeurs », les cascades de réformes avortées, la difficulté de récompenser les bons et de sanctionner les médiocres (ah ! la prime de recherche, 2 200 F par an, attribuée à tous comme une prime de transport !), contribuent à l'isolement, au désenchantement, au découragement de la profession dont la nation a — et aura de plus en plus — le plus grand besoin !

C'est tout autant tricher que de continuer à prétendre que le bachelot — premier grade de l'Université — est le ticket d'entrée automatique à une formation supérieure, s'il n'existe pas d'institutions intermédiaires, entre les lycées et les universités, où les bacheliers puissent mettre à l'épreuve leurs aptitudes à une telle formation. Et c'est tricher plus que jamais que de prétendre que le système peut se passer de sélection.

Tabous et fantasmes

Mais voilà le mot tabou, celui qui fait descendre dans la rue, tomber les ministres et remuer tous les gouvernements : la France est ce pays étrange où la conscience collective professe que l'Université ne doit connaître ni sélection ni orientation, mais dont le système d'enseignement supérieur est l'un des plus sélectifs au monde, soit tacitement (les universités et les IUT qui recrutent en fonction des mentions au bachelot) soit explicitement (grandes écoles et études médicales).

Au mot tabou de la sélection s'ajoutent les mots-fantasmes du système d'éducation dans son ensemble : depuis la loi Faure de 68, autonomie, décentralisation, responsabilisation, autant de vœux plus ou moins créés des postes de recrutement, les carrières, l'orientation des disciplines ou la politique scientifique passent inexorablement par le crible de la bureaucratie d'un ministère qui gère une machine plus lourde que l'armée soviétique et mieux phagocytée par les batailles tribales des corporatismes et des idéologies qu'un petit pays en développement. Le système est à la fois si centralisé et si cohérent que toucher à une tige du toit ou à une brique des premiers étages revient inévitablement à ébranler tout l'édifice.

Pourtant, en dépit de l'Université, là où précisément se préfigurent ceux qu'on lui donne mission de former, les rejets, les déchets, les taux de déperdition, sont plus conséquents encore : c'est même l'un de nos records parmi les pays industrialisés (trois élèves sur quatre du secondaire ne finissent pas le parcours). Comment espérer un doublement de l'effectif étudiant, si l'on ne s'attaque pas aux défauts de conception, des structures, des contenus, des pratiques de l'enseignement secondaire et même élémentaire ?

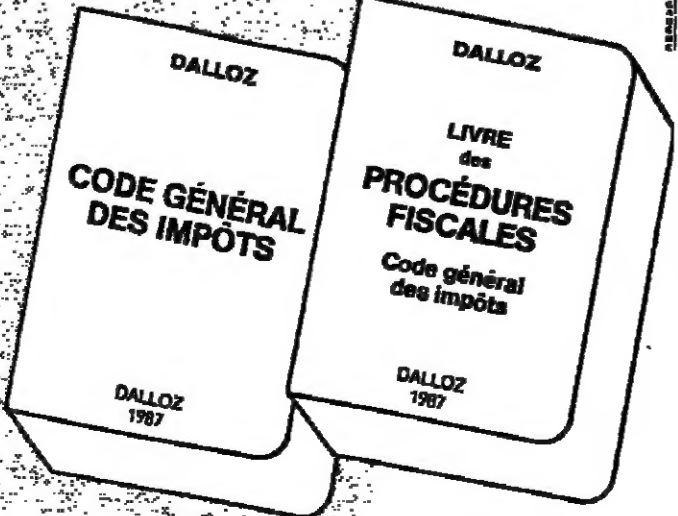
Mais la tentation des réformes est désormais collectivement refoulée, à force de lois inapplicables ou incompatibles, de règlements de compte, d'alternance et de cohabitation. Il n'y a plus qu'à laisser le système en l'état, à le gérer au jour le jour et à postuler que, faute de mieux, la promesse de deux fois plus d'étudiants donnera aux parents, aux élèves, aux enseignants le sentiment que tout ira pour le mieux dans la meilleure des France de demain.

Il est temps pourtant de revenir sur terre et, plutôt que de promettre la lune, de s'interroger sur les conditions que tout notre système d'éducation devrait remplir d'abord pour mieux fonctionner, ensuite pour faire face aux défis du vingt et unième siècle. Après quoi, il resterait à dire et à demander franchement à la nation le prix qu'elle est prête à payer — si elle l'est — pour sortir de l'illusion. Mais qui peut tenir un tel langage dans un pays qui ne vit plus, depuis une décennie, que dans la perspective, l'élan et l'anesthésie des revanches électorales ?

(*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, directeur du Centre science, technologie et société.

LE DROIT DE SAVOIR

Le droit de savoir, c'est pouvoir accéder facilement, grâce à de nombreuses tables, aux textes de référence (lois et décrets) annotés en fonction de la jurisprudence. Du code civil au code du travail, du code de commerce au code des loyers et de la copropriété, les 20 codes Dalloz constamment tenus à jour englobent tous les domaines du droit.



LES CODES DALLOZ INDISPENSABLES SÛRS PRATIQUES

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopier : (1) 45-33-86-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Directeur : André Fontaine

Directeur de la publication : Robert Berne-Méry (1944-1969)

Directeur : Jean-François (1969-1982)

Directeur : André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Berne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wonts.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 080 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 484 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les autres pays en espèces.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

Le Monde est publié tous les jours, excepté les jours de fête et les jours de grève.

URSS : les péripéties de la « restructuration »

La « mémoire » des patriotes

(Suite de la première page.)

Sans transition, M. Vassiliev poursuit sur un ton passionné : « Un peuple fort, une nation en bonne santé, ne se laisse pas imposer ; mais s'ils sont malades, des intrus profitent de la situation et s'installent en parasites sur un corps affaibli. »

Viennent ensuite les statistiques : « Les juifs représentent 0,69 % de la population et ils occupent plus de 20 % des postes importants. Comment peuvent-ils se prétendre persécutés, alors qu'ils sont si nombreux dans la presse, la littérature, les arts, la santé ? Ils veulent imposer leur point de vue. Le fait qu'il y ait pratiquement un juif dans la haute hiérarchie du parti, de l'armée et du KGB n'émeut apparemment pas M. Vassiliev. »

Et les francs-maçons qu'il dénonce, existent-ils donc en URSS ? « Assurément. On peut en juger d'après leurs activités. Pamiat a dénoncé dans la Komsomolskaja Pravda, les Izvestia, les Nouvelles de Moscou et Ogoniok, tous ces journaux dépendant d'un membre suppléant du bureau politique, Alexandre Iakovlev. Celui-ci ne nous laisse pas nous exprimer. On a refusé de nous enregistrer comme association, alors que d'autres pouvaient en ce moment comme des champignons. On avait demandé à pouvoir tenir une conférence de presse devant les journalistes étrangers ; pas de réponse. »

M. Iakovlev, un des principaux artisans de la « transparence » (glasnost) chère à M. Gorbatchev, est la bête noire de Pamiat. Il avait fait paraître, dans la Literaturnyia Gazeta, en novembre 1972, un article resté célèbre dans lequel il fustigeait les tendances nationalistes et antisémites de certains historiens. « Dès qu'on évoque favorablement notre histoire, on est taxé de nationalisme. Pourquoi Iakovlev a-t-il le droit de déclarer ce que je dois lire, écrire ou entendre ? », s'exclame M. Vassiliev. La tempête soulevée par l'article de 1972 avait entraîné la disgrâce de M. Iakovlev, envoyé comme ambassadeur en Canada, dans un exil dont M. Gorbatchev fait venir pour le promouvoir resté à l'étranger.

possible de tout le secteur de la propagande et des médias.

Combien Pamiat a-t-elle d'adhérents ? La réponse fuse : « Tout le pays. » Plus précisément ? Des milliers.

L'association est née modestement en 1980 lorsque quelques employés du ministère de l'Industrie aéronautique ont pris l'habitude de se réunir pour restaurer de vieux bâtiments menacés de démolition. Ils ont ainsi sauvé plusieurs églises qui avaient échappé au zèle des premiers bolcheviques et aux bulldozers de Khrouchchev. Pamiat a pris ses dimensions actuelles, nettement plus considérables, à l'automne 1985. Le mouvement est apparu sous les projecteurs, le 6 mai dernier, lorsqu'il a organisé une manifestation en plein cœur de Moscou.

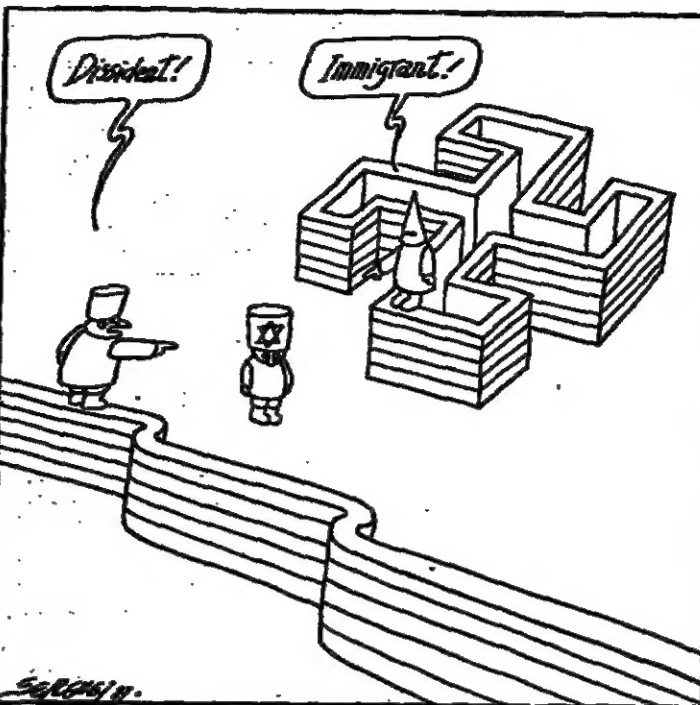
L'entretien avec M. Boris Eltsine

Conduits par M. Vassiliev, quatre cents membres de Pamiat se sont rassemblés ce jour-là devant l'ancien manège des Tzars, près des murailles du Kremlin. Ils ont défilé dans des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « La mémoire du peuple est sacrée ! », « Légalisez Pamiat ! », « A bas les saboteurs de la restructuration ! ». On a tellement l'habitude maintenant de voir des juifs manifestant dans les rues que des passants nous ont pris pour des juifs qui veulent ériger en loi.

M. Eltsine a soutenu les doléances d'ailleurs présentées respectueusement, des militants de Pamiat. Il leur a donné acte de leur opposition au projet de mouvement, particulièrement hâlé, destiné à commémorer la victoire de 1945 sur une des colonies de Moscou à l'ouest de la ville. Le chœur est d'ailleurs arrêté depuis plusieurs mois. Il a parlé avec eux de la lutte contre l'alcoolisme, un des chevaux de bataille de Pamiat. A une autre occasion, M. Vassiliev avait accusé les autorités de pervertir les enfants en leur faisant boire du petit lait qui contient des antibiotiques. « C'est sûr, sous l'influence des francs-maçons et des sionistes »,

raconté avec indignation une soirée chez M. Vassiliev. Ce dernier avait lu des passages des Protocoles des Sages de Sion, un faux antisémite forgé par la police secrète tsariste. Il aurait parlé d'un « complot » dont il aurait vu la preuve dans le plan du métro de Moscou, dont les principales stations se trouvent sous les bâtiments officiels, ce qui faciliterait les sabotages éventuels.

« Le phénomène Pamiat dépasse les limites raisonnables et se transforme en mouvement d'opposition », concluait, le 2 juin, les Izvestia. Sous le titre, « Un délire », Moscou-soir écrivait de son côté, le 15 juin, qu'un membre de Pamiat, apôtre autoproclamé de la sobriété, était en fait un ivrogne, de surcroît assassin de sa femme et placé pour cela en asile psychiatrique.



En dialoguant avec les manifestants de Pamiat, M. Eltsine a donné une certaine honorabilité à l'organisation. A-t-il voulu désamorcer un mouvement qui, malgré ses prédictions de langage, va à l'encontre de presque tout ce que proposent M. Gorbatchev et son équipe ? Les médias ont cependant soudainement haussé le ton contre Pamiat au début du mois de juin. Les Izvestia ont

formé en mouvement d'opposition », concluait, le 2 juin, les Izvestia. Sous le titre, « Un délire », Moscou-soir écrivait de son côté, le 15 juin, qu'un membre de Pamiat, apôtre autoproclamé de la sobriété, était en fait un ivrogne, de surcroît assassin de sa femme et placé pour cela en asile psychiatrique.

J'ai demandé à Boris Eltsine pourquoi il avait toléré la manifestation du 6 mai. Il m'a dit que rien dans le loi n'interdisait de manifester à Moscou », explique, sans trop y croire, un des artisans de la nouvelle politique de l'information, M. Vitali Korotitch, rédacteur en chef du magazine illustré Ogoniok. M. Korotitch a été lui-même la cible des discours enflammés des orateurs du Pamiat. « Ce sont des gens dangereux, dit-il, ils ne combattent pas à visage découvert la démocratisation ou la transparence, mais des fanatismes, tels que les francs-maçons ou les sionistes. Ils prétendent vouloir préserver le patrimoine mais, en réalité, c'est la démocratie qu'ils attaquent. Ce sont nos Le Pen. »

Le courant nationaliste russe a toujours existé de façon souterraine et il était traité avec une certaine bienveillance par Brejnev. Le compositeur Tikhon Khrennikov, le peintre Ilya Glazoune sont représentatifs de cette sensibilité très répandue dans les milieux artistiques de la capitale, par exemple au Bolchoï.

Avec Pamiat, c'est une contestation d'une tout autre ampleur et de nature politique qui se dessine. Ce sont les réformes de M. Gorbatchev qui sont en cause. Jusqu'ici, les autorités ont laissé faire. La campagne actuelle de presse contre Pamiat pourrait préfigurer une attitude beaucoup plus ferme.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Dans une lettre aux catholiques de Lituanie

Le pape évoque les liens étroits entre l'Eglise et la nation « aux heures sombres et douloureuses »

Vatican. — Le pape Jean-Paul II, dans une lettre aux catholiques de Lituanie, a appelé au respect de la liberté de culte dans la république balte et a déclaré que l'appartenance à l'Eglise ne pouvait pas y être considérée comme un patriotisme.

Cette lettre a été envoyée en Lituanie à l'occasion du six centième anniversaire de la conversion du grand duc Wislawa Jagiello, marquant l'introduction du catholicisme dans le pays.

En Pologne, lors de sa récente visite, le pape avait déclaré qu'il avait espéré pouvoir se rendre en Lituanie cette année, mais avait dû laisser entendre que Moscou persistait dans son refus d'autoriser la visite, refus signifié une première fois en 1984.

Dans sa lettre de dix-huit pages, le pape rappelle aux jeunes Lituanais que l'Eglise catholique « a été tellement mêlée (...) à la réalité nationale que vos pères se sont servis d'elle de tout temps,

mais surtout lorsque apparaissent les épreuves, des heures sombres et douloureuses qui ont marqué, il n'y a guère encore longtemps, l'histoire de votre terre ». (Ce qui constitue une allusion très claire à la période de la soviétisation forcée et de la guerre entre 1940 et 1945).

Ce sont des évènements, des prières, des catéchismes, des litanies chrétiennes qui affrontent les humiliations, les discriminations, les souffrances, parfois la persécution et même l'exil, la prison, la déportation et la mort », écrit encore le pape, saluant l'Eglise et les familles lituanaises qui ont su garder la culture lituanienne vivante, « malgré de nombreux empêchements et obstacles ».

C'est grâce à elles que la nation n'a pas perdu son identité et sa conscience propres. Elles restent les gardiennes de l'héritage sacré et inviolable, le reliquat des grandes valeurs humaines et chrétiennes : la liberté de conscience, la dignité de la personne. — (Reuter, AFP.)

Le bastion du catholicisme

La Lituanie est le principal point d'ancrage du catholicisme en URSS — les deux tiers de la population de cette république de 3,5 millions d'habitants sont considérés comme catholiques. Il semblerait que la moitié des enfants soient baptisés. Cette religion est intimement liée aux traditions nationales du pays, et c'est pour cette raison en particulier que les autorités locales s'efforcent de limiter très étroitement l'influence de l'Eglise en utilisant des méthodes très diverses (contrôle, intimidation, infiltration et répression).

Les catholiques sont en situation de beaucoup plus difficile en Lituanie occidentale, où l'Eglise locale — unie — a été rattachée par la force à l'Eglise orthodoxe après la dernière guerre. On trouve aussi des catholiques en Lettonie et en Sibirie, en particulier dans les minorités polonaises (environ 1,5 million de personnes dans l'ensemble de l'URSS) et allemandes. On estime que l'URSS compte entre quatre et cinq millions de catholiques.

Moscou critique avec modération le projet de brigade franco-allemande

MOSCOU de notre correspondant

L'URSS a exprimé de façon plutôt modérée son mécontentement face à la proposition du chancelier Kohl de créer une unité franco-allemande. Ce projet ne déboucherait pas sur une réduction du face-à-face militaire en Europe, mais au contraire sur une augmentation de la tension », a déclaré, le lundi 22 juin, M. Vladimir Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères.

Ce sujet n'a occupé qu'une faible partie de la conférence de presse qu'ont tenue, aux côtés de M. Petrovski, deux membres de l'état-major, les généraux Nikolai Tchervov et Makimov Garov, et qui était consacrée à une coopération, évidemment au bénéfice de la seconde, des doctrines militaires respectives des pays de l'Otan et de ceux du pacte de Varsovie. « L'Occident suit la voie ancienne. Le jeu militaire qui pèse sur ses dirigeants est trop lourd pour qu'il puisse s'en dégarer », a poursuivi M. Petrovski à propos du projet franco-allemand.

La création d'une brigade d'inquiète pas outre mesure les militaires soviétiques. Mais ils redoutent que par des biais de ce genre soit peu à peu contournée l'interdiction faite à la RFA de produire ou de posséder des armes nucléaires, bien que le chancelier Kohl ait été très clair sur ce point.

La Pravda de mardi insiste sur ce dernier point. « Le symbole de la coopération entre la RFA et la France que représente la création d'une brigade franco-allemande n'a été inventé que pour dissimuler le véritable état des choses », écrit le journal, avant d'évoquer la possibilité que Paris équipe un jour de têtes nucléaires les fusées que Bonn pourrait construire.

La Pravda relève que M. Mitterrand a approuvé la proposition du chancelier Kohl comme un premier pas vers une « défense européenne commune ». Le quotidien du parti, qui a de la mémoire, rappelle l'échec de la Communauté européenne de défense en 1954 devant l'Assemblée nationale, et estime que ce refus était justifié par l'« intérêt national » de la France.

D. Dh.

SUÈDE : la « Midsommar » et ses traditions

La nuit où tout... ou presque est permis

STOCKHOLM de notre correspondant

Temps frais et averse sur l'ensemble du pays. En apprenant, la semaine dernière, ces tristes prévisions météorologiques, la police suédoise ne cachait pas son ravissement et pensait que les traditionnelles fêtes de la Saint-Jean, généralement si agitées, allaient cette année être calmes. Les ciels gris, les bourrasques de vent et la pluie ne se prêtent guère, en effet, au camping et aux tribulations sauvages dans la nature. Les intempéries n'ont pourtant rien découragé les tenants des rites, désireux de célébrer comme il se doit la « Midsommar », c'est-à-dire la fête du « milieu de l'été ».

En Suède, le jour le plus long de l'année est fêté. Pour des raisons pratiques, il tombe toujours le samedi le plus proche du solstice d'été. Cette fois, c'était le 20 juin, mais les « folles cérémonies » commencent la veille, à la « Midsommarstån ». La nuit où tout ou presque est permis, la nuit où il faut boire, et trop boire.

Le bilan 1987 n'est pas aussi lourd que celui des années précédentes, mais il se situe, selon les experts, dans une bonne moyenne. Vendredi soir, dans le petit port de Smögen, sur la côte ouest, trente-huit jeunes gens ont été conduits à l'hôpital après l'explosion d'une bombe fumigène dans une discothèque pleine à craquer. A Halmstad, le commissariat local a servi de dortoir et de centre de désintoxication pour une cinquantaine d'adolescents interpellés sur un camping dans un état d'ébriété particulièrement avancé.

Bouteilles dissimulées

A Rättvik, en Dalécarlie, la police montée a appréhendé plusieurs dizaines de joyeux lurons qui avaient brusquement décidé de prendre d'assaut la scène où se produisait un groupe pop... Sur les lacs, quelques barques ont chaviré... En certains endroits, on a sorti les couteaux. Bref : « comme d'habitude », mais rien de bien grave heureusement. Rien de comparable, en tout cas avec la tragédie du 21 juin de l'année dernière, où un jeune homme de dix-neuf ans qui voulait empêcher une bagarre entre immigrés et Suédois avait été tué à coups de tasses de bouteille par un groupe de « skin-heads ».

Cette année, les incidents les plus fâcheux se sont produits dans la petite île d'Oland. Cette

« perle de la Baltique » est envahie par les touristes en été, et y célébrer la « Midsommar » est considéré par beaucoup comme un must. Elle est reliée à la terre ferme par un pont long de 7 kilomètres, souvent très embouteillé. La police du département, trop habituée aux échauffourées, avait pris, depuis jeudi dernier, des dispositions exceptionnelles, en installant notamment une sorte de douane.

Estimant qu'une bouteille de 75 centilitres d'alcool fort (45-50°) par personne correspondait à la consommation « raisonnable » d'un Suédois pendant les fêtes (du 19 juin au soir au 21 au matin), la maréchaussée décida de contrôler les coffres de toutes les voitures se rendant à Oland et de confisquer les caisses de bière et les bouteilles de vodka ou d'aquavit « superflues ». De l'avis même des policiers, qui avaient pourtant reçu des rapports des districts voisins, cette stratégie s'est soldée par un échec. D'abord parce que, faute de moyens, ils ne purent fouiller que cinq cents des quelque vingt-cinq mille véhicules qui ont passé le pont. D'autre part, les fêtards, prévenus par la presse et la radio, avaient naturellement dissimulé leurs bouteilles sous les sièges.

Saouls

comme des grives

Ce lundi, la police de l'île dressait son bilan : moins de dégâts et de déprédations que d'habitude, mais davantage de tapage nocturne et de cas de conduites en état d'ivresse. En l'espace de quarante-huit heures, cent trente-sept personnes, d'ordinaire « sages comme des images », mais ce soir-là « saoules comme des grives », selon le commissaire, ont été conduites au poste pour ivresse sur la voie publique ; dix-sept ont été interpellées pour conduite au volant. Quelques-unes quelques-unes sanglantes, un viol et un début d'incendie dans une chapelle ! Au dire d'un témoin, « la grande de Borgholm, la capitale de l'île, ressemblait dans la nuit de vendredi à samedi à Klondike ».

Lundi, la vie a repris normalement. Après avoir trébuché et s'être déchalinée « comme d'habitude » pour la Saint-Jean, la plupart des Suédois, la tête un peu lourde, certes, se sont subitement assagis et vont prendre un bon verre de lait bien frais le soir pour accompagner leur repas. Comme d'habitude, ou presque. En attendant la prochaine occasion de s'éclater : la « fête des écrivains » au mois d'août.

ALAIN DEBOVE.

Après la manifestation de Riga la presse lettone dénonce « les éléments nationalistes inspirés de l'étranger »

Moscou. — La tenue, le 14 juin d'une importante manifestation à Riga, capitale de la Lettonie (le Monde du 20 juin), a été décrite par un journal local, qui explique et justifie le fait que la police ne soit pas intervenue.

Le quotidien Sovetskaja Latvija, daté du 18 juin et reçu le dimanche 21 juin à Moscou rapporte ainsi : « Evénement du 14 juin » mais précise toutefois le nombre de participants à cette manifestation. De mille à deux mille personnes, selon plusieurs sources, s'étaient rassemblées sur une grande place de Riga pour commémorer le souvenir des Lettons victimes de la répression soviétique.

Sovetskaja Latvija prend prétexte, la lettre d'un ancien combattant s'offusquant que la police n'ait pas dispersé cette manifestation et rapporte la version suivante : « Répondant à l'appel des radicaux occidentaux hostiles à l'Union soviétique et subordonnés à l'agence de renseignement américaine, certains citoyens ont déposé des fleurs au monument de la

liberté. Leur but, selon les organisateurs, était de célébrer la mémoire de ceux qui ont été transportés dans la profondeur de notre pays (en Sibirie) huit jours avant l'attaque hitlérienne. Ces mesures avaient un caractère préventif à l'encontre de certaines catégories de personnes pro-fascistes (...) agissant illégalement et qui formaient comme une cinquième colonne de Hitler. »

Le journal admet que, parmi ces « victimes du culte de la personnalité de Staline, il y avait des tenants de plusieurs nationalismes — juifs et Polonais — et pas seulement des Lettons. « La plupart de ces gens sont revenus dans les années 30 », assure le quotidien.

Sovetskaja Latvija s'en prend avec vivacité aux organisateurs, les membres du groupe Helsinki 86, qualifiés d'« éléments nationalistes ». « Il s'agit d'éléments nationalistes inspirés par l'étranger », et conclut : « Le processus de démocratisation ne signifie pas l'anarchie ou l'arbitraire, chacun pouvant faire ce qu'il veut. » — (AFP.)

MOSCOU de notre correspondant

L'URSS a exprimé de façon plutôt modérée son mécontentement face à la proposition du chancelier Kohl de créer une unité franco-allemande. Ce projet ne déboucherait pas sur une réduction du face-à-face militaire en Europe, mais au contraire sur une augmentation de la tension », a déclaré, le lundi 22 juin, M. Vladimir Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères.

Ce sujet n'a occupé qu'une faible partie de la conférence de presse qu'ont tenue, aux côtés de M. Petrovski, deux membres de l'état-major, les généraux Nikolai Tchervov et Makimov Garov, et qui était consacrée à une coopération, évidemment au bénéfice de la seconde, des doctrines militaires respectives des pays de l'Otan et de ceux du pacte de Varsovie. « L'Occident suit la voie ancienne. Le jeu militaire qui pèse sur ses dirigeants est trop lourd pour qu'il puisse s'en dégarer », a poursuivi M. Petrovski à propos du projet franco-allemand.

Edgar MORIN



Penser l'Europe

« La force d'Edgar Morin, qui a signé l'un de ses livres les plus féconds, c'est d'avoir fait vibrer non seulement ses cordes de sociologue, d'historien, mais aussi celles d'un poète. »

Pierre Drouin/Le Monde

« Le premier vrai livre sur l'Europe moderne. »

François Feron/Libération

au Vif du Sujet

GALLIMARD

Europe

CITÉ DU VATICAN: la visite du président autrichien

L'ambassadeur des Etats-Unis n'assistera pas aux cérémonies en l'honneur de M. Kurt Waldheim

ROME
de notre correspondant

A la veille de l'arrivée à Rome le mercredi 24 juin dans la soirée du président autrichien, M. Kurt Waldheim, qui rencontrera officiellement le pape Jean-Paul II, jeudi, au Vatican, de nouvelles prises de position ont été enregistrées contestant les arguments des adversaires de cette visite. Se référant aux déclarations de la communauté juive de la capitale, dont la présidente, M^{me} Tullia Zevi, avait exprimé sa « douloureuse stupeur », l'ambassadeur de la Ligue arabe en Italie, M. Mhanna Durra, a « condamné énergiquement la tonalité raciste et l'évidente confusion entre religion et politique caractérisant cette prise de position ». Le représentant de l'O.L.P., M. Nemmer Hammad, a jugé, pour sa part, que les « cercles

racistes sionistes » ont trouvé dans cet événement diplomatique « une occasion pour attaquer le peuple palestinien, l'O.L.P. et son président Yasser Arafat ».

M. Waldheim demeurera comme d'ordinaire pour ce genre de visite deux heures au Vatican. Il sera accueilli, conformément au protocole, par la fanfare jouant les hymnes nationaux. Le chef de l'Etat autrichien aura une demi-heure d'entretien avec le pape, puis il aura une discussion avec le secrétaire d'Etat, Mgr Agostino Casaroli, pendant laquelle il sera accompagné par le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock. Le corps diplomatique auprès du Saint-Siège sera ensuite présenté à M. Waldheim. Cependant, le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis au Vatican a indiqué que l'ambassadeur, M. Frank Shakespeare, ne serait pas présent. Enfin, M. Wal-

dheim devrait s'arrêter à la basilique Saint-Pierre pour une brève prière.

Cependant, l'ambassade d'Autriche à Rome a fait circuler lundi un Livre blanc écrit sous la responsabilité du gouvernement de Vienne à propos des activités du chef de l'Etat durant la seconde guerre mondiale. Comme il était prévisible, le dossier lève M. Waldheim de toutes les « insinuations infondées » sur son « présumé » passé nazi. Appartenant à une famille qui a résisté à toutes les pressions visant à une adhésion au parti et à l'idéologie national-socialiste, l'intéressé n'a jamais quant à lui, selon ce dossier, été membre des Jeunesses hitlériennes ni des S.A. Son grade durant la guerre et les fonctions qu'il a remplies dans l'armée excluaient, par ailleurs, « quelque implication que ce soit dans les crimes de guerre et des persécutions de civils ».

M. Waldheim était « absent pour divers motifs » de la région de Grèce où ont été commis certains actes qui lui sont imputés. Enfin, ce Livre blanc situe en Yougoslavie l'origine des documents se trouvant dans le dossier des Nations unies qui a été utilisé contre M. Waldheim, et « qui présente des erreurs et des irrégularités ». L'hypothèse est suggérée que des problèmes de politique étrangère existant jadis entre Vienne et Belgrade (la question de la province contestée de la Carinthie) aient pu être à l'origine de ce « montage » yougoslave.

JEAN-PIERRE CLERC.

● Formation de la commission d'enquête. — Un ancien professeur d'histoire militaire bernois, M. Hans-Rudolf Kurz, qui est également juriste, a été déclaré prêt, le lundi 22 juin, à diriger la commission d'enquête internationale sur l'affaire Waldheim, formée à la demande du gouvernement autrichien. Le Congrès juif mondial, qui avait été à l'origine des accusations contre M. Kurt Waldheim, déclare dans un communiqué que « cette prétendue commission, dirigée par un historien suisse désigné par les Autrichiens, est dépourvue de toute crédibilité et n'a aucune autorité pour retirer le nom de Waldheim de la liste des personnes indésirables aux Etats-Unis ». — (AFP.)

ESPAGNE: Après l'attentat de Barcelone

La colère des Catalans

MADRID
de notre correspondant

Combien étaient-ils ? Trois cent mille, comme l'affirment certaines sources ? Ou plus d'un demi-million, comme le prétendent d'autres ? Ce qui est sûr, c'est que, depuis le 11 septembre 1976, lorsqu'un million de Catalans étaient descendus dans la rue pour réclamer le retour à l'autonomie, jamais Barcelone n'avait vu manifestation aussi importante que celle réunie le lundi 22 juin pour protester contre l'attentat de l'ETA dans un supermarché de la ville qui a coûté la vie à dix-huit personnes, l'un des blessés étant décédé mardi matin.

Tous les partis politiques ont convoqué conjointement la manifestation, et on remarque au premier rang, côte à côte, le président du gouvernement autonome catalan, M. Jordi Pujol, le ministre espagnol de la culture, M. Javier Solana, le président du Parlement basque, M. Jesus Egiguren, le maire de la ville, M. Pasqual Maragall... Ensuite viennent les familles des victimes et, derrière, le gigantesque flot humain. Sur les multiples pancartes, on peut lire : « Pour la paix et la liberté, contre le terrorisme », « Coopération de tous contre le terrorisme », et aussi : « Comment est-il possible que quarante mille Catalans aient pu approuver les assassinats ? », une allusion au nombre

d'électeurs de la région qui s'étaient prononcés, aux élections européennes du 10 juin, pour la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire.

Les manifestants défilèrent durant près de deux heures dans un impressionnant silence, seulement rompu, de temps en temps, par des applaudissements et des cris isolés contre l'ETA. A l'issue de la manifestation, l'actrice Nuria Espert lit un communiqué qualifiant l'attentat d'« expression du plus pur fascisme, un fascisme que la Catalogne a toujours rejeté ».

Tandis que la Catalogne continue à manifester son indignation, au Pays basque, Herri Batasuna, qui avait samedi, fait sans précédent, critiqué l'action de l'ETA militaire, semble maintenant se raviser. Certes, le journal qui lui est proche, *Egin*, s'est à nouveau montré très critique, lundi. Mais l'un des principaux dirigeants de la coalition, Ion Idigoras, a en revanche déclaré qu'un tollé en affirmant lundi que le communiqué de l'ETA reconnaissant sa « grave erreur » démontrait « la maturité et l'honnêteté » de l'organisation séparatiste. De là à conclure qu'une division se fait jour parmi les habitants sympathisants de la « lutte armée », il n'y a qu'un pas que certains au Pays basque, n'hésitent plus désormais à franchir.

THÉRIEY MALINIAK.

RFA

Mohamed Hamadé ne sera pas extradé vers les Etats-Unis

Bonn (AFP). — La RFA a décidé de ne pas extraditer aux Etats-Unis le terroriste chite libanais Mohamed Hamadé, emprisonné à Francfort, mais de le juger en RFA en dépit de fortes pressions américaines.

Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion ministérielle le lundi 22 juin à Bonn. Elle devrait être annoncée officiellement mercredi.

Les Etats-Unis exigeaient l'extradition de Mohamed Hamadé, arrêté le 13 janvier dernier à l'aéroport de Francfort en possession de 12 livres d'explosif liquide, en raison de sa participation au détournement d'un Boeing de la TWA en juin 1985, à Beyrouth, au cours duquel un plongeur de la marine américaine avait été tué.

L'arrestation de Mohamed Hamadé, puis de son frère Abbas, également à Francfort, avait provoqué l'enlèvement de deux Allemands de l'Ouest à Beyrouth.

M. Rudolf Cordes et Alfred Schmidt, par le Hezbollah. Le gouvernement de Bonn ne dispose pas d'informations récentes sur leur sort.

Hamadé avait été formellement reconnu lundi dernier par des membres de l'équipage du Boeing de la TWA lors d'une confrontation au siège de l'Office fédéral de la police judiciaire (BKA), à Wiesbaden.

Bonn a de nouveau recommandé à ses ressortissants au Liban la plus grande prudence dans leurs déplacements dans le pays.

Le président Reagan s'est déclaré satisfait, lundi, de la décision de l'Allemagne de l'Ouest de juger en RFA Mohamed Hamadé plutôt que de l'extrader aux Etats-Unis. « Je savais et j'ai toujours su qu'il allait être jugé pour meurtre, quel que soit l'endroit où il serait jugé », a déclaré M. Reagan à Melbourne, en Floride.

TURQUIE

Le président Evren accuse « quelques pays alliés » de « soutenir les mouvements terroristes »

Sivas (AFP). — Le président Kenan Evren a déclaré, le lundi 22 juin, à Sivas (Turquie centrale), que son pays devrait réviser les modalités de son appartenance à l'OTAN, « puisque quelques pays alliés veulent diviser la Turquie ».

« Quelques pays alliés, a-t-il dit, soutiennent les mouvements terroristes en Turquie en votant en Parlement européen une résolution sur le soi-disant génocide arménien et les prétendues injustices faites en Turquie à la minorité kurde. »

« Nous sommes membre de l'OTAN, du Conseil de l'Europe et de l'OCDE. Quand nous avons présenté notre demande d'adhésion à la

CEE, les communistes et les Verts ont voulu nous empêcher. Mais devant leur échec, ils ont voté la résolution qui a encouragé les terroristes », a poursuivi le chef de l'Etat turc.

Par ailleurs, quelque quinze mille hommes appartenant notamment à des unités d'élite de la gendarmerie, des troupes aéroportées et des commandos appuyés par des hélicoptères ont été engagés dans les opérations de poursuite dans la province de Mardin, où s'était déroulé, dimanche, le raid des séparatistes kurdes, qui fit trente morts parmi les villageois.

الجمهورية العربية السورية

Afrique

La visite du premier ministre tunisien à Paris

M. Sfar aurait demandé à M. Chirac de mettre fin aux activités de M. Mzali en France

Arrivé le dimanche 21 juin à Paris pour une courte visite de travail, M. Rachid Sfar, premier ministre tunisien, devait regagner son pays mardi. Après avoir rencontré M. Chirac pendant plus d'une heure, il a participé lundi à un « dîner-débat » offert à l'Union des journalistes et de la presse de langue française par l'ambassade de Tunisie.

M. Sfar s'est refusé à commenter les informations selon lesquelles il aurait demandé à M. Chirac de limiter les activités en France de son prédécesseur, M. Mohamed Mzali, limogé en juillet 1986 et condamné en avril à quinze ans de prison par contumace. « Il y a plus important à faire que de parler de cet homme », a dit M. Sfar, assurant que les entretiens à Matignon avaient pour objet « toutes sortes de questions d'ordre politique qui intéressent l'avenir du monde et le bassin méditerranéen ».

De source sûre, on indique néanmoins que le but principal de cette visite était d'obtenir des autorités françaises, devant regagner son pays mardi, l'assurance que M. Mzali cessait de s'exprimer en France alors qu'il est censé vivre en exil en Suisse. La publication chez un éditeur parisien d'une « lettre ouverte » de M. Mzali au président Bourguiba a vivement agacé le destinataire, et M. Sfar l'a fait savoir à son collègue français bien qu'il considère cet opuscule comme un simple « torchon ».

« Pour juger l'auteur, je vous laisse le soin de comparer ce qu'il disait quand il était au pouvoir et ce qu'il dit maintenant », a-t-il déclaré.

Le premier ministre tunisien a consacré l'essentiel de sa conversation avec la presse à la menace intégriste et aux activités des réseaux « khomaynistes » dans son pays. Il a dénoncé les menées de l'ambassade d'Iran à Tunis avant la rupture des relations diplomatiques ainsi que le

double langage du Mouvement de la tendance islamique (MITI) qui, tout en parlant de démocratie et de liberté, poursuit « des entreprises criminelles » qu'ont révélées, selon lui, les tentatives d'émiettement étudiantes du 23 avril dernier. « A compter de ce jour, a poursuivi M. Sfar, nous avons commencé à détecter les groupes dormants qui se réveillent au fur et à mesure des nécessités de l'action. La plupart des journalistes tunisiens ont reçu des lettres de menaces de mort ».

Au cours de sa séance, M. Sfar a rendu visite à M. Mabrouk, ministre des affaires étrangères, actuellement hospitalisé en France pour des causes de santé qui pourraient être durables. « M. Mabrouk est toujours ministre des affaires étrangères », a-t-il dit. M. Sfar en fait allusion à des rumeurs sur la démission de l'ancien ambassadeur en France.

J. G.

BIBLIOGRAPHIE

La « Lettre ouverte » de l'ancien « dauphin » à M. Bourguiba

On éprouve quelques gênes à accueillir un homme qui a cessé d'être puissant, mais, il faut bien le dire, le livre que M. Mohamed Mzali a fait éditer en France n'est pas de nature à rebaisser son image. Cette *Lettre ouverte* au président Bourguiba aurait pu être un passionnant document sur la Tunisie d'aujourd'hui, la matière ne manquant pas pour évoquer les problèmes de succession du « Combattant suprême ». Il eût fallu pour cela prendre un peu de hauteur, surmonter une amertume bien compréhensible et s'abstraire des ragots et des petites querelles de personnes qui passionnent une certaine élite dans le Landersman tunisien.

Au lieu de quoi, l'ancien premier ministre s'est lancé dans un plaidoyer *pro domo* dont la naïveté n'a d'égal que la mégalomanie. Partant de petits faits vrais, il s'attribue systématiquement le beau rôle avec un toupet qui ne trompe pas les observateurs dotés de mémoire. Par exemple, il est vrai que le président Bourguiba avait demandé, en septembre 1983 les relèvements de prix qui furent à l'origine de la « révolte du pain », mais, au lieu d'essayer de

le faire revenir sur sa décision, comme il le prétend, M. Mzali a déployé tout son zèle pour faire appliquer la mesure, alors que plusieurs ministres s'efforçaient de l'effleurer. Il se présente comme le promoteur d'une éphémère démocratisation qu'il tenta effectivement de mettre en œuvre, mais il oublie de mentionner l'influence, au moins égale, de l'ancienne épouse de M. Bourguiba et d'hommes tels que MM. Caid Eschchi et Tahar Belkhouja.

On ne s'attendait pas à la grande d'âme à l'égard du trio à l'origine de sa disgrâce — « la Digne » (M^{me} Saida Sassi), « la Brute » (M. Skhiri), et « le Traud » (M. Mabrouk), — mais ces pages sentent le follement beaucoup plus que le pamphlétaire. Egaré par l'égard de l'ouvrage d'un président qui ridiculise après avoir brisé ses faveurs, fausement apitoyé à l'égard d'hommes qu'il avait combattus quand ils le gênaient, M. Mzali fait preuve d'une indulgence étonnante avec les islamistes, comme s'il croyait utile de préserver l'avenir de ce côté-là.

On comprend l'amertume de l'auteur devant l'arrogance d'adversaires plus adroits que lui, et il faut lui reconnaître le mérite de n'avoir pas cherché à s'enrichir. On compatit aux malheurs de sa famille, victime de représailles après sa fuite, mais les intellectuels contestataires, les syndicalistes et les opposants politiques nagent harcelés par lui autour du mal à faire de même. Un *mes culpa* aurait parfois donné plus de crédibilité à un ouvrage qui se veut « une contribution décisive à l'histoire de la Tunisie ». Seul revient un leitmotiv : « J'aurais dû démissionner ».

L'œil et la solitude sont de bien mauvais conseillers. On ne comprend pas pourquoi celui qui ne fut pas le plus des hommes politiques tunisiens s'est tant acharné à faire imprimer ce libellé. A défaut d'être toujours convaincant, l'ancien premier ministre déchu aurait pu se montrer éloquent. Il se révèle seulement pleurnicheur.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

* *Lettre ouverte à Hédi Bourguiba*, de Mohamed Mzali. Albin Michel, 186 p., 64 F.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAIN

Une saga huguenote tournée avec des acteurs français

Johannesburg (AFP). — La société de production française Tépéc, en collaboration avec la télévision d'Etat sud-africaine (SABC), a achevé la semaine dernière le tournage des sept premiers épisodes d'une série télévisée qui sera diffusée sur les écrans sud-africains et français, et sans doute sur ceux de plusieurs pays d'Europe occidentale.

Intitulée en français « Bonne Espérance » (le *Heritage* pour la version sud-africaine), la série comprend treize épisodes, entre 1820 et 1880, l'histoire de la famille Baseniers, descendant de l'un des deux cents huguenots français qui vinrent s'établir près du Cap à la fin du dix-septième siècle.

C'est d'abord une grande histoire romantique : amour, passion, haine », explique Pierre Lary, qui résume les six derniers épisodes, dont le tournage débutera à la mi-juillet. Les sept premiers épisodes ont été réalisés sous la direction de Philippe Monnier. En toile de fond, la série

abordera aussi des questions éminemment politiques qui sont à l'origine des problèmes actuels de la société sud-africaine : l'affrontement croissant entre Boers (descendants des premiers colons hollandais et des huguenots français) et Anglaises, les conflits sanglants entre ces deux groupes et les tribus africaines, les rapports quotidiens entre Blancs et Non-Blancs.

Cette série, si elle n'est pas la première coproduction télévisée franco-sud-africaine, n'en est pas moins la plus importante, car elle pourrait être diffusée, outre en France (TF 1), sur des chaînes ouest-allemandes, italienne, britannique et même, peut-être, américaine. La distribution, pour les rôles principaux, est également partagée entre acteurs français et sud-africains, avec, du côté français, Agnès Soral, Sylvie Testud, Jean-Pierre L  aud, Xavier D  elle. La série devrait s'achever en novembre, la série pouvant être programm  e en France, sur la Une    partir de mars.

MONDES EN DEVENIR

ELEMENTS POUR UNE THEORIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Francine DEMICHEL

14x21 cm - 256 p. - 89 F

Berger-Levrault

Isth
Pour vous aider à réussir à
HEC-ESCP 2^e Année
• Entraînements individuels et collectifs
• Enseignements complets : DÉCEMBRE à MAI
• Préparation intensive en AGUT
Cours importants gratuits
MAJOR DE PROMOTION HEC 86
TEL : 45.83.59.33 / 75.42.94.94

SCIENCES PO

La seule école qui depuis 20 ans vous offre des garanties
Directeur et professeurs, anciens de SC-PO ou de l'ENA
Taux de réussite exceptionnelle. Sélection sur dossier.
Séries 1^{re} et 2^e années : IN EPAP ; concours ENA
Préparation à temps complet sur place et par correspondance. Oct. cours 3 heures
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.08.18 ou 47.22.94.94

Nouveau :
prépa
CELSA

Nouvelle m
contre route int

Asie

CORÉE DU SUD

Nouvelle mise en garde de Washington contre toute intervention de l'armée dans la crise

Prenant la parole pour la première fois depuis le début des manifestations étudiantes, le président Chun Doo Hwan a lancé, le mardi 23 juin, un appel au dialogue et au compromis. « La stabilité et l'unité sont nécessaires à la vie d'une nation », a-t-il notamment dit lors de l'inauguration d'une centrale nucléaire.

De son côté, le gouvernement américain a mis en garde l'armée sud-coréenne contre toute intervention dans la crise. « De notre point de vue, une intervention militaire aurait des conséquences graves », a déclaré, lundi, le porte-parole du département d'Etat à Washington.

SEOUL
de notre envoyé spécial

Après douze jours de manifestations antigouvernementales quotidiennes dans les principales villes du pays, la crise coréenne est entrée, depuis le lundi 22 juin, dans une phase de relatif apaisement. La décision du président Chun Doo Hwan de rencontrer les dirigeants des partis politiques, dont M. Kim Young Sam, président du Parti pour la réunification et la démocratie, constitue une concession majeure du pouvoir. Pour la première fois, M. Chun est contraint de reculer sous la pression de la rue. L'inconnu, aujourd'hui, est de savoir jusqu'où il entend aller dans son dialogue avec l'opposition.

Le gouvernement pourrait annoncer inopinément - en tout cas, avant l'entrevue, envisagée mercredi, entre le président et les dirigeants des partis - la levée de l'assignation à domicile de M. Kim Doo Jang, principale figure de l'opposition.

Le gouvernement semble vouloir agir sur deux plans. D'une part, renouer le dialogue avec l'opposition sur la réforme constitutionnelle. (En d'autres termes, M. Chun reviendrait sur sa décision du 13 avril, qui avait mis l'opposition fin au débat

sur la réforme de la loi fondamentale). D'autre part, restaurer l'ordre en cherchant à isoler les éléments les plus radicaux de l'opposition. Au cours de leur entretien, à l'issue duquel fut décidée la rencontre avec les dirigeants politiques, M. Chun et M. Roh Tae Woo, président du Parti gouvernemental et candidat désigné à la succession du président, ont en effet discuté, les « moyens d'éliminer radicalement les éléments qui font obstacle à une solution de la crise par le dialogue ».

La décision du 13 avril - jugée par beaucoup de politiciens, même de la majorité, comme une erreur politique majeure - a eu pour effet non d'affaiblir l'opposition, comme le pensait M. Chun, mais de souder contre le gouvernement les différentes forces qui la composent, des plus radicales aux plus modérées. La manière dont ont été réprimées les manifestations a, en outre, contribué à consolider et à élargir la base populaire de l'opposition.

Le parti de M. Kim Young Sam a été porté par la vague de mécontentement vers des positions plus intransigentes envers le pouvoir. Ayant enfourché le « tigre étudiant », M. Kim Young Sam est aujourd'hui contraint à la fermeté s'il veut pouvoir jouer de la pression de la rue pour faire plier le pouvoir. Aller trop loin dans le compromis lui aliénerait des étudiants qui ne lui font déjà guère confiance. Apparemment, il n'entend pas perdre le terrain conquis au cours des deux dernières semaines. Mardi, alors qu'il s'apprêtait à aller déjeuner avec l'ambassadeur américain à Séoul, il a déclaré : « Nous n'avons plus de temps à perdre avec le débat parlementaire. Il faut faire le plus tôt possible un référendum sur la révision constitutionnelle ».

Une marge de manœuvre limitée

M. Kim Young Sam entend donc tenir la dragée haute à son pouvoir qui, pour la première fois, est réellement en difficulté. M. Chun a déjà accepté le principe d'une ouverture du débat constitutionnel, et donc l'abandon de sa décision du 13 avril. Mais il est beaucoup plus

réticent à l'idée d'un référendum. Favorable à la reprise du débat parlementaire sur la Constitution, il entend cependant maintenir le calendrier pour la désignation du prochain président. En d'autres termes, il voudrait revenir à la situation qui existait avant le 13 avril, la réforme constitutionnelle ne devant intervenir qu'après la passation de pouvoir à M. Roh, conformément à la Constitution actuelle et après la tenue des Jeux olympiques. Un changement dans le système de désignation du prochain président (au suffrage universel, comme le veut l'opposition) compromettrait, en effet, les fondements mêmes du régime que M. Chun s'efforce de conserver.

Le président Chun dispose d'une marge de manœuvre très limitée. Si la pression de la rue est momentanément suspendue, ce n'est qu'un répit. L'agitation se poursuit sur les campus, comme la mobilisation des mouvements de dissidents. Lundi soir, une marche aux chandelles des pasteurs protestants a été dispersée à coups de grenades lacrymogènes. M. Kim Young Sam a annoncé, mardi, que son parti organiserait vendredi une grande « marche de la paix » à travers tout le pays (il attendrait un million de personnes à Séoul), au cas où le président Chun refuserait d'organiser un référendum constitutionnel. Cette initiative inquiète beaucoup le pouvoir en raison des risques sérieux d'incidents.

La marge de manœuvre de M. Chun est également limitée par l'attitude des Etats-Unis. M. Gaston Sigur, secrétaire d'Etat américain adjoint, arrivé à Séoul ce mardi, est porteur d'un message de Washington dont la substance est déjà connue : ne pas recourir à la force pour régler la crise actuelle ; non seulement reprendre le dialogue sur la Constitution, mais aussi mettre en place un système de transfert de pouvoir qui reflète les aspirations populaires, comme l'a déclaré lundi M. George Shultz en visite à Séoul. Il paraît clair désormais que les Etats-Unis souhaitent que le gouvernement Chun procède à une révision du système de désignation du président de la République.

PHILIPPE PONS.

CHINE : la lente assimilation des minorités ethniques

La couleur des Miaos

FENGHUANG
(province du Hunan)
de notre envoyé spécial

Ancienne ville de garnison chinoise aux confins de l'Empire, en plein pays miao (1), Fenghuang - « Pélican » en chinois - est un des bourgs traditionnels les mieux préservés du pays, avec ses ruelles dalées, étroites, bordées d'échoppes, ses vieilles maisons en bois, ses portes et ses encadrements de laque rouge. Située dans la préfecture autonome Miao-Tujia de Xiangxi (province du Hunan), Fenghuang est le chef-lieu d'un comté de 300 000 personnes où les Chinois de souche (ou Hans) sont en minorité. Les minorités, témoins en 1902, témoignent de la crainte que leur insouciance les rendrait moins miao, qui se soulevèrent en masse en 1925 et dont la dernière révolte remonte à 1942.

Selon la Constitution chinoise, les cinquante-cinq minorités ethniques du pays bénéficient d'une certaine autonomie et de privilèges. Parfois fortes de plusieurs millions, comme les Tibétains (4 millions), majoritaires dans leur région autonome, les Ouzbègues (6 millions), les Mongols (3,5 millions) en Mongolie intérieure, ou les Zhuang (14 millions) au Guangxi, ne comptant parfois que quelques milliers d'individus comme les Hanzu (1 400). Majoritaires ou minoritaires, concentrées ou dispersées, ces minorités représentent 6,7 % de la population totale de la Chine (2). Leur nombre est néanmoins conséquent - 70 millions - et elles peuplent 62 % du territoire national.

Le marché de Shunjiang, à deux heures de route de Fenghuang, se tient tous les cinq jours dans l'unique rue, emboîment des qu'il pleut, de ce village faisant office de chef-lieu de district. Venu à pied des alentours après des heures de marche, les Miaos s'y retrouvent pour vendre le produit de leur labeur et acheter des objets de première nécessité : vêtements et engrais, bâtonnets d'encens, sandales, alcool... en provenance du monde chinois.

Les femmes sont, pour la plupart, encore vêtues de leurs atours traditionnels et sont coiffées d'un long turban noir faisant à la fois fonction de couvre-chef et de sac à main. Avec leur veste, pantalon et tablier ornés de galons multicolores, leurs lourds bijoux en argent, elles ne ressemblent guère à la classique paysanne chinoise. Elles portent dans des paniers ou dans une hotte, ce qu'elles vont vendre au marché : légumes et volailles, vannerie, sandales et imperméables de paille. Par-dessus le tout, trône souvent un bébé.

« Il faut vivre avec son temps »

An bout de la rue principale, sur une éminence dominant ce pays de rizières et de terrasses, se dressent des deux écoles secondaires du comté : ses trois cent quatre-vingt-quatre élèves sont à 99 % miao. Une seule classe de lycée technique prépare les rares élus à un travail qualifié sur place. Leur chance d'accès à l'université, reconnaît le directeur, un Miao, est pratiquement nulle. Les cours ont lieu en chinois, bien que les Hans ne forment que 40 % de la population à Fenghuang (contre 51 % de Miaos et 7,5 % de Tujias). Les textes officiels accordent aux régions autonomes le droit de s'administrer elles-mêmes et d'adapter leur enseignement aux conditions locales.

Dans un hameau proche du bourg d'Ala, à la limite du comté, se trouve la seule école où l'on enseigne en miao, mais seulement la première année du primaire, et encore, à titre expérimental. Quand nous l'avons visitée, les maîtres n'avaient pas encore été déballés. Le cours de l'instituteur consistait à transcrire en miao, idéogramme par idéogramme, un poème chinois de la dynastie des Tang. Si les Miaos doivent apprendre le chinois, les Hans locaux ne sont pas tentés de parler miao.

Aucun autre livre n'est imprimé en miao. La radio locale n'émet pas dans cette langue, même si, comme le dit le vice-président du comté, M. Ou Dahming, un Han, « les pro-

grammes ont une couleur de minorité ethnique ». Aussi les traditions se limitent-elles au port du costume, à l'usage de la langue, encore parlée en famille, et à la tenue de festins traditionnels. Tout le monde porte un nom chinois et les noms de lieux ont été sinisés. La religion a été expurgée de ses « superstitions », la coutume de ses aspects « décadents », ou « féodaux ». Restent les chants, les danses et les cérémonies familiales, difficiles à réglementer. « Mes filles n'aiment pas porter le costume miao », reconnaît le secrétaire du parti de Shunjiang, un vieux paysan, M. Long Fongxiang. « D'ici à l'an 2000, il est probable que plus personne ne le portera. C'est le progrès, il faut vivre avec son temps ».

La région reste pauvre, bien que le niveau de vie se soit sensiblement élevé ces dernières années. Les autorités locales affirment que tout le monde mange à sa faim depuis 1982. Les paysans ne confient pas ces propos. En fait, il semble qu'au moins 20 % de la population vive au-dessous du seuil de pauvreté. « Dans certains villages, on ne mange à sa faim que six mois par an, et on se partage une cuvette à deux », confie un spécialiste. Derrière les textes, les bonnes paroles, et peut-être même des bonnes intentions, malheureusement foibles, se cache une méconnaissance des différences entre ethnies, la politique d'« autonomie » prônée par Pékin aboutit en fait, ici, à une assimilation graduelle.

La seule défense des minorités reste la démographie : elles ne sont pas tentées d'avoir un seul enfant comme les Hans. Elles peuvent en avoir deux, même si elles sont soumises à une propagande en faveur de l'enfant unique. D'ailleurs, « les Miaos peuvent en faire autant qu'ils veulent, le gouvernement n'a aucun moyen de les en empêcher », ajoute le même spécialiste.

PATRICE DE BEER.

(1) Les Miaos, ou Méos, ou Hmong, d'origine sino-tibétaine, sont plus de cinq millions en Chine ; on les trouve aussi au Vietnam, au Laos et en Thaïlande. Les Tujias, d'origine tibétaine, sont environ trois millions.
(2) Selon le recensement de 1982.

Amériques

PÉROU

Le « tournant politique » du Sentier lumineux

LIMA
de notre envoyé spécial

Quelques jours avant les discussions du gouvernement intervenues dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 juin, le Sentier lumineux célébrait, le 19 juin, l'anniversaire du massacre de quelque trois cents détenus politiques, membres supposés du PCP-SL (Sentier lumineux), dans trois prisons de la capitale péruvienne par les forces armées. Une opération destinée à réduire une menace des sentaristes ayant éclaté pendant le congrès de l'Internationale socialiste, mais menée de manière tellement brutale que l'opinion péruvienne, et internationale, a été profondément choquée.

Les conséquences de cette répression ordonnée par le haut commandement de l'armée modifient sensiblement, un an après, les données du jeu politique à Lima. Le Sentier lumineux, encore considéré en 1986 par la majorité des Péruviens comme un mouvement insurrectionnel sanguinaire et incohérent, fait figure aujourd'hui de victime et est admis par presque tous comme un facteur politique avec lequel il faut compter.

Psychoses et ricaneurs

Pour cet anniversaire, on attendait, on redoutait, des bombes, des voitures piégées, des « apogons » (coupons de courant), en bref un règlement de comptes sanglant entre le Sentier lumineux - qui a qualifié le 19 juin de « jour de l'holocauste » - et le gouvernement apriste. Surprise : les militants liméniens du Sentier ont choisi de célébrer cet anniversaire de manière politique, avec deux meetings (dont l'un vendredi soir à l'université de San Marcos) relativement modestes mais pour la première fois publics. On a en aussi à cette occasion la confirmation que le Sentier lumineux disposait dans la capitale d'une presse. Le journal *El Diario* a osé, pour la première fois, afficher la couleur et a publié des textes du camarade-président Gonzalo, ainsi qu'un supplément, bien fait, sur la stratégie du mouvement et sur les conséquences du massacre du juin 1986.

Pour le gouvernement, pas l'ombre d'un doute. C'est parce que ses services de renseignement ont déjoué les plans de l'organisation terroriste qu'il n'y a pas eu le moindre attentat le 19 juin sur l'ensemble

du territoire. Tel est le sens du dramatique communiqué publié par le ministre de l'Intérieur, M. Abel Salinas, annonçant, à l'avance, toute une série d'opérations terroristes spectaculaires. Créant dans un premier temps une psychose de panique dans la population, et dans un second les ricaneurs de l'opposition de droite comme de gauche.

Les dirigeants de la gauche, « radicaux » ou « modérés », et le porte-parole de la droite conservatrice en profitent pour insister sur l'ampleur de la crise que traverse le pays. Crise grave, multiforme, économique, sociale, culturelle, politique, avec une équipe dirigeante incompétente, comme les précédentes, de faire échec à la subversion, fléau numéro un du Pérou.

Pour l'Expresso, journal de l'ancien premier ministre Manuel Ulloa, le gouvernement d'Alan Garcia avait « pris un départ sur les chapeaux de roue », et il est aujourd'hui « empêtré dans un marécage ». Le chef de l'Etat conserve un taux de popularité personnelle encore très satisfaisant : plus de 50 % selon des sondages concordants. Ses conseillers estiment que la hausse des prix du pétrole, de l'argent et du cuivre (principaux produits d'exportation péruviens) « vont permettre la relance du modèle économique hétérodoxe de départ, le contrôle des prix, la stimulation de la consommation intérieure et la lutte contre la dévaluation rampante face à un dollar qui dérape dangereusement ».

Enlèvement

Inflation incontrôlée, hausse rapide du coût de la vie : pour le Péruvien moyen, l'enlèvement est pourtant une évidence quotidienne. Son humeur est à l'image du ciel, désespérément gris et pesant, de la capitale en ce début d'hiver austral. Son scepticisme grandit. Malaise, perplexité, confusion, sont les sentiments dominants de l'opinion.

Réserves de plus en plus marquées du secteur privé à l'égard d'un gouvernement qui annonce pourtant une « concertation » et « une reprise du dialogue », durcissement des revendications syndicales illustré par une série de grèves du secteur public, radicalisation des organisations populaires de base dont certains dirigeants flirtent avec le Sentier lumineux, mise en cause sévère de la politique officielle, à tous les niveaux, par les dirigeants de la gauche (seconde force politique du pays), progression évidente de la

subversion ayant entraîné une « participation » plus nette des militaires, malaise préoccupant dans les forces de l'ordre : le gouvernement Alan Garcia doit se battre sur tous les fronts. La montée des périls est dénoncée de la droite à la gauche, alors que la nouvelle « image » du Sentier lumineux est illustrée par un sondage inquiétant : 18 % des Péruviens considèrent en effet que le Sentier peut être « un facteur de changement social ». Et des informations de bonne source font état d'« infiltrations » du Sentier dans des secteurs de la société jusqu'alors préservés.

MARCEL NIEDERGANG.

ÉTATS-UNIS

Les auditions dans l'affaire de l'Irangate

Accord de principe sur la déposition du lieutenant-colonel North

Washington (AFP). - Les dirigeants des commissions d'enquête du Congrès sont parvenues, le lundi 22 juin, à un accord de principe avec les avocats du lieutenant-colonel Oliver North, laissant présager une prochaine déposition du principal personnage du scandale de l'Irangate. Cet accord, qui doit encore être approuvé par l'ensemble des commissions d'enquête du Sénat et de la Chambre des représentants, prévoit un témoignage limité de M. North en privé, devant les avocats du Congrès, avant sa déposition publique. Celle-ci pourrait survenir avant la date de la mi-juillet auparavant envisagée.

L'ancien fonctionnaire du Conseil national de sécurité de la Maison Blanche devra également remettre aux commissions les documents personnels que celles-ci ont réclamés. Les enquêteurs du Congrès, qui avaient exigé, sous peine de poursuites judiciaires, la remise de ces documents pour mardi, ont donné, lundi, vingt-quatre heures de plus à M. North. L'avocat de M. North, M. Brendan Sullivan, avait annoncé la semaine dernière que son client refuserait de témoigner en privé devant les avocats du Congrès. Il avait également émis toute une série de conditions à une éventuelle déposition en public. Le lieutenant-colonel North s'est refusé, jusqu'à présent, à la moindre déclaration sur son rôle dans les ventes d'armes à l'Iran et l'organisation d'un réseau d'aide aux rebelles nicaraguayens.

Proche-Orient

Les cinq Grands présenteront cette semaine, leur projet de résolution sur la guerre du Golfe

Les cinq Grands se sont mis d'accord sur un projet de résolution « exigeant » l'arrêt du conflit Iran-Irak, qu'ils présenteront cette semaine aux dix autres membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. (Le Monde du 13 juin).

La précédente résolution sur le même sujet n° 582 de février 1986, rédigée en termes presque identiques, était demeurée lettre morte par suite de l'opposition de l'Iran.

A Koweït, le ministre du pétrole, cheikh Ali El Khalifa, a

déclaré, lundi 22 juin, au cours d'une conférence de presse, que le recours de son pays aux deux super-puissances pour protéger ses exportations de brut avait été motivé par des raisons purement commerciales et n'avait aucun « caractère politique ou militaire ». Il a par ailleurs démenti le stationnement d'unités navales étrangères dans les eaux territoriales koweïtiennes, soulignant que la protection des navires koweïtiens par l'US Navy se fera dans les eaux internationales. Il a

par ailleurs souhaité que la France et la Grande-Bretagne « contribuent positivement à protéger les eaux internationales du Golfe ».

Téhéran a annoncé lundi la prise de Mawat, une localité stratégique dans le Kurdistan irakien, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière. Bagdad, qui avait démenti dimanche toute offensive iranienne dans le nord du front, a reconnu lundi le déroulement de combats dans ce secteur. - (AFP.)

Comment contourner le détroit d'Ormuz ?

Malencontreusement situé aux portes de la guerre entre l'Irak et l'Iran, le Koweït a multiplié les initiatives diplomatiques afin de garantir l'écoulement de sa production pétrolière hors du Golfe. Il y a un intérêt vital. Le petit émirat est en effet le seul, par sa compagnie nationale KPC, à avoir acquis un réseau de distribution de quatre mille deux cent cinquante stations-services dans tout le nord de l'Europe et en Italie (Le Monde du 23 juin). Pour alimenter ce réseau - on imagine mal les pompes fermer pour cause de guerre du Golfe - la KPC doit à tout prix acheminer régulièrement vers le vieux continent un bon quart de sa production sous forme de brut ou de produits, sous peine, en cas de défaillance, de devoir acheter l'équivalent à l'étranger.

Outre la protection militaire de ses cargais, attachée aux deux grandes puissances, le Koweït a aussi négocié avec ses voisins et alliés, Arabie saoudite en tête, un système d'assurance. En cas de

crise, les autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Qatar, Émirats arabes unis, Bahreïn, Oman) sont convenus de prêter au Koweït le brut et les produits nécessaires. A moyen terme, les six pays ont également accepté de « développer un système d'exportation flexible à l'intérieur de la péninsule », assure-t-on à la KPC. Cet accord de support logistique prévoit le raccordement de l'oléoduc transsaoudien qui débouche sur la mer Rouge à Yambu, à tous les principaux champs du Golfe, ce qui, en cas de crise, permettrait de contourner le détroit d'Ormuz. Jusqu'ici, cet oléoduc, qui a une capacité de 2,3 millions de barils/jour, n'est raccordé qu'aux gisements saoudiens et irakiens (Bagdad exporte par ce biais 500 000 barils/jour, soit un quart de sa production). A terme, ce projet constitue la seule garantie pour les pays de la région d'échapper enfin aux contraintes d'une guerre dont on ne voit pas la fin.

V.M.

Les soldes sont actuellement chez

Burberrys

8, RD MALHERBES,
75006 PARIS - TEL. 42.66.13.01
56, RUE DE PARIS,
75016 PARIS - TEL. 42.88.88.24
55, RUE DE RENNES,
75006 PARIS - TEL. 45.48.52.71

Politique

Le face-à-face entre le premier secrétaire du PS et le président du Front national sur RTL

- M. Lionel Jospin dénonce « un discours de mort »
- M. Jean-Marie Le Pen se veut « l'alternance au socialisme »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS et M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, ont débattu sur RTL, pendant près d'une heure et demie, le lundi 22 juin. Cette confrontation représentait le premier débat de M. Le Pen avec un autre chef de parti depuis que la formation dispose d'un groupe parlementaire à l'Assemblée. Les deux hommes ont discuté essentiellement de questions de société (sécurité, immigration, SIDA) et des problèmes économiques et sociaux.

La « décadence »

M. Jospin. — M. Le Pen n'a pas attendu longtemps pour lâcher le mot qui fonde toute son argumentation : décadence. La décadence de la France, c'est son fond de commerce. Il vit de ça politiquement. Je ne crois pas à la décadence de la France. Je pense que la France a des chances dans ce monde. Je vois Airbus, je vois Ariane. Je vois les performances des télécommunications, je vois les performances dans le domaine des logiciels, et je me dis que nous avons la chance de gagner. Je vois la France ferme grâce au président de la République quand il s'est agi de résister en 1981-1982 sur la question des Pershing et des SS-20, une France stable, assurée d'elle-même. Seulement, nous n'avons peut-être pas, monsieur Le Pen, la même idée de la France. Décadence, dites-vous. Ensuite, vous faites le pas suivant : vous faites le pas suivant (définition). M. Le Pen. — Le laxisme moral qui a été introduit dans notre pays et la décadence qui s'en est suivie sont le fait de l'ensemble de la classe politique mais tout de même plus particulièrement de la pensée de gauche, et il est évident que la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui relativement aux problèmes de société, de délinquance, de consommation de drogue, etc. est due en grande partie au mouvement de 1968 dont M. Jospin et ses amis ont été les animateurs privilégiés. Il est interdit d'interdire, liberté dans le domaine moral, dans le domaine de la société, pour compenser le dirigisme, l'étatisme et le bureaucratisme de la société dont ils sont les défenseurs, à savoir la société collectiviste.

La sécurité

M. Jospin. — La sécurité, nous sommes pour, justement parce que ce sont les gens les plus pauvres, qui sont dans les conditions les plus difficiles qui en souffrent, et nous avons d'ailleurs agi dans cette direction, mais par une politique qui allie la répression, parce qu'elle est indispensable, et la prévention. À l'heure actuelle, la petite criminalité en France est en train non de baisser mais de reprendre parce que l'on abandonne le travail de prévention que nous avions mené (...). Dans la ville de Dreux, où vous avez triomphé par une alliance avec le RPR et l'UDF, la criminalité a augmenté depuis que vous êtes là, depuis 1983, depuis l'élection municipale.

M. Le Pen. — Vous n'avez pour l'instant réussi que Knobelspiegels dans vos cocktails, et la prévention en matière de criminalité et de délinquance, elle est dans l'éducation, elle est dans le travail. Quand les gens ont du travail, ils se séparent en quelque sorte des attitudes marginales. Quand ils sont dans la rue, comme vous avez mis tant de

jeunes dans la rue par votre politique favorable au chômage des jeunes, il y a forcément entraînement de délinquance et de criminalité.

L'immigration

M. Jospin. — Je pense que la France est un pays traditionnel d'immigration. Depuis des siècles, et tout particulièrement depuis le XVIII^e siècle, c'est-à-dire depuis que sa fécondité a baissé. En France dix-huit millions d'hommes et de femmes comptent dans leurs ascendances, à la troisième ou quatrième génération, un étranger. C'est grâce à cela que nous sommes un pays de cinquante-cinq millions d'habitants ; sinon, nous serions dix-huit millions de Français de moins.

Je pense que la France, parce qu'elle est moins une réalité ethnique qu'une culture, a été capable d'intégrer ces étrangers — les Polonais dans nos mines du Nord, les Italiens dans le Sud, les Espagnols puis les Portugais — et que nous sommes capables aussi d'intégrer les Maghrébins ou les étrangers en général qui sont en France actuellement, régulièrement. C'est ainsi, je pense, que nous garderons notre potentiel démographique et il n'y a pas à employer à l'égard des étrangers en France une politique de bon sens mais qui rappelle tristement la façon dont on utilisait, dans les années 30, le juif comme un bon émissaire. Dans la pensée de M. Le Pen et du Front national, l'étranger c'est le nouveau bon émissaire.

M. Le Pen. — Vous affirmez que la France est un pays d'immigration, et c'est vrai que l'immigration européenne a bouché les trous de la guerre, de la Première et aussi de la Deuxième Guerre mondiale, mais il s'agit d'une migration européenne. Et j'ai toujours réclamé que soient défendues, dans notre pays, l'identité française et européenne et la préférence nationale et européenne.

Quant à la capacité d'accueillir et d'assimiler, s'ils le souhaitent, les millions d'étrangers qui viennent du tiers-monde, je me permets non seulement de la mettre en doute, mais d'affirmer qu'il s'agit là d'un risque réel pour notre pays de subordination, compte tenu des conditions réciproques et relatives de démographie : démographie en baisse dans notre continent, explosion démographique du tiers-monde.

Les populations de ces pays sont pompées littéralement dans nos pays par un système social fondé sur l'égalitarisme et qui fait que les Français sont, somme toute, moins bien traités sur le plan social que ne le sont les étrangers.

Le SIDA

M. Jospin. — Ce qui m'a frappé dans cette affaire, c'est que le problème de M. Le Pen n'est jamais de trouver une solution, il est toujours facile d'exploiter une maladie ou un malaise social. C'est cela, systématiquement, sa démarche. On la retrouve dans tous les domaines.

Votre discours est un « discours de la mort ». Vous faites comme l'un de vos ancêtres, qui disait : vive la mort ! Moi, dans ces domaines, je suis pour la vie. Je suis pour l'espoir, je suis pour le travail scientifique, je suis pour la recherche.

M. Le Pen. — Quelle n'a pas été ma surprise de voir le professeur Montagnier, qui est venu à l'écran, ainsi d'ailleurs qu'un certain nombre de ses confrères médico-médiateurs — qui devraient d'ailleurs avoir un

peu plus de retenue, car, dans la diffusion du SIDA, il me paraît qu'il y a un certain nombre de responsabilités qui sont liées à la transmission du sang et qui devraient rendre un certain nombre de gens modestes et humbles — dire que j'avais menti, alors que j'ai lu la première page de Paris-Match du 3 avril 1987, c'est-à-dire avant l'admission « l'heure de vérité ». Je vois en titre : « SIDA, le professeur Montagnier nous met en garde : évitez les échanges de salive ! ». Et c'est cet homme-là qui viendra dire que j'ai menti en disant que c'était un des moyens de contagion.

L'économie

M. Jospin. — La pensée sociale de M. Le Pen est la pensée d'un gros (...). La philosophie de M. Le Pen en matière sociale et économique, c'est : « Mort aux faibles ! ». C'est : « Je choisis le gros et j'écrase le petit ! ». Ceux qui m'écouteront et qui peuvent être influencés par la politique sommaire sur l'immigration ou autre, qu'ils écoutent bien ce que je dis ! Car la politique de M. Le Pen, c'est de les écraser.

M. Le Pen. — Partout où le socialisme s'est installé dans le monde, partout il a produit l'appauvrissement. Dans le pire des cas, c'est le socialisme communiste, comme il existe derrière le « rideau de fer », en URSS, en Chine, à Cuba. Et, dans le meilleur des cas, c'est le socialisme suédois, qui, on le sait, a atteint un niveau de prélèvement exécrable.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le Front national, en effet, est une alternative au socialisme. Le socialisme promet de faire de grandes parts dans les petits gâteaux. Nous disons, nous, que pour avoir une politique, il faut avoir une politique

économique performante, c'est-à-dire qu'il faut produire. Et le système socialiste, actuellement, ne produit pas plus de pommes que le gui sur le pommier.

Le passé

M. Jospin. — L'extrême droite nationale dont se réclame M. Le Pen a trahi la nation en trois occasions dans notre histoire.

En 1789, quand elle a préféré les monarchies lignées contre la République. En 1871, quand elle a préféré la France contre la Commune. Enfin, en 1940, quand elle a préféré l'Allemagne nazie contre la France. De ce point de vue, l'héritage dont se réclame M. Le Pen ne lui permet pas de donner des leçons. Les socialistes se sont engagés dans la Résistance, que ce soient Daniel Mayer, Jacques Piette, Gaston Defferre ou François Mitterrand qui, à l'époque, n'était pas socialiste. Pas de leçon de la part de M. Le Pen ! Qu'il assume ses amis ou qu'il ne les assume pas, mais qu'il n'essaye pas de déverser sa bile sur les milans.

M. Le Pen. — Le parti socialiste dont vous venez a été massivement pour Munich, il a capitulé dans sa grande majorité, laissant les pouvoirs de la République entre les mains du maréchal Pétain. Il y avait deux partis politiques qui étaient collaborationnistes pendant l'occupation : le parti de Doriot, ancien secrétaire du parti communiste, et le parti de Déat, ancien secrétaire du parti socialiste. Vous avez été à l'origine de la répression en Algérie, en 1945, du mouvement indépendantiste. Vous avez déclaré et mené personnellement toutes les guerres coloniales que nous avons faites aux ordres des gouvernements de vos amis. Alors, vous êtes malvenu aujourd'hui pour nous reprocher un certain nombre de choses.

Général tous azimuts

M. LE PEN avait au moins deux raisons de se féliciter de l'organisation, lundi 22 juin sur RTL, de ce premier grand débat présidentiel. Son talent naturel de tribun le donnait favori face à M. Jospin, réputé plus tendre et plus professionnel. Plus encore, le président du Front national, sans cesse en quête de respectabilité politique, obtenait là une première récompense de ses efforts. A contrario, le premier secrétaire du PS encourait le reproche, y compris auprès de ses amis, de donner ses lettres de noblesse à M. Le Pen.

Dans ces conditions, M. Jospin avait plus à perdre qu'à gagner dans une telle confrontation. Qu'il ne se soit pas, après un début difficile, laissé manger tout cru et qu'il soit même parvenu — sans éviter toutefois de tomber dans quelques pièges — à écorcher le cuir de M. Le Pen peut être considéré déjà comme un succès pour lui. M. Le Pen a d'ailleurs implicitement reconnu la valeur de son adversaire, dont il fait même une présidence, en souhaitant d'autres débats pour pouvoir, enfin, mieux s'expliquer.

En tout cas, M. Jospin a eu le mérite d'être le premier. Il a démythifié l'ogre Le Pen, en se plaçant résolument sur le terrain qui est le sien et non pas celui des journalistes. Celui de l'engagement politique.

Pour autant, les deux problèmes de fond que pose l'extrême droite aux socialistes ne sont en rien résolus après ce face-à-face, ou plutôt ce choc-dos. La veille de ce débat, lors du congrès des élus socialistes (le Monde du 23 juin), M. Jospin avait fait un constat très net pour le présent mais aussi, un peu terrible pour l'avenir : « Nous viendrons à bout (de l'extrême droite) à un moment où à un autre quand nous pourrions maîtriser mieux les problèmes économiques et sociaux, les problèmes de la vie en ville qui lui fournissent son terrain ».

Autant dire que le phénomène Le Pen a encore de beaux jours devant lui. Surtout, le PS reste dans une situation ambiguë face au Front national : M. Jospin fait partie des gens de gauche sincèrement indignés par les thèses de l'extrême droite ; il a certes montré, mais, par inertie tactique, les dirigeants socialistes ne peuvent non plus ignorer qu'un bon score de M. Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle leur serait profitable, dans la mesure où son électorat est composé, et dans des proportions, en partie, au second tour. Montrer sa combativité est une (bonne) chose ; dissiper un rideau de fumée en est une autre.

Preuve est en tout cas faite que M. Le Pen est désormais bien installé au cœur de la vie politique française, dans la position de gêneur tous azimuts. Il gêne la gauche, parce qu'il détourne une partie de l'électorat populaire du PC comme du PS. Il gêne la droite, parce qu'il fait peser sur elle une hypothèque. Combien de temps encore les dirigeants de la majorité pouront-ils en effet se complaire dans le double jeu, en attendant vainement que le phénomène Le Pen s'essouffie de lui-même ?

M. Le Pen va dérangé aussi la campagne présidentielle et le jeu habituel de la bande des quatre. L'une des curiosités de ce débat Le Pen-Jospin a d'ailleurs été que M. Chirac en est sorti indemne, et que le procès de la cohabitation n'a pratiquement pas été instruit, comme s'il ne s'agissait que d'une simple parenthèse. A l'inverse, il est facile déjà de prévoir qu'une confrontation entre M. Le Pen et un contre-candidat de la majorité prochainement socialiste sera une certaine traversée. Mais qui, à droite, oserait (et aurait intérêt), après M. Jospin et peut-être M. Lajoinie (le candidat communiste qui s'est déjà mis sur les rangs), à relever ce défi d'un face-à-face avec M. Le Pen ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et DANIEL CARTON

Dans le studio Une tonne au mètre carré

La « non-rencontre » entre MM. Jospin et Le Pen avait comblé les quatre quarts d'heure d'émission. Dans la rue Bayard, bariolée aux deux bouts par des grilles policières, la R25 grise du premier secrétaire du PS s'était engagée à 17 h 35. Nuée de caméras et de micros. Les dix-sept anges gardiens de l'entreprise KO International, recrutés pour la circonstance par RTL, ont légèrement bombé le torse sous leur blazer. Pas de président du Front national en vue. Les responsables de la station périphérique commencent à s'inquiéter de ce retard quand la CX Prestige Turbo, fraise ABS, immatriculée au Luxembourg et aux armées du Parlement européen, s'est glissée dans la rue. Il était 17 h 47. Même scénario.

Après les deux gladiateurs, entourés chacun d'un « staff » de trois personnes, non compris l'homme de la rue Bayard pour M. Le Pen et le fidèle Armand pour M. Jospin — les journalistes, seuls invités accueillis dans le studio, ont dû monter par les escaliers pour pénétrer dans Fort Knox.

Déjà les photographes, au pied de l'estrade, formaient un mur

devant les chaises vides des débats. Quatre minutes avant 18 heures, Michel Lablanc, l'homme chargé des opérations spéciales sur RTL, a interpellé son assistant, Jacques Liévin, pour lui signifier que les lions allaient pouvoir être conduits dans la cage. « Tu commences par qui tu sais », a-t-il énigmatiquement lancé.

Le tirage au sort effectué le matin même avait désigné M. Le Pen pour ouvrir le débat et M. Jospin pour l'achever.

Un seul cadeau

A 18 h 01, M. Le Pen, massif, est allé s'asseoir à la droite des deux animateurs, Olivier Mazerolles et Paul-Jacques Truffaut. Alors que le journal de RTL annonçait le mort de Fred Astaire, le leader du Front national, souriant de bonne grâce aux flashes, a posé deux disques devant lui. Il ne s'agissait pas de valises vierges.

Deux minutes plus tard, M. Jospin, tendu, a rejoint sa place. Sans un regard pour son adversaire. Il s'est forcé pour sourire aux photo-

graphes qui le sollicitaient. Pendant dix longues minutes, les deux hommes ont soigneusement évité de croiser leurs regards. L'atmosphère pesait une tonne au mètre carré.

Enfin, l'indicatif du « Grand direct » a rompu cette ambiance orageuse. Les deux protagonistes sont sortis de la concentration dans laquelle ils s'étaient retirés au début. Aimable et provocant, M. Le Pen a offert les deux disques commercialisés par sa société d'édition, la SERP, à M. Jospin. L'un était consacré à M. François Mitterrand, l'autre à Lionel Jospin. « C'est le seul cadeau que je vous fais », a-t-il dit. « M. Le Pen avait pu apporter d'autres disques, car il en a édité d'autres, par exemple des chants nazis », lui a répondu, calme et ferme, M. Jospin.

Pendant près de quarante-cinq minutes, le leader d'extrême droite a mené aux points. Jusqu'à la page de publicité. La seconde moitié a plutôt été à l'avantage de M. Jospin qui, décidément, préfère le fond au sprint. Il s'est même payé le luxe, après une longue mise-en-jambes, de donner un aperçu de son programme économique et social de son adversaire, sans doute plein

d'enseignements pour son électorat populaire potentiel.

Au fil du débat, MM. Jospin et Le Pen ont fini par se regarder dans les yeux. Le premier a traité le second de « milliardaire » ; le second a traité le premier d'« énarque ». Le chef de Front national a menacé de « changer de ton » quand M. Jospin lui a lancé que sa photographie était chez lui « une obsession ». Le patron du PS a évoqué « la politique de la peur et des phantasmes » de son adversaire qui s'est livré à des propos moins définitifs sur le SIDA que lors de son passage à « l'heure de vérité ».

Après une heure trente de monologues, les deux hommes se sont retirés, chacun de son côté, dans un bureau de la station pour dîner avec les journalistes autour d'un mini-cocktail. « Il fallait faire ce débat sur le plan pratique et syndical », a confié M. Jospin. « Je suis prêt à recommencer », a dit M. Le Pen qui, dans sa conclusion à l'antenne, avait manifesté sa préférence pour un débat ciblé dans l'avenir.

OLIVIER BEFFAUD

Nouveautés

■ **Propriété et pouvoir dans l'industrie**
1. Le secteur public
2. Le secteur privé
Avec le concours d'A. Alcouffe, J.P. Gilly et F. Morin
L'évolution des 500 premiers groupes français.

■ **L'avenir de l'industrie automobile mondiale**
Quelles stratégies ?
par Ahmed BOUNFOUR
Collection
Notes et Etudes Documentaires
Le volume, 48 p.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

EPG **ECOLE DE GESTION DE PARIS**

PARIS SAN FRANCISCO EUROPE ETATS-UNIS

Une double formation universitaire en
MANAGEMENT INTERNATIONAL
préparant au
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
MBA
diplôme E.G.P.

Le cursus intensif est de un an à PARIS
et de sept « terms » à SAN FRANCISCO.
Il est associé à un stage intégré et à un projet personnel -
professionnel aux Etats-Unis.

Admission 87-88 : sélection exclusive par concours
à Paris. Les candidats doivent justifier d'une année
d'enseignement supérieur.

Remarque : Inscriptions et concours : Ecole de Gestion de Paris.
Etablissement d'Enseignement Supérieur.
3, imp. Royer Collard (métro Luxembourg), 75005 PARIS. Tél. (1) 43.25.63.91
Communiqué par European University of America - San Francisco - California

E.G.P. : LA FORMATION DES MANAGERS INTERNATIONAUX

Nouveauté

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Une exploration
spéleologique
des sources de la
V^e République

Comment ont été imaginées, conçues et
rédigées les règles du jeu de nos
institutions.

Le premier d'une série de trois volumes
élaborés par le Comité national chargé de
la publication des travaux préparatoires
des institutions de la V^e République.

Politique

Le voyage du président de la République en Basse-Normandie

M. Mitterrand : « Il ne faut pas présenter de la France un visage défiguré »

M. Mitterrand devait terminer, le mardi 23 juin, dans l'Orne, sa visite de deux jours en Basse-Normandie. Lundi à Cherbourg et Saint-Lô (Manche), Caen et Hérouville-Saint-Clair (Calvados), le chef de l'Etat a réaffirmé qu'il ne croit pas au « déclin » du pays. Il a insisté sur son action, ainsi que celle

des hommes qui l'ont précédé ou qui aspirent à lui succéder, dans la continuité de l'histoire de la France. Malgré quelques manifestations syndicales, la première journée de cette visite s'est déroulée dans une atmosphère chaleureuse. M. Charles Pasqua, ministre

de l'Intérieur, a accompagné le chef de l'Etat lundi. Il devait être relayé mardi par M. Robert Pannaud, ministre chargé de la sécurité. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, était présent lors de la visite de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche).

Au balcon de Saint-Lô

SAINT-LO
de notre envoyé spécial

« Mitterrand au balcon ! », ils étaient deux bons milliers à réclamer cette sortie présidentielle, de tradition républicaine, face à l'hôtel de ville de Saint-Lô (Manche), lundi 22 juin après-midi, au premier jour de la visite du chef de l'Etat en Basse-Normandie. On avait sorti pour l'occasion, dans cette municipalité de droite dirigée par un maire appartenant au Parti républicain, M. Patouneau, trois ou quatre banderoles : « Tonton, tiens bon ! », dont la bonne coupe et les caractères soigneusement reproduits à l'identique, sentaient très fort la spontanéité organisée.

« Mitterrand » pour la République, ou « Tonton » pour le socialisme militant, n'apprécie guère d'être chanté sur l'air des lampions, fût-ce par une foule enthousiaste ; il n'aime pas beaucoup non plus les balcons. En tout cas, il ne s'y donne jamais en spectacle aux foules admiratives.

« Nous avons les moyens »

Il faut croire que la Normandie lui a donné, ce jour-là, envie de prendre l'air. « Tonton » vint donc au balcon ou, plutôt, sa tête, car, vu d'en bas, le reste était dissimulé par la rambarde massive et bégnique de la mairie, reconstruite comme la commune d'une ville rasée à la fin de la dernière guerre par les bombardements alliés.

L'événement est mince, il est pourtant exceptionnel pour l'ancien président de la République, bien que le balcon de Saint-Lô, selon son commentaire, « un débouché naturel ». Débouché naturel de quoi ? On ne part pas, par un balcon, à l'anglais, après six années et quelques mois d'amour avec la France, même si l'on a été tant parfois par le défilé. Un petit tour de balcon le dimanche 22 juin d'un jour vient après avoir franchi à rebours la porte-fenêtre. M. Mitterrand a repris le micro et répondu d'abord aux enthousiastes de la place : « Bonne chance ! » et « Vive Saint-Lô ».

« Vive la France », il avait déjà dit un peu plus tôt, en termes d'un

discours aussi enthousiaste que son auditoire, organisé autour d'un thème auquel il faudra s'habituer dans les mois qui viennent : non, la France n'est pas en déclin. « Il faut bien dire », dit-il, « que le président de la République laisse paraître qu'il passe un enseignement, qu'il dit : « Ce enseignement, le voici : « Il ne faut pas présenter de la France un visage défiguré. Nous avons nos défauts, nos faiblesses. Mais il n'est pas vrai que les Français ne travaillent pas autant que leurs concurrents. Il n'est pas nécessaire d'allonger la durée du travail. Il n'est pas nécessaire de dire que nous allons vers la disparition de notre croissance. »

Où, il y a des hauts, il y a des bas. La France est dans une situation à laquelle toute démocratie nationale et tout gouvernement volontaire peuvent à tout moment remédier. (...) Nous avons en France les moyens. A nous de les utiliser le mieux possible. Cela dépend de qui ? N'attendez pas de moi que je vous dise : du gouvernement, des élus locaux, de la majorité ou de l'opposition. Non ! Cela dépend de vous, qui que vous soyez. »

« Choisissez selon votre préférence le groupe où le camp qui vous paraît le mieux représenter votre idéal de société. C'est votre droit, c'est votre devoir, et je suis moi-même élu en ce sens. »

Comment les 2000 sympathisants de la place de Saint-Lô, entendant pareil discours, auraient-ils pu imaginer que M. Mitterrand, à moins de formuler à cet instant une sorte de testament politique — songerait-il à passer la main en 1995 ? D'autant que le chef de l'Etat a rappelé quelques-uns de ses objectifs anciens et quelques-uns de ceux qu'il a fait passer.

L'Europe, bien sûr, mais aussi la sécurité de la France, en réconciliant toutes les thèses en présence : « J'entends certains de mes compatriotes et même certains de mes amis personnels, me dire : il faudrait que la France se désarme de son armement spécifique et particulièrement de son armement nucléaire, c'est une menace pour la

santé du monde. Je réponds : s'il était possible demain de défaire à 100 %, je dirais « oui », mais je n'accepterai jamais que la France se trouve démunie dans ses moyens de défense tant qu'existera, à côté ou en face, une puissance, des puissances qui disposent du moyen d'annuler la France. »

« Apprenez l'humilité de l'histoire »

« Il faut donc que, d'un mouvement commun, d'une volonté commune, l'Est et l'Ouest s'entendent. Ils ont commencé de le faire. Je les approuve et je dis : vive la paix ! Vive le désarmement ! Vive le désarmement pour la paix ! Mais veillons à notre sécurité. C'est nous d'obtenir à des moments utopiques d'un moment de caractère utopique. »

A Saint-Lô, M. Mitterrand s'est présenté comme un moment de l'histoire de la France, sans que l'on sache très bien — au risque de décevoir ses partisans — s'il veut pérenniser lui-même ou laisser le soin à un autre, la période 1981-1986 a été bonne, a-t-il dit ; elle a permis, selon lui, d'assurer la place de la France dans le monde, la place de son économie, de son industrie, de sa défense. Mais cela ne s'est pas fait tout seul. « Il y a eu l'œuvre de la France pendant quarante ans et il s'agit de la continuer, au travers de l'Europe toujours et aussi de la formation, de l'éducation, de la recherche, de la justice sociale. »

« C'est mon rôle à moi. »

« Pendant cinq ans, une majorité, depuis quinze mois une autre. Ce qui est déjà fait peut toujours se refaire. Ce qui succéderait maintenant ou plus tard devra avoir la même humilité devant l'histoire. C'est généralement cette humilité qui manque le plus aux uns et aux autres. Comme si, avec eux, commençait l'histoire. Comme si, avec eux, elle devait finir. Médiocres et messieurs les responsables politiques, apprenez l'humilité de l'histoire. Quand vous ne voudrez pas refaire tous les quatre matins ce que d'autres ont fait avant vous, la France marchera mieux. »

« Au dehors, la foule n'avait pas pensé un instant qu'il pouvait s'agir

d'une autocritique. Elle n'avait pris cette déclaration que pour une attaque dirigée contre la majorité d'aujourd'hui et le premier ministre du jour. Elle a bruyamment approuvé. « Ce compliment s'adresse aussi à ceux qui m'applaudissent », a précisé M. Mitterrand. La foule s'est tue.

Cet équilibre difficile, le chef de l'Etat l'a tenu un peu plus tard à Caen, devant un autre maire de la majorité, M. Jean-Marie Girault (PR), insistant un peu plus sur le « dialogue social ». « Il n'y a pas de reconquête industrielle sans un grand élan des travailleurs, a-t-il dit, et pas de grand élan sans un dialogue : c'est une sorte de partage, des responsabilités d'abord, des bénéfices aussi. »

Equilibre rompu

Equilibre encore en fin de journée à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) municipalité socialiste de la banlieue de Caen. Mais l'équilibre est cette fois sur « la fraternité » dans une commune où l'on s'efforce d'intégrer harmonieusement les populations immigrées : « Nous avons besoin, pour être mieux nous-mêmes, d'être davantage ouverts aux autres. » Là, dans la rue, plusieurs milliers de personnes lui ont fait fête. Là aussi, les pancartes annonçaient la couleur pour l'après-midi. « Il n'y en a qu'un, c'est Tonton. » « Mitterrand, c'est plus sûr. »

« Je n'ai pas besoin d'encouragement », a répondu le chef de l'Etat. L'équilibre a pourtant été rompu. Malgré les consignes données par l'Élysée, relayé dans les fédérations socialistes par la direction du PS, afin que nulle manifestation d'humour ne salue la présence de M. Charles Pasqua aux côtés du président de la République, on a entendu scander : « Pasqua, démission ! » et même parfois « Pasqua assassin ! ». Le ministre de l'Intérieur, qui se promenait les mains dans les poches, souriant, a été hué, sifflé, jusqu'à ce qu'il ait sorti de la mairie, il rejoigne sa voiture, accompagné par une escorte grossissante de jeunes immigrés.

JEAN-YVES LHOMEAU.

La nouvelle réforme du Conseil d'Etat crée des « chambres administratives d'appel »

Le conseil des ministres du mercredi 24 juin devrait adopter un projet de loi portant réforme du contentieux administratif et aménageant les compétences du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs. Le projet remplacera donc celui qui créait des « chambres adjointes » au Conseil d'Etat, que l'Assemblée nationale avait adopté en décembre 1985 mais que le Sénat n'a jamais examiné.

Le nouveau projet repose sur trois principes :

● L'institution d'un échelon intermédiaire de juridiction entre les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat.

● Le renforcement des moyens mis à la disposition des tribunaux administratifs.

● La prévention du contentieux administratif.

Le texte prévoit ainsi la création de « chambres administratives d'appel » compétentes pour statuer sur les jugements des tribunaux administratifs dans les matières dites de « plein contentieux », c'est-à-dire celles où la solution du litige est largement commandée par l'appréciation de données de fait comme c'est le cas pour le contentieux fiscal, celui des marchés et contrats administratifs, ou celui de la responsabilité des collectivités publiques.

Le ressort de chaque chambre couvrira plusieurs régions. En revanche, le Conseil d'Etat continuera à régler en appel les jugements des tribunaux administratifs sur les litiges concernant la légalité des actes de l'administration et exercera un contrôle de cassation sur les décisions rendues par les chambres.

L'objet essentiel de la réforme étant de réduire les délais d'instruction et de jugement, les effectifs des tribunaux administratifs seront augmentés, notamment par la voie de recrutements complémentaires réservés aux fonctionnaires de catégorie A ayant dix années de service public effectif.

Enfin, dans le but de réduire les délais, une prévention du contentieux est prévue par la mise en place de procédures de conciliation et de recours administratifs préalables.

Le Conseil d'Etat, en fin de compte, continuera à juger en premier et dernier ressort tout un contentieux (décrets individuels et réglementaires, élections régionales, etc.), à être juge d'appel des litiges relatifs à la légalité de l'action administrative (l'excès de pouvoir) ainsi que des contentieux des élections municipales et cantonales et enfin il pourra être saisi par la voie de la cassation des décisions des chambres administratives d'appel pour contrôler l'exacte application des règles de droit.

A. P.

A l'Assemblée nationale

Nouvelle-Calédonie : retour au droit commun pour les élections municipales

● NOUVELLE-CALÉDONIE : sur proposition de MM. Jacques Lafleur et Maurice Nenou-Pwataho (RPR), les députés du RPR et de l'UDF ont approuvé par 291 voix contre 281 (PS, PC, FN) le retour au droit commun pour les élections municipales dans le territoire. Par une loi du 19 janvier 1983 le gouvernement de M. Pierre Mauroy avait, en effet, appliqué, lors du dernier scrutin municipal, un système dérogatoire puisque les élections avaient eu lieu à la proportionnelle intégrale dans l'ensemble des communes, y compris à Nouméa.

Cette décision n'avait pas suffi, toutefois, contrairement à l'attente de ses instigateurs, à faire entrer des représentants du mouvement indépendantiste au conseil municipal de Nouméa. Le parti de M. Lafleur — le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) — avait conquis les quarante-cinq sièges à pourvoir.

Le texte adopté par l'Assemblée nationale tend à appliquer dans le territoire les mêmes règles qu'en métropole, c'est-à-dire le scrutin mixte dans les communes de plus de 3 500 habitants qui sont au nombre de neuf : Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa, Canala, Houailou, Pôndi, Païta, Lifou et Maré.

Plus que les indépendantistes cette « normalisation » va gêner les formations d'extrême droite opposées à la politique de M. Lafleur et qui cherchent à réduire l'audience locale du député RPR. Au non du groupe d'extrême droite, M. Roger Holschneider a vivement protesté contre « ces mesquines ». Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a profité du bref débat pour rendre un hommage appuyé à M. Lafleur, très contesté localement (le Monde du 28 mai) en trouvant « choquant » que « l'on essaie de diviser ou de montrer du doigt telle ou telle personne alors qu'il faudrait rassembler. »

Le droit de grève dans les services publics au Sénat

Retour à l'avant-1982

Seul l'amendement du gouvernement rétablissant la règle du trentième indivisible pour faits de grève dans la fonction publique d'Etat, dans celle des collectivités territoriales de plus de 10 000 habitants et dans les entreprises du secteur public non concurrentiel a été voté dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 juin au Sénat au terme de la première journée d'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Cette adoption a été acquiescée par 219 voix contre 91 (1).

Depuis plusieurs mois que le gouvernement réfléchit à l'épineuse question d'une limitation du droit de grève dans le secteur public, il en est arrivé au moment où il pense avoir trouvé une solution. A l'amendement Pelchat-Lamasour, déposé le 11 juin et voté le lendemain à l'Assemblée nationale, destiné à rétablir la règle du trentième indivisible en cas de grève dans la fonction publique, étant venue s'ajouter l'annonce d'une greffe due au sénateur RPR de Paris M. Jean Chénou, qui entendait défendre ce rétablissement d'une règle en vigueur avant la loi Le Pors de 1982 à l'ensemble des personnels des entreprises du secteur public.

Le premier ministre, toujours en quête d'ordre dans sa majorité, a décidé de prendre la conduite de l'affaire en déposant un amendement qui abroge l'ensemble de la loi Le Pors de 1982, à l'exception de son article 4 (lequel prévoit une négociation pendant le délai de préavis).

Le gouvernement était d'autant mieux fondé à conserver cette disposition que la majorité d'aujourd'hui, opposition d'ailleurs, l'avait introduite au Sénat, lors de l'examen de la loi Le Pors. Ce même amendement rétablit l'article 4 de la loi de finances de 1961 et l'ensemble de la loi Barre du 22 juillet 1977 (qu'avait abrogé la loi Le Pors) et

l'article 6 de la loi du 31 juillet 1963 relatif à un article du code du travail, modifié lui aussi par la loi Le Pors.

Quel de plus exemplaire que la réédition de cet amendement pour illustrer ce contre quoi M. François Mitterrand mettrait en garde le jour même en Normandie, en l'occurrence la remise en cause systématique, par une majorité, de ce qu'ont fait ses prédécesseurs ?

La discussion de cet amendement a constitué, comme il était prévisible, le gros morceau de la première journée consacrée, lundi 22 juin, par le Sénat à l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. A cette occasion, M. Philippe Séguin et ses collègues ministres auront pu constater que, à la différence du Palais-Bourbon, au palais de Luxembourg leurs « amis » de la majorité ne leur font pas l'affront de l'absentéisme. C'est devant un hémicycle inhabituellement rempli pour un lundi que les sénateurs ont, au bout d'une longue journée de discussion, adopté cette seule disposition, à 2 h 20 mardi.

En guise de bon-d'œuvre, dès l'ouverture de la séance, communistes et socialistes ont dénoncé le caractère « fourre-tout » du projet et les conditions qui présidaient à son examen. Ce n'est d'ailleurs qu'en fin d'après-midi que les sénateurs ont eu, officiellement, la quasi-certitude que la discussion des articles commencerait non par l'article premier A mais... par le 46 B relatif à la réglementation du droit de grève dans le secteur public.

Qu'il soit pour les communistes ou pour les socialistes, le gouvernement bafoue les droits du Parlement, et met en cause l'institution parlementaire elle-même. Et M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) s'indigne que le Sénat n'ait disposé que d'une peine plus de vingt-quatre heures (en fait du mardi 16 au jeudi 18 à 22 heures) pour déposer des amendements. Quant à M. Gérard Delfau (PS, Hérault), il

réclame de la commission des affaires sociales qu'elle procède à des auditions.

Sur ce point et avant de présenter la multitude de dispositions contenues dans ce DMOS, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, observe que la technique législative de ce genre de texte « fourre-tout » — caractère qui ne conteste pas — n'est pas inhabituelle. Selon lui, ces textes sont inévitables et constituent un progrès par rapport au système des « conventions budgétaires » condamnées par le Conseil constitutionnel.

Cette défense et illustration de la forme du projet qu'il présente n'ont guère convaincu l'opposition qui en a fait un de ses principaux arguments pour justifier ses demandes de vote de motion d'irrecevabilité, de question préalable (formulées par le PCF) et de renvoi en commission (formulé par le PS).

Reste le fond. M. Séguin a, là, laissé la place à M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique. Tout au plus s'est-il affirmé ne pas avoir été mis au courant de l'initiative prise à l'Assemblée nationale par MM. Pelchat et Lamasour.

M. de Charette a répété les arguments dont il use depuis une dizaine de jours : la défense des intérêts légitimes de telle ou telle catégorie fonctionnaire à deux limites, les nécessités du redressement national et la continuité du service public ; la loi de 1982 a permis les « abus » des contrôles de la navigation aérienne ; l'abrogation de ce texte va signifier la fin du dialogue social, la remise en cause du droit de grève. Il concerne la fonction publique d'Etat, la fonction publique des collectivités territoriales de plus de dix mille habitants, les services publics gérés selon un statut public ou confiés à un organisme de droit privé type EDF-GDF, RATP, SNCF, Sécurité sociale, mais non les entreprises du secteur concurrentiel

telles que les banques, les assurances ou la régie Renault.

M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), auteur d'une proposition de loi dont il avait demandé, sans succès, l'inscription à l'ordre du jour, est revenu à la charge, lundi matin. Regrettant la non-entrée en cause d'un « lourd système féodal » qui fait qu'à la différence des partenaires européens de la France il n'existe pas de système de conciliation préalable au déclenchement des grèves, l'ancien ministre considère qu'en se limitant à la seule question des sanctions financières, le gouvernement commet une « erreur ». La prévention des grèves et l'instauration d'un service minimum lui paraissent préférables.

MLa panoplie des arguments hostiles à l'abrogation de la loi Le Pors a été vaste, mais vaine : de M. Lederman, qui insistait sur le principe selon lequel toute peine mérite salaire (une heure de grève ne pouvant dès lors privé le salarié du restant de sa journée de travail) à M. Paul Souffrin (PC, Moselle), qui relève que le régime ainsi réservé au public est plus défavorable que dans le privé, de M. René Regnaud (PS, Côtes-du-Nord) qui met l'accent sur l'impossibilité pour les agents de l'Etat de modifier leur protestation, à M. Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne) qui doute que cette mesure soit de nature à mettre un terme aux grèves. Sans compter M. Delfau qui observe que de 1981 à 1986, le pays a enregistré « un minimum de grèves » dans un climat de « paix sociale », rien n'y a fait, la majorité campant sur ses positions.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Ont voté contre : les 15 PCF, les 64 PS, 12 Gauche dém. sur 33 (dont les MRG, et MM. Durafour, Moget, et Legendre). Se sont abstenus : 6 Gauche dém. (MM. Berchet, Brives, Jeanbrun, Mouly et Pelletier) et 1 non-inscrit (M. Bauneau). N'ont pas pris part au vote : 3 U.N. (M. Paul, président la séance, MM. Clavel et Foccart).

POINT DE VUE

Un texte d'affrontement

par Michel Durafour, sénateur (UDF) de la Loire, ancien ministre du travail.

QUELQUES-UNS, dans la majorité, n'en finissent pas d'accumuler les maladresses. Dans un texte fourre-tout, entre une réglementation concernant l'accès aux lieux publics de certaines communes et la loi du 24 mai 1982 relative à l'assistance légale des congrégations et communautés religieuses de femmes voilà qu'on introduit subrepticement un article 46 B (nouveau) qui bouleverse les relations de l'Etat avec son personnel ; et le gouvernement en rajoute en étendant ces dispositions à l'ensemble des salariés du secteur public.

Que la grève des sapeurs-pompiers, sous sa forme le plus élémentaire, soit intolérable, nul ne le conteste. Qu'il y ait lieu d'intervenir afin que les usagers, qui n'y peuvent mais, cessent d'être les otages de catégories de salariés qui disposent de leur outil de travail comme s'il leur appartenait, tout le monde le souhaite, et on se demande pourquoi cela a tant duré. Que l'intérêt général enfin l'emporte sur des intérêts particuliers, si respectables soient-ils, voilà une nécessité. Et il est de la responsabilité du gouvernement de veiller à la bonne marche du service public.

Cela dit, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) appelle au moins trois observations.

1) Sur le fond, quelques-uns jouant une fois de plus l'affrontement des Français, il est vrai que les fonctionnaires n'ont pas le coté : on leur reproche de bénéficier de la sécurité de l'emploi, valeur-or en ces temps-ci. On oublie leurs salaires modestes, misérables même, des possibilités de carrière étroites, des contraintes, des risques, et généralement le réel

qualité du service rendu. En plus l'article 46 B (nouveau) pénalise spécialement les bas salaires, la grève semblant désormais réservée à ceux qui ont les moyens de supporter une amputation de leur traitement, ce qui est contraire à la justice sociale la plus élémentaire.

2) Autant que le fond, davantage même, la forme utilisée en la circonstance est inacceptable. On entendait sur un tel sujet, un vrai projet de loi, circonstancié et réfléchi, précédé d'une concertation avec les organisations syndicales et les usagers, d'un avis motivé du conseil économique et social. Alors, le Parlement, comme il est d'usage, aurait entendu les parties, consulté, délibéré, amendé. Et ce serait bien le diable si en fin de compte on n'avait pas trouvé une formule d'accord.

3) On invoque l'urgence. Il y a urgence, en effet, le désordre présent étant détestable. Mais le gouvernement possède un arsenal de lois et de décrets — et la Constitution — pour faire face, de manière efficace et quand il le veut, à tous types de situations. Rien n'est plus dangereux que de débiter sous l'empire de la passion.

La démocratie ne résistera pas longtemps à la caricature actuelle du débat parlementaire.

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans les résultats de l'élection cantonale partielle d'Orbec (Calvados) publiés dans nos éditions du 23 juin. M. Daniel Feron, adjoint au maire (mod.) du chef-lieu de ce canton, qui se présentait sans étiquette, a été inscrit divers droits, alors qu'il est de tendance divers gauche. S'il n'est plus socialiste depuis deux ans, ce candidat est toujours membre de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

Société

Le procès de Lyon

M^e Ianucci : « Qui pouvait savoir plus que Barbie ? »

LYON
de notre envoyé spécial

Patiemment, consciencieusement, les avocats des parties civiles ont continué tout de s'exprimer, le lundi 22 juin, à la reprise de l'audience du procès Barbie. Ceux qui ont parlé, M^e Richard Zelnati, Ugo Ianucci, Pierrette Assouline-Abecassis, François Lefort, Gérard Welzer et Anne-Marie de Beaupaire, avaient à traiter de la partie du dossier concernant le convoi du 11 août 1944 qui emmena vers l'Allemagne 650 juifs et résistants, et en même temps de la réalité du monde concentrationnaire nazi.

De cette ultime déportation massive depuis Lyon, Klaus Barbie a assuré tout à la fois qu'il n'y fut pas l'ordonnateur, qu'il n'y participa en rien et qu'il ignore toujours ce qui se passait à Auschwitz ou ailleurs, dont, a-t-il même un jour précisé au cours de l'instruction, la réalité ne lui fut révélée que par les débats du procès de Nuremberg. C'est un tel système de défense qu'entendaient combattre M^e Zelnati et Ianucci.

Pour le premier, il s'agissait de démontrer d'abord la valeur des témoignages de ceux et de celles qui affirmèrent avoir vu le chef de la section IV du SIPO-SD de Lyon d'abord dans la cour de la prison du fort Montluc au moment du rassemblement des détenus, vers 5 heures, ensuite sur le quai de la gare où les prisonniers furent embarqués dans le courant de l'après-midi.

« Si nous en sommes réduits à invoquer ces témoignages, rappelle M^e Zelnati, c'est que, dans cette affaire, il n'existe aucun document écrit, aucune pièce écrite pour établir la responsabilité personnelle de Barbie. La raison en est simple. Peu avant le 11 août 1944, la libération était proche, un ordre est venu de Paris pour que soient brûlés toutes les archives et tous les dossiers de la Gestapo de Lyon. »

« Deux particularités physiques »

Alors, que valent les témoignages ? Pour M^e Zelnati, ils sont précis et se recoupent. Il y a d'abord celui de M^e Alice Vassier, dont cette femme, après avoir subi quatre interrogatoires terribles, avait été enfermée dans une cellule de Montluc. Le 11 août 1944, ses compagnes furent appelées pour « un départ avec bagages », synonyme de déportation. Elle se retrouva alors seule et regarda par l'ouverture de la porte ce qui se passait dans la cour. Elle affirme avoir vu alors Barbie qui donnait des ordres. Elle l'a reconnu car, a-t-elle expliqué, « c'était bien l'homme qui m'avait interrogé et fait torturer et dont j'avais pu alors remarquer, étant à 1,50 mètre de lui, deux particularités physiques : une petite saillie à l'oreille gauche et une façon de tendre son auriculaire écarté des autres doigts de la main. »

« On va soutenir, ajoute M^e Zelnati, que ces particularités ne sont pas perceptibles à l'œil nu. C'est oublier que le témoin est médecin et a réagi comme tel... De plus, une reconstitution a été opérée, qui apporte la preuve que de la cellule qu'elle occupait, M^e Vassier pouvait bien du champ de vision qu'elle a toujours décrit. »

« Vous devez rappeler à tous les Barbie d'aujourd'hui et de demain que ni le temps, ni les lieux où ils se trouvent, ni la raison d'Etat ne les mettent à l'abri. »

A ce témoignage s'en ajoute un autre, celui de M^e Anne-Marie de Sainte-Marie. Assistante sociale engagée dans la Résistance, M^e de Sainte-Marie, dont l'état physique n'a pas permis qu'elle soit entendue à la barre des témoins, avait obtenu d'abord l'autorisation de pénétrer à la prison de Montluc pour y apporter des vivres et des médicaments aux détenus. Elle y avait alors vu Barbie et même s'était entretenu avec lui. Celui-ci la soupçonna bientôt de renseigner la Résistance. Il devait alors l'arrêter, la torturer et finalement la faire déporter par le convoi du 11 août 1944. Or elle aussi a affirmé à l'instruction que Barbie était présent, et même qu'il l'a giflée à cette occasion avant de la faire monter dans le train.

« De plus, ajoute M^e Zelnati, nous avons dans le dossier d'autres témoins, déportés à d'autres dates, et qui nous disent aussi que Barbie veillait personnellement au rassemblement des prisonniers en partance. »

Pour l'avocat, cette attitude correspond bien d'ailleurs à celle d'un officier SS dont les propres auxiliaires français — comme Francis André, condamné à mort après la Libération et fusillé — ou Allemands, ont eux-mêmes déclaré qu'il était « le véritable chef du SD de Lyon ». Ils le considéraient de surcroît comme « un homme très dur, sanguinaire, soutenant à fond les activités de la sous-section des affaires juives et commandant personnellement les exécutions massives qui eurent lieu après le 11 août 1944. »

« C'est pourquoi, dira encore M^e Zelnati, je soutiens que Barbie ne nous a rien dit. En réalité, et cela apparaît dans les réponses qu'il a données au président de la chambre d'accusation de Paris chargé d'un supplément d'informations, il a bel et bien admis qu'il avait reçu l'ordre de violer la prison de Montluc comme il a admis avoir remis alors les dossiers des prisonniers pour permettre, selon lui, à la section II de voir lesquels étaient les plus dangereux. Étaient-elles donc dangereuses, ces femmes de quatre-vingts ans ? Étaient-ils donc dangereux, ces enfants de moins de quatre ans ? »

« Ce qui s'est passé le 11 août 1944 avec la déportation de 650 personnes, comme ce qui se passa ensuite lorsque, faute de trains pour l'Allemagne, on fusilla en masse à Bron et à Saint-Germain-l'Écluse, le « jusqu'au-boutisme » d'un SS comme Barbie, « nazi impénitent », acharné par tous les moyens à la perte de ceux qu'il détestait et considérait comme des ennemis. »

Comment, maintenant, pourrait-on croire qu'il ne savait pas le sort réservé aux déportés ? M^e Ugo Ianucci n'y croit pas.

« Certains, dit-il, s'étonnent du retentissement de ce procès. Ceux-là

disent que Barbie n'avait pas les responsabilités de Himmler ni même de Eichmann. C'est assurément vrai. Mais il a adhéré sans partage au système mis en place par ceux-ci, et cette adhésion constitue l'élément intentionnel nécessaire à la caractérisation du crime contre l'humanité. »

Pour M^e Ianucci la « participation consciente » de Barbie à la politique d'extermination idéologique du III^e Reich résulte de sa carrière personnelle. Comment un membre des Jeunesses hitlériennes dès 1933, engagé dans les SS en 1935 pour devenir ensuite membre du Parti national-socialiste et du SD, police de ce même parti, aurait-il pu ignorer ce qui se passait en Allemagne à la même époque ?

« A qui donc s'adressait le cardinal Gerlier ? »

« Déjà, a rappelé M^e Ianucci, après l'incendie du Reichstag, un décret suspendait toutes les libertés individuelles. Déjà, les opposants étaient arrêtés par milliers et déportés dans des camps de concentration. Déjà, l'incendie du Reichstag fut même l'occasion de la publication de réquisitoires sur ces camps dont les règlements étaient réservés aux juifs et aux marxistes, que les détenus y auraient la tête rasée, que tous gémirent dans le travail forcé assis à une machine. Le camp avait pris sa place dans le système, et il avait pour objet d'inspirer la terreur à la mort. »

Des déclarations officielles le présentent comme une arme politique, et ceux qui sont chargés d'en assurer la garde sont appelés à s'endurcir et à montrer en toutes circonstances leur insensibilité. C'est ainsi, poursuit l'avocat, que « des crimes horribles devaient, dans l'esprit de ceux qui les commettent, des actes normaux et que des étres normaux jusque-là se muèrent en bêtes insensibles au nom d'une supériorité de race qui commande pour les autres le mépris et l'indifférence avant la mort. »

La guerre multiplia les camps. En 1939, on en compte une centaine. En 1945, il en existait plus de mille. Entre-temps, ils étaient devenus pour le III^e Reich un instrument essentiel de son économie. Il ne s'agissait plus seulement de faire mourir. Il s'agissait de faire travailler avant la mort et, la mort venant, de renouveler constamment cette main-d'œuvre indispensable.

M^e Ianucci a cité des chiffres. En 1940 partaient de France 3 convois de déportés. En 1941, il y en eut 19. En 1942, 104. En 1943, 247 et, du 1^{er} janvier 1944 au mois d'août suivant, 326.

« Quel, dans ces conditions, dira M^e Ianucci, pouvait savoir plus que Barbie ? Sa culpabilité résulte de ses fonctions elles-mêmes. Il a d'ailleurs reconnu dans 1986 qu'il avait personnellement

créé, dirigé et animé la section IV du SIPO-SD de Lyon. Il a même admis en avoir été le véritable chef. C'est comme tel qu'il était d'ailleurs perçu par la police française. Et à qui donc s'adressait le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon à l'époque, pour protester contre des arrestations et des exécutions, sinon à lui-même ? »

M^e Ianucci peut alors conclure : « La décision que vous allez prendre est attendue par la communauté internationale. Avec elle, justice ne sera pas entièrement rendue en regard de l'immensité des crimes, mais justice sera dite. Non, ce n'est pas un procès rétro que celui-là. Vous devez poser des jalons pour l'avenir. Vous devez rappeler à tous les Barbie d'aujourd'hui et de demain que ni le temps ni les lieux où ils se trouvent ni la raison d'Etat ne les mettent à l'abri. »

A ces deux plaidoiries-réquisitoires qui se voulaient de grande dimension, M^e Pierrette Assouline-Abecassis a ajouté un hommage particulier qu'elle voulait rendre aux femmes déportées, se référant aux témoignages de toutes celles qui avaient déposé et tellement impressionné l'assistance. Elle l'a fait simplement et, comme elle l'a dit, « avec beaucoup d'humilité, n'ayant pas vécu [elle-même] cette période. »

M^e François Lefort, lui aussi, s'est montré simple pour raconter l'histoire de celui qu'il représente à l'audience, Bernard, un juif d'Alsace réfugié à Lyon, et qui, ayant appris là qu'un recensement devait avoir lieu, se rendit la veille au commissariat de police pour s'inscrire. Là, il rencontra un fonctionnaire qui lui dit : « Surtout, ne venez pas demain. Il répéta ce conseil à ses parents. Ceux-ci lui répondirent : « Mais que pourrions-nous donc nous faire ? Et ils se rendirent à ce recensement. Bernard ne les a jamais revus. Des 1181 personnes qui partirent ce jour-là, 29 sont revenues. »

Ainsi, M^e Lefort pouvait dire : « Bernard, au printemps de 1945, fut de ceux pour qui la Libération ne pouvait pas être une fête. »

C'est dans le même ton que plaida M^e Gérard Welzer pour raconter comment Jérôme et Régine Skornia, juifs étrangers de Nancy, réfugiés à Lyon en 1942, arrêtés en juin 1944, déportés le 11 août, rescapés l'un et l'autre, ne se sont pas reconnus au cours des retrouvailles tant la déportation avait fait du frère et de la sœur des morts-vivants.

C'est tout aussi sobriement que M^e Anne-Marie de Beaupaire a parlé d'Elise Israël, disparue à Auschwitz un jour de février 1944.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

● RECTIFICATIF. — La troisième phrase de la relation du procès de Klaus Barbie, publiée dans le Monde daté des 21-22 juin devait être lue ainsi : « On se sait ce qu'il faut le plus admirer de ces orateurs aux moyens inépuisables divers, conscients d'être attirés à une tâche fastidieuse et répétitive ou (et non pas comme il fut imprimé « avec » des jurés entraînés à l'attention », etc.

La faillite de la joaillerie Chaumet

Les explications du ministère du budget

Le ministère du budget a diffusé, lundi 22 juin, un communiqué faisant le point sur les contrôles douaniers et fiscaux dont la société Chaumet a été l'objet (Le Monde du 23 juin). Ce communiqué fait suite à la révélation qu'une enquête douanière visant Chaumet avait été classée sans suite en octobre 1986 alors que, dans les milieux spécialisés, les difficultés de la célèbre joaillerie étaient déjà perceptibles.

Le ministère précise que l'enquête de la direction nationale des enquêtes douanières (DNED) a débuté le 29 mars 1984 et « a porté sur les importations et exportations effectuées par la société de septembre 1982 à septembre 1985 ». Elle a abouti, le 24 février 1986, « à la notification d'infractions de douane et de change ». Les premières concernent un « abus du régime des ventes sous bordereaux de détaxe pour environ 1,34 million de francs » et des « déclarations d'exportation pour 668 millions de francs de marchandises, ne comportant pas l'indication du destinataire réel ». Ces exportations étaient destinées à un transitaire suisse, la société Transmar-Geneve.

Les infractions cambiaires recouvrent des prêts en devises masqués par un détournement de la pratique des « confies », autrement dit le dépôt-vente de bijoux ou pierres non repris en stock. « La société Chaumet, explique le ministère, importait des pierres précieuses en provenance de la société Bergognon et Fils [cette société gmevoise a la même responsable, M. Gérard Bergognon, que Transmar-NDLR] en régime suspensif de TVA avec, à l'appui, une facture provisoire qui précisait que la marchandise demeurait la propriété du fournisseur jusqu'au règlement complet du prix de cette marchandise qui n'était pas reprise dans le stock de la société. Elle demeurait en fait dans le registre des « confies » jusqu'au moment où elle était effectivement revendue par la société Chaumet (...). Mais la société Chaumet réglait ces factures intégralement dans le délai d'un mois. Chaumet réglait donc son fournisseur avec une anticipation pouvant atteindre dix-sept mois sur l'inscription des achats en comptabilité. Ce décalage dans le temps (...) pouvait s'analyser comme des prêts en devises, interdits par la réglementation des changes alors en vigueur. Le montant de ces prêts s'élevait à environ 490 millions de francs. »

Ces infractions diverses ont été notifiées le 24 février 1986. Mais le ministère précise que M^e Guy Baril et M. Jacques Chaumet, après avoir sollicité un rendez-vous au cabinet du ministre délégué chargé du budget, y ont été reçus le 12 mai 1986 afin de remettre une copie du mémoire en défense adressé à l'administration des douanes le 27 mars 1986. La direction générale des douanes n'a statué que le 21 octobre 1986, en insistant sur le caractère « relativement mineur » des infractions et en soulignant le « rôle essentiel joué par les banques dans cette affaire », dans la mesure

où elles furent les intermédiaires dans le cadre des opérations de change.

Décision clémente

Résultat : pour la société Chaumet, un classement du dossier sans sanction pécuniaire ; pour les neuf banques concernées, des « amendes de principe ». Il est vrai que, dans les explications qu'elles donnaient, le 4 mars dernier, au ministère du budget, les banques insistèrent sur « la liberté dont disposent désormais les opérateurs économiques pour couvrir le risque de change afférent aux importations de marchandises ». Cette décision clémente avait été notifiée, le 29 janvier dernier, à M. Jacques Chaumet.

Quant à l'enquête fiscale, il s'agit d'un contrôle effectué en 1986 par la direction des vérifications fiscales et internationales. Des redressements ont été notifiés à Chaumet le 16 mai 1986, le plus important portant sur « l'absence de versement par les filiales étrangères de Chaumet de redevances pour l'utilisation de la marque ». E. P.

[Le communiqué du ministère du budget n'explique pas la décision dont a bénéficié la société Chaumet dans le cadre des infractions douanières, où n'intervenaient pas les banques. Il confirme ce que le ministère avait, dans un premier temps, contesté : ce dossier a bien fait l'objet d'un contrôle au niveau politique, celui du cabinet du ministre. Il montre enfin, dans sa chronologie, le rôle de la démission douanière dans la nouvelle relance de prêts bancaires obtenus par Chaumet en février, après que lui a été notifié le classement sans suite de l'enquête de la DNED.]

Après la mort de onze personnes

Peine de prison ferme pour le responsable d'un camping du Var

Le tribunal correctionnel de Toulon a condamné, lundi 22 juin, à une peine de deux ans de prison dont dix-huit mois avec sursis M. Christian Joly, gérant de fait de camping de Saint-Cyr-sur-Mer (Var) où onze personnes avaient été tuées, le 26 mai 1985, par l'écroulement d'un mur de soutènement. A l'audience du 1^{er} juin (Le Monde du 3 juin), le ministère public avait requis un an de prison avec sursis contre celui-ci.

Pour sa part, Gilbert Carbonnel, entrepreneur, a été condamné à un an de prison, dont neuf mois avec sursis ; l'accusation avait requis « deux ou trois mois » avec sursis.

Le tribunal a condamné, en outre, Marcel Joly, père de Christian Joly, à six mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende ; Augusto Conso, marocain chômeur, qui avait participé à la construction du mur, à la même peine plus 1 500 F d'amende. Le cinquième prévenu, Pierre Sessatelli, employé du camping, qui avait lui aussi participé aux travaux a été relaxé.

L'affaire du Carrefour du développement

M. Yves Chalié a commencé une grève de la faim

M. Yves Chalié est en grève de la faim depuis le vendredi 19 juin. Détenu à la prison de la Santé, à Paris, l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, devenu tout à la fois le principal accusé et le principal accusateur de l'affaire du Carrefour du développement, a pris cette décision après un nouveau refus de mise en liberté.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a, en effet, rejeté, mercredi 17 juin, une demande en ce sens de ses défenseurs, M^e Xavier de Roux et Grégoire Triet. L'administration pénitentiaire serait fort inquiète, un rapport psychiatrique ayant souligné, il y a quelques semaines, l'état dépressif du détenu.

Incarcé depuis le 16 novembre 1986, jour où il s'est livré à la police après une « cavale » de plus de six mois en Amérique latine,

commencée le 4 mai 1986, M. Chalié est le seul inculpé toujours détenu dans cette affaire. Ses avocats estiment que sa détention n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité et jugent injuste la situation de leur client. D'autant plus, ajoutent-ils, que le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, semble vouloir clore assez rapidement son instruction.

Sur commission rogatoire de M. Michau, les policiers de la brigade financière enquêtent actuellement sur La Promotion française, l'association créée à l'occasion de l'achat du château d'Orléans. Ce serait le dernier volet financier de l'instruction, le dossier du Carrefour du développement proprement dit — incluant le financement du sommet franco-africain de Bamako de décembre 1984 — étant, semble-t-il, bouclé.

Au cours de leurs investigations sur La Promotion française, les enquêteurs ont interrogé et placé en garde à vue, il y a une dizaine de jours, M. Eric Duret, conseiller juridique et fiscal, dont les bureaux se situent 53, avenue Montaigne, à Paris. M. Duret intervenait dans le dossier en tant qu'ami de M^e Lucette Norbert, voyante réputée et associée de M. Chalié et de M^e Marie-Danielle Bahissou dans l'achat du château d'Orléans.

L'inconnu concerne l'attitude du juge d'instruction sur « l'affaire dans l'affaire », autrement dit les soutiens policiers dont a bénéficié, lors de sa fuite, M. Chalié. C'est dans ce cadre qu'a été entendu, vendredi 19 juin, M. Pierre Verbrughe, ancien directeur de la police nationale de juin 1983 à janvier 1987. M. Michau est évidemment quelque peu entravé, dans ce domaine, par le « secret-défense » invoqué à propos du faux passeport fabriqué par la DST pour M. Chalié.

Toutefois, le « secret-défense » ne semble pas s'appliquer aux relations entretenues par M. Jacques Delebois, haut fonctionnaire policier proche de M. Pasqua, avec M. Chalié avant sa fuite et alors qu'il était réfugié au Brésil. L'instruction aurait, en effet, confirmé les dires de M. Chalié sur ses rendez-vous avec M. Delebois et sur les coups de téléphone entre les deux hommes.

E. P.

Le Monde
sur minitel

PROCÈS BARBIE

Interview de Claude Lelouch

36.15 TAPEZ LEMONDE et BAR

André Giresse
Philippe Bernert

Seule
la Vérité
blesse

L'honneur de déplaire

«Un livre choc écrit au vitriol.»

JACQUES CHAMBAZ "LE QUOTIDIEN DE PARIS"

Plon

L'Agent noir
publier

Dommages-intérêts
pour les éditions
Robert Laffont

« L'Agent noir » de Robert Laffont, paru chez Plon, est un roman policier qui se situe dans le cadre d'une enquête menée par un détective privé, le héros du roman, qui se livre à une enquête sur les activités d'un certain personnage, dont le nom est le même que celui du roman.

« L'Agent noir » de Robert Laffont, paru chez Plon, est un roman policier qui se situe dans le cadre d'une enquête menée par un détective privé, le héros du roman, qui se livre à une enquête sur les activités d'un certain personnage, dont le nom est le même que celui du roman.

Société

En Polynésie française

Malaise au palais de justice de Papeete

PAPEETE
de notre envoyé spécial

Avec sa barbe noire en bataille et son accent de Bugeyais insolite sous les cocotiers, M. Max Gatti est la preuve qu'on peut être un ancien Père blanc - et voir rouge dès qu'il s'agit d'expliquer le climat orageux qui règne au palais de justice de Papeete.

Ce juge d'instruction, à cheval sur les principes, ne déboile pas depuis que la hiérarchie judiciaire du territoire veut apparemment l'empêcher de faire son travail dans une dispute d'héritage qui met en cause une sommité locale, M. Marcel Lejeune, pionnier du notariat en Polynésie française. « J'ai dit que j'étais honnête d'être dans cette juridiction et je le maintiens. On ne veut pas qu'il y ait instruction dans cette affaire et c'est scandaleux ».

Ces propos visent au premier chef les représentants du ministère public, selon lesquels il n'y a pas lieu de chercher à démentir, en l'état actuel du dossier, la querelle qui oppose à M. Lejeune certains des héritiers d'un célèbre couple d'armateurs, Mary-Ann Higgins, morte en 1961, et Charles Brown-Petersen, décédé en 1962, qui disposaient de la plus fabuleuse fortune de la Polynésie française (le Monde daté 19-20 avril).

La cour d'appel, le 28 avril, a donné raison au procureur contre le juge d'instruction qui avait décidé, dans un premier temps, de passer outre au réquisitoire de « non-infraction » dressé par le procureur de la République. Soumis pour la première fois de sa carrière à un tel veto - assez rare dans les pratiques judiciaires - M. Gatti ne comprend pas que le parquet prétende, a priori, laver de tout soupçon le notaire.

M. Lejeune est, en effet, accusé par un nouveau de Mary-Ann Higgins, M. Charles Higgins, entrepreneur dans l'île de Raiatea, d'avoir sciemment canalisé pendant vingt ans un testament de 1955 aux termes duquel les proches de sa tante auraient dû bénéficier de biens légers particuliers ayant une valeur globale de 500 millions de francs et représentant, environ, la moitié de la fortune laissée par ce couple riche.

Se fondant sur un testament postérieur et plus ambigu datant de 1958, le notaire avait estimé que les dispositions testamentaires de 1955 se trouvaient révoquées et il avait écarté la branche Higgins du règlement de l'héritage, au profit d'amis et de cousins éloignés de Charles Brown-Petersen, faisant ainsi la propriété d'une autre grande souche tahitienne, la famille Bamberger, qui joua par la suite un rôle

Des magistrats accusent le parquet de chercher à « protéger » certains notables

politique très important, au service du gaullisme, dans le territoire.

Le problème, pour le notaire et la justice, c'est que les dix-neuf personnes qui espèrent bénéficier des dernières volontés de Mary-Ann Higgins affirment, aujourd'hui, n'avoir découvert le testament de 1955 qu'en 1983, grâce aux recherches personnelles entreprises par un petit-neveu de la défunte, c'est-à-dire vingt ans après avoir plaidé, en vain, leurs droits devant le tribunal de Papeete, de 1962 à 1967. Ce que nie farouchement M. Lejeune en faisant remarquer que ce fameux testament avait été normalement enregistré à son étude le 29 avril 1955 et que tout le monde connaissait en principe son contenu.

Une « faute professionnelle » ?

Les circonstances du partage de la fortune de Charles Brown-Petersen comportent certaines zones d'ombre et ont suscité diverses interrogations (le milliardaire ayant de toute évidence perdu l'essentiel de ses facultés après la mort de sa femme), mais rien ne permet d'affirmer que M. Lejeune se soit personnellement livré à quelque malversation.

En revanche ce juriste méticuleux et ombrageux, qui pratique son ministère comme un sacerdoce et donne même, parfois, l'impression de vouloir à lui tout seul incarner le droit, a peut-être commis un péché d'orgueil en tranchant arbitrairement, en 1962, la question de la compétence des deux testaments controversés.

Dans ses attendus, la cour d'appel elle-même souligne, le 28 avril, que le notaire aurait dû s'en remettre à la justice : « Il n'appartenait pas au notaire de dire s'il avait ou non révoqué l'acte ». Ce même jugement reproche, aussi, à M. Lejeune d'avoir personnellement décidé que le testament de 1958 infirmait celui de 1955 pour ce qui concernait les legs particuliers de Mary-Ann Higgins.

Dans un long mémoire toutefois, le notaire réfute point par point toutes les allégations de ses accusateurs.

Le président du tribunal de première instance, M. Alain Le Gall, parle néanmoins de « faute professionnelle grave » et il ne comprend pas, lui non plus, l'attitude du parquet qui ne l'a que mollement soutenu quand il a été publiquement pris à partie par M. Lejeune.

Son étude ayant été mise sous séquestre par M. Le Gall par mesure conservatoire, en même temps que les biens dépendant de la succession contestée, le notaire avait accusé le président du tribunal de lui faire subir un « terrorisme judiciaire » analogue à celui qui avait été infligé « aux biens juifs pendant l'occupation allemande ». Le séquestre avait été levé quelques jours plus tard.

Comme M. Gatti et Le Gall, la plupart des magistrats de Papeete font grief au procureur général, M. Paul Marchand - et au premier président, M. Henri de Labrousse, d'avoir pas engagé, alors, des poursuites contre le notaire. Leur amertume est d'autant plus révélatrice de l'ambiance chargée qui règne au palais de justice que ces magistrats ne sauraient être taxés de gauchisme : tous - à l'exception de M. Gatti qui n'est même pas syndiqué - adhèrent à l'Union syndicale des magistrats - modérée - dont le délégué, M. Jean-Baptiste Talercio, s'est constitué partie civile contre M. Lejeune.

M. Gatti ne fait que traduire le sentiment quasi général lorsqu'il conclut que le parquet « cherche à protéger le notaire », et plus généralement tous les notables locaux. Dans les couloirs du palais on évoque volontiers les liens personnels établis par certains membres de la hiérarchie judiciaire avec M. Lejeune, lequel se flatte de l'ampleur de son propre patrimoine, évalué à un milliard de francs environ, et reçoit souvent le « gratin » de la société tahitienne sur son stoll privé de Tupai, au large de Bora-Bora. On ironise aussi sur les « visites protocolaires » consenties par le parquet à tous les nouveaux venus.

Il est peu probable que ce climat s'améliore. Une nouvelle plainte vient d'être déposée contre le notaire par trois des autres héritiers potentiels de Mary-Ann Higgins, M. Marie-Hélène, et les Teddy Walker. C'est donc M. Gatti qui devrait de nouveau, normalement, être chargé de l'instruction à laquelle le parquet continue de s'opposer. La suite de ce feuilleton sera instructive sur l'attitude du ministère de la justice dans cette affaire, la chancellerie ayant été informée de la situation locale en même temps que l'Elysée - par les avocats des plaignants.

L'affaire Lejeune n'a fait pourtant qu'exacerber des tensions anciennes. Les magistrats de la « base » étaient déjà ulcérés par l'absence de réaction du parquet dans une autre affaire, dite désormais du « baiser de Noutania », du nom de la prison de Tahiti où le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique du Sud, M. Gaston, alors, ses fonctions gouvernementales avec la présidence de l'exécutif du territoire, avait fait scandale, en janvier dernier, en embrassant et en couronnant de fleurs, devant la télévision convoquée pour la circonstance, l'un de ses lieutenants politiques, M. Guy Sanquer, accusé de détournement de fonds et d'ingérence et incarcéré sous le coup de trois incriminations.

« Le dernier rempart »

Ce conseiller territorial a été, depuis, remis en liberté et il vient de participer à une élection municipale partielle à Raiatea, en attendant d'être traduit, en principe, devant le tribunal correctionnel. Mais ce défi spectaculaire lancé à la justice par un ministre, dans l'indifférence quasi générale en métropole, n'a pas été « digéré » par les magistrats locaux. « A la place de M. Fosse, n'importe qui aurait été mis le soir même en prison », souligne-on au palais. « Pourquoi y a-t-il ainsi deux poids deux mesures ? ».

C'est encore en vain que M. Gatti et Le Gall et plusieurs de leurs collègues ont demandé au parquet de déposer plainte contre M. Fosse quand le secrétaire d'Etat a violemment et publiquement dénigré le juge d'instruction en charge de l'affaire Sanquer, M. Talercio.

Le commentaire surprenant fait à ce sujet au Journal officiel du 30 mars par le garde des sceaux, en réponse à une question écrite du député national du PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Gall, n'a fait qu'accroître davantage ces magistral. Selon le ministre de la justice, le « baiser de Noutania » ne relevait, en effet, que de « la manifestation d'une amitié personnelle » et devait « être considéré comme détachable de la fonction » (de M. Fosse). On ne saurait donc prétendre, selon M. Chalandon, que le principe républicain de la séparation des pouvoirs a été ce jour-là bafoué.

Le président du tribunal de première instance le déclare ainsi sans ambiguë, en se faisant lui aussi l'interprète de presque tous ses pairs : « Tout cela est d'autant plus domageable que la justice est devenue en Polynésie le dernier rempart contre tous les déréglés locaux ».

ALAIN ROLLAT.

Le roi de Tupai

PAPEETE
de notre envoyé spécial

Cap sur Tupai. Le Piper Cheyenne vient de laisser, sur la gauche, la pie sombre de Bora-Bora. Aux commandes du bimoteur, qu'il continue de piloter seul, malgré ses soixante-et-onze ans, M. Marcel Lejeune apporte quelques provisions, comme il le fait deux fois par semaine, aux quelque cinquante employés polynésiens qui entretiennent ses mille hectares de cocotiers sur cet atoll paradisiaque qui sont le domaine unique souverain, en 1984, pour un coût total de 1 million de francs. Le joyau de sa réussite que viennent admirer les célébrités du monde entier de passage à Tahiti.

Il a fait du chemin, en effet, le jeune clerc modeste arrivé en 1950 à Papeete, si fier des racines creuses de sa famille, si ému en souvenir de son père maçon devenu, à la fin de la dernière guerre, l'un des plus riches entrepreneurs d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

Grand, svelte, cheveux en brosse, casquette à l'américaine, avec dans le comportement à la fois une certaine timidité et un brin de mégalomanie, M. Lejeune s'insurge contre ses accusateurs : « Au train où allaient les choses, le juge d'instruction allait finir par m'incarcérer ! On veut me refaire le coup du notaire de Bruy-en-Artois, mais je suis prêt à me battre par tous les moyens, y compris au risque de ma vie ! Je paie aujourd'hui encore la bagarre que j'ai eue avec les avocats quand je suis arrivé en Polynésie. A cette époque, il n'y avait pas de notaires en Polynésie : c'étaient les lawyers américains qui réglaient les affaires de toutes les vieilles familles de métis, d'origine anglo-saxonne. Mon arrivée a bouleversé ce système ».

« Il a fallu que j'institue le notariat dans ce pays, contre ces avocats qui avaient pillé ma profession, et il a fallu que j'enseigne de nouvelles pratiques à la clientèle. (...) La succession de Brown-Petersen a été l'occasion d'ignobles manœuvres entre deux clans rivaux qui se sont déchirés avec acharnement le patrimoine de ce vieillard avant même qu'il ne soit mort. Ces rapaces ont déchiré son cadavre et jamais je n'ai voulu prendre position là-dessus. Il a fallu que l'on sollicite mon ministère avec

insistance et je ne l'ai accordé qu'à des conditions rigoureuses car j'étais écorché ».

Cet ancien cavalier de Saumur continue sa charge : « Les magistrats sont victimes de désinformation. Le petit nouveau de Mary-Ann Higgins, qui prétend avoir « découvert » en 1983 le testament de 1955 que j'ai enregistré chez moi la même année n'est qu'un Rambo à la mie de pain [l'intéressé a combattu au Vietnam] et l'avocat de Charles Higgins n'est qu'un traître-sevete. Tout cela ce n'est que la jalousie et la jalousie suscite la haine. Je n'ai aucune faiblesse dans mon dossier, je n'ai aucun cadavre dans mes placards. Je suis parfaitement serein. Mais il faut que ma réputation professionnelle soit solide pour ne pas avoir été ébranlé ».

Un sourire pour finir : « Cette affaire m'a fait rajeunir de dix ans... »

« Que justice soit faite ! »

De l'autre côté de Bora-Bora, dans l'île de Raiatea, le principal accusateur du « roi de Tupai », M. Charles Higgins, persiste dans ses plaintes : « Quoi qu'en dise M. Lejeune, moi, je n'ai jamais entendu parler du testament de 1955 avant 1983. Après la mort de ma tante et de son mari, notre avocat avait fait le tour des notaires pour demander s'il n'y avait pas un autre testament, tellement nous étions éberlués d'être écartés de la succession, et tout le monde avait répondu non, y compris M. Lejeune. Ce que je trouve étrange, c'est que M. Lejeune essaie, aujourd'hui, de démontrer que tout le monde était au courant alors que ce n'est pas vrai. Le premier testament de ma tante a été magnifiquement camouflé ».

« De toute façon, M. Lejeune devait, à la mort de ma tante, convoquer tous les héritiers potentiels et il ne l'a pas fait. Même si nous ne devions rien recevoir de cette succession, j'aimerais que justice soit faite. Ce n'est pas la paille qui m'intéresse, je veux simplement que cet homme soit puni ». M. Charles Higgins et les autres membres de sa branche familiale viennent de recevoir le soutien financier de la Banque d'Indosuez pour le financement de leur nouveau procès.

A. R.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne Vers une réforme du calendrier

LONDRES
de notre envoyé spécial

Pour la septième fois en cent ans, les premiers championnats de Grande-Bretagne de tennis, qui devaient être disputés lundi 22 juin sur les pelouses du All England Lawn Tennis Club (AELTC), ont été annulés en raison de la pluie.

Le mauvais temps, qui a également empêché les joueurs de s'entraîner sur gazon depuis les Internationaux de France, a amené le président du club, Buzzer Habbington, à envisager une petite révolution dans les traditions séculaires du tournoi : « Deux semaines pour passer de la pluie à l'herbe, c'est peu surprenant quand le temps est mauvais, a-t-il dit. Ce n'est encore qu'une hypothèse, mais il va falloir que je propose au comité d'organisation de retarder d'une semaine le tournoi. Certes, avant de prendre une décision il faudra étudier soigneusement le pour et le contre. Mais tous ces jours auxquels l'herbe est parfaite s'accroissent d'accord ».

Retarder le début du tournoi reviendrait à mettre Wimbledon en concurrence avec les courses d'Ascot qui sont aussi un des grands moments du calendrier sportif britannique.

A. G.

(Publicité)
EXPORT CHALONS EN CHAMPAGNE
TOUTES pièces détachées marques
contre remboursement
ou par crédit documentaire
confirme irrévocable

4, rue du Général-Maitrot
51000 CHALONS-SUR-MARNE - France
Tél. 25-55-05-76
Tél. COXNUM 541122F

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

« Mondes en Devenir »
URBANISATION RAPIDE
EN AFRIQUE TROPICALE

Guy ANKERL
13,5 x 20 cm - 179 p. - 85 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

les must® de Cartier

Ferrari Formula

YVES SAINT LAURENT
Collection

ORGANISENT UNE VENTE
DE BIJOUX ET OBJETS "HORS COLLECTION"
À PRIX RÉDUITS AU PROFIT DE

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

LE SAMEDI 27 JUIN 1987 DE 9 H À 18 H 30

PARIS, HÔTEL GEORGE V, 31 AVENUE GEORGE V, 8°
PARIS, MAIRIE DU 5° ARRONDISSEMENT, 21 PLACE DU PANTHÉON.

TOULOUSE, GRAND HÔTEL DE L'OPÉRA, 1 PLACE DU CAPITOLE
STRASBOURG WACKEN, C.I.A.L. 31 RUE JEAN WENGER VALENTIN
NICE, HÔTEL PLAZA-CONCORDE, 12 AVENUE DE VERDUN
LYON, PALAIS DU COMMERCE, PLACE DE LA BOURSE
NANTES, HÔTEL DE FRANCE, 24 RUE CRÉBILLON.

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE
POUR LE SOUTIEN DE SON ACTION EN FAVEUR DE
L'ENFANCE HANDICAPEE

« L'Agent noir » au bûcher

Dommages-intérêts pour les éditions Robert Laffont

Le tribunal d'Orléans a condamné M. Patrick Pirs, huissier à Pithiviers, à verser 45 000 F de dommages-intérêts à l'éditeur Robert Laffont.

Le 2 mars, le tribunal civil de Paris avait interdit la vente du livre de Laurent Gally, l'Agent noir, une tache dans l'affaire Abdellah, si l'éditeur Robert Laffont n'en supprimait pas vingt-sept pages comportant, selon le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense, des renseignements confidentiels.

Le 6 mars suivant, M. Patrick Pirs avait fait saisir et brûler dix-sept mille exemplaires du livre (le Monde du 20 mars). Estimant que l'huissier avait « outrepassé sa mission », les éditions Robert Laffont avaient saisi le chambre civile du tribunal d'Orléans, qui vient de leur donner gain de cause.

● Expulsion d'un Basque espagnol. — Juan Elizaguirre-Olaizola, réfugié basque espagnol, membre présumé de l'ETA, a été interpellé, le lundi 22 juin vers 10 heures, dans les Pyrénées-Atlantiques, par la police de l'air et des frontières, et remis quelques heures plus tard aux autorités espagnoles. C'est la septième expulsion, depuis juillet 1986, d'un Basque espagnol selon la procédure d'urgence abokue.

La mort de Fred Astaire

Escarpins, chapeau claque

Fred Astaire est mort à Los Angeles des suites d'une pneumonie. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Frederick Austerlitz naquit le 10 mai 1899 à Omaha, dans le Nebraska. Il devint le beau nom de Fred Astaire. Il avait une sœur, Adèle. Leur mère, qui avait rêvé d'être danseuse, fit inscrire ses deux enfants, très jeunes, à des cours. Elle changea le nom d'Austerlitz en Astaire. En 1916, Fred et Adèle Astaire se rendirent à Broadway. Une comédie musicale les rendit célèbres et, de succès en succès, ils allaient se partager entre les États-Unis et Londres. Jusqu'en 1932, année où vit Adèle Astaire abandonner le théâtre pour épouser un aristocrate anglais.

Fred se retrouve seul, hélas à continuer sa carrière. Il crée un nouveau spectacle, de Cole Porter la *Joieuse Divorcée*, puis, tenté par le cinéma, accepte les propositions de David O. Selznick pour la RKO qui le « prête » d'abord à la MGM. Il tient un petit rôle dans *Le Tourbillon de la danse*, de Robert Z. Léonard avec Joan Crawford.

Ses vrais débuts se font, cette même année 1933, avec *Caricature*, comédie musicale réalisée par Thornton Freeland. La vedette féminine est Dolores del Río, mais, pour les numéros dansés, la partenaire de Fred Astaire est Ginger Rogers. Ainsi se trouve formé le couple qui, jusqu'en 1939, va faire la gloire des films musicaux de la RKO, comédies-mariages où Fred et Ginger se chamaillent, s'aiment, s'amusent et se mettent à danser et à chanter dans des décors luxueux pour des divertissements de rêve.

La séparation

A l'époque des élogieuses chorégraphies à nombreux figurants et figurantes de Busby Berkeley chez Warner, Fred Astaire impose un style personnel. Portant smoking et chapeau gatsby, élégant, racé, simple, il est le gentleman de la danse à clochette, plus anglais qu'américain d'allure, et passe de one man show à des figures romantiques dans lesquelles il entraîne Ginger Rogers, qui, avec aisance, épouse son rythme.

Sur, en 1937, où il sera, dans *Demotelle en détresse* de George Stevens, une romance avec Joan Fontaine, il va tourner avec Ginger Rogers la *Joieuse Divorcée* (Mark Sandrich, 1934) *Roberta* (William A. Seiter, 1935), *Top hat* (Mark Sandrich, 1935), *En suivant la flûte* (Mark Sandrich, 1936), *Sur les ailes de la danse* (George Stevens, 1936), *l'Entrepreneur* M. Peirce (Mark Sandrich, 1937), *Amanda* (Mark Sandrich, 1938), et la *Grande Farandole* (H.C. Potter, 1939), ce dernier film étant l'histoire d'Irène et Vernon Castle, danseurs des années 10.

Le réalisateur Mark Sandrich apporta beaucoup au « style Astaire », mais le couple idéal de la danse s'effrita plutôt mal, car Ginger Rogers voulait être reconnue comédienne à part entière. La séparation était nécessaire. Pourtant, Fred Astaire, en pleine gloire cinématographique à quarante ans, ne

retrouva pas une partenaire à la mesure de la mythologie Fred-Ginger.

La meilleure fut Eleanor Powell pour *Broadway qui danse* (Norman Taurog, 1940) à la MGM. De 1940 à 1943, Fred Astaire fit tandem successivement avec Paulette Goddard, Rita Hayworth (deux fois), Marjorie Reynolds et Joan Leslie.

Sa popularité s'amenuisait lorsque Arthur Freed, le producteur de l'âge d'or de la comédie musicale MGM lui fit danser quatre sketches de *Ziegfeld Folies*, film réalisé par Vincente Minnelli en 1944, où il rencontra Gene Kelly. Avec Minnelli, encore, il tourne *Volanda et le voleur*, en 1945. On commence à remarquer que Fred Astaire a pris de l'âge. Son mince visage se ride, sa silhouette reste lestée, son élégance inexistante.

Mais les temps changent. Après *La Mélodie du bonheur*, de Stuart Heisler (1946), Fred Astaire déclare qu'il se retire. Deux ans plus tard, il revient au cinéma, pour remplacer Gene Kelly, qui s'est abîmé une cheville. *Parade de printemps*, de Charles Walters ouvre une nouvelle ère pour Fred Astaire, associé dans ce film à Judy Garland qui doit, ensuite, tourner en sa compagnie *Entrons dans la danse* (Charles Walters, 1949). Judy étant malade, Ginger Rogers ressortit, suivie de Vera-Ellen pour *Trois Petits mois* (Richard Thorpe, 1950).

Au cours des années qui suivent, Fred Astaire s'envole allègrement vers la soixantaine, dans de brillantes comédies musicales où il retrouve son style : *Mariage royal*, de Stanley Donen, *la Belle de New York*, de Charles Walters, *Tous en scène*, de Minnelli, *Papa longues jambes*, de Jean Negulesco, *Drôle de finnoise*, de Stanley Donen, *la Belle de Moscou*, de Rouben Mamoulian, *Jane Powell*, *Vera-Ellen*, *Cyd Charles*, *Leslie Caron*, *Audrey Hepburn*, est dansé avec lui.

Fred Astaire produit et anime des shows télévisés qui remportent de nombreuses récompenses. En 1959, Stanley Kramer lui donne son premier rôle dramatique (*le Dernier Rivage*). Il passe à la comédie : *Mon séducteur de père* (George Seaton, 1961), *l'Inquétante dame en noir* (Richard Quine, 1962). On ne le verra plus au cinéma jusqu'en 1968, où Francis Ford Coppola le tire de sa retraite pour une comédie musicale, *la Vallée du bonheur*. *The Mirror* de, d'Alfred Kjellin (1969) resta inédit en France, puis, en 1974, Astaire vieillit, corripé, mais gardant quelque chose de son charme d'autrefois, fait revivre sa légende et celle de la MGM pour la rétrospective *Il était une fois Hollywood*, suivie, en 1976, de *Hollywood* (avec Gene Kelly). Le gentleman de la danse est devenu un petit vieillard qui paraît dans un film catastrophe, *la Tour infernale* (John Guillermin, 1974) et que, Yves Botzet, en témoignage d'admiration, fait tourner dans *Un taxi mauve* (1977) tourné en Irlande.

Fred Astaire, presque octogénaire, reste une star, rappelant les temps fabuleux du spectacle cinématographique américain. En 1981, il fait une rentrée dans un film d'époque, *la Fantôme de Milburn*, de John Irvin. Son âge avancé, puis la maladie, l'empêcheront à la retraite sans qu'on l'ait jamais oublié.

JACQUES SICLER.

Les trois femmes du danseur

Au sommet de sa popularité, le plus grand danseur du siècle, comme le jouaient George Beland, recevait par mois 70 000 lettres d'admiration. Depuis quinze ans que les salles spécialisées parisiennes — et les cinémathèques à l'étranger — ont remis au goût du jour ses films à succès, ce courrier était jusqu'à ces derniers temps digne d'un gros box-office de l'écran.

Homme à femmes, Fred Astaire ?

La vérité, c'est que pas assez pour un sou, le type anti-Bogart par excellence, aux antipodes du prêt-à-porter contemporain, Fred Astaire avait des traits spirituels dont raffolent les femmes : la désinvolture, la légèreté, le bon humour, la gentillesse — ou, la gentillesse tant raillée par les machos — le tout exprimé en une fluidité indéchiffrable qui s'appelle le charme.

A la ville comme à la scène, Fred Astaire n'avait jamais été beau. Le front dégarni, la mâchoire chevaline, la démarche dégingandée, il n'en était pas moins irrésistible : merveilleusement à l'aise dans sa mise raffinée, de manières élégantes même les mains dans les poches, toujours basine, inépuisable et gai, le type idéal pour plaire au beau sexe.

Fred Astaire eut trois femmes dans sa vie. Sa première femme fut sa sœur Adèle, son aînée de huit mois, qui s'est éteinte en février 1981 à Phoenix (Arizona) et avec laquelle il se « maria » sur les planches à l'âge de cinq ans. Dans les vaudevilles nullement réalisées que le couple en herbe interprétait comme mari et femme, l'attraction était non pas Fred, mais la ravissante Adèle, dite « Dolly ». Ainsi pendant vingt ans, chantant et dansant tous les soirs à Broadway comme à Londres, chaperonnée par leur mère au cours de tournées qui leur rapportaient des fortunes, Fred et Adèle avaient créé un style, enroboré Florenz Ziegfeld en personne et relégué une jeune pianiste suédoise à devenues leurs meilleurs accompagnements musicaux, George Gershwin. Puis en 1932, à la suite d'une saison en Angleterre, Adèle était tombée amoureuse du jeune lord Charles Cavendish, fils du duc de Devonshire. L'idylle se conclut en mariage de conte de fée et c'en fut fait du premier couple Astaire.

Fred n'allait pas tarder à découvrir sa deuxième femme, la vraie. Le 11 juillet 1933, il épousait Phyllis Porter, une petite blonde rousse, héritière du Long-Island, convaincue après une cour écharnée qu'un danseur de claquettes n'était pas forcément un coureur de dot. Comme cadeau de noces, les studios R.K.O. offrirent un voyage à Hollywood avec la perspective pour Astaire de signer un contrat qui, avec *Flying Down to*

Idol, Mark Sandrich. Quant aux femmes, elles n'étaient pour lui que des partenaires de studio. Le Hollywood mythique des stars qui brûlaient les coeurs de millions de fans ne le touchait pas. Même Ginger Rogers, à laquelle il n'accorde en neuf films qu'un seul long baiser sur la bouche (dans *Cariacou*) le laissait de marbre. Tout comme les autres qu'il fit tourbillonner dans ses bras, Joan Crawford, Eleanor Powell, Rita Hayworth, Joan Les-

avait plus de soixante ans, prit cette fois un tel goût pour son association qu'il la transforma en une liaison discrète qui dura dix ans, de 1958 à 1968.

Tout ce temps, la vaste maison de Beverly-Hills, nichée dans la verdure du quartier du Bel Air, avait été gérée par sa mère, qui l'héritait avec lui jusqu'à ce qu'elle s'éteigne en 1972, à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Fred vécut là en respectant ne varier ses disciplines personnelles : lever à l'aube, extrême frugalité, exercices modérés, fortes doses de sommeil. Quant à la vie au grand air, qui était son antidote contre le confinement des studios, il la consacrait au turf. Il avait même élevé des pur-sang dans son ranch de la vallée de San-Fernando et un étalon, le fameux *Triplets*, lui rapporta des gains ronds.

C'est sur l'hippodrome de Saratoga que Fred Astaire devait rencontrer la dernière compagne de son troisième âge, Robyn Smith. Par un retour du destin, l'intermédiaire qui permit la rencontre fut Alfred Gwynne Vanderbilt chez qui Fred avait fait la connaissance de sa première femme. Robyn Smith, femme-jockey, était la « première monte » de l'écurie d'Alfred Vanderbilt. Celui-ci y tenait tant qu'il avait été jusqu'à lui proposer le mariage, projet sans cesse ramé. Cette amoureuse, qui jurait comme un palefrenier, n'avait jamais entendu chanter ni vu danser l'illustre Fred Astaire. Néanmoins, le sourire charmeur produisit son effet et Robyn s'empressa de larguer son riche propriétaire. Après huit ans de vie commune dans une situation irrégulière que par miracle les commères d'Hollywood respectèrent, le couple eut le désir de légitimer son union. Le mariage dans l'intimité eut lieu le 23 juin 1980. La différence d'âge — quarante-trois ans — laisse Fred Astaire parfaitement indifférent.

Cet octogénaire à l'éternel printemps donna l'exemple en effort de ne jamais faire mystère de son âge. « Les annuités pour moi n'ont pas la moindre importance », disait-il.

Admirable optimisme d'une génération où chacun pouvait penser que le lendemain serait meilleur et que vivifierait sans cesse pour le séducteur du tap-dance les sautilleries de femmes jeunes et belles.

OLIVIER MERLIN.



1940 : Broadway Melody

Rita, puis *Dancing Lady*, allait le lancer comme une vedette de cinéma. Le couple Fred-Phyllis, qui eut une fille et un fils, devait durer une deuxième période de vingt ans de bonheur sans nuage. Cruellement, en 1953, Phyllis mourut victime d'une tumeur au cerveau.

Jusqu'à là, Fred Astaire avait farouchement préservé sa vie privée, sortant peu dans les parties de Sunset Boulevard et ne recevant chez lui que ses intimes : David Niven, Garson Kanin, ses amis musiciens, les Gershwin, Irving Berlin, son chorégraphe, Hermes Pan, et son metteur en scène pré-

mi, Lucille Bremer, Judy Garland, Cyd Charisse — la plus splendide de toutes — Leslie Caron (*Daddy Long Legs*), Audrey Hepburn (*Funny Face*).

Un jour vint où Fred Astaire décida de remettre sa maison à secouer le zop hat, l'habit à la taille de guêpe et le canne baladeuse qui composaient son image de marque. Il n'en accepta pas moins par la suite de tourner plusieurs shows télévisés. Une toute jeune et nouvelle danseuse, Barry Chase (vingt-deux ans), ancienne patineuse de la troupe de Sonia Henie, lui fut alors proposée comme partenaire. Astaire, qui

ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE
REDEMPTION - CESAR FRANCH
CANTIQUE DE RACINE - REGNIER
GABRIEL FAURE
Direction : Jacques MERCIER
AVEC LES PETITS CHANTEURS DE PARIS
L'ENSEMBLE VOCAL PATRICK MARCO ET MALCOLM WALKER
JEUDI 25 JUIN 20 H 30 - EGLISE ST LOUIS EN L'ILE - LOC. : PIRATEL 43.96.48.48-3 RIAC

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
PETER MAAG
ARTURO BENEDETTI MICHELANGELO
JEUDI 25 et SAMEDI 27 JUIN 20 H 30
Salle Pleyel

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI présente
Samedi 12 Septembre 1987 à 20 h 30
LE GRAND EVENEMENT DE LA RENTREE
UN CONCERT UNIQUE DU **SAITO KINEN ORCHESTRA**
(ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES SOUSTES DU JAPON)
LES PLUS GRANDS SOULISTES JAPONAIS DES PLUS PRESTIGIEUX ORCHESTRES MONDIAUX
EXCEPTIONNELLEMENT REUNIS SOUS LA BAGUETTE
SEIJI OZAWA
Location Salle Pleyel
Par Tel : 45 63 88 73 de 13 h à 14 h
45 63 06 30 de 9 h à 18 h
Agences et 3 FNAC

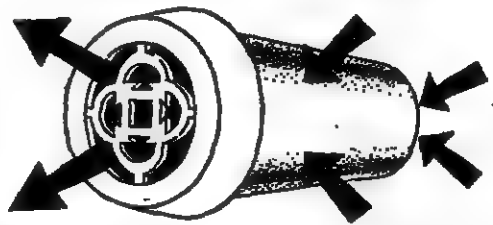
CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS
Katia RICCIARELLI
VERDI : « Libera me » de Requiem
BRAHMS
UN REQUIEM ALLEMAND
SCHUMANN
Concerto p. violoncelle
Sol : Cecilia TSAN
Société des Chanteurs de Saint-Eustache
Ensemble orchestral de Haute-Normandie
Orchestre des Concerts de Saint-Eustache
Dir. : Jean-Pierre BERLINGUEN
T.M.P. CHATELAIN
Lundi 29 juin à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)

IL NE FAIT PAS BON VIVRE DANS UNE MAISON HUMIDE.

Le procédé MURPROTEC guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante. Plus de 30 ans d'expérience et de réussite sont la preuve de son efficacité.

Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de mois et finit par abîmer votre maison, Murprotec le supprime totalement. Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fléau humidité. Murprotec ne nécessite pas de travaux importants. Sur simple demande bénéficiez gratuitement du diagnostic d'un spécialiste qui vous établira un devis.

MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.



UN PROCÉDÉ EXCLUSIF. Attention ! Ce procédé est unique en France. Des tubes de céramique introduits dans vos murs

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE
Pour plus d'information et sans aucun engagement, envoyez ce bon ou appelez Murprotec au (1) 34.61.83.47.

Nom (en majuscules) _____
Adresse complète _____
Tel. _____
N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité _____
Renvoyer ce bon à Murprotec Impasse des Broderies, 78310 Coignières.
MURPROTEC
15 Bureaux à Paris, Arras, Rennes, Agen, Avignon, Moulins et Nancy, MO

« L'OISEAU DE FEU MONTE AU FILET »
Michel Cournot, 27 ans 87
La danseuse DARIA ELIES, libérée de ses obligations, le spectacle « SUZANNE LENGLEN, LA DIVA DU TENNIS » est donné tous les soirs à 22 h 30 au Carré Silvia-Magfort.
Location : 45-31-28-34
Relâche le dimanche

PIANO ★★★
Lundi 29 juin, 20 h 30
SOLTI-PERAHIA
Récital deux pianos
MOZART BRAHMS BARTOK
LOC. 45-63-88-73

MAISON DES CULTURES DU MONDE
AFRIQUE-S A PARIS
21-25 juin
DERNIERES REPRESENTATIONS
MUSIQUES RITUELS OUGANDA
191 BD RASPAIL 6 TEL. 45 44 72 30 LOC. 45 44 31 42

Culture

A Venise, au palais Correr Matisse tel quel

Avait-on mieux vu
Matisse jusqu'alors ?
Avec près de trois cents
pièces, dont la totalité
des sculptures,
une nouvelle vision
de l'œuvre
et du peintre

L'idée est séduisante : exposer Henri Matisse dans la ville des Bellini et de Veronese. Qui mieux que le « fauve », serait-il à sa place dans la cité des coloristes et des décorateurs ? Pour de nombreux artistes, Matisse est le jupitérien, rival et camarade de Picasso, bien plus même supportable que l'épave sans fléchir.

Matisse, lui, en sort indemne. Non point blessé, ni grandi sans doute — est-ce possible alors que sa réputation est à son paroxysme ? — mais un peu changé. Châgé parce qu'il a été déposé par le grand prêtre du modernisme et de l'affable d'ordinaire. Et changé parce qu'il devient dès lors plus aisé de l'observer tel qu'en lui-même, comme hors de son temps, presque comme un Vénitien du XVI^e siècle.

Le moyen est infallible pour qui veut connaître les obsessions du peintre, les emportements du sculpteur, les tergiversations du dessinateur, ses illuminations comme ses moments de faiblesse. A Venise, d'est un Matisse à ne qu'il faut voir, parce qu'il n'est pas le feu qui contraindra davantage un artiste à la sincérité que cette ville saturée d'œuvres.

Pierre Schneider, maître d'œuvre et préfacier de l'exposition, a su tirer parti de l'occasion. Loin de chercher à recommencer au palais Correr ce qui avait été accompli à Paris et à Zurich, des expositions historiques et spectaculaires, il a tout conçu autour de quelques thèmes essentiels : l'italie naturellement, la danse, l'intimité des portraits, la sculpture.

A l'aise de prêts consentis par les héritiers du peintre, grâce à la révélation des collections d'art de la fondation Borciani, il a composé « son » portrait de Matisse, lequel a toutes les apparences de la vérité. Résultat : une galerie d'une belle densité, dont l'on regrette qu'elle ne vienne pas à Paris.

plus tard, comme l'on regrette l'indifférence dont, semble-t-il, ont fait preuve les responsables français de la culture, qui n'ont pas jugé bon de soutenir l'initiative de l'Assessorat vénitien aux beaux-arts.

Matisse à nu, donc. Les œuvres de jeunesse, pour la plupart inédites, ne dissimulent rien des malheurs et des déceptions d'un peintre de trente ans qui, en 1900, ne sait trop à quel maître se vouer et balance entre post-impressionnisme et cubisme, entre Gauguin et Signac, Cézanne et Van Gogh, glisse ses toiles à trop les reprendre ou les laisse inachevées, faute de savoir comment poursuivre. On voit le dévouement : le fauvisme, le scandale rassurant de 1905, la révolution enfin rejointe, la carrière d'incendiaire enfin lancée.

Et interrompue si vite. Le fait se vérifie mieux que jamais à Venise : Matisse ne cesse de se rendre, fil-à-fil, devenus célèbres et vénérables. De sa vie en sa vie, cette incertitude insupportable du peintre se révèle progressivement. Est-il « fauve », le « fauve » par excellence, que Matisse s'inquiète du cubisme, des statuettes nègres, qu'il tente d'introduire dans ses natures mortes, et des géométries dont il veut alors renforcer ses portraits.

La tâche de couleur sur le blanc du mur

Après-guerre, après une seconde période faste, celle d'entre 1915 et 1917, nouveau bouleversement. L'auteur de l'admirable *Italie* de 1915 du Guggenheim doute encore. Il peut céder à la facilité, au mauvais goût des odalisques et des intérieurs nègres — bien peu nombreux à Venise, il est vrai. Il peut et doit plutôt demeurer dans la logique de simplification et de frontalité, mais ne le peut qu'à condition de sacrifier ses scrupules de peintre réaliste, d'héritier de Chardin.

Cette querelle, l'acrochage nous suggère de la croire réglée amicalement par l'invention des gouaches découpées et par l'avènement d'un Matisse monumental, celui de la *Danse* de la fondation Barnes (représentée par une impressionnante série d'œuvres et esquisses), celui des projets décastrés de la *Fenêtre à Tahiti* ou de la *Nymphéa dans son bain*. Plus question alors, quand il faut travailler à l'échelle du mur, de s'inquiéter du détail ou de sacrifier à un rendu conventionnel :

il faut aller au schéma, à la forme abstraite, au motif, à la tâche de couleur sur le blanc du papier ou du mur.

La démonstration est efficace. D'une part, elle a le mérite de mettre en valeur une fraction de l'œuvre peu étudiée encore : celle qui s'étend des années 30 jusqu'à l'aboutissement de la chapelle de Vence. De l'autre, elle laisse entendre que le peintre était réellement « fait pour ça », pour des images tendues d'allé-

gories ou de symboles aux dimensions si vastes qu'elles exigent une architecture entière.

Que, dans cette perspective, Matisse ait étudié d'après Pollaiuolo la posture de ses femmes ou regardé Michel-Ange ne peut surprendre. L'Italie de Matisse, ce serait celle des spécialistes de la parole, des frustes, primitifs ou non, décorateurs épris de grands effets. Ce qui

ne signifie pas pour autant qu'il a renoncé à se vouloir aussi le continuateur des Hollandais, mais qu'un combat s'est livré à l'intérieur de son inspiration, combat gagné *in extremis* par le Sud et son équilibre noble.

Celle-ci, naturellement, s'accommodait mieux de l'enthousiasme que de la froideur. Aussi Matisse, bon élève du symbolisme en la matière, s'est-il cultivé avec constance les thèmes idylliques, les rondes dans



Fenêtre à Tahiti (1933). Nice, musée Matisse.

un pré, les nymphes qui se laissent bousculer sans trop crier au viol, les modèles aux formes rondes. Fruits et fleurs accompagnent ces motifs avec une régularité digne des ornements italiens. Tout fleurit donc et danse ; il semble qu'aucun drame n'ait la moindre prise sur cet art saisi par la manie du bonheur. Aussi arrive-t-il qu'il laisse un goût de lassitude.

Création vive et violente

Du moins le laisserait-il s'il n'y avait la sculpture. Ah les Jeanette qui se transforment au fil des études ! Délivré de tout souci d'orthodoxie quand il modèle, Matisse n'est peut-être jamais plus pleinement profond et complet que quand il travaille à un torse ou à un portrait dans le volume.

Avoir réuni la collection complète de ses fontes à Venise, c'est donner à penser qu'une moitié, et pas négligeable, de son œuvre demeure encore à reconsidérer... Et c'est ajouter aux plaisirs de l'analyse parfois très méthodique que procurent sa peinture et ses dessins, les plaisirs les plus immédiats d'une création vive et violente. On peut imaginer qu'à la vue de ces têtes lourdes et anguleuses, Verrocchio, l'auteur du condottiere Colonna, à quelques canaux du palais Correr, aurait reconnu pour sien ce sculpteur farouche, Matisse.

PHILIPPE DAGEN.

* Palais Correr, place Saint-Marc, tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 19 h 30, jusqu'au 18 octobre. Un catalogue très riche illustré et superbement mis en page sort de brève à l'exposition. (248 pages, 30 000 lire.)

● Record de vente pour un mobilier du vingtième siècle. — Une table de salle à manger et huit sièges, signés par l'architecte américain Frank Lloyd Wright, ont atteint, le samedi 20 juin, le prix de 540 000 dollars (environ 3,2 millions de francs), lors d'une vente chez Christie's, à New-York. C'est la somme la plus élevée atteinte par un mobilier du vingtième siècle, le précédent record ayant été atteint par une table de jeu et des chaises de Dunand (440 000 dollars).

MUSIQUES

Le Concours Borciani de Reggio-Emilia

Histoire de quatuors suisses

Inévitables pour les jeunes artistes, les concours sont pour les mélomanes la chose la plus excitante du monde, et parfois la plus irritante. Le Concours Borciani vient d'en donner encore la preuve.

Paolo Borciani et son Quartetto Italiano ont laissé un souvenir indélébile, et leurs interprétations (de 1945 à 1980) restent les références d'un art latin du quatuor, vif, souple, coloré, tragique et visionnaire (1). Pour célébrer, deux ans après sa mort, la mémoire de ce violoniste qui fut aussi un grand professeur, sa ville natale, Reggio-Emilia, a instauré un concours de quatuors à cordes d'une ampleur exceptionnelle, confié à un jury qui comprenait, outre Elisa Pegreffi, l'épouse de Borciani et second violon du Quartetto Italiano, des membres fondateurs de quelques-uns des ensembles les plus célèbres d'aujourd'hui : les Quatuors Alban Berg, Amadeus, Lusselle, Smetana et Tokyo. Et ce concours prestigieux offrait aux vainqueurs 25 millions de lire (125 000 F), ainsi qu'un minimum de quarante concerts à travers l'Europe.

Dans le cadre ravissant du Teatro Valli, un petit Fenice scintillant de mille dorures comme autant de diadèmes sur le front des loges cramoisies, et devant le décor idéal d'une campagne romaine à la manière de Rousseau, vingt formations d'Europe, d'Afrique et d'Asie se sont affrontées fraternellement pendant cinq jours. Les programmes copieux embrassaient toute la littérature du quatuor, de Boccherini à Nono, et ils ont révélé chez la plupart une haute technicité, notamment lors d'exercices plus brillants les uns que les autres des œuvres de Bartok et de Berg. Mais, comme on le voit souvent aussi dans les concours de piano, le nombre de vrais musiciens a paru beaucoup plus limité.

On a été d'autant plus étonné des décisions prises par un jury groupant tant de sommités, qui ont tout de suite éliminé quatre quatuors anglais, dont trois prometteurs beaucoup (Duke, Apollo et Hanson), et le Quatuor Hugo-Wolf (RFA), second prix, premier nommé, du récent concours d'Evian, des instruments d'une grande finesse et d'une belle virtuosité. Puis quatre quatuors américains passaient d'un coup à la trappe, laissant en présence pour la finale cinq formations de niveaux divers.

Le quatuor japonais Halley, puissant et harmonieux certes, mais besogneux et trop placide, ne valait certes pas beaucoup d'ensembles éliminés. Le Quatuor Nasdale (RDA, prix d'interprétation de la musique française à Evian en 1983), aurait mérité une distinction pour ses impeccables exécutions du 3^e quatuor de Bartok et du Quatuor de Berg, avec un Brahms flamboyant et brigue, bien qu'il ait semblé dans Beethoven rester un peu à la surface du texte. Et le Quatuor Shanghai (Chine populaire, mais fixé aux Etats-Unis) donnait les plus beaux espoirs avec un Troschke, un Bartok fulgurant, un Debussy, un Beethoven et un Brahms inépuisables passionnés, des sonorités superbes, un style encore un peu fruste qui devrait mûrir rapidement.

Les passions se sont polarisées autour de deux ensembles suisses, l'un allemandique (avec une aïeuse américaine de haute qualité), l'autre romand. Le premier, le Quatuor Carmina, qui n'avait pas obtenu de récompense au récent Concours d'Evian, a frappé d'emblée un grand coup avec une interprétation merveilleuse du Quatuor de Ravel, confirmée en finale par un Haydn charmant, qui ne pouvait compenser un certain manque de caractère dans les œuvres plus exigeantes, Berg, Brahms et Beethoven, jouées de manière assez sèche et convenue, manquant d'étoffe et de grand lyrisme.

En revanche, le Quatuor Sins Nomine (grand prix et prix de la

presse à Evian en 1985), très sûr mais un peu en demi-teinte lors des premières épreuves, a atteint son plein épanouissement dans les *Dissonances*, de Mozart et le 3^e quatuor, de Beethoven, montrant une ampleur de style, une richesse de sonorités, un sens de la musique intérieure, une flamme et une souplesse toutes latines, qui auraient, selon Elisa Pegreffi, enchanté Paolo Borciani. Ils ont remporté de haute lutte le prix spécial du jury de la presse, mais le jury de techniciens, empêtré dans des opinions irréductibles, n'a pu se mettre d'accord que sur un deuxième prix décerné... au Quatuor Carmina. Je ne doute pas pour ma part que les musiciens romands du Sins Nomine porteront très haut la renommée du concours Borciani.

Triste fin, tout de même, pour une manifestation de si haut niveau, magistralement organisée par Guido Borciani en l'honneur de son frère. Mais l'on a souvent observé le danger de remettre le jugement de ces épreuves musicales à des spécialistes, si éminents soient-ils, qui représentent, *volens volens*, des sensibilités, des écoles, voire des clans et des intérêts particuliers.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Elles sont actuellement rééditées en disques compacts, notamment les intégrales des quatuors de Beethoven et de Mozart.

Meslay sans Richter

Le pianiste Sviatoslav Richter vient d'annuler le récital qu'il devait donner le 27 juin, à 12 heures, à la Grande de Meslay. Les médecins du grand interprète soviétique, âgé de soixante-deux ans, lui ont en effet interdit tout déplacement à la suite de l'intervention chirurgicale qu'il a subie à Helsinki. C'est la première fois depuis qu'il les a fondées, il y a vingt-cinq ans, que les Rencontres de Meslay devront se passer de Richter. Son concert ne sera pas remplacé.

D'ENFER

LE PARADIS

DE L'AUSTIN

MINI E
35 500 F
39250 F (SOIT - 3750 F)

METRO SPECIAL 5 P.
41 900 F
44980 F (SOIT - 3 000 F)

MAESTRO 1.3 LS
58 900 F
62760 F (SOIT - 3 850 F)

PARTEZ SANS PAYER

Sur modèles présentés, dans la limite des stocks disponibles, et sur d'autres modèles proposés d'un rond rouge en concession. Offre valable chez les concessionnaires affichant l'opération, pour toute commande de l'une de ces voitures, neuve, modèle 87 ou 88 selon date de livraison, commandée passée du 15 juin au 13 juillet 87 pour livraison avant le 31.07.87. Prix clés en main au 19.04.87.

Crédit total, sans apport initial, sur tous les modèles de la gamme Austin. 1^{re} échéance : 3 mois après livraison du véhicule. Exemple : pour une Mini E à 35 500 F (prix d'entrée) : 46 mensualités de 1063,24 F soit un coût total de 48 909,04 F (Assurance crédit en sus). TEG 15,90 %. Offre valable du 15 juin au 13 juillet 87, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédit Universel, 152 bd Haussmann - 75008 PARIS.

CHÉZ VOTRE CONCESSIONNAIRE AUSTIN ROVER, PAR PASSION DE SES MARQUES

<p>22 3^e Série LSR - 43.25.00.10 23 3^e Série LSR - 43.25.00.10 24 3^e Série LSR - 43.25.00.10 25 3^e Série LSR - 43.25.00.10 26 3^e Série LSR - 43.25.00.10 27 3^e Série LSR - 43.25.00.10 28 3^e Série LSR - 43.25.00.10 29 3^e Série LSR - 43.25.00.10 30 3^e Série LSR - 43.25.00.10 31 3^e Série LSR - 43.25.00.10 32 3^e Série LSR - 43.25.00.10 33 3^e Série LSR - 43.25.00.10 34 3^e Série LSR - 43.25.00.10 35 3^e Série LSR - 43.25.00.10 36 3^e Série LSR - 43.25.00.10 37 3^e Série LSR - 43.25.00.10 38 3^e Série LSR - 43.25.00.10 39 3^e Série LSR - 43.25.00.10 40 3^e Série LSR - 43.25.00.10 41 3^e Série LSR - 43.25.00.10 42 3^e Série LSR - 43.25.00.10 43 3^e Série LSR - 43.25.00.10 44 3^e Série LSR - 43.25.00.10 45 3^e Série LSR - 43.25.00.10 46 3^e Série LSR - 43.25.00.10 47 3^e Série LSR - 43.25.00.10 48 3^e Série LSR - 43.25.00.10 49 3^e Série LSR - 43.25.00.10 50 3^e Série LSR - 43.25.00.10 51 3^e Série LSR - 43.25.00.10 52 3^e Série LSR - 43.25.00.10 53 3^e Série LSR - 43.25.00.10 54 3^e Série LSR - 43.25.00.10 55 3^e Série LSR - 43.25.00.10 56 3^e Série LSR - 43.25.00.10 57 3^e Série LSR - 43.25.00.10 58 3^e Série LSR - 43.25.00.10 59 3^e Série LSR - 43.25.00.10 60 3^e Série LSR - 43.25.00.10 61 3^e Série LSR - 43.25.00.10 62 3^e Série LSR - 43.25.00.10 63 3^e Série LSR - 43.25.00.10 64 3^e Série LSR - 43.25.00.10 65 3^e Série LSR - 43.25.00.10 66 3^e Série LSR - 43.25.00.10 67 3^e Série LSR - 43.25.00.10 68 3^e Série LSR - 43.25.00.10 69 3^e Série LSR - 43.25.00.10 70 3^e Série LSR - 43.25.00.10 71 3^e Série LSR - 43.25.00.10 72 3^e Série LSR - 43.25.00.10 73 3^e Série LSR - 43.25.00.10 74 3^e Série LSR - 43.25.00.10 75 3^e Série LSR - 43.25.00.10 76 3^e Série LSR - 43.25.00.10 77 3^e Série LSR - 43.25.00.10 78 3^e Série LSR - 43.25.00.10 79 3^e Série LSR - 43.25.00.10 80 3^e Série LSR - 43.25.00.10 81 3^e Série LSR - 43.25.00.10 82 3^e Série LSR - 43.25.00.10 83 3^e Série LSR - 43.25.00.10 84 3^e Série LSR - 43.25.00.10 85 3^e Série LSR - 43.25.00.10 86 3^e Série LSR - 43.25.00.10 87 3^e Série LSR - 43.25.00.10 88 3^e Série LSR - 43.25.00.10 89 3^e Série LSR - 43.25.00.10 90 3^e Série LSR - 43.25.00.10 91 3^e Série LSR - 43.25.00.10 92 3^e Série LSR - 43.25.00.10 93 3^e Série LSR - 43.25.00.10 94 3^e Série LSR - 43.25.00.10 95 3^e Série LSR - 43.25.00.10 96 3^e Série LSR - 43.25.00.10 97 3^e Série LSR - 43.25.00.10 98 3^e Série LSR - 43.25.00.10 99 3^e Série LSR - 43.25.00.10 100 3^e Série LSR - 43.25.00.10</p>	<p>22 3^e Série LSR - 43.25.00.10 23 3^e Série LSR - 43.25.00.10 24 3^e Série LSR - 43.25.00.10 25 3^e Série LSR - 43.25.00.10 26 3^e Série LSR - 43.25.00.10 27 3^e Série LSR - 43.25.00.10 28 3^e Série LSR - 43.25.00.10 29 3^e Série LSR - 43.25.00.10 30 3^e Série LSR - 43.25.00.10 31 3^e Série LSR - 43.25.00.10 32 3^e Série LSR - 43.25.00.10 33 3^e Série LSR - 43.25.00.10 34 3^e Série LSR - 43.25.00.10 35 3^e Série LSR - 43.25.00.10 36 3^e Série LSR - 43.25.00.10 37 3^e Série LSR - 43.25.00.10 38 3^e Série LSR - 43.25.00.10 39 3^e Série LSR - 43.25.00.10 40 3^e Série LSR - 43.25.00.10 41 3^e Série LSR - 43.25.00.10 42 3^e Série LSR - 43.25.00.10 43 3^e Série LSR - 43.25.00.10 44 3^e Série LSR - 43.25.00.10 45 3^e Série LSR - 43.25.00.10 46 3^e Série LSR - 43.25.00.10 47 3^e Série LSR - 43.25.00.10 48 3^e Série LSR - 43.25.00.10 49 3^e Série LSR - 43.25.00.10 50 3^e Série LSR - 43.25.00.10 51 3^e Série LSR - 43.25.00.10 52 3^e Série LSR - 43.25.00.10 53 3^e Série LSR - 43.25.00.10 54 3^e Série LSR - 43.25.00.10 55 3^e Série LSR - 43.25.00.10 56 3^e Série LSR - 43.25.00.10 57 3^e Série LSR - 43.25.00.10 58 3^e Série LSR - 43.25.00.10 59 3^e Série LSR - 43.25.00.10 60 3^e Série LSR - 43.25.00.10 61 3^e Série LSR - 43.25.00.10 62 3^e Série LSR - 43.25.00.10 63 3^e Série LSR - 43.25.00.10 64 3^e Série LSR - 43.25.00.10 65 3^e Série LSR - 43.25.00.10 66 3^e Série LSR - 43.25.00.10 67 3^e Série LSR - 43.25.00.10 68 3^e Série LSR - 43.25.00.10 69 3^e Série LSR - 43.25.00.10 70 3^e Série LSR - 43.25.00.10 71 3^e Série LSR - 43.25.00.10 72 3^e Série LSR - 43.25.00.10 73 3^e Série LSR - 43.25.00.10 74 3^e Série LSR - 43.25.00.10 75 3^e Série LSR - 43.25.00.10 76 3^e Série LSR - 43.25.00.10 77 3^e Série LSR - 43.25.00.10 78 3^e Série LSR - 43.25.00.10 79 3^e Série LSR - 43.25.00.10 80 3^e Série LSR - 43.25.00.10 81 3^e Série LSR - 43.25.00.10 82 3^e Série LSR - 43.25.00.10 83 3^e Série LSR - 43.25.00.10 84 3^e Série LSR - 43.25.00.10 85 3^e Série LSR - 43.25.00.10 86 3^e Série LSR - 43.25.00.10 87 3^e Série LSR - 43.25.00.10 88 3^e Série LSR - 43.25.00.10 89 3^e Série LSR - 43.25.00.10 90 3^e Série LSR - 43.25.00.10 91 3^e Série LSR - 43.25.00.10 92 3^e Série LSR - 43.25.00.10 93 3^e Série LSR - 43.25.00.10 94 3^e Série LSR - 43.25.00.10 95 3^e Série LSR - 43.25.00.10 96 3^e Série LSR - 43.25.00.10 97 3^e Série LSR - 43.25.00.10 98 3^e Série LSR - 43.25.00.10 99 3^e Série LSR - 43.25.00.10 100 3^e Série LSR - 43.25.00.10</p>	<p>22 3^e Série LSR - 43.25.00.10 23 3^e Série LSR - 43.25.00.10 24 3^e Série LSR - 43.25.00.10 25 3^e Série LSR - 43.25.00.10 26 3^e Série LSR - 43.25.00.10 27 3^e Série LSR - 43.25.00.10 28 3^e Série LSR - 43.25.00.10 29 3^e Série LSR - 43.25.00.10 30 3^e Série LSR - 43.25.00.10 31 3^e Série LSR - 43.25.00.10 32 3^e Série LSR - 43.25.00.10 33 3^e Série LSR - 43.25.00.10 34 3^e Série LSR - 43.25.00.10 35 3^e Série LSR - 43.25.00.10 36 3^e Série LSR - 43.25.00.10 37 3^e Série LSR - 43.25.00.10 38 3^e Série LSR - 43.25.00.10 39 3^e Série LSR - 43.25.00.10 40 3^e Série LSR - 43.25.00.10 41 3^e Série LSR - 43.25.00.10 42 3^e Série LSR - 43.25.00.10 43 3^e Série LSR - 43.25.00.10 44 3^e Série LSR - 43.25.00.10 45 3^e Série LSR - 43.25.00.10 46 3^e Série LSR - 43.25.00.10 47 3^e Série LSR - 43.25.00.10 48 3^e Série LSR - 43.25.00.10 49 3^e Série LSR - 43.25.00.10 50 3^e Série LSR - 43.25.00.10 51 3^e Série LSR - 43.25.00.10 52 3^e Série LSR - 43.25.00.10 53 3^e Série LSR - 43.25.00.10 54 3^e Série LSR - 43.25.00.10 55 3^e Série LSR - 43.25.00.10 56 3^e Série LSR - 43.25.00.10 57 3^e Série LSR - 43.25.00.10 58 3^e Série LSR - 43.25.00.10 59 3^e Série LSR - 43.25.00.10 60 3^e Série LSR - 43.25.00.10 61 3^e Série LSR - 43.25.00.10 62 3^e Série LSR - 43.25.00.10 63 3^e Série LSR - 43.25.00.10 64 3^e Série LSR - 43.25.00.10 65 3^e Série LSR - 43.25.00.10 66 3^e Série LSR - 43.25.00.10 67 3^e Série LSR - 43.25.00.10 68 3^e Série LSR - 43.25.00.10 69 3^e Série LSR - 43.25.00.10 70 3^e Série LSR - 43.25.00.10 71 3^e Série LSR - 43.25.00.10 72 3^e Série LSR - 43.25.00.10 73 3^e Série LSR - 43.25.00.10 74 3^e Série LSR - 43.25.00.10 75 3^e Série LSR - 43.25.00.10 76 3^e Série LSR - 43.25.00.10 77 3^e Série LSR - 43.25.00.10 78 3^e Série LSR - 43.25.00.10 79 3^e Série LSR - 43.25.00.10 80 3^e Série LSR - 43.25.00.10 81 3^e Série LSR - 43.25.00.10 82 3^e Série LSR - 43.25.00.10 83 3^e Série LSR - 43.25.00.10 84 3^e Série LSR - 43.25.00.10 85 3^e Série LSR - 43.25.00.10 86 3^e Série LSR - 43.25.00.10 87 3^e Série LSR - 43.25.00.10 88 3^e Série LSR - 43.25.00.10 89 3^e Série LSR - 43.25.00.10 90 3^e Série LSR - 43.25.00.10 91 3^e</p>
--	--	--

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

SIDA : Haïti au pilori de l'Amérique

En Haïti, le SIDA se transmet aujourd'hui par voie essentiellement hétérosexuelle. Ce constat annonce-t-il un inquiétant développement de la maladie dans le monde ?

PORT-AU-PRINCE
De notre envoyé spécial

ELLES se font appeler Gina, Nelly ou Maria. Elles ont entre dix-huit et vingt-cinq ans, la peau noire, les cheveux fins et des yeux qu'elles voient à peine. Depuis quelques semaines ou quelques mois, elles ont quitté Saint-Domingue pour venir travailler ici, à Carrefour, au cœur de la banlieue la plus chaude de Port-au-Prince, capitale de Haïti, qui sait mieux que n'importe quelle ville des Caraïbes ce que chaleur veut dire. Dans quelques semaines ou quelques mois, elles partiront vers Porto-Rico, les Bahamas ou les Antilles françaises, suivant le circuit encore mal connu de la prostitution féminine dans les Caraïbes.

Rhum, bière et coca, reggae et rythmes portoricains, le « Copacabana » a pris ce soir des allures de guinguette tropicale. Pour cinquante gourdes haïennes (dix dollars américains), Gina, Nelly ou Maria conduisent leurs clients dans une des chambres sortantes de l'endroit. Plus loin, dans la nuit, sur les trottoirs peuplés qu'Élie, le fils d'Haïti se refuse à éclairer, s'écroulent de l'océan, les prostituées sont-elles ? Elles jouent leur corps pour moins de cinq dollars, une somme qui permet de faire survivre une famille. Depuis quelques mois, ces scènes trop habituelles de la prostitution du tiers-monde ont pris une

dimension plus dramatique. Tout laisse en effet penser que les prostituées de Carrefour jouent un rôle central dans la progression du SIDA, en Haïti, aujourd'hui l'un des pays du monde les plus touchés par cette épidémie. Une véritable tragédie, dont seuls quelques médecins haïtiens ont, semble-t-il, pris la mesure.

Comment a-t-on pu en arriver là ? En Haïti, les premiers cas suspects — on ne parlait pas encore de SIDA — furent diagnostiqués entre 1978 et 1980. Il s'agissait alors de malades atteints de diarrhées et souffrant d'amalgamement important. La mort survenait rapidement, sans qu'un diagnostic ait pu être porté, ni un traitement appliqué. Rapidement, deux groupes de médecins se constituèrent à Port-au-Prince : le Groupe de recherches sur les maladies immunitaires en Haïti et le Groupe haïtien d'études du sarcome de Kaposi et des infections opportunistes (GHESKIO). Parallèlement, sur le territoire américain, les épidémiologistes diagnostiquaient des cas de SIDA

chez plusieurs ressortissants haïtiens, et, à partir de juillet 1982, les organismes officiels de santé américains désignèrent la nationalité haïtienne comme étant un facteur de risque pour le SIDA. Un phénomène dû en partie, explique-t-on aujourd'hui, au fait que les malades haïtiens questionnés sans nuances par des experts américains n'avaient eu en des relations homosexuelles.

Le virus des « boat people »

On accusa alors aussi les « boat people » haïtiens, échoués en Floride, d'avoir importé le virus sur le territoire américain. Dans le

même temps pourtant les ressortissants dominicains ou portoricains étaient inclus par les spécialistes américains dans le très large groupe des malades « d'origine hispanique ».

Cette conclusion, que ne justifiait aucun travail épidémiologique, eut d'énormes conséquences économiques et psychologiques. En Haïti, l'activité touristique chuta de manière catastrophique, et la communauté haïtienne vivait en Amérique du Nord, tenue pour responsable de l'épidémie, fut aussi considérée comme une source potentielle de contamination. « La diaspora haïtienne a dû subir les pires anghes », dit le docteur Rodolphe Malebranche, quarante-trois ans, spécialiste de

médecine interne à Port-au-Prince. Des gens ont perdu leur emploi parce qu'ils étaient haïtiens. Au Canada, on les montrait du doigt dans les bus. On refuse toujours leur sang aux États-Unis. Haïti est devenu un pays maudit, et les produits fabriqués ici ne peuvent plus se vendre aux États-Unis. Un véritable drame. En outre, à l'époque de Jean-Claude Duvalier, le gouvernement, totalement irresponsable, était tout en bloc, alors qu'il aurait fallu avoir le courage de regarder les choses en face. »

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 19.)



LES ÉTOILES ET LEURS PLANÈTES

Le système solaire est-il unique ? Les astronomes n'en semblent pas persuadés, eux qui ne cessent de scruter le ciel à la recherche d'autres planètes. Une équipe canadienne vient d'apporter une nouvelle pièce au dossier en annonçant, le semaine dernière, lors d'un colloque américain-canadien, qu'elle avait découvert quelques preuves de l'existence de corps massifs gravitant autour de deux, voire de sept étoiles.

Le premier, dont la masse serait de deux à cinq fois celle de Jupiter, a été mis en évidence par M. Bruce Campbell et ses collègues de l'Observatoire d'astrophysique Dominion à Vancouver, près d'une étoile du système Epsilon Eridani, situé à onze années-lumière de notre Soleil (plus de 100 000 milliards de kilomètres). Le deuxième est encore plus éloigné (soixante années-lumière), il appartenait au système Gamma Cephei. Pour les autres candidats, M. Campbell,

estime que les informations obtenues sont « moins probantes mais néanmoins significatives ».

Ces résultats, fruits d'une observation de six ans menée au télescope franco-canadien à Hawaï, semblent montrer que ces objets seraient une masse plus proche de celles des planètes que de celles des étoiles. Peut-être s'agit-il, dit l'astronome canadien, de nébuleuses brunes, ces « étoiles avortées », dont l'existence n'a pas encore été prouvée. En un tel domaine, la plus grande prudence s'impose en effet. N'a-t-on pas déjà, à plusieurs reprises, cru découvrir de nouvelles planètes pour constater ensuite qu'il s'agissait soit d'une erreur d'observation soit d'un simple nuage de poussière ? M. Campbell sait qu'il faudra de longues années pour confirmer ses dires. « Quand vous faites une annonce extraordinaire, dit-il, vous avez besoin de preuves extraordinaires ».

ELISABETH GORDON.

Les trésors perdus du CNRS

L'interruption du recrutement et les turbulences du CNRS ont découragé les chercheurs.

Le rideau devrait très prochainement tomber sur une bien mauvaise pièce dont les acteurs ont trop souvent été ignorants du texte et du scénario qu'on leur faisait jouer. Pendant plus d'un an, des hommes et des femmes — quelques centaines en tout — ont attendu que leur situation se dénoue. Certains qu'ils étaient, comme l'a récemment déclaré leur ministre, M. Jacques Valade, chargé au gouvernement de la recherche et de l'enseignement supérieur, que « l'on ne peut pas éternellement s'enfermer dans l'absurde et proposer des solutions qui tiennent plus de la loterie que du pragmatisme ».

Si tout se passe bien, le Sénat devrait en effet adopter, cette semaine, l'amendement N° 230 proposé par le gouvernement. La direction du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pourrait ainsi reprendre, après un an d'attente, ses concours de recrutement pour 1986 et mettre un terme aux angoisses des jeunes chercheurs retenus par les jurys d'admissibilité au printemps de l'année dernière (le Monde du 7 mars et du 28 mai). Certes, un certain nombre d'entre eux — trois cent quarante-cinq — se sont vu proposer des contrats temporaires d'un an pour pallier l'absurdité d'une situation qu'ils n'avaient guère souhaitée.

Avec cette affaire, « le CNRS a perdu de très bons chercheurs », affirme M. Marinette Granberg-Manago, membre de l'Académie des sciences et directrice de l'Institut de biologie physico-chimique de Paris. Un constat qu'approuve M. Pierre-François Gobin, responsable du

groupe d'études de métallurgie physique et de physique des matériaux de Villeurbanne (Rhône). « Nous avions, dit-il, présenté au CNRS un jeune polytechnicien que nous voulions faire travailler dans notre laboratoire sur les interactions laser-matière. Les jurys d'admissibilité du comité national l'avaient classé premier dans sa section et nous étions ravis parce qu'il est rare que de très bons esprits sortent des grandes écoles se tournent vers la recherche. »

Tout allait bien, lorsqu'en mai de l'année dernière les concours de recrutement furent interrompus. Angoisse, incertitude, jusqu'à ce que soit proposé à ce polytechnicien un contrat temporaire d'un an. Les, le jeune chercheur refusa « estimant qu'on ne traitait pas de cette façon des garçons de son niveau ». Aujourd'hui, il est dans l'industrie avec un salaire certainement plus important que celui qu'il aurait touché au CNRS. Et pourtant, « ce n'est pas pour des questions d'argent qu'il est parti », affirme M. Gobin, qui estime qu'on « a, avec cette affaire, raté une bonne occasion de recruter un chercheur de qualité en province ».

Ces contrats temporaires « n'ont été qu'un pis-aller », remarque un autre directeur de recherche, tout en reconnaissant que la direction du CNRS « a fait ce qu'elle a pu ». « Mais, ajoute-t-il, on ne joue pas ainsi avec les individus. Tout cela a été mauvais. Mauvais pour les admissibles qui ont vécu une situation précaire ; mauvais pour les laboratoires ; mauvais enfin pour le

monde de la recherche », qui s'est senti soudain « désavoué, mal aimé, alors qu'il avait pris conscience que la nation avait besoin de lui en allant vers le monde de l'industrie ». Pour certains, « cette bavure psychologique, associée à ce dédain soudain pour la recherche a coupé tous les liens, brisé les enthousiasmes ».

Certes, aujourd'hui, « on renoue les liens ». Mais les cicatrices ne sont pas encore refermées et certains « patrons de labo » redoutent que cette affaire ne rebute les futurs candidats chercheurs, d'autant, comme le note l'un d'entre eux, que « les postulants pour 1987 ne sont pas dans certaines disciplines aussi remarquables que ceux de l'an dernier ». Ceux-là sont perdus pour toujours et l'on ne peut s'en réjouir, même si leur nombre est resté relativement limité. Heureusement, il y a les autres, ceux qui sont restés et se demandent encore s'ils seront recrutés.

Salaire net :
8 400 francs

« Il faut être vraiment motivé pour faire de la recherche », remarque Mme Granberg-Manago, qui déplore d'avoir à passer la moitié de son temps « à monter des combines incroyables » pour trouver de l'argent et faire vivre les jeunes chercheurs qui travaillent dans son laboratoire. Le cas n'est pas unique : en témoigne le parcours de cet « admissible 86 » qui, depuis plusieurs années, fait du « saut d'obstacles » et se trouve « dans l'impossibilité de faire des projets à plus d'un an ». Il a aujourd'hui trente-quatre ans, n'a jamais fait reconcom, une activité dans une unité de recherche, et n'a jamais travaillé au pointillé. Depuis quatre ou cinq ans, tel un saltimbanque, il court après les

allocations et les bourses dans l'attente de son intégration au CNRS.

Parfois, tout se passe bien et l'argent tombe à temps. Mais il arrive que la somme promise pour le printemps « ne soit versée que neuf à douze mois plus tard ». Du fait de ces passages rapides « d'une situation d'attente à une situation de rattrapage », on aspire à un peu plus de calme, à un peu de cette sûreté qu'offre un emploi au CNRS. Dans sa section, où une trentaine de candidats étaient admissibles, Hervé D. a été classé dans les dix premiers.

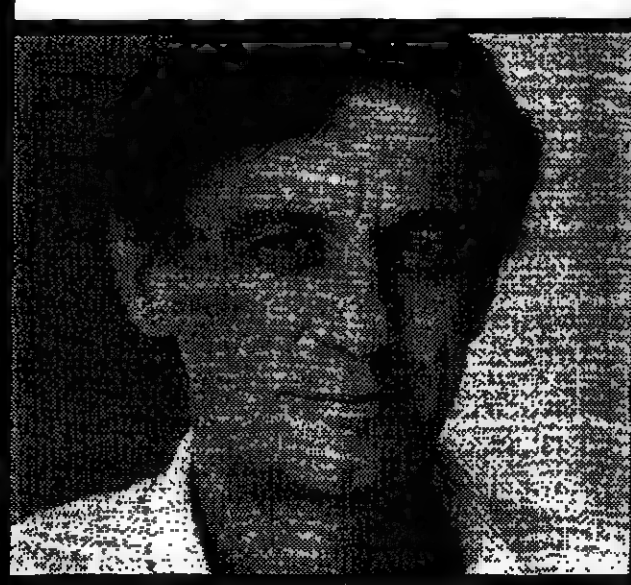
S'il avait été retenu par les jurys d'admission du CNRS, il serait entré dans l'établissement à la fin de l'été. Seulement voilà, l'ancien ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Alain Devsquet, a bloqué en juin 1986 tous les travaux des jurys de recrutement et notre jeune chercheur s'est à nouveau retrouvé dans l'attente.

En décembre 1986, un contrat temporaire d'un an prenant fin le 15 septembre prochain lui a été proposé. Salaire net : 8 400 F. Il l'a accepté, mais ne sait aujourd'hui si les jurys du comité

national vont ou non le retenir lors de leur prochaine réunion. « Comment voulez-vous, dit-il, travailler dans de bonnes conditions en se demandant chaque jour si on va pouvoir ou non poursuivre son travail de recherche ? ». Réponse dans quelques semaines, en espérant que tout ira bien, faute de quoi il présentera l'année prochaine tout en craignant que le nombre de postes à pourvoir dans sa discipline n'ait sensiblement diminué par rapport à 1986.

J.-F. AUGEREAU.

PRIX
DES DROITS
DE L'HOMME.



J. TESTART
L'ŒUF
TRANSPARENT



Champs
Flammarion

MÉDECINE

SIDA : Haïti au pilori

(Suite de la page 17.)

Sans doute faudra-t-il reprendre un jour l'histoire de cette curieuse dérive scientifique, qui vit le célèbre Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta maintenir pendant trois ans, et contre l'évidence, la nationalité haïtienne au même rang que l'homosexualité masculine ou que la toxicomanie par voie intraveineuse.

Toutes les hypothèses, notamment celle du rôle joué par le vaudou, furent alors avancées pour expliquer comment et pourquoi le SIDA avait pris naissance en Haïti. « Jusqu'à l'idée, rappelle le docteur Bernard Lintaud, qu'a germé dans la cervelle délirante d'un « chercheur » de Harvard School of Public and Health Jane Teas, qu'un Haïtien, homosexuel et immunodéprimé, aurait pu consommer de la viande de porc crue, porc qui aurait été lui-même victime de la peste porcine, atteint par une souche nouvelle virulente haïtienne de ce virus. Cet Haïtien serait ensuite allé contaminer les pays américains... Ceci fut même publié en 1983, dans l'une des plus prestigieuses revues scientifiques, The Lancet! Voilà comment, insensiblement, on est passé d'une « raciale connection » à une « raciste connection ».

En avril 1985, sans explication ni véritable excuse officielle, le CDC d'Atlanta retirait les Haïtiens des groupes à hauts risques de transmission du virus du SIDA. Plusieurs arguments scientifiques permettaient aujourd'hui de conclure que, si une connexion américano-haïtienne a bien joué un rôle dans l'explosion épidémique du SIDA à travers le monde, Haïti a, dans cette affaire, été plus victime que coupable.

Entre autres conséquences, le SIDA aura eu pour effet de faire prendre conscience à la bourgeoisie haïtienne à quel point son pays était devenu, sous le règne de Jean-Claude Duvalier, un haut lieu de tourisme homosexuel. « Je suis rentré en Haïti en 1980, raconte le docteur Jean-William Pape, membre du GHESKIO, et je n'avais aucune idée de cette question. Mais l'étude que j'ai conduite sur le SIDA m'a fait découvrir toute l'étendue de la prostitution homosexuelle dans mon pays. » Les dancings s'étaient progressivement spécialisés dans la rencontre entre touristes américains ou canadiens et jeunes Haïtiens. Les hôtels célèbres avaient été loués comme lieux de « week-end-congrès » par des associations homosexuelles et on trouvait sans mal aucun et

pour quelques dollars des jeunes garçons aux portes des hôtels de luxe de Port-au-Prince ou de Pétionville. Certains allaient jusqu'à proposer officiellement des rapports sexuels avec de jeunes enfants. Inquiète des dimensions et de l'impact d'un tel phénomène sur l'image de marque du pays, l'association hospitalière haïtienne avait tenté d'y remédier. Sans grand succès. « Nous avons quand même éliminé certains établissements trop voyants dans les programmes de tour-opérateurs », confie un responsable de l'office du tourisme haïtien.

Tous les observateurs assurent — faut-il l'ajouter le préciser ? — que cette homosexualité ne correspond nullement à la tradition, à la culture ou à la psychologie haïtiennes. « C'était une prostitution économique, explique le docteur Pape. Souvent, d'ailleurs, après un rapport de cette nature, l'homme haïtien allait se « laver » de sa « faute » en ayant au plus vite une relation avec une femme, prostituée ou non. »

Les épidémiologistes détiennent aujourd'hui la preuve que c'est cette prostitution homosexuelle, qui est à l'origine du SIDA en Haïti. Un argument supplémentaire, s'il en était besoin, pour souligner l'énormité de la faute scientifique commise entre 1982 et 1985 par les Américains.

Hétérosexualité et transmission

« Rétroactivement, je sais que j'ai vu mes premiers cas de SIDA en 1978, explique le docteur William H. Hodges, qui dirige les cent vingt lits de l'hôpital Baptiste de Lémbé, près du cap Haïtien, à l'extrême nord du pays. Au début, il ne s'agissait que de voyageurs en provenance de Port-au-Prince, les chauffeurs de camions surtout, qui ont un lourd passé de maladies vénériennes, notamment à cause de leurs rapports avec les filles de Carrefour. Maintenant, il y a des femmes malades dans la région : celles qui ont eu des rapports avec ces chauffeurs. »

Soudain hier de méconnaissance ou de sous-estimer l'étendue du problème, le pouvoir politique ne peut plus aujourd'hui fermer les yeux. « Jusqu'à une date récente, les seuls travaux menés sur le SIDA en Haïti étaient le fait du corps médical privé, jamais du ministère. Les choses n'ont changé que récemment, avec le docteur Michel Lomiré, second

ministre de la santé du Conseil national de gouvernement, qui a eu le courage de poser ouvertement le problème », estime le docteur Malebranche.

La principale mesure préventive fut de décider la fermeture de la trop célèbre banque de sang de l'hôpital d'université d'Etat de Port-au-Prince, où les plus démunis venaient vendre leur sang. La Croix-Rouge a officiellement depuis le monopole du recueil et de la distribution du sang, sur lequel un dépistage systématique des anticorps anti-SIDA commence, non sans mal, à être pratiqué. Ce dépistage devrait, dit-on, être effectué dans quelques mois sur l'ensemble du territoire haïtien.

Une puissance maléfique

Après les médecins, les étudiants en médecine ont entrepris une vaste campagne d'information dans la capitale et dans les principales villes du pays. Quelques messages télévisés recommandant d'éviter tout contact systématique des préservatifs masculins. Personne toutefois ne se fait d'illusion sur ce point. « Dans un pays où l'homme détiendrait tous les pouvoirs, c'est lui et lui seul qui décide de mettre ou non un préservatif. Les choses ne sont pas équivalentes ici à ce qu'il se passe dans les pays industrialisés, confie un chirurgien de Port-au-Prince. La femme ne pourra jamais imposer une telle protection. Et, malheureusement, le préservatif ne correspond nullement à l'idée que se fait l'homme de ce que doit être sa sexualité. »

L'un des aspects les plus douloureux concerne la prise en charge des malades atteints du SIDA. L'unique hôpital public de Port-au-Prince refuse de les accueillir, de même que la plupart des cliniques privées. « J'ai été obligé de faire de faux diagnostics pour réussir quelquefois à faire hospitaliser des malades, confie le docteur Malebranche, mais dans un cas, à l'hôpital français, lorsqu'on a découvert qu'il s'agissait du SIDA, le personnel soignant a refusé d'admettre et de donner à boire à mon malade. » Seule exception : la clinique du Casap-Vert, où, grâce à un accord établi avec l'université Cornell de New-York, cinq lits SIDA ont pu être ouverts. On n'y accueille, à prix élevés, que les malades les plus graves et seulement le temps de leur donner les soins les plus urgents.

La situation est identique en province. A Lémbé, par exemple, le docteur Hodges n'a pas les moyens de voir ses patients atteints de SIDA autrement qu'en consultation. Les nombreuses et graves affections dont sont victimes les malades sont donc traitées à domicile, avec les risques de contamination qu'une telle situation présente, compte tenu de l'extrême promiscuité dans laquelle vit la grande majorité de la population.

Le SIDA est aussi souvent vécu comme un sort jeté par une puissance maléfique et non comme une maladie transmissible par voies sexuelles. Les hounsans, prêtres vaudous, sont ainsi souvent consultés parallèlement ou à la place des médecins. Sans doute parce que l'espérance de vie des malades est extrêmement limitée, la grande majorité de la population haïtienne n'a pas encore perdu l'ampleur de la catastrophe à venir.

Beaucoup ne voient encore dans le SIDA qu'une forme moderne du colonialisme américain. Et quand on veut bien admettre l'existence de la maladie, on explique à l'étranger qu'il n'y a, tout compte fait, pas plus de cas en Haïti qu'il ne peut y en avoir à San-Francisco ou à New-York.

L'angoisse malgré tout grandit. Beaucoup, l'an dernier, avaient cru qu'avec le départ de Jean-Claude Duvalier le SIDA allait quitter le sol haïtien. Après avoir parlé, cinq heures durant, avec plusieurs spécialistes haïtiens du SIDA, le général Henri Namphy, qui préside le Conseil national de gouvernement, sait depuis quelques semaines, qu'il n'en est rien.

JEAN-YVES NAU.

SECTEUR DE POINTE

Le minitel sur la sellette

Le fragile succès du minitel et les inquiétudes de la direction générale des télécommunications.

Le minitel est un succès à cause du faible coût du terminal. Mais la rampe en est un éventail très restreint de possibilités et une norme graphique pauvre — dite alphamographique. On verra dans l'avenir des formes de vidéotex meilleures, qui demanderont des communications à plus grand débit et de nouvelles générations de terminaux.

Deux voies nouvelles s'ouvrent : le vidéotex alphamographique et le vidéotex alphaphotographique. Le premier permet d'afficher des images graphiques, fabriquées sur une palette du même nom de style « bande dessinée ». Le second autorise des images de qualité photographique. Ces formes nouvelles de télématique, issues de travaux menés au Centre national d'études des télécommunications (CNET) et au centre commun d'études de télédiffusion et de télécommunication (CCETT), entrent maintenant en phase

d'expérimentation en vraie grandeur.

La direction générale des télécommunications (DGT) n'a pas encore choisi entre les deux filières. « L'avenir de la télématique est un problème qui n'est pas facile », reconnaît Jean-Pierre Poitevin, le directeur du CNET. Une seule quasi-certitude : « A long terme, l'alphaphotographique s'imposera vraisemblablement pour des usages professionnels. » Et ce, d'autant plus que le développement de ce type de vidéotex ira de pair avec celui du réseau numérique à intégration de services (RNIS), enfant chéri de la DGT et réseau de communication des années à venir, auquel il s'agit de trouver des usages qui ne sont pas forcément évidents aujourd'hui (1). Le RNIS, dans sa première version, « à bande étroite », autorisera un débit de 64 kilo-bits par seconde (les informations qui s'affichent aujourd'hui sur le minitel voyagent sur le réseau Transpac à 1200 bits/s).

Le CNET mène actuellement une expérimentation du RNIS dans le Trégor, en Bretagne, et mise, pour la fin de l'année, sur deux cents à trois cents abonnés au vidéotex alphaphotographique. Pour ce faire, et à la demande du CCETT, la société grenobloise XCOM a développé une petite série de terminaux spécifiques, le Graph 64. Celui-ci se présente sous la forme d'un boîtier de 60 centimètres de haut sur 20 centimètres de hauteur, auquel est adjoint un moniteur vidéo, un clavier d'ordinateur personnel et une souris. Son prix élevé, aux alentours de 80000 francs, en fera un produit effectivement réservé à des applications professionnelles : enseignement, formation continue, consultation de catalogues d'agences de voyages, imagerie médicale, télé-maintenance, etc.

Cartes spécifiques

Le terminal dédié n'est toutefois pas la seule solution envisageable ; une autre est de développer des cartes spécifiques (carte modem, carte « image » et éventuellement carte son), enchaînables dans un ordinateur personnel. Un consortium, BSX, qui réunit le constructeur informatique Bull, la société de services SESA et XCOM, travaille dans

ce sens. La production de cartes de ce type est prévue à l'horizon 1988. Si elle s'avère nettement moins coûteuse pour l'utilisateur (de l'ordre de quelques milliers de francs), la solution « cartes enchaînables » est toutefois plus risquée pour la DGT, qui peut voir le marché lui échapper le jour où un gros constructeur (IBM, par exemple), capable d'imposer sa norme, se lancera dans la fabrication massive de ces cartes.

Pour la vidéographie, la question des terminaux se pose dans les mêmes termes — spécifiques ou cartes enchaînables. Ici encore, une série d'une centaine de terminaux prototypes a été développée à la demande du CNET par la société Télématique SA, et une série d'expériences vont commencer. Reste à savoir quels usages se dessineront. « La volonté des Télécommunications de pousser au développement de cette filière ne semble pas très marquée », avance Gaëtan Cambra, consultant au CNET. « Aujourd'hui, l'essentiel de l'effort est mis sur le RNIS et donc plus volontiers sur l'alphaphotographique. » Jean-Pierre Poitevin confirme à demi-mot ce sentiment. « Il n'est pas certain qu'il y ait un créneau entre la télématique actuelle et le vidéotex alphaphotographique. »

Si quelques usages semblent évidents, notamment dans le domaine éducatif, pour des cours qui demandent dessins, plans, croquis ou schémas, l'avenir de ce mode semble néanmoins menacé par le coût de production des applications, plus élevé que pour l'alphaphotographique, puisqu'il faut fabriquer des images là où ce dernier demande simplement une transposition d'images existantes. De plus, la norme européenne CEPT (conférence européenne des postes et télécommunications) de la vidéographie n'est pas encore stabilisée. « Dans un contexte de pré-régulation, la DGT ne demande s'il est possible ou souhaitable d'imposer une norme dont on sait qu'elle peut être balayée sous peu », dit Gaëtan Cambra. Pour ces mêmes raisons de normes, les industriels hésitent eux aussi à se lancer dans le développement massif de cartes enchaînables.

L'incertitude règne. Quand la DGT a lancé le minitel, elle avait du temps devant elle et misait sur un amortissement de son investissement en dix ou quinze ans. Demain est trop incertain pour que la DGT puisse prendre à nouveau ce type de pari.

DOLE CONSEIL

(1) L'équivalent américain du RNIS, le ISDN, est traduit à-bas, en forme de boudage, par « innovation subscribers don't need ». (l'innovation dont les usagers n'ont pas besoin).

L'ILE A LA POINTE DU MAL

OFFICIELLEMENT, mille cas ont été recensés dans ce pays, pour une population d'environ six à sept millions de personnes. Mais les médecins haïtiens spécialisés dans l'étude du SIDA estiment que la réalité se situe entre deux mille et trois mille cas. De la même manière, on pense que le nombre des personnes séropositives doit être compris entre deux cent mille et trois cent mille. Autant d'estimations qui font dire aux spécialistes haïtiens que les mois et les années à venir vont, de toute évidence, être « effroyables ».

Où en est-on aujourd'hui ? Le gouvernement a fait fermer l'un des dancings homosexuels le plus connus. Les charters homosexuels nord-américains ont déserté Port-au-Prince. Mais sans doute est-il déjà trop tard. On assiste en effet depuis quelques mois à un changement très net du mode de transmission du virus en Haïti. Alors qu'en 1983 la majorité des malades masculins étaient bisexuels, ils ne sont plus aujourd'hui, selon le docteur Pape, professeur à l'université de Port-au-Prince, que 7 %. Avec le temps, la transmission est devenue hétérosexuelle, et les prostituées jouent ici un rôle essentiel. 15 % des femmes malades sont des prostituées et 40 % ont eu un partenaire atteint du SIDA. En outre, la

vague épidémique touche maintenant les régions éloignées de Port-au-Prince.

A Lémbé, le docteur William Hodges voit presque un nouveau cas de SIDA chaque jour. A Port-au-Prince, le docteur Pape et ses confrères sont passés de trente nouveaux cas en 1985-1986 à soixante cas par mois depuis janvier dernier. Une étude du GHESKIO (Groupe d'étude du sarcome de Kaposi en infections opportunistes), faite sur soixante mille personnes âgées de vingt à cinquante ans, donne une cartographie épidémiologique qui ne peut plus inquiéter. La séropositivité est également de 2 % dans le milieu universitaire, de 10 % chez les ouvriers des usines de sous-traitance et de plus de 50 % chez les malades tuberculeux, très nombreux en Haïti. Les prostituées, séropositives à 49 % en 1985 et 1986, le sont aujourd'hui à 66 %.

La surveillance de quatre cents personnes séropositives a par ailleurs permis de situer à 12 % la proportion de sujets atteints chaque année par la maladie, soit plus d'un sur trois au bout de trois ans. Pour le docteur Pape, de nombreux arguments épidémiologiques laissent penser que la situation haïtienne ne fait que précéder de quelques années celle des autres pays caribéens, africains ou européens.

J.-Y. N.

ALARME « SÉLECTIVES »

Pour aider les opérateurs des salles de commandes des centrales nucléaires à sélectionner rapidement les causes d'un accident, lorsque se déclenchent simultanément de multiples alarmes, la direction des études et recherches d'Electricité de France a conçu un système expert en traitement d'alarmes, dénommé Extra (Expert pour le traitement d'alarmes d'un réacteur nucléaire).

L'analyse des causes de l'accident de Three Mile Island, aux États-Unis, en 1979, a en effet démontré que plus d'une centaine d'alarmes s'étaient déclenchées en quelques secondes, rendant la localisation de la panne très difficile.

Le système expert Extra a d'abord été testé sur le simulateur de formation de la centrale du Bugey en octobre 1986. Il devrait être implanté, fin 1988, sur un des réacteurs à eau pressurisée de la même centrale.

Extra ne prend pas en compte toutes les alarmes, mais élimine une bonne partie d'entre elles, relatives à la distribution électrique et au circuit d'appoint en eau et en bore (pour l'absorption des neutrons).

L'expérience sera suivie de très près par EDF, et une éventuelle extension d'Extra à d'autres tranches du Bugey ou à d'autres réacteurs pourrait être envisagée en fonction des résultats obtenus.

ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE
Formation de HAUT NIVEAU D'INFORMATIENS
22 semaines à plein temps. Travaux pratiques intensifs

Ordinateur dans l'école sous VM/CMS-DOS/VSE
ASSEMBLEUR Z/BO - ASSEMBLEUR IBM
COBOL/ANS - TELETRAITEMENT CICS
BASE DE DONNÉES DB/VSAM

ESIP 78, rue La Condamine 75017 PARIS 45.22.13.17
Prêts d'études - Admission sur tests.

Nous avons les moyens de vous faire parler Vraiment.
COURS INTENSIFS

SPECIAL VAC	SPECIAL CRASH
Rattrapages scolaires Anglais - Allemand - Espagnol Sessions de 2 semaines	pour adultes Anglais Sessions de 4 semaines

OUVERT TOUT L'ÉTÉ
Parole de **BERLITZ**

Boulogne - Pte St-Cloud : 46.09.15.10 St-Germain-
Défense : 47.73.68.16 en-Laye : 39.73.75.00
Évry : 60.78.44.44 Versailles : 39.50.08.70

11 centres à Paris et région parisienne.
Entreprise privée de formation.

SECTEURS DE POINTE



Ingénierie productique: nous concevons et réalisons l'automatisation et l'informatisation des systèmes de production dans tous les secteurs industriels - mécanique, aéronautique, automobile, armement, pétrole, nucléaire, chimie, verre...

Les atouts:

- une compétence reconnue dans la conduite de procédés, continus et manufacturiers,
- une méthodologie de développement étroitement associée à des outils performants sous environnement VAX/VMS.

Le rayonnement:

- des chantiers en France et à l'étranger,
- un effectif de 210 personnes,
- un chiffre d'affaires en progression annuelle de 50 % en moyenne.

Notre expansion nous conduit à recruter pour nos services techniques:

Responsables techniques de projets informatiques

(RÉF. SC/IS/RT)

- vous alliez l'expérience industrielle et la maîtrise des techniques informatiques temps réel,
- vous avez assuré avec succès la conduite technique de grands projets d'informatique industrielle, en vous engageant sur les choix techniques, les coûts et les délais,
- vous savez animer et diriger une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Ingénieurs consultants

(RÉF. SC/IS/IC)

- vous avez les talents d'un concepteur en productique (automatisation d'ateliers, informatique et automatismes industriels, G.P.A.O.), rompu à la compréhension et à l'analyse des procédés industriels et de leurs contraintes variées,
- vous êtes en mesure d'assurer la responsabilité d'étude d'avant-projets en productique (choix techniques d'architectures, matériel/logiciel, spécifications préliminaires) et le suivi technique de réalisations de grande envergure,
- vous avez les qualités relationnelles qui feront de vous l'interlocuteur direct de nos clients.

• Exigences pour ces deux postes: une bonne connaissance de l'anglais, compétences pluridisciplinaires appréciées.
• Remunérations attractives pour candidats de valeur.
• Lieu de travail: banlieue sud-ouest de Paris (accès direct par autoroute, ligne C du RER, et S.N.C.F. Montparnasse).
Serge CLOUËT vous remercie de lui adresser votre candidature sous la référence du poste choisi à:
ORDIS
10, rue Aubert
75009 PARIS.

INFORMATIQUE DE GESTION

DIRIGER DES PROJETS DANS UNE ACTIVITE EN FORTE CROISSANCE

Au rang des premiers grands groupes d'assurances français, nous sommes dotés d'équipements très puissants, 600 personnes y sont attachées. Cela situe bien la dimension de notre Direction des Systèmes d'Information. Un de nos «challenges» est de permettre un doublement du CA sur les 3 prochaines années, sans augmentation d'effectifs en faisant évoluer constamment les systèmes informatiques. C'est dans ce contexte que l'informaticien que nous recherchons conduira des projets dans le secteur des assurances de personnes et animera des équipes pouvant comprendre 15 à 25 personnes suivant son niveau d'expérience. Si vous êtes diplômé d'une grande école ou de l'université et si vous avez au moins 6 à 8 ans d'expérience dans les études informatiques de préférence dans le secteur tertiaire, nous étudierons avec intérêt votre candidature. Le poste est à pourvoir à Paris Ouest et la rémunération tout comme les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité de premier plan. Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous la référence 101 AD à HB, 66 Avenue Victor Hugo-75116 PARIS.

Ingénieurs fabrication industrialisation organisation



LA RADIOCHIMIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Le Centre Industriel de DREUX (Eure-et-Loir - 80 km de PARIS - 970 personnes) est chargé de la production des châssis, du réglage et de la finition des téléviseurs PHILIPS nouvelle génération. Pour assurer sa vocation internationale sur ce marché: • élaboration et mise au point de processus de fabrication. • accroissement des productions pour l'exportation. Nous recherchons:

4 INGENIEURS GENERALISTES (ENSAM ou Equivalent)

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants ou après une première expérience, vous viendrez vous joindre à une équipe performante pour concevoir, organiser et gérer des systèmes automatisés de production dans un environnement de haute technologie. La pratique de l'anglais est indispensable. Possibilité de carrière internationale.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et photo, sous réf.: LM/06, à RTIC, 1 rue de Réveillon, 28104 Dreux.

Philips en France, c'est 21,7 milliards de C.A., 25000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'industrie et le service. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous serviront les postes d'ingénierie dans toutes les activités de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.



PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

Responsabilités à haut niveau : 2 opportunités pour des informaticiens confirmés

De dimension internationale, notre groupe industriel maîtrise au quotidien les technologies de pointe. Nous souhaitons aujourd'hui intégrer pour l'un de nos établissements basé en proche banlieue parisienne, deux professionnels très confirmés de l'informatique.

Aujourd'hui chef de projet ou chef du centre informatique d'une grande entreprise industrielle, vous maîtrisez les méthodes de développement et de suivi de projet et connaissez bien les systèmes des grands constructeurs (BULL, IBM...). Vous possédez de plus des notions de contrôle de gestion. Vous participerez à l'élaboration du schéma directeur de développement de nos systèmes d'information: • définition des grandes orientations en matière de moyens, • définition et suivi des grands projets, • élaboration des documents de synthèse et de gestion, • suivi des relations avec les fournisseurs et les sous-traitants. Il est nécessaire de nombreux contacts à tous les niveaux de la hiérarchie et donc de bonnes qualités relationnelles. La maîtrise de l'anglais serait souhaitable. Réf.: 2470 M

Ingénieur de formation, vous possédez une solide expérience dans la conduite de grands projets en informatique de gestion. Vous connaissez bien les systèmes informatiques BULL, éventuellement ceux d'IBM, et savez travailler sur micro-ordinateur. Sous l'autorité de l'ingénieur I.Réf. 2470 M, nous vous proposons de: • participer à l'élaboration du schéma directeur de développement de nos applications de gestion, • définir et contrôler les projets informatiques de gestion, en liaison avec les utilisateurs et les services concernés, • élaborer les documents de synthèse et de gestion des applications et des moyens de l'informatique de gestion. Ce poste de responsabilité requiert d'excellentes qualités relationnelles, une aisance totale dans l'expression écrite ou orale, et une grande disponibilité. La connaissance de l'anglais serait un atout. Réf.: 2469 M

Pour ces postes de courts et fréquents voyages, en France comme à l'étranger, sont à prévoir. Nous vous remercions de faire part de vos motivations (lettre, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence choisie à: **JOURNÉE - 108 rue St Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.**

Jeunes ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole, vous souhaitez avoir une première expérience en tant qu'ingénieur d'études pour ensuite développer votre carrière dans la Recherche, dans le Marketing ou dans le Management.

Nous vous offrons la possibilité de rentrer dans le groupe Schlumberger.

BENSON

Société du groupe Schlumberger, leader international en informatique graphique recherche pour renforcer ses équipes de Recherche et Développement des:

Ingénieurs Electroniciens, Mécaniciens, Informaticiens

Avec une large autonomie vous assurerez la conception et le développement de nos produits actuels et futurs. Vous réaliserez les maquettes et les prototypes à l'aide d'outils de C.A.O. et en conduirez les essais. Enfin, vous serez responsable de la validité des choix techniques en terme de prix et de faisabilité industrielle. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo...) en précisant la référence 8704 à: C. ESCLATIER, Direction du Personnel BENSON, 21 des Peines Haies, 1, rue Jean Lemoine, 94003 CRETEIL CEDEX.

BENSON
Schlumberger

S'unir, c'est gagner

VOS COMPETENCES, VALEUR AJOUTEE POUR DES PROJETS DE POINTE

Filiale de THOMSON-CSF, au tout premier rang de la compétition internationale, nous concevons et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine.

Parce que notre savoir-faire en matière de processeurs et d'antennes est reconnu, nous avons remporté les contrats les plus ambitieux en France et à l'étranger. Dans ce contexte, nous souhaitons intégrer des

INFORMATIENS - HAUT NIVEAU

- spécialisés dans l'un des domaines suivants:
 - Informatique Temps Réel
 - Systèmes de visualisation
 - Génie logiciel

Ingénieurs Grandes Ecoles (X, ESE, ENST...), vous parlez couramment l'anglais et possédez au minimum 3 ans d'expérience.

Votre aptitude à appréhender des problèmes complexes, votre volonté de conduire des projets jusqu'à leur réalisation, votre capacité à faire partager votre enthousiasme et à animer une équipe, vous permettront de réussir dans les missions que nous vous confierons.

Des perspectives d'évolution à la mesure de vos ambitions vous seront offertes au sein de notre société.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. 91856/LM à Nathalie HUILLE - THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL.

THOMSON-CSF

Adjoint au du Service

LE CREDIT

JEUNES D

FUTURS

FUTURS

ROBERT (France)

INGENIEURS D ELECTROMECANIQUE

BOS

SECTEURS
DE POINTE

Notre établissement de fabrication de prototypes, situé au Chesnay (proche banlieue Ouest), recherche (H/F)

Adjoint au Responsable du Service Informatique

L'informatique pour les utilisateurs, telle est l'orientation principale du poste que nous souhaitons proposer à un jeune ingénieur Grande Ecole (DN, INSA, IEM, IMAE...) bénéficiant de quelques années d'expérience en informatique de gestion.

Responsable d'une petite équipe, il sera chargé de coordonner les procédures administratives, de gérer la documentation, d'analyser et d'assurer la réalisation d'applications de gestion.

Adjoint au Responsable du Service Informatique, il sera l'interlocuteur privilégié des différents Chefs de Service.

En dehors de ses compétences techniques reconnues (COBOL - DL/A - DOS/SP2 et CICS), son aisance dans les contacts sera particulièrement appréciée.

La maîtrise de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence SM 1416 à Solange MONTELL - Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 St-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

LE CREDIT COOPERATIF

recherche

JEUNES DIPLOMÉS DÉBUTANTS HF

Ce groupe bancaire, dynamique, recherche pour sa direction des marchés de capitaux des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur de spécialités diverses (Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce), désireux d'entreprendre leur début de carrière dans le secteur très porteur des activités de marché.

Après une formation interne très poussée au sein de cette direction, qui regroupe l'ensemble des activités de la banque sur les marchés, ces jeunes diplômés seront appelés à des fonctions, soit d'opérateurs, soit de gestionnaires.

FUTURS OPÉRATEURS DE MARCHÉS

Ces opérateurs se spécialiseront progressivement sur des marchés spécifiques : trésorerie francs, obligations, actions, nouveaux produits (MATIF, options).

Dotés d'un sens réel de la négociation, ils joueront également un rôle de conseil vis à vis de la clientèle, et optimiseront leur sens du risque et de la décision.

FUTURS GESTIONNAIRES

Ces futurs gestionnaires se verront confier la responsabilité de portefeuilles (SICAV, FCP, portefeuilles institutionnels).

Une grande connaissance technique des marchés devra être accompagnée d'un sens du contact de très grande qualité.

Ces postes s'adressent en priorité aux jeunes diplômés dotés d'une très solide formation mathématiques.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions en précisant le poste recherché à N. 8017 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75544 PARIS Cedex 11 qui transmettra

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio téléphones
recherche pour son département
Vente Technique Automobile

INGÉNIEURS D'APPLICATION ELECTROMECHANICIEN - Connaissances en électronique

Deux postes sont à pourvoir :
Le premier s'adresse à un jeune ingénieur orienté depuis 2 ou 3 ans vers des problèmes de liaison au sol. Il assurera en relation avec les Bureaux d'Etudes des constructeurs français et ceux du groupe en R.F.A. la mise au point des prototypes des systèmes d'antiblocage de roues ABS.

Le second s'adresse à un ingénieur expérimenté qui prendra en charge les aspects techniques d'essuyage et de climatisation auprès des constructeurs français et procédera aux études d'applications avec le concours des services spécialisés du groupe en R.F.A.
Il sera également chargé d'élaborer et de suivre les prototypes jusqu'au lancement série.

Ces 2 postes sont à pourvoir à St-Ouen. Une période de formation technique adaptée aux produits, d'une durée d'environ 6 mois en R.F.A. est à prévoir. Une maîtrise suffisante de la langue allemande est requise.



BOSCH

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prés. en précisant le poste choisi à Robert BOSCH France - Département Gestion du Personnel - 32, avenue Michèle, 93404 SAINT-OUEN.

Nous sommes une banque commerciale à forte synergie financière. Forte d'une centaine de collaborateurs - dont 40 pour le service Etudes - notre direction de l'organisation et de l'informatique recherche son

Responsable des méthodes

informatique bancaire

Rattaché au responsable du service des études, votre premier objectif consiste à analyser la situation existante pour concevoir des outils facilitant la cohérence et la pérennité des systèmes d'information.
Dans un deuxième temps, vous intervenez comme promoteur et gestionnaire des outils supportant votre action - méthodologie de conception, normalisation des objets études, sessions de formation...
Votre qualité d'homme de communication fait de vous le lien entre vos différents interlocuteurs - études, réalisation, système...

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, vous combinez une expérience de conduite de projets avec une forte sensibilité aux aspects méthodes dans un environnement mérisien. Ce premier poste vous permet d'intégrer un établissement financier particulièrement attentif au devenir de ses cadres informatiques.

Nous confions cette mission au cabinet M.D.A. qui étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8706.98 - M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

M.D.A.

S'unir, c'est gagner

CAP SUR LA COTE D'AZUR

Au tout premier rang de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2500 personnes, CA 1,3 milliards de Francs) conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine.

Pour faire face à notre expansion et développer notre présence dans le monde, dans le domaine des systèmes sonars de sous-marins et de bâtiments de surface, nous recherchons des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

CHEF DE ZONE EXPORT

- Vous participez à la définition et mettez en œuvre la politique commerciale.
- Vous assurez l'organisation, l'animation d'une équipe et les relations avec notre réseau commercial à l'étranger.
- Vous devez vous prévaloir d'une expérience réussie d'une dizaine d'années dans le commerce international et la négociation de contrats à haut niveau.

Réf. 687/CZ

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

- Sous la responsabilité d'un chef de zone,
- vous êtes chargé de développer la vente de nos produits et de négocier directement des contrats avec nos clients potentiels.
- Vous devez vous prévaloir d'une expérience réussie de quelques années dans le commerce international.

Réf. 687/CE

Votre aptitude à travailler dans des équipes pluridisciplinaires, (Marketing, Projets, Techniques...) et votre expérience de négociations de contrats importants, constituent des atouts indispensables.

La maîtrise parfaite de l'anglais est impérative, celle de l'espagnol souhaitable.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école (ESE, ENST, ECP...) mais la qualité de vos résultats déterminera votre évolution au sein de notre société.

Si vous aimez relever les défis dans un contexte de sévère concurrence internationale, adressez sans tarder votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Antoine GARCIA, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, Chemin des Travaux, BP 53, 06801 CAGNES-SUR-MER



THOMSON-CSF



RECHERCHE RÉGION ROUEN

- JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE
2 à 3 ans d'expérience, si possible formation école des moteurs.
- Intégré au laboratoire de développement, il aura pour mission d'actualiser les produits de la gamme et de les projeter sur l'avenir.
- Anglais et allemand souhaités.

ENVOYER C.V. détaillé et prétentions à :
YACCO - B.P. N° 2
76320 CAUDEBEC-LES-ELBEUF

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

recherche

INFORMATIENS

Ces postes basés à Paris (1er) conviennent à des ingénieurs ou titulaires d'un DEA informatique, ayant une bonne expérience de conduite de projet, une pratique des méthodes de conception Mérisse et une connaissance du système Pick.

Adresser curriculum vitae et prétentions avant le 6 Juillet 1987 au
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
à l'attention de Monsieur le Chef de la Division de l'informatique
13, Place Vendôme - 75042 PARIS CEDEX 01



**Laboratoires
de Marcoussis**

- TELECOMMUNICATIONS
- INFORMATIQUE AVANCÉE
- OPTIQUE
- PHOTONIQUE
- ÉNERGETIQUE
- MATERIAUX

CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

recherchent pour leur division informatique dans le cadre de la croissance de ses activités en INTELIGENCE ARTIFICIELLE :

INGÉNIEUR

réf. DIN. 387

pour assurer la gestion des moyens informatiques de la division (3 VAX sous UNIX, 4 machines LISP SYMBOLICS et de nombreuses stations SUN), le développement de logiciels et la responsabilité d'une équipe de 3 personnes.

CHEFS DE PROJETS INGÉNIEURS confirmés et débutants

réf. DIN. 487

réf. DIN. 587

DOMAINES D'ACTIVITÉS :
• SYSTEMES EXPERTS
• LANGAGE NATUREL
• GENIE LOGICIEL
• ENVIRONNEMENTS DE PROGRAMMATION
• ARCHITECTURES DE MACHINES.
Connaissances informatiques modernes souhaitées incluant LISP, PROLOG, UNIX.

Ces différents postes impliquent une formation grande école d'ingénieur ou Universitaire (Thésé). Pratique de l'anglais indispensable.
Postes de travail individuels. Ambiance de travail stimulante dans le cadre d'un Grand Groupe Industriel. Moyens matériels de premier ordre : réseaux local, plusieurs VAX, machines LISP, SUN, MAIA...

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence du poste choisi au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, Route de Noisy - 91460 MARCOUSSIS.



SECTEURS DE POINTE



Chimie fine en Auvergne...

Nous sommes la filiale d'un groupe pharmaceutique international - 32 400 personnes dans 80 pays, C.A. : 4 milliards de dollars - et nous effectuons la synthèse chimique du principe actif de plusieurs médicaments dans une ambiance de recherche et de dépassement permanents.

Notre implantation est récente (deux ans) mais parfaitement réussie, et il est déjà nécessaire de recruter de nouveaux collaborateurs, en particulier :

Ingénieur méthodes et procédés

Diplômé d'une ENSI CHIMIE, vous avez une première expérience réussie en fabrication de produits chimiques. Vous souhaitez prendre du recul et mettre à profit vos connaissances techniques, mais aussi vos qualités pratiques (sens de l'observation, rigueur, logique...) pour participer à l'amélioration des procédés de fabrication. De plus, votre sens des contacts et des rapports humains vous permettent de vous intégrer facilement à une équipe fortement motivée. (Réf. S/IM/LM)

Ingénieur responsable de la formation

Vous avez une formation d'ingénieur acquise soit dans une ENSI soit sur le terrain et vous souhaitez donner une nouvelle orientation à votre carrière en prenant en charge tous les problèmes de formation : procédures techniques, sécurité, communication... (Réf. S/IM/LM)

Vous maîtrisez l'anglais. Vous souhaitez vivre « à la campagne » et travailler dans une usine ultra moderne en plein champ. Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence choisie, à notre Conseil Denis SESBOUE qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INGENIEUR

TECHNICO
COMMERCIAL

Filiale française de l'un des premiers groupes chimiques mondiaux, présent dans plus de 50 pays, nous employons environ 2200 personnes dont près de 500 cadres et intervenons sur différents secteurs d'activité.

Vous êtes un jeune ingénieur chimiste (ENS Chimie, ESCPEA Lyon...), vous possédez, si possible, une formation complémentaire commerciale ou avez acquis une première expérience professionnelle dans l'industrie des encres (recherche et développement, fabrication, vente...).

Vous avez le sens des contacts, êtes organisé, méthodique et motivé par la vente de produits performants.

En collaboration avec le Chef des Ventes et après une formation à nos méthodes et à nos produits en France et dans nos filiales européennes, vous suivrez et développerez les ventes de nos pigments auprès de la clientèle du marché des encres sur tout le territoire national.

Vous analyserez les problèmes commerciaux et techniques de vos interlocuteurs et aurez auprès d'eux un rôle de conseil et d'assistance.

Ce poste basé à notre siège social (proche barrière Ouest de Paris), nécessite de fréquents déplacements.

Compte tenu des nombreux échanges internationaux, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) s/réf. 3235 à J. Lang, Département du Personnel, CIBA-GEIGY S.A., 2-4 rue Lohéac, 92206 Neuilly-Malmaison Cedex.

CIBA-GEIGY

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Dans le cadre du développement de l'activité équipementier industriel du Groupe (études et fabrication d'asservissements et servo mécanismes appliqués à la machine outil) recherche

INGENIEUR DE VENTE

Après une formation interne approfondie en R.F.A., le candidat retenu sera chargé de la vente technique d'asservissements en France :

- recherche de marchés
- vente
- suivi technique de la clientèle.

De formation orientée vers les techniques d'entraînement de régulation ou de construction de machines outils, il disposera d'une expérience industrielle acquise plus particulièrement dans le domaine des asservissements.

La connaissance de la langue allemande ou anglaise est impérative.

Ce poste est à pourvoir à SAINT-OUEN.



BOSCH

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt à Robert BOSCH France - Département Gestion de Personnel 32, avenue Michélet 93404 SAINT-OUEN.

les compétences d'un expert et les talents d'un manager.

Dans un groupe comme MERLIN GERIN (8,7 Milliards de CA, la moitié à l'export) ces qualités sont indispensables. Notre volonté de demeurer au top niveau technologique s'appuie sur l'épanouissement personnel de chacun. Ainsi les 2000 ingénieurs et Cadres de MERLIN GERIN travaillent en permanence de façon autonome et responsable autour d'un projet commun.

Aujourd'hui, nos activités d'installations de postes Très Haute Tension, notamment à l'étranger, nous amènent à rechercher

ingénieur génie civil

rattaché au service technique Energie de notre Direction Réalisation d'Ensembles. En contact direct avec les Directeurs de chantiers, ingénieurs d'Affaires et les services techniques du siège, vous interviendrez dans des domaines variés tels : Etudes et chiffrages des devis, suivis, préconisations techniques, contrôles, coordination des intervenants extérieurs, management de votre équipe, etc.

10 années d'expérience du Génie Civil sont souhaitées ainsi que des connaissances particulières en : Etudes et calculs de béton armé, second œuvre, calcul de structure métallique, normes Génie Civil et règlements français et anglo-saxons. L'anglais est bien sûr indispensable.

Merci d'écrire sous référence CFR 270 A à Colette Fusier, Recrutement des Ingénieurs et Cadres/D.A.S. - Merlin Gerin - 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique



MERLIN GERIN



Recherche pharmaceutique et informatique : Adjoint du chef de groupe informatique.

Société de recherche du Groupe SYNTHELABO.

Nous souhaitons confier ce poste, que nous créons, à un Ingénieur Grande Ecole. Vous avez dix ans d'expérience en informatique et au moins trois ans comme Responsable de Projets dans l'industrie, la recherche biologique, ou le domaine médical.

Votre mission sera d'animer sous la responsabilité du Chef de Groupe, les activités d'une équipe de 25 personnes : un groupe de Spécialistes techniques et des Informaticiens répartis dans chacune de nos unités scientifiques.

Vous assisterez le Chef de Groupe dans la coordination et le suivi de l'avancement des projets. Vous le représenterez dans les réunions internes ou dans les démarches du fonctionnement quotidien.

Credible sur le plan technique, vous avez des compétences sur le matériel DEC, les Bases de Données et les statistiques. Votre sens du service, votre aptitude au dialogue et à l'animation d'équipes font de vous le bras droit idéal qu'attend notre Chef de Groupe.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. AI 769 à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Jeunes Ingénieurs, des fjords à la Méditerranée : Exportez !

En anglais, en allemand ou en italien... car notre Société, basée en Alsace (400 personnes, 20% de croissance annuelle), exporte 75% de son CA dans plus de 50 pays du monde. Filiale du groupe américain GRACE (89 000 pers.), nous sommes spécialisés dans la conception, la fabrication et la commercialisation de pièces techniques en matériaux hautes performances (polymères, élastomères, composites...) destinés à des industries diversifiées et de pointe.

Pour renforcer nos équipes commerciales, nous recherchons 2 jeunes ingénieurs généralistes (API, HEB, IDN, ENSAIS...) au moins bilingues, débutants ou titulaires d'une première expérience commerciale en milieu industriel. Ils doivent avoir - d'emblée - un goût prononcé pour la vente et l'international. L'un se verra confier les marchés scandinaves, l'autre ceux des pays méditerranéens. Tous deux apprécieront de travailler dans une Société en expansion, qui assure son évolution sur la diversification en continu des technologies et des applications.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE.

Entre sous référence 165 M à ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cedex.

ALGOE



PROVENCE

Produire, animer, innover

Telles seront les fonctions essentielles du jeune ingénieur que nous souhaitons intégrer pour le poste de

FUTUR DIRECTEUR D'USINE

AM ou équivalent + 5 ans d'expérience professionnelle

Son expérience de la production en continu, ses connaissances en électromécanique, automatismes, asservissements et informatique seront les données techniques qui lui permettront de prendre - dans les 6 à 12 mois - la direction des deux usines de ce site industriel (220 personnes, 500 MF de CA). L'optimisation des ressources humaines, des outils de production et de la rentabilité exigent un réel potentiel d'évolution, des qualités de charisme, d'implication, de gestion et d'action ainsi qu'un goût

prononcé pour l'innovation technologique. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Les Consultants de AIR étudieront le dossier de candidature (CV + lettre + photo + prétentions salariales), que vous leur ferez parvenir, sous réf. M-623, 93 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.



ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Concevoir notre nouveau plan informatique G.P.A.O. → flux tendus, gestion

H/F

La croissance rapide de notre Groupe industriel nous conduit à étoffer notre service informatique pour l'adapter aux spécificités des différentes filiales tout en restant compatible avec celui de la Holding. De ce fait nous cherchons à renforcer l'équipe d'une de nos filiales à 30 minutes au Sud de Paris (3000 personnes, 1,2 Milliard) pour concevoir une nouvelle G.P.A.O. pour l'adapter aux impératifs créés par la nécessité de livrer nos clients en « flux tendus » en intégrant la gestion comptable et financière.

RESPONSABLE des ETUDES INFORMATIQUES

Réf. M/144/E

Rattaché au responsable de l'informatique et en liaison avec la Holding, vous participerez activement à la définition de notre plan informatique général avec une priorité pour la G.P.A.O. et ses applications à la comptabilité analytique.

Ingénieur, ayant au minimum 7 ans d'expérience en milieu industriel, vous avez une bonne pratique de la méthode MERISE, de la G.P.A.O. et des RESEAUX.

CHEF de PROJET

Réf. M/144/F

Sous l'autorité du précédent, vous serez en charge de projets définis, tant en G.P.A.O. qu'en contrôle de gestion.

Vous êtes un jeune ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel et vous êtes familiarisé avec la G.P.A.O. et/ou la GESTION.

Pour ces deux postes, merci d'adresser sous référence choisie (portée sur la lettre et l'enveloppe) votre CV et votre rémunération actuelle à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp

CABINET - 10 rue de la République - 92100 CLAMART

DATAID
ASSI

2 INGENIEURS
DYNAMIQUE RA

SOCIETE AN
DE TELECO

Jeunes ing

Ingénieur

Ingénieur
en thermique

DIPLOME GRANDE
INSA... OPTI

NORD

SECTEURS DE POINTE



recherche dans le cadre de
l'expansion de son activité

2 INGÉNIEURS EN DYNAMIQUE RAPIDE

2 à 5 ans d'expérience en calcul par différen-
ces finies;
qui auront pour mission de réaliser des
études :

- calcul en grandes déformations
- calcul écoulement fluide compressible
et incompressible
- analyse thermodynamique en méca-
nique des milieux continus.

Postes à pourvoir : Région Parisienne.

Si vous souhaitez vous épanouir au sein d'une
équipe dynamique et contribuer à l'essor d'une
société dont le taux de croissance est le plus fort de
son marché, ...
communiquiez-nous rapidement votre curriculum
vite en adressant votre manuscrite (en précisant la
réf. LMST), photo et prétentions au Service du
Personnel - DATAID AS&I - Périple 132
94126 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.

Adjoint du directeur informatique

Banque - 400.000 F

Responsable études et développements - Un établissement réputé dans
le secteur bancaire recherche son responsable des études et développements infor-
matiques. Adjoint du directeur organisation et informatique, il évoluera dans un
environnement techniquement très performant (MVS XA). Responsable de la ges-
tion d'un département de plusieurs dizaines de personnes, il participera activement
à la conception du système d'information et sera chargé de la refonte de l'ensemble
des applications dans le cadre du passage sur bases de données avec LAG. Il inter-
viendra aussi dans le choix des équipements logiciels et supervisera les développe-
ments vidéotext ainsi que les orientations méthodologiques. Ce poste, basé à Paris,
s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur de préfé-
rence, possédant une expérience similaire ou d'adjoint au responsable études
acquise dans un établissement financier ou bancaire, dans une compagnie d'assu-
rance, ou éventuellement dans le secteur industriel. La pratique de l'environne-
ment IBM et des bases de données relationnelles est vivement souhaitée. La rému-
nération annuelle proposée sera de l'ordre de 400.000 francs. Ecrire à A. DAVID
en précisant la référence A/D2865M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable informatique

DEC

Après une expérience de la fonction système - Une importante
société industrielle (1000 salariés, plusieurs usines) recherche le responsable de son
service informatique. Basé au siège parisien, il animera un service d'une dizaine de
personnes et sera chargé de réaliser et de faire évoluer le plan informatique. Res-
ponsable du système, il supervisera aussi l'exploitation et les études, définira les
nouveaux développements, et mettra en place une politique bureautique. L'assis-
tance et le conseil aux utilisateurs constitueront un aspect essentiel de sa fonction.
Ce poste s'adresse à un ingénieur système d'au moins 32 ans, possédant un mini-
mum de deux ans d'expérience sur un site VAX - DECNET (dans un environne-
ment d'informatique de gestion) et souhaitant à présent accéder à la responsabilité
globale d'un service. La connaissance des bases de données relationnelles est sou-
haitée. La rémunération, fonction des compétences, sera de l'ordre de 350.000
francs par an. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2865M. (PA Mini-
tel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



SOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

Un des leaders de l'Électronique Professionnelle
Téléinformatique, transmissions et réseaux, optronique et aéro-
nautique sont des domaines où nous avons fait la preuve de notre
savoir-faire.

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons pour ren-
forcer nos services **INSTALLATION ET MAINTENANCE** :

Jeunes ingénieurs électroniciens

Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience. ISEN - ISEP - INSA -
ENSEA... dans les domaines :

- VIDEOCOMMUNICATIONS :

- Mise en service de réseaux câblés - support à la mise en ser-
vice de nouveaux produits en collaboration avec les labora-
toires d'étude - suivi de qualité - participation à l'informa-
tisation des moyens de test et gestion. (Réf. A)

- TRANSMISSION :

- INSTALLATION/MONTAGE matériel de transmission sur
câbles. (Réf. B)
- RACCORDEMENT : câbles, métalliques ou à fibres
optiques. (Réf. C)
- Préparation et suivi réalisation chantiers (proposition tech-
nique, définition des moyens et méthodes, dossiers de régu-
lation, planning, suivi facturation).
Anglais technique apprécié.
Notions en micro-informatique souhaitées.

- COMMUTATION :

- Participation chez nos clients, en France et export, à la réa-
lisation de projets de la phase Étude, à la mise en service et
maintenance. (Réf. D)

Ingénieur informaticien

Pour son département vidéocommunication, équipé d'un
système CAO.

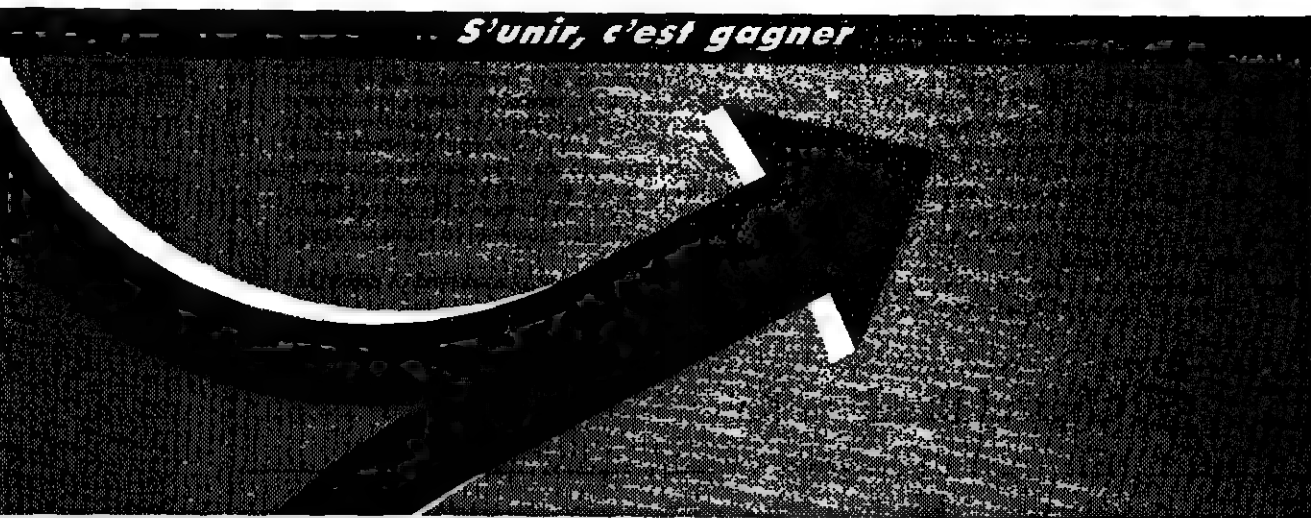
- Responsable de la cellule informatique (matériel compu-
tation et micro), notamment sous les aspects système et
programmation.
- Participation au développement de logiciels CAO/DAO.

2 ans d'expérience souhaités sur matériel Computation. (Réf. E)

Tous ces postes sont basés en proche banlieue parisienne sud.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions en
indiquant la référence du poste choisi à SAT -
Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel
75631 PARIS Cedex 13.

S'unir, c'est gagner



SOPHIA-ANTIPOLIS : UN ENVIRONNEMENT DE POINTE, LE CLIMAT DU SUD-EST

THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES conçoit et développe des équipements de détection sous-marine pour la plupart
des pays occidentaux et d'Extrême-Orient.
Pour participer à la réalisation des grands projets qui nous sont confiés tant sur le plan national qu'à l'export, nous souhaitons intégrer des

INGÉNIEURS PHYSICIENS ACOUSTIQUES

de formation A & M, ECP, MINES ou équivalent,
ayant si possible une formation en acoustique et une première
expérience dans ce domaine.

Au sein de notre Groupe Acoustique, vous participerez à la
conception et au développement de sous-ensembles acoustiques
(antennes etc.) des systèmes sonars de la nouvelle génération.

Votre aptitude au travail dans des équipes pluridisciplinaires, votre
capacité d'innovation et votre connaissance de l'Anglais constitueront
des atouts indispensables. Réf. JPA/687/LM

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

de formation généraliste A & M, IDN...

Vous êtes ouverts aux technologies pluridisciplinaires que suppose
la fabrication de matériels électroniques de pointe.

Votre capacité à appréhender les problèmes dans leur globalité
vous permettra de conduire jusqu'à leur terme différents projets en
informatique de gestion, de production et bureautique.

Quelques années d'expérience dans des domaines similaires con-
stitueront un atout apprécié. Réf. J/687/LM

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS ANALOGIQUES

diplômés ESE, ENST, ENSAE...

Vous prendrez en charge la responsabilité d'affaires ou de lignes de produits, sous-ensembles électroniques intégrant des composants
à ondes de surface (oscillateurs, compression d'impulsions), de l'étude à leur réalisation finale.

Vous êtes débutants passionnés d'électronique analogique ou possédez une première expérience dans ce domaine. Réf. IEA/687/LM

Si vous souhaitez contribuer à notre réussite, nous vous proposons d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à
Marcel IMEON - THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES - Route des Dolines - Parc de Sophia-Antipolis - BP 38 -
06561 VALBOISSE CEDEX

THOMSON-CSF

Ingénieur en thermique industrielle

REGION
COMPIEGNE

DIPLOME GRANDE ECOLE TYPE ENSAIS INSA... OPTION THERMIQUE

Notre organisme de contrôle et assistance technique,
leader dans son domaine, veut s'adjoindre la collaboration
d'un jeune ingénieur justifiant d'une expérience minimum
de 2/3 ans en thermique acquise en Bureau d'Etudes ou
Bureau d'Ingénierie.

Sa mission consistera principalement à réaliser des audits
d'entreprises du secteur industriel sur sa région, pour
rechercher et leur proposer des solutions d'optimisation
dans le domaine de l'énergie. Il sera chargé en outre,
d'effectuer des mesures et des vérifications de performan-
ces sur équipements thermiques divers.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et préten-
tions sous réf. M12 à Véronique BARET - APAVE-SERVICE
RECRUTEMENT - B.P. 247 - 59019 Lille Cedex.

apave

NORD - PICARDIE

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26500 collaborateurs,
de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons
sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant
matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs
plus de liberté pour mieux entreprendre.

DANS LA FONCTION ACHATS BULL ENGAGE DE JEUNES INGÉNIEURS MOTEURS (Angers)

Votre diplôme d'ingénieur, complété si possible
par un cycle de gestion ou une expérience indus-
trielle, votre maîtrise de la langue anglaise vous
offrent un nouvel axe de développement de
carrière : la fonction achats.

Pour conquérir des marchés nouveaux dans le
monde informatique, notre volonté est d'aller
toujours plus loin dans la qualité de nos achats,
élément clé de notre stratégie industrielle. Avec nous,
vous développerez des méthodes modernes d'achats
(marketing d'achat, évaluation et homologation des
fournisseurs, analyse des coûts, « Just In Time », déve-
loppement du partenariat).

Si vous êtes prêt à vous battre avec nous sur la
qualité, rejoignez-nous !

Bull



Merci de faire parvenir votre dossier de
candidature sous référence M 236 à
ANNE TRUC - Service Recrutement -
BULL - 331, avenue Patton -
49005 ANGERS Cedex.

SECTEURS
DE POINTE

Dans les Landes...

CHEF DE PROJET

Ets Robert LABEYRIE - Foie gras, Saumon Fumé : cette entreprise très performante (450 MF, 350 pers), étend son service informatique dans le cadre d'un plan ambitieux, et crée un poste de Chef de Projet.

A la tête d'une petite équipe d'Analystes Programmes, et en relation étroite avec le responsable du service, une très large délégation lui sera donnée, dans la conduite de différents projets (paie, comptabilité, applications commerciales, GPAO...).

Pour cette fonction rapidement évolutive et très opérationnelle, une formation de type MIAGE et une expérience de quelques années dans la conduite de projets similaires, sont nécessaires.

La connaissance de l'environnement IBM 38-GAP III constituera un atout précieux dans ce contexte.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 352261 A à :

EGOR AQUITAINE

29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

Leader sur le marché des parfums et cosmétiques, nous sommes présents dans plus de 140 pays et nous exportons 55 % de notre production.

Nous recherchons, pour notre établissement de PANTIN :

un électrotechnicien

afin de participer à la conception et à la réalisation d'équipements de fabrication et de conditionnement industriels.

De formation BTS en maintenance et développement industriels, vous aspirez à travailler au sein d'une équipe efficace et dynamique.

Saisissez l'opportunité de nous rejoindre en adressant C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, sous référence FP/LM, à BOURJOIS - Service des Relations Humaines - 40, rue Delizy 93501 PANTIN.

BOURJOIS

PARFUMS

Filiale d'un grand groupe national, leader sur notre marché, nous concevons, fabriquons, commercialisons des matériels et des systèmes de radiocommunications civiles. Nous investissons dans d'importants projets à vocation nationale et internationale impliquant nos équipes de la Direction Technique, c'est ce que nous proposons à des

INGENIEURS
DEBUTANTS OU CONFIRMES HF

dans l'une des spécialités suivantes :

- Théorie du signal
- Architecture de processus de traitement du signal
- Intégration radio et numérique
- Simulation de protocole
- Machine informatique

De formation supérieure (ENST - ESE SUPELEC - ISEN - ISEP - INSA), vous êtes débutant ou possédez une expérience dans un de ces domaines.

Ces postes sont à pourvoir à Colombes (92).

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) à HAVAS CONTACT (Ref 91843/LM), 1 Place du Palais-Royal, 75001 PARIS qui transmettra.

HOBART

LA référence mondiale
qualité, technologie, gamme
pour l'équipement professionnel de cuisine

DES ETUDES-
DEVELOPPEMENT
A LA QUALITE

Vous avez mené complétement des projets de développement de produits utilisant des technologies diversifiées, jusqu'à leur industrialisation. Et vous souhaitez maintenant une plus grande ouverture sur l'international : diffusion marketing, lancement de nouveaux produits, ve en clientèle...

En prenant en charge la fonction Qualité vous serez le coordinateur des différents acteurs internes et externes, sociétés associées, centres d'études et de productions européens, fournisseurs pour un objectif 1992 et objectif commercial = zéro défaut.

Notre environnement et notre organisation internationale vous offrent une nouvelle étape d'évolution.

Envoyer votre dossier à : GIE HOBART - 800
35, rue Cambon - 75021 PARIS Cedex 01

GRUPE INFO-POP
recherche
5 SPÉCIALISTES
ARTEMIS 2000/8008
Disponible rapidement.
T. J.-P. Châlez, 47-51-14-47,
pour RV.

ECOLE RECHERCHE
BERNARD VAGAT, (tel. 01.51.11.11)
ou : P. VAGAT, Sec. Supérieur,
Math. Appl. Comp. Math. Math.
Info. TOS, Angles, Dialecte,
INTERVIEWANTS (tel. 01.51.11.11)
Marketing, Publicité, Audiovisuel,
Création, Edition, Pro-
gramming, Mailing, Stat. Fisher,
Env. CV, photo et pré. à APB,
r. de Châtelet, 75002 Paris,
Indiq. réf. sur l'enveloppe.

"SIGNE
DE
QUALITE"

AUJOURD'HUI,
DIPLOMÉS
GRANDES ECOLES
X - CENTRALE - HEC - ESSEC...

DEMAIN,
ASSUREURS
ET MANAGERS,

PFA est un des tout premiers groupes privés d'assurances français :

- 2800 salariés, 1000 agents généraux, 38 représentations à l'étranger,
- 6,6 milliards de C.A. consolidés.

- une structure décentralisée (10 délégations régionales) qui concrétise la volonté d'être proche de la clientèle et de conserver une dimension humaine dans les rapports avec les assurés.

PFA, c'est aussi la tradition allée à la compétence et une politique axée sur la recherche permanente de la qualité grâce, notamment, à des moyens informatiques et bureautiques performants.

NOTRE OBJECTIF : INNOVER ET DEVELOPPER.

VOUS souhaitez exercer rapidement des responsabilités de haut niveau. PFA vous offre d'abord une solide formation théorique et pratique : pendant deux ans environ, vous mènerez différentes études et développerez des actions ponctuelles vous permettant par la suite de vous engager vers le ou les secteurs d'activité choisis. Votre réussite dans ces postes dépend de votre aptitude à l'animation des équipes, de votre goût des contacts humains, de l'acceptation de la mobilité.

Vous vous reconnaissez dans ce profil, alors prenez contact avec nous en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) à l'attention de Mme Babeau, Département du Personnel, PFA, Cedex 43, 92076 PARIS-LA-DEFENSE.

PFA

Préservatrice Fondière Assurances

MCDONNELL DOUGLAS

INGENIEURS PROFESSIONNELS
VENTE TECHNICO-COMMERCIAL, LOGICIEL

Votre profil

- Diplômé Grandes Ecoles.
- Riche d'une première expérience dans l'informatique et profondément motivé par ce secteur d'activité.
- Souhaitant développer et/ou commercialiser des Systèmes d'Information Spécialisés à très haut niveau de compétence applicative.

Nos opportunités

- Vous familiariser avec différents systèmes, matériels et logiciels du marché.
- Vous spécialiser dans le développement et/ou la vente de systèmes de gestion des grandes fonctions (commerciale, financière, informatique) de l'entreprise, au sein d'équipes très professionnelles et motivées.
- Rejoindre les rangs de ceux qui feront l'informatique de demain.

Relevez notre défi

Partagez notre réussite, devenez un professionnel des Systèmes d'Information.

Rejoignez notre Trajectoire

Envoyez CV, photo, en précisant la référence choisie :
IC (Commercial), TC (Technico-Commercial), IL (Logiciel).
MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS
Direction des Ressources Humaines
106, Bureau de la Colline
92273 SAINT-CLOUD

PUISSANCE. Nous sommes un grand groupe de haute technologie, représentant dans le monde plus de 100.000 personnes et 12 milliards de \$ de chiffre d'affaires, dans l'aéronautique, les systèmes d'armes, l'espace et l'informatique.

CONQUETE. Proposer des systèmes d'information spécialisés, efficaces et rentables, c'est le défi de McDonnell Douglas Information Systems.

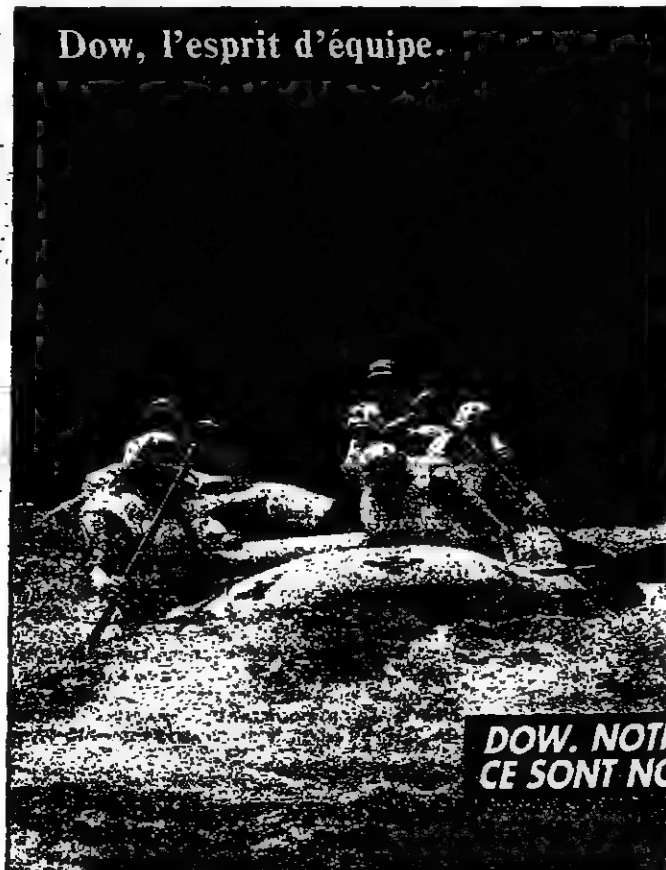
Nous sommes concepteurs, créateurs, industriels et assembleurs. Nous représentons les frontières entre les industries des ordinateurs, du logiciel et des télécommunications.

AMBITION. Aujourd'hui, nous réalisons plus d'un milliard de \$ de chiffre d'affaires avec 12.000 personnes, dans le monde. Nous avons décidé d'être, d'ici à 1990, l'un des tout premiers fournisseurs mondiaux de systèmes d'information destinés, soit à des secteurs économiques (banque, assurances...), soit à des grandes fonctions dans les entreprises (informatique, commercial, production...).

ADVENTURE. Nous, filiale française, participons à cette grande aventure. Nous réinventons sur la nouvelle trajectoire tracée dans l'univers informatique, celle des systèmes d'information : aujourd'hui, nous sommes 300... demain 1 000.

Nous sommes McDonnell Douglas.

Dow, l'esprit d'équipe.



DOW. NOTRE RICHESSE
CE SONT NOS HOMMES.

Rejoignez notre équipe d'Ingénieurs.

Dow est une entreprise aux dimensions internationales : 2ème groupe de chimie aux USA, 6ème dans le monde.

Dans chaque pays, sa structure est souple et adapte aux réalités du "terrain" ce qui permet de créer et d'entretenir un cadre aux dimensions humaines dans lequel chacun doit s'investir. La philosophie d'entreprise de Dow est de miser sur des hommes et des femmes à haut potentiel qui se sentent totalement responsables et engagés avec eux-mêmes. La priorité est donnée à l'initiative, à l'esprit d'équipe et à la compétence dans le cadre d'une grande disponibilité et d'une mobilité géographique compatibles avec une carrière internationale.

Nous recrutons quatre ingénieurs débutants ou avec premières expériences industrielles, ayant une bonne maîtrise de l'anglais.

INGENIEUR PROCESS AU DEPARTEMENT FILMS (fabrication de films de polyéthylène bi-orienté et de films barrière).

- Vous êtes ingénieur de formation chimique ou mécanique complétée par une formation de type EAHF ou plus.
- Vous aimez en charge, l'étude et la réalisation des projets d'amélioration ou de développement du process (équipements + outils de contrôle).
- Vous aimez une étroite collaboration avec les ingénieurs de production de l'usine ainsi qu'avec les départements centraux de recherche et de technologie sites aux USA.

DEUX INGENIEURS PROCESS AU DEPARTEMENT MOUSSES (fabrication de mousse de polystyrène extrudée expansive et de mousse de polyéthylène extrudée et expansive).

- Vous êtes ingénieur de formation chimique ou mécanique (AM, IDN, ENSAIS...) débutant ou avec une première expérience dans les automatisations et le contrôle de process.
- Vous développerez en liaison avec le centre européen de recherche sur les mousses, les projets de développement des processus et des produits.

INGENIEUR PROJET A L'ENGINEERING

- Vous êtes ingénieur de formation mécanique (AM, IDN, ENSAIS...)

Après une période d'intégration sur le site :
• Vous participerez à l'étude et au développement de projets d'ingénierie visant à améliorer les outils existants en matière de sécurité, de qualité et de productivité.
• Vous assurerez le contrôle et le suivi des budgets de ces projets.

Notre usine située à Drusemheim (25 km de Strasbourg) regroupe des unités de fabrication de haute technologie (mousses, films et spécialités vétérinaires) ainsi qu'un centre de recherche appliquée à vocation européenne.

Envoyez en enveloppe CV + photo et précisez la Ref : LM/IP

DOW CHEMICAL FRANCE - Frank Lidage

SERVICE DES RELATIONS HUMAINES - BP 20 - 67410 DRUSEMHEIM

* Marque déposée - The Dow Chemical Company

DOW

SECTEURS DE POINTE

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

**Vous êtes des experts de l'industrie
nous sommes des experts de l'informatique
Rencontrons-nous**

Nous vous formerons et bâtirons ensemble

VOUS : • Diplômés d'une grande école d'ingénieurs, vous avez débuté votre carrière dans l'industrie, il y a 2 ou 3 ans.
• Passionnés par les secteurs de pointe, la haute technologie, vous avez approché l'informatique... et ça vous intéresse.

NOUS : S.S.C.I. n°1 en province, 58 implantations, nos prestations couvrent l'ensemble du domaine INFORMATIQUE : gestion, télécommunication et INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : automatisation - gestion de production - contrôle de processus.

ENSEMBLE : Mettons en synergie vos connaissances et notre savoir-faire. Nous vous donnerons une solide FORMATION qui vous permettra de gérer, d'encadrer, de concevoir des projets à la pointe de la technologie informatique et d'appréhender au mieux les besoins de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la région de votre choix, à Françoise DOUTREUX, CAP SOGETI SYSTEMES, 14/20 rue Lencle, 75015 Paris.

CAP SOGETI SYSTEMES

CHEZ THOMSON LCC

NOUS MISONNONS SUR LA QUALITE

Nous sommes une entreprise implantée tant en France qu'à l'étranger, filiale du Groupe THOMSON, et comptons parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs (CA : 1 Milliard de Francs dont 50 % à l'export). Un effectif total de 3.000 personnes, 7 unités intégrant chacune un Bureau d'Etudes et Services de Fabrication, un environnement de haute technologie ainsi qu'une politique d'investissements soutenue, nous rendent particulièrement adaptables aux besoins du marché.

Nous proposons à deux ingénieurs de venir renforcer notre organisation qualité.

CHEF DE SECTION QUALITE

Votre mission sera de mettre en place et de gérer un contrôle intégré au sein de trois de nos lignes de production en forte croissance. Vous animerez une équipe d'une dizaine de personnes et serez en relation permanente avec les services techniques et industriels de l'usine.

Ref:CSQ3/LM

INGENIEUR QUALITE APPLICATIONS CLIENTS

Vous serez chargé de suivre en permanence la qualité de nos produits et l'évolution des besoins de nos clients. Vous agirez en liaison avec notre force de vente tant auprès de nos services internes que de nos clients français ou étrangers.

Ref:SQAC/LM

De formation Grande Ecole, vous devrez justifier de quelques années d'expérience dans le domaine électronique et maîtriser l'anglais. Vos qualités de rigueur et de synthèse alliées à un sens aigu des relations humaines feront de vous l'homme de la situation. Ces postes sont basés à Dijon. Ils offrent de réelles possibilités d'évolution au sein de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Jean-Claude LELEU - Direction du Personnel - L.C.C. - Avenue du Colonel PRAT - 21850 SAINT-APOLLINAIRE

Mener l'étude et la mise au point de matériels à base de micro-processeurs

PETERCEM (filiale du Groupe Brown Boveri & Cie), est spécialisée dans l'appareillage électrique et électronique, notamment le domaine de la basse tension où nos produits apportés nous permettent un CA de 340 MF.

Ingénieur d'études en électronique DIGITALE ET ANALOGIQUE

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs ou titulaire d'une maîtrise EEA. Vous pouvez faire état d'une expérience d'au moins deux ans en électronique digitale ainsi que de bonnes connaissances en analogie, systèmes asservis et électroniques de puissance.

Vous avez le sentiment d'une excellente opportunité pour pleinement vous réaliser... alors adressez CV et prétentions au Directeur du Personnel - PETERCEM - 61, route de Grenoble 69008 SAINT-PIERRE.

PETERCEM

INGENIEUR COMMERCIAL... DANS L'ENVIRONNEMENT IBM...

VOUS :
- Diplômé d'une école d'ingénieurs ou de commerce et de gestion (Bac + 4 minimum).
- Eventuellement une expérience professionnelle de deux à trois ans.
- Capacité à animer une équipe, à négocier à haut niveau.
- Imagination dans les méthodes de productivité marketing et commerciale.

NOUS : SOCIÉTÉ NATIONALE sur un marché en pleine expansion. AGENT IBM, mandaté par IBM pour assurer la diffusion de solutions informatiques dans le secteur collectivités locales.

VOUS OFFRIREZ :
- Un métier aux orientations multiples, en évolution constante : ingénieur commercial chargé du développement du secteur mini-informatique IBM, dans l'une des régions ILE-DE-FRANCE, RHONE-ALPES, ALSACE-LORRAINE.
- Une formation initiale rémunérée assurée directement par IBM (six semaines).
- Un salaire et un plan de rémunération très motivants, supérieurs aux standards de la profession.
- Des possibilités d'évolution à la hauteur de vos ambitions.
- Un suivi régulier de votre activité et de votre formation par un ingénieur commercial consultant IBM.
- Un accès permanent aux méthodes et aux bases de données IBM.

COMMENT NOUS RENCONTRER : DES ALLOUERS/MIN ?

Appelez M. Robert CLAVEL au 67-52-39-00 à MONTPELLIER. Il vous présentera le métier d'ingénieur commercial et le rôle des AGENTS IBM. Bien entendu, nous traiterons votre appel avec la discrétion qui s'impose.

• Nous sommes un groupe INTERNATIONAL leader en TECHNOLOGIES LOGICIELLES, dont la vocation est le management et les systèmes d'informations.
• Avec notre équipe d'experts et de consultants de haut niveau nous intervenons dans les grandes entreprises et les banques.

INGENIEUR CONSULTANT SENIOR AVEC FOCUS ENTREZ DANS LA BANQUE

Ingénieur ou équivalent vous interveniez dans une grande banque sur des missions de conseil et d'assistance INFOCENTRE. Vous maîtrisez FOCUS et MVS/TSO. Pédagogue, vous savez dialoguer avec les utilisateurs. La rémunération et les conditions de travail sont très attractives. réf: 2665

INGENIEURS CONSULTANTS JUNIOR JEUNES DIPLOMES

La conception et la réalisation de systèmes informatiques de décisions vous motivent : vous avez débuté ou doté d'une première expérience. Grâce à l'utilisation de techniques de pointe (LAP, bases de données relationnelles, systèmes répartis...) vous deviendrez, après une formation, rapidement responsable de vos projets que vous menerez avec des Directions informatiques et des services utilisateurs. réf: 2670

Envoyez CV, photo s/réf. choisie à notre Conseil

FMI RECRUTEMENT
11, rue Liencourt 75014 Paris
Tél. 43.20.69.29



Créer notre informatique interne

Paris Nord-Est

L'un des premiers distributeurs de papiers d'impression-écriture français (CA 2 milliards), filiale de B.A.T. Industries, MONTEVRAIN développe son informatique et rénove son système de gestion dans la perspective de l'ouverture des marchés européens.

Votre mission :
- Evaluer les applications de gestion actuellement sous-traitées et concevoir le plan de développement informatique.
- Transférer et faire évoluer le système existant de prise de commandes, gestion de stocks et facturation, sur IBM 38.
- Créer une équipe, organiser un service

proche des utilisateurs et reconnu pour ses conseils et son efficacité. Ingénieur ou ingénieur, 35 ans environ, aujourd'hui Patron d'un service, vous apportez une grande polyvalence : plan informatique, organisation, IBM 38, bases de données, réseaux télématiques, méthodologie, transposition sur IBM.

Gestionnaire, organisateur et réalisateur, vous apporterez des idées et des solutions, vous avez le sens des relations et de la négociation. Patrick de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre candidature sous réf. 5209 à ARGOS, 135 av. de Wagram, 75017 Paris. Tél. : 42.27.96.49.

argos

PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

Un chef de projet confirmé pour donner un souffle nouveau à notre informatique.

Notre organisation gère les 39 sociétés de SAV et de maintenance, réparties sur toute la France du groupe CHAFFOTEAUX et MAURY. Avec un effectif de 1550 personnes, nous avons réalisé un CA 1986 voisin de 500 MF, représentant plus de 15 millions d'interventions à domicile et plus de 13 millions d'appareils entretenus. Filiales depuis notre siège social à Paris, l'informatisation de ces 39 filiales est en cours (40 HP 3000 avec liaison TRANSPAC).

Pour donner toute sa dimension à cette opération, nous recherchons un CHEF DE PROJET confirmé : responsable de l'équipe informatique (4 techniciens), vous aurez à concevoir et à mettre en œuvre de nouvelles applications, à faire évoluer les structures correspondantes, à optimiser l'assistance technique dispensée aux filiales. De formation grandes écoles d'ingénieurs, vous avez au moins 3 ans d'expérience en SSII ou en entreprise. Vous avez démontré votre efficacité dans la conduite de projets d'envergure et vos dons de communicateur pour vendre vos solutions. Vous possédez des capacités organisationnelles à toute épreuve.

Basé à Paris 16^e, vous devez envisager quelques déplacements (de courte durée) dans l'Hexagone.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 6024 M à notre Conseil Sério, 47 bis, avenue Boquet, 75007 PARIS.



Membre de Syntec



DIVISION PROPULSION LIQUIDES et ESPACE

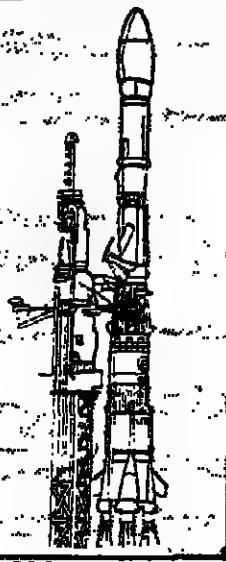
JEUNES TECHNICIENS SUPERIEURS PREPARONS ENSEMBLE LES NOUVEAUX ESPACES

Vous êtes titulaire d'un BTS ou d'un DUT dans les spécialités mécanique, thermique et mesures physiques.

Vous êtes débutant ou confirmé et vous souhaitez évoluer dans les techniques de pointe.

Venez rejoindre les équipes de nos activités "ETUDES-DEVELOPPEMENT" et "QUALITE" à VERNON (dans l'Eure).

Merci d'adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 91836/LM à SEP - Service du Personnel - BP 802 - 27207 VERNON.



GROUPE SNECMA

SECURITE ET TECHNIQUES DE POINTE

FICHET s'impose comme le leader incontesté de la sécurité des biens et des personnes. Notre Division Equipements Professionnels recherche pour son Département Ingénierie un ingénieur (électronique, électromécanique ou informatique).

Ingénieur d'Affaires

Il participera à la promotion et à la vente de notre activité CENTRALISATION et INGENIERIE SECURITE. Bon négociateur, homme de contact, il saura nous apporter son expérience (2 à 3 ans) et ses connaissances techniques et commerciales.

Nous lui proposons une fonction qui, tant en France qu'à l'étranger (courts déplacements), lui permettra de valoriser ses compétences dans un domaine en croissance faisant appel à des techniques de pointe. De bonnes connaissances en transmission, Anglais courant indispensable, salaire motivant.

Nous étudierons avec attention et discrétion votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous réf. IA UN à FICHET.

BAUCHE Direction des Relations Humaines 15-17, avenue Morine-Sauvage, 78140 Vélizy.

FICHET

MATRA TRANS

Jeune In
Génie

MATRA TI

laborat

RESPONDANT D

JEUNE

INGENIEUR

NSIU

ROIS JEUNES INGE

PREMIER POSTE

DEUXIEME POSTE

TROISIEME POSTE

SECTEURS
DE POINTE



MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transport automatiques.

Son développement rapide l'amène à rechercher un (H/F)

**Jeune Ingénieur
Génie Civil**

Au sein de l'équipe en place, il suivra pour MATRA TRANSPORT les études d'infrastructures (tunnel, viaduc, station) du Métro VAL de STRASBOURG, et aura en particulier la responsabilité des interfaces avec le reste du système et de l'optimisation de l'ensemble. La capacité à s'intégrer à des équipes pluridisciplinaires sera un atout essentiel pour la réussite dans ce poste. Ingénieur grande école (Centrale, ENPC, ESTP...) il a une première expérience professionnelle en travaux publics et si possible ouvrages d'art. Ce poste basé au départ à Vanves (92) fera l'objet d'une mutation à STRASBOURG.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel
2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES

MATRA TRANSPORT



recherche son

CORRESPONDANT INFORMATIQUE HF

Agé de 25/30 ans, vous avez une culture scientifique (BAC + 2) complétée par une formation type MAGE, MSI informatique. Vous êtes avant tout un généraliste facilitant les relations entre utilisateurs et service informatique. Vous serez l'interlocuteur entre la fonction production (les laboratoires) et le service informatique. Votre mission sera :

- d'élaborer le cahier des charges (analyse des besoins, cohérence des réalisations au niveau du système et des applications),
- d'assurer le suivi des fichiers (mise à jour, modifications...),
- de participer à tous projets de développement des systèmes d'information.

Votre personnalité, votre culture scientifique et informatique vous permettront d'établir le dialogue avec des interlocuteurs de tout niveau. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, préférences/hél.06/722 M d: BAC PRODIGES, CORREX - 84, rue de Lille 75007 PARIS

**JEUNES INGENIEURS
ENSI, INSA**

Vous faites partie de ceux qui pensent que l'avenir appartient aux Hommes qui sauront maîtriser les techniques de pointe de l'informatique et les méthodes modernes d'organisation. Nous recrutons des

INGENIEURS INFORMATIENS

Notre équipe de haut niveau utilise les techniques avancées dans le traitement de l'information et un matériel informatique important (ordinateurs 3081 - 3083, 32 et 48 mega octets, réseaux de plus de 1000 terminaux, plus de 70 milliards de caractères en lignes).

Nous sommes un des premiers groupes privés français d'assurance collective et individuelle. Notre centre de calcul se trouve basé dans la région nigétoise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7127 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

L'importance de notre engagement dans la conception des futurs carburants et moteurs d'automobiles performants, propres et économiques marque notre volonté de relever le défi technologique international.

Nous disposons pour cela de moyens expérimentaux et de calcul les plus puissants et nous proposons de nous rejoindre à

**TROIS JEUNES INGENIEURS DIPLOMES GRANDE ECOLE
et motivés par la recherche**

PREMIER POSTE

Possédant de bonnes connaissances théoriques en mécanique des fluides et en thermodynamique, vous intégrerez une équipe de recherche avancée qui a pour objectif la conception des chambres de combustion. Vous renforcerez son potentiel en expérimentation scientifique et vous disposerez pour cela des moyens les plus performants. Une thèse en mécanique des fluides, une spécialisation ENSPM Moteurs seront appréciées. Réf. 111

DEUXIEME POSTE

Débutant ou ayant quelques années d'expérience dans le domaine des moteurs vous vous intégrerez à une équipe effectuant des recherches en collaboration avec l'industrie automobile. Vous réaliserez des études théoriques et leurs validations expérimentales sur banc d'essai et suivrez les réalisations industrielles. Une spécialisation ENSPM Moteurs, un goût marqué pour l'innovation et le sens du travail en équipe seront particulièrement appréciés. Réf. 222

TROISIEME POSTE

Diplômé d'une grande école de Mécanique ou de Chimie, avec compétence et attrance dans le domaine des carburants et moteurs, une spécialisation ENSPM sera appréciée. Le travail portera plus particulièrement sur l'étude de la combustion dans les moteurs diesel, il exigera l'acquisition rapide puis la parfaite maîtrise d'un large spectre de connaissances relatives à la formulation du gazole et à son comportement. Le sens de l'expérimentation et de l'innovation, la facilité d'intégration à une équipe de recherche, l'intérêt porté au Pétrole et à l'Automobile constitueront les meilleurs critères de choix. Réf. 333

Ces trois postes sont à pourvoir à Rueil-Malmaison (92).

Adresser CV, photo, prétentions et réf. choisie (sur l'enveloppe) à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Jeune analyste - Chef de projet

AMORA

1,3 milliard de francs de CA en 1986 - 850 personnes - 8 unités de production, une forte progression, une gamme étendue, un développement soutenu de produits nouveaux :

Ceci exige une adaptation constante des moyens informatiques : IBM 4381/PO 2, micro-ordinateurs réseau national temps réel (macro-programmation, IAG) et un renforcement de notre équipe dijonnaise. Diplômé d'Etudes Supérieures (Bac + 4 ou 5 ans), vous êtes débutant ou vous avez une première expérience et vous avez le souci d'affirmer ou de développer vos compétences informatiques et relationnelles.

Au sein d'une équipe réduite, en liaison étroite avec les directions utilisatrices votre champ d'action vaudra la conception à la réalisation informatique bureautique et télématique dans des domaines variés (production, logistique, commerciale et gestion...).

Votre dynamisme et votre disponibilité, vous donneront l'occasion d'élargir vos compétences et d'évoluer au sein du 1^{er} groupe alimentaire français.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CH 3 M, en précisant votre spécialisation actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



BP EXPLORATION FRANCE

RECRUTE SON

RESPONSABLE

PRODUCTION - DEVELOPPEMENT

Le futur titulaire, ingénieur grandes écoles ou de formation équivalente internationale doit avoir une expérience professionnelle de 10 à 12 années dont 3 au niveau "Senior Management" dans les domaines Forage, Pétrole Engineering et Production.

Il sera parfaitement bilingue anglais/français et aura si possible la connaissance de l'environnement pétrolier français.

Que BP soit opérateur ou associé, il devra :

- définir les programmes de forage et les coordonner en fonction des objectifs d'exploration,
- assurer la mise en valeur et le développement des gisements,
- mettre en œuvre et gérer la production.

Sa première affectation sera à Paris. Envoyer CV très détaillé, photo et rémunération actuelle à BP FRANCE, Service Recrutement, 10, quai Paul Doumer, 92412 COURBEVOIE FRANCE



**DIRECTION GÉNÉRALE
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**



Ayant une activité comparable aux grandes entreprises industrielles et commerciales par l'importance de leurs investissements et de leurs effectifs, les **TÉLÉCOMMUNICATIONS** doivent pouvoir compter sur des Cadres Supérieurs responsables, dynamiques et ouverts à l'innovation.

JEUNES INGENIEURS

JEUNES DIPLOMÉ(E)S

Ecole de Commerce, Universités, Instituts

Quelle que soit votre spécialité (électronique, informatique ou gestion commerciale), vous pourrez exercer des fonctions de CADRE SUPÉRIEUR dans des activités mettant en œuvre toutes vos compétences.

Pour accéder à ces postes, un concours vous est ouvert les 29 et 30 Septembre 1987 (Conditions de participation : Nationalité française - 30 ans maximum au 01/01/87)

INSCRIPTIONS CLOSER LE 14 AOÛT 1987 Pour obtenir toute information et un dossier de candidature :

NUMERO VERT 05 21 11 11



CORNING

Direction Technique Européenne.

CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux grâce à la place privilégiée accordée à la recherche et à l'innovation technique, recherche pour son département Ingénierie un

Ingénieur procédés

Fours - Fusion

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez acquis une première expérience dans le domaine des procédés de fusion, de préférence dans les industries du verre, des réfractaires, ou de la métallurgie.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe hautement performante pour participer à la conception, au suivi technique de nos fours et à nos projets de développement.

Nombreux contacts internationaux : Europe, USA.

Localisation : Fontainebleau.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous référence IPYM à CORNING EUROPE INC., Direction du Personnel, 7 Bis avenue de Valmy, 77211 Avon.

SECTEURS DE POINTE

PARIS - Nous sommes une importante société du secteur de la communication intervenant sur l'ensemble de l'hexagone. Nous avons pour objectif de développer de nouveaux projets liés à la spécificité de notre activité et faisant appel aux nouvelles technologies dans le domaine informatique et télécommunication.

Pour cette phase importante de notre plan informatique, nous créons le poste de

■ Responsable des systèmes d'information

Interlocuteur privilégié des différentes Directions Opérationnelles, vous intervenerez, en animant une équipe de concepteurs, dans le développement de grands projets utilisant nos équipements actuels (Main-frames IBM 3090, BULL DPS8, Mini dédiés, réseau de micro) et intégrant de nouvelles techniques de communication (télématique, bureautique, ...).

Garant de la cohérence de l'ensemble des systèmes d'information, vous superviserez l'intervention des sous-traitants (réalisation et exploitation) en définissant un cadre méthodologique de gestion et de suivi de projets.

Pour réussir dans cette fonction à larges responsabilités, vous avez acquis après une formation supérieure (Ingénieur - MAGE) de solides compétences techniques dans la gestion d'importants projets et possédez des qualités indispensables d'animateur, de négociateur et de novateur.

Gallienne de TOURNEMIRE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MGT/RA/RSI à

ORDIS

LA REVOLUTION MONETIQUE®

Val de Loire

Dans le cadre de son développement, cette importante société de services, cotée en bourse (2500 personnes réparties en 23 villes ; plus d'un milliard de chiffre d'affaires) recherche, pour faire face à la très forte croissance (plus de 40 % annuellement) de ses activités Bancaires :

DIRECTION TECHNICO-COMMERCIALE

Rattaché au Responsable des Services Centraux Interbancaires, il aura en charge, en autorité sur une vingtaine d'assistants et d'ingénieurs technico-commerciaux, la direction et l'animation d'un service chargé de l'assistance et de la prescription des nouveaux produits auprès des utilisateurs du secteur bancaire. Gestionnaire avisé et rigoureux, il assurera la coordination des différentes activités du groupe, en relation étroite avec les services commerciaux, marketing et exploitation, et participera à la définition et au contrôle de ses objectifs.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé de l'enseignement supérieur, issu d'une Ecole d'ingénieurs ou de Commerce, âgé de 32 ans au moins, motivé par les applications monétaires, et justifiant d'une expérience commerciale réussie, acquise dans la vente de services, à un niveau d'encadrement.

RM. M 1/1034 AD

TROIS INGENIEURS PRODUITS BANCAIRES

Rendant compte au Chef de groupe, ils assureront la liaison entre le Service Exploitation du Centre et la clientèle, composée essentiellement de Services Informatiques bancaires, avec pour tâches principales : le suivi des produits, la qualité du service, la modification des besoins, la prise en compte des nouveaux clients, les livraisons, la formation des commerciaux aux produits récents, etc.

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce par exemple), pouvant justifier d'une première expérience professionnelle, de deux ou trois années au moins, acquise par exemple dans une banque, chez un constructeur ou dans une société de services, dans des responsabilités similaires.

RM. M 1/1034 AE

QUATRE ASSISTANTS TECHNICO-COMMERCIAUX

En liaison directe, et par délégation de l'ingénieur produits bancaires dont ils dépendront, ils seront chargés d'assister les clients sur l'utilisation des produits, et prépareront les dossiers de réponse aux demandes de la clientèle, tout en s'attachant au suivi qualitatif et quantitatif des produits.

Ces postes doivent motiver de jeunes diplômés (niveau BTS ou DUT informatique ou commercial), et déjà familiarisés à l'outil informatique. La réussite dans la fonction implique une certaine curiosité naturelle, un bon esprit de synthèse, et de réelles aptitudes commerciales.

RM. M 1/1034 AF

Tous ces postes, nouvellement créés, sont basés à Blois. La lecture de l'anglais technique est indispensable. La connaissance d'un environnement IBM gros systèmes constituerait un atout. La formation est assurée. Les premiers entretiens se dérouleront à Paris ou à Nantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
16, rue Charles Monod - 44000 NANTES

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

Valeo

L'Équipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
37500 personnes - C.A. 12,1 Milliards de Francs 46% réalisés à l'étranger
recherche pour

sa Division ALTERNATEURS

Ingénieur Développement

Diplômé Grande Ecole Electrotechnique

Au sein de la Direction des Etudes et Développement, vous aurez pour mission :

- de concevoir les produits adaptés au besoin de notre clientèle,
- de faire aboutir les projets de développement ainsi définis pour les clients que vous avez techniquement en charge.

Cette mission s'exercera en liaison étroite avec les services commerciaux, les usines ainsi qu'avec plusieurs clients dont certains sont situés en Allemagne.

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole Electrotechnique ayant une première expérience industrielle réussie, avec une pratique courante de l'Allemand indispensable.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre manuscrite, prétentions, C.V. et photo sous la référence M/2 à : Valeo Equipements Electriques Moteurs - Division ALTERNATEURS Service Personnel et Relations Sociales à l'attention de Monsieur RACLIN 3/5 voie Félix Eboué - 94024 Créteil Cedex

"Vivez notre réussite à Aix en Provence"

CMG offre une triple compétence unique sur le marché mini et micro-ordinateurs en informatique de gestion, gestion de production et informatique industrielle. Notre réussite, nous la prouvons : une progression de 50 % l'an, des équipes de haut niveau, des clients prestigieux et un développement en région rapide. CMG à Aix-en-Provence, c'est une structure dynamique, impliquée qui s'appuie sur des prestations de qualité, sur le savoir-faire CMG pour garantir à ses clients un service optimum. Plus que de futurs collaborateurs, ce sont de véritables partenaires que nous recherchons.

CHEF DE PROJET - Informatique Industrielle -

De formation Grande Ecole d'ingénieur, avec 3 à 5 ans d'expérience de la conduite de projets en automatisation industrielle, vous maîtrisez l'informatique en Temps Réel et connaissez si possible HP 1000 et RTEA.

Vous intervenez en avant-vente en soutien de l'équipe commerciale et en après-vente. Analyser, conseiller, former, encadrer, animer : votre professionnalisme, allié à la rigueur avec laquelle vous abordez votre métier vous permettront de mener à bien vos missions, et évoluer vers la gestion de grands projets industriels.

CMG
CENTRE MICRO-INFORMATIQUE

Adressez CV, lettre, photo, prétentions, à CMG,
Jean Michel LEYQUE, Mercure A, 21 d'Aix-en-Provence, 13763 Les Milles Cedex.



INGENIEUR COMMERCIAL

MISSION :

- vous assurez la vente au niveau national (et à l'export) de produits et de contrats d'installations de génie climatique, thermique et systèmes de production de chaud et froid aux industries à partir d'une prospection soutenue, en étroite collaboration avec le service «projet», dans le respect des objectifs fixés par le Directeur Commercial auquel vous rapportez directement.

PROFIL :

- Ingénieur
- Environ 35/45 ans, anglais courant, vous êtes mobile (base RP + 50% déplacements) et très introduit commercialement depuis plus de 5 ans dans le milieu industriel (industrie aéronautique, textile, agro-alimentaire, etc...) à qui vous vendez des biens d'équipement ou de l'ingénierie.



Vous souhaitez évoluer au plus haut niveau ?

Alors, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. PSG 06/8 à CNPC - Ressources Humaines, 61, rue des Belles Feuilles, 75116 PARIS.

BNP

**SPECIAL
HIGH TECH**

EXPERT INFORMATIQUE SALLE DES MARCHES INTEGREE

Parfaitement bilingue anglais. Expérimenté en base de données. Connaissant les nouveaux instruments financiers.

Poste basé à Paris nécessitant de nombreux déplacements à l'étranger.

Adressez candidature détaillée s/réf. M.1/8

à notre Conseil Léon LAGOUCE -

147, rue de Courcelles - 75017 PARIS

Tél. : 47.83.11.83 - Téléc. 26-14 code stria

**steria
sélection**

DEPARTEMENT AIDE A LA NAVIGATION DE SECRE FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

INGENIEUR SYSTEME

Intégré dans une équipe système, il participera à l'étude et à la réalisation de projets importants et complexes dans le domaine de l'aéronautique et plus particulièrement du contrôle aérien militaire.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Grandes Ecoles, de type Sup. Aéro, ENSTA, ENST, SUPAERO, ENAC... ayant acquis une solide expérience technique et qui souhaiterait valoriser en abordant l'aspect système.

Nous serons en outre, particulièrement attentifs :

- à une culture technique des conditions, largement diversifiée, conduisant à un mode d'approche globale des grands systèmes,
- à un esprit d'entreprise joint à un goût de la réalisation,
- à un souci naturel de la satisfaction du client.

La connaissance des stations radar et des réseaux de télécommunication serait un plus.

Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) sous réf. I.A.N. à SECRE - Direction du Personnel - 214, rue de la Bourgeoisie - 75010 Paris.

SECRE

PARTIPEZ A LA QUALITE DE NOTRE FORMATION

INGENIEUR FORMATION

Vous participez à la conception de stages de perfectionnement destinés à nos équipes techniques (définition des besoins, rédaction de documents pédagogiques), en étroite relation avec nos services études et supports techniques. Vous organisez, animez et évaluez les sessions de formation. Des interventions auprès de nos filiales nécessitent des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Vous avez une formation d'ingénieur électronicien ou acquies une spécialisation dans ce domaine.

Votre expérience préalable de formateur soit interne à une entreprise, soit en tant que support technique auprès d'une clientèle nous intéresse tout particulièrement.

Vous pratiquez couramment l'anglais. De bonnes connaissances en espagnol seraient également un atout.

Nous assurons votre formation à la spécificité de nos produits.

Ce poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre C.V. sous la réf. DAV/490/LM à Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens - 93240 STAINS.

THOMSON-CGR

TRES IMPORTANT GROUPE EUROPEEN DE MATERIAUX DE CONSTRUCTIONS

Leader dans ses spécialités recherche pour l'une de ses Usines en

chef de service

ENTRETIEN

Il s'agit d'organiser et d'animer :

- l'entretien et le dépannage d'installations très automatisées ;
- la fonction préventive ;
- la réalisation des travaux neufs ;
- la sécurité sur le site.

Nous recherchons un Ingénieur (AM ou similaire) de 30 à 35 ans au minimum, disponible, ayant le sens du commandement et possédant une bonne expérience de l'industrie à feu continu.

Le poste à pourvoir est situé dans une région agréable, à 130 km à l'Est de Paris.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 26843 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

Nous sommes la principale filiale industrielle d'un groupe leader sur le marché du second œuvre du bâtiment. Nous recherchons un (H/F)

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

Diplômé grande école (mécanique - thermique) vous avez une première expérience en entreprise. Rattaché au Directeur du développement industriel, vous contribuerez à l'amélioration des performances de l'entreprise et à son redéploiement industriel en participant aux choix des investissements, en assurant leur mise en œuvre de l'avant-projet à la réalisation, en menant à bien des études visant à l'adaptation permanente des procédés de fabrication et des équipements. Nous offrons des opportunités d'évolution intéressantes à un candidat méthodique et aux solides qualités de contact.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, rémunération actuelle en indiquant sur l'enveloppe le N° 8801 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Esnault 75008 Paris qui transmettra

Prolog

INGENIEUR COMMERCIAL

INGENIEUR SYSTEME

INGENIEURS SYSTEME

INGENIEUR TELECOM

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

**ECONOMETRIC
STATISTICIAN**

analyse statistique

INGENIEUR

débutant

SECTEURS DE POINTE

Prologue S.A.

PROLOGUE S.A., filiale du groupe BULL, a acquis une large expérience dans le développement et la diffusion de logiciels de base en micro-informatique professionnelle. Dans le cadre de son expansion, elle recherche :

1 INGÉNIEUR COMMERCIAL H./F. (réf. BUS/68701) chargé d'assurer le suivi et l'animation de la clientèle existante et de prospecter de nouveaux marchés en France comme à l'étranger. Une expérience de 2 à 3 ans en micro-informatique, acquise soit chez une SSI, soit chez un constructeur, est souhaitée. Les candidats auront une formation BAC + 2 min., école de commerce, IUT ou BTS et de bonnes connaissances en anglais.

1 INGÉNIEUR SYSTÈME (réf. DIAL/68701) pour la conception et la réalisation de logiciels base de données sur micro-ordinateurs. Une première expérience, même courte, dans le domaine des SGBD relationnels sera appréciée. Connaissance langage C souhaitée.

2 INGÉNIEURS SYSTÈME (réf. PRL/68701) pour intégrer les équipes de développement du système d'exploitation PROLOGUE. Des connaissances en assembleur INTEL (86, 286...) en système d'exploitation Micro sont souhaitées. Langage C apprécié. Débutant ou première expérience (1 à 2 ans).

1 INGÉNIEUR TÉLÉCOM (réf. TEL/68701) Position 2 pour le développement de protocoles s'intégrant dans des architectures réseaux. Une première expérience de développement dans un environnement temps réel est souhaitée. Connaissances assembleur, langage C, SNA appréciées.

1 INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT (réf. MPG/68701) pour intégrer l'équipe BUREAUTIQUE et participer au développement des logiciels de PROLOGUE S.A. Connaissances assembleur, langage C, logiciels standards souhaitées. Débutant ou première expérience dans le domaine (1 à 2 ans).

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence à :

PROLOGUE S.A.
Service du personnel
bât. H 11, avenue du Québec, ZA de Courcouronnes
91943 LES ULIS CEDEX.

ECONOMISTE d'ENTREPRISE STATISTICIEN et INFORMATICIEN

Ils connaîtront bien les problèmes de l'entreprise et auront une solide expérience du traitement des données numériques.

Créée en Californie, il y a 25 ans, CACI opère en Amérique du Nord, en Grande Bretagne et en Europe Continentale et emploie plus de 1800 personnes dans le monde. Sa Division Market Analysis est certainement l'entreprise la plus importante et la plus performante dans son domaine :

l'analyse statistique appliquée au Marketing

CACI rassemble en permanence des informations économiques et démographiques multiples, venant de sources très variées et a constitué pour les traiter une gamme inégalée de systèmes d'analyse. Les problèmes qui lui sont posés vont du ciblage des actions commerciales à la construction d'une stratégie d'ensemble de la distribution.

Appuyés par un centre informatique puissant, les collaborateurs recherchés auront un rôle de consultants exigeant qualités d'analyse, capacité de communication, implication personnelle, goût du travail en équipe. Ils auront travaillé dans ou pour d'importantes institutions financières ou Sociétés de distribution et seront familiers de la P.D.O. et des systèmes. La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

En contre-partie, CACI leur offre de réelles opportunités de carrière dans un groupe multinational qui pratique l'excellence, laisse à chacun une large marge d'autonomie et sait récompenser les résultats.

Adressez votre candidature à Guy HAIK
Directeur pour la France, CACI
18, rue des Pyramides 75001 PARIS
Tél : (1) 42 60 41 06

CACI
MARKET ANALYSIS

Nous sommes l'un des tout premiers Groupes Industriels Européens. Dans le cadre du développement de notre Direction des Etudes nous recrutons

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

débutant ou 1^{re} expérience

Au sein du service d'analyse scientifique, vous serez intégré à une petite équipe "logiciel".

Vous aurez la responsabilité du développement et de la maintenance des procédures sur CRAY et IBM (VM/CMS). Vous serez chargé de l'étude de nouveaux langages graphiques et de leurs applications. Vous participerez au choix des matériels (terminals et stations de travail) et assisterez par vos compétences informatiques les ingénieurs du service.

Diplômé de Grande Ecole (dominantes Mécanique et Informatique) vous avez acquis une bonne connaissance du Fortran et une bonne lecture de l'anglais. Vous êtes motivé par un poste ouvert, permettant d'allier les activités d'étude et le rôle de conseil. Réf. IN/CA.

L'importance du Groupe garantit un haut niveau d'évolution technologique. D'intéressantes perspectives de carrière vous seront offertes dans votre spécialité ou vers des responsabilités très diversifiées, techniques ou organisationnelles.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste à notre Conseil :
SOCIÉTÉ ANNE MILCENT
5, rue Turbigo, 75001 PARIS.

SAM

Responsables maintenance et réalisation

BSN

Des positions importantes en Europe et dans le monde : Premier producteur mondial de produits laitiers frais. Premier dans le monde pour les eaux minérales. Deuxième brasseur européen. Troisième fabricant de pâtes en Europe. Troisième producteur mondial. Troisième groupe de champagne dans le monde. Premier producteur européen de bouteilles.

Diplômés d'une grande école d'ingénieur généraliste avec option génie chimique et automatismes de process, confirmés par une première expérience en engineering.

Diplômés des Arts et Métiers ou de l'Ecole de la Marine marchande, confirmés par une expérience opérationnelle (et notamment d'animation d'équipes) en usine. Nous avons plusieurs postes à pourvoir au sein de nos équipes entretien et travaux neufs. Dans un contexte de perpétuelle innovation

technologique vous êtes bien sûr un amoureux de la technique mais aussi et surtout un animateur et un formateur.

L'optimisation et l'entretien des outils de production requièrent au delà de la rigueur de l'organisation, le souci d'une démarche participative intégrant le personnel de production. Au sein d'une des sociétés du groupe, vous serez un élément moteur de nos usines renforçant BSN dans sa position de leader industriel.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. C 49 M.V., en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75001 Paris Cedex 06.

IMAGERIE MEDICALE : VOS COMPÉTENCES POUR LES SCANNERS DE DEMAIN

INGÉNIEURS LOGICIEL

Vous justifiez d'une expérience industrielle de 2 à 5 ans en logiciel temps réel, et êtes motivés par les technologies modernes.

Nous vous proposons de participer au développement des logiciels de nos scanners, dans l'un des domaines suivants :

- systèmes d'acquisition rapide de données,
- processeurs spécialisés de traitement du signal,
- processeurs d'images,
- disques optiques numériques.

Réf. DUB/LMA

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Intégré dans le groupe Scanner, vous aurez la charge du suivi des scanners installés :

- analyse et synthèse des informations,
- définition et suivi des actions à mener pour une meilleure fiabilité du produit.

L'éventail des techniques utilisées dans le scanner étant très large, en plus d'une bonne formation en électronique, des connaissances en architecture informatique et mécanique sont nécessaires.

Réf. LEP/LMC

INGÉNIEUR SYSTÈME (DATA GENERAL AOS)

Vous justifiez de 2 à 5 ans d'expérience comme ingénieur système.

Vous souhaitez évoluer vers un poste à responsabilité valorisant vos compétences en organisation et en génie logiciel.

Nous vous proposons un poste d'Ingénieur Système dans un environnement réseau multiconstructeur (VAX, MV, stations de travail 68000).

Réf. DUB/LMB

INGÉNIEUR PHYSICIEN

Responsable d'études physiques scanner, vous serez chargé d'étudier, de concevoir et de coordonner des solutions en relation avec plusieurs équipes.

Votre domaine d'action sera la relation entre la qualité de l'image et :

- l'émission et la détection des rayons X,
- la rotation du faisceau,
- l'acquisition et le traitement des données.

Une expérience industrielle en physique et traitement du signal est demandée.

A vos compétences techniques devront s'ajouter vos qualités d'organisateur. Réf. RAV/LMD

L'envergure et la diversité de nos projets vous assureront de larges perspectives d'évolution.



THOMSON-CGR

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Françoise LEVIAIRE - THOMSON-CGR - 283, rue de la Minière - 78530 BUC.



Vendons ensemble au rythme de la technique.

DATAID TECHNOLOGIES

SSI, leader dans le secteur des techniques de pointe : CAD, Télécommunications, Avionique, process control... recherche pour renforcer ses équipes commerciales :

Un directeur d'agence

Réf. RC 772

Vous désirez animer, gérer et développer un centre de profit. Les technologies du futur vous passionnent : vous connaissez les besoins et les spécificités de ce secteur et vous avez une expérience réussie de la vente de services dans un poste similaire. A vous de coordonner et de suivre sur le terrain l'action de vos collaborateurs, à vous de les motiver et de les dynamiser. Vous assurerez le développement de votre Agence et de sa clientèle. Vous prospecterez de nouveaux marchés et serez responsable de la croissance de votre chiffre d'affaires. Vous prendrez en charge la stratégie commerciale et la gestion de votre Agence. Si vous êtes prêt à assumer cette mission et à tenir vos objectifs, alors notre collaboration doit commencer très vite.

Ingénieurs commerciaux.

Réf. IC 774

En liaison avec le Directeur d'Agence, vous participerez à l'évolution du chiffre d'affaires de l'entité à laquelle vous appartenez. Homme de terrain, vous aurez la charge du développement du portefeuille existant et décrocherez de nouveaux contrats de prestations de services, au sein d'une équipe stimulante. De formation supérieure (ingénieur ou équivalent), rejoignez au plus vite l'une de nos Agences et saisissez à terme les possibilités d'évolution que nous vous proposons.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence du poste choisi à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

DE LA CHIMIE... A LA PROMOTION DES VENTES

INGÉNIEUR CHIMISTE PROMOTION PRODUITS

Responsable de la PROMOTION de nos FILMS MEDICAUX et des PRODUITS de DEVELOPPEMENT associés :

- vous apporterez l'assistance technique à notre réseau France et étranger,
 - vous réaliserez les démonstrations produits en clientèle.
- Diplômé d'une école supérieure, outre une expérience technique d'environ 5 ans dans le domaine de la Chimie Fine PHOTO ou secteur comex, vous justifiez d'une expérience "terrain" de TECHNICO-COMMERCIAL. Nombreux déplacements de courte durée à prévoir. Anglais indispensable.



THOMSON-CGR

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence GP/RF/LM à Pierre GROISY - THOMSON-CGR - 52 bd Calvié - 92133 ISSY LES MOULINEAUX.

SECTEURS DE POINTE

SAP FRANCE filiale de
SAP INTERNATIONAL (Bienne, Suisse)
recherche

Consultants en Management Information Systems

VOUS: diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ecoles de Gestion, Ecoles d'Ingénieurs, Universités scientifiques) vous avez acquis une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans dans l'une des fonctions suivantes:

- finances-trésorerie
- contrôle de gestion en milieu industriel
- gestion de la production
- administration commerciale
- organisation et informatique
- administration système

Vos atouts

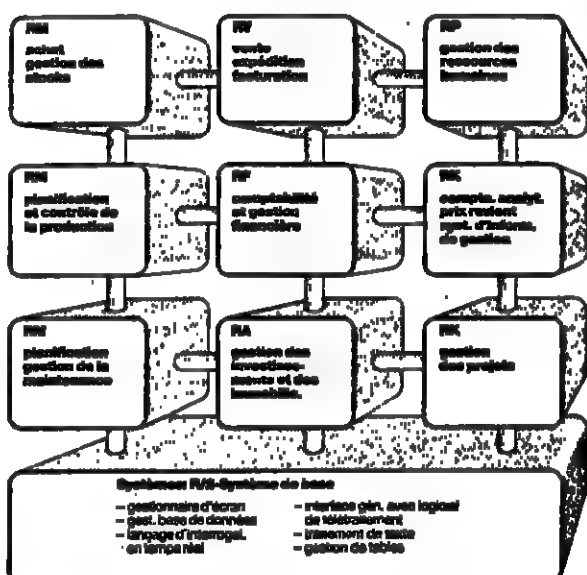
- Votre formation et votre expérience professionnelle vous ont familiarisé avec un environnement informatique moyen/gros système.
- Votre bonne connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais vous permet d'évoluer aisément dans un contexte international.
- Votre flexibilité fait de vous un partenaire attentif aux préoccupations de nos clients.

Votre action auprès de nos clients couvrira plusieurs domaines:

- négociations commerciales
- formation des utilisateurs
- assistance à la mise en œuvre
- participation à l'écriture de développements spécifiques.

Une période de formation intensive à nos produits et à nos méthodes vous préparera à assumer les responsabilités qui seront les vôtres.

NOUS: fabricant de logiciels et progiciels, leader sur le marché germanophone (plus de 1.000 références à ce jour dont 85 des 100 plus grosses entreprises allemandes) SAP développe et commercialise depuis 1972 des progiciels conversationnels de gestion supportés par un logiciel-système commun à toutes les applications. Notre modèle de gestion intégrée en temps réel couvre l'ensemble des domaines fonctionnels de l'entreprise.



Nos atouts

- Une conception européenne: système multi-sociétés, multi-langues, multi-devises, répondant aux exigences des 4^e et 7^e directives européennes.
- Des produits en constante évolution: nouvelles versions annuelles, plus de 150 personnes travaillant au développement, des outils évolués (SGDB, on-line help, L4G).
- En prise directe avec la réalité de l'entreprise: nos développements sont réalisés avec la participation de groupes d'entreprises-pilotes.

- Des relations privilégiées avec les autres acteurs économiques de notre secteur d'activité: constructeurs de hardware, sociétés internationales de conseil.
- Des rémunérations à la hauteur de nos exigences.

Pour rejoindre notre équipe, adressez lettre + CV + prétentions à:

SAP MARNE-LA-VALLÉE
12-14, rue du Centre, 93167 Noisy-le-Grand

Ingénieurs à haut potentiel

DES TECHNIQUES COMPLEXES ET ORIGINALES DE BEAUX SUCCES A L'ETRANGER UN AVENIR PROMETTEUR

C'est le cadre dans lequel se réalise le développement de notre société.

1300 personnes élaborent des Réseaux de Télécommunications, des Systèmes de Détection, d'identification, de Radionavigation, de Radiocommunication, et réalisent un C.A. de 800 MF (dont plus de 50% à l'export). Filiale d'un Groupe de très grande dimension, implanté dans la plupart des pays, nous voulons renforcer encore nos structures et nos capacités en intégrant des ingénieurs motivés et performants qui veulent se réaliser dans des projets porteurs ou des fonctions en croissance.

Nous pouvons offrir des postes de:

- CHEFS DE PROJETS,
- INGENIEURS SYSTEMES,
- CHEFS DE GROUPE LOGICIEL,
- INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT ET D'INDUSTRIALISATION,
- INGENIEURS FIABILITE,
- INGENIEURS LOGISTIQUE (pour documentation et rédaction techniques),
- INGENIEURS MARKETING ET COMMERCIAUX,
- INGENIEURS D'INTEGRATION ET VALIDATION DE FONCTIONS SUR DES PROJETS,
- INGENIEURS METHODES LOGICIEL,
- INGENIEURS DE CONCEPTION DE RESEAUX EN TECHNIQUES AVANCEES,
- INGENIEURS LOGICIEL.

Le niveau de ces postes va du débutant à l'ingénieur investi de grandes responsabilités.

Il est nécessaire d'avoir une formation (et/ou une expérience) orientée vers ces disciplines: Ingénieur ENSI, SUPLEC, SUP TELECOM, SUP AERO, UNIVERSITES D'INFORMATIQUE.

La nationalité française est pratiquement indispensable en raison de la vocation à travailler fréquemment sur des projets type Défense Nationale.

Société située en très proche Banlieue de Paris (2 lignes de métro).

Merci de faire parvenir votre dossier sous réf. 5810-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES



CREDIT AGRICOLE de la CHARENTE MARITIME
recherche

CHARGE DE CLIENTELE D'ENTREPRISES

Mission : suivi et développement d'un portefeuille d'entreprises : financements, placements, services.

- Profil :**
- formation supérieure,
 - expérience bancaire de 1 ou 2 ans dans une fonction similaire,
 - aptitudes commerciales.

Evolution : s'inscrit au sein d'une banque totalement engagée dans le développement.

Adresser lettre manuscrite, CV, et photo à
Monsieur le Directeur des Relations Sociales,
CRCAM de la Charente-Maritime - BP n° 42
17102 SAINTES Cedex.

La Compagnie Transcontinentale de Réassurance
filiale du GAN développe ses activités en France et à l'étranger
recherche

Jeune DIPLOMÉ Maîtrise Économie

Avec spécialisation statistiques ou équivalent.
Vous participerez notamment au sein du BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES

- Aux études sur prévisions de chiffre d'affaires
- Aux analyses de résultats de la société avec comparaisons aux marchés mondiaux de la réassurance
- A la définition et mise en place des instruments de suivi et d'évaluation des résultats
- A la tarification des contrats

Pour ce poste basé à PARIS, vous êtes débutant et motivé par ce secteur d'activité, vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et l'utilisation de la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous
référence R.G. 873 à :

CTR - Service du Personnel - 15, rue Louis le Grand - 75002 PARIS

Comité de développement économique d'Île-et-Vilaine

Agence de prospection

LE COMITÉ DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
D'ÎLE-ET-VILAINE
RECHERCHE

POUR SON AGENCE DE PROSPECTION

UN RESPONSABLE ECONOMIQUE

plus spécialement chargé de la promotion.

L'Agence a pour but de favoriser l'implantation d'entreprises industrielles et de services dans le département.

Le candidat aura pour mission :

- de coordonner l'action de l'Agence dans les domaines de la promotion du département et du développement des entreprises régionales ;
- d'assurer, avec le responsable de la prospection, les relations entre l'Agence et les autres prospecteurs agissant dans le département ;
- d'établir des liens étroits entre les collectivités locales et l'Agence de prospection.

Il aura une formation supérieure et justifiera d'une expérience réussie dans le domaine de l'encadrement et du marketing.

Il aura une bonne aptitude à la communication et à la négociation.

Le poste est basé à Rennes et nécessitera de nombreux déplacements.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Une deuxième langue est souhaitée. Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à :

Monsieur le Président
du conseil général d'Île-et-Vilaine,
1, avenue de la Préfecture, 35042 RENNES cedex.

Association SOUFFLE

chargée

COMPTABLE

EXPERIMENTE

en retraite pour tenir comptabilité association. Possibilité de rémunération éventuelle. Tél. : le mercredi après-midi de 14 h à 20 h au 42-43-22-16.

Etabl. d'enseignement

supérieur technologie

RECHERCHENT

JEUNES ENSEIGNANTS

Chercheurs (H/F) en électronique, informatique, informatique industrielle. Diplômes exigés : ingénieur et/ou DEA, DES, Sup. prof. ou Sup. prof. Dureté des conditions 3 ans max. Envoyer CV à HT-IRESTE, 3, rue Maréchal Joffre, 44041 Nantes cedex 01.

Société de services recherche :

INGENIEURS

MECANICIENS

EXPERIMENTES

Pour cabinet de conseil et/ou pour rouler, connaissant codes ASME et différents fluides. Urgent. SYDENT, 8 et 11, rue Benoît Malon, 92180 Suresnes.

L'ADAM-LANDES

(ass. pr le dev. des activités musicales dans les Landes)

recherche

SON DIRECTEUR

Départ. à la musique. Le candidat devra justifier d'un dipl. d'ens. sup., d'une culture mus. av., d'une exp. prof. d'une récompense d'un fest. d'ens. musical et une exp. prof. sup. à 4 s. pourrions const. des atouts importants.

Adr. lettre de candidature manuscrite, photo, CV détaillé à :

M. LE PRÉSIDENT

DE L'ADAM-LANDES

Hôtel du cons. gén. des Landes, BP 258, 40011 Mont-de-Marsan cedex

avant le 3 juillet 1987.

Le département de la Seine-Saint-Denis

organisé le 16 juillet 1987

un concours sur titres, pour le recrutement de :

1 INGENIEUR PRINCIPAL

option informatique

3 INGENIEURS SUBDIVISIONNAIRES

option informatique

1 INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE

pour la Direction des Bâtiments Départementaux ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine du bâtiment.

La date limite d'inscription est fixée au 6 juillet 1987, à minuit, le dernier de la poste faisant foi.

Les candidats devront :

- être âgés de quarante ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours, sans promotion réglementaire ;
- être de nationalité française ;
- être titulaires d'un diplôme donnant accès à l'emploi d'ingénieur principal, ou d'ingénieur subdivisionnaire.

Les demandes de candidatures, le CV, la photographie du candidat, accompagnées de deux enveloppes timbrées à l'adresse du candidat, doivent être envoyées à :

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Service des concours et de la formation permanente :
1, rue Yves-Casparine - Bureau P12 - 9^e étage
93009 BOBIGNY CEDEX

Téléphone : 48-95-60-60, poste 56.928/55.510.

INGENIEUR ENSEIGNANT

Le département de mesures physiques de l'Institut universitaire de technologie d'Orsay

recherche

UN CHEF DE TRAVAUX PRATIQUES

D'ENSA

Condition nécessaire : être ingénieur spécialisé : physique électronique.

Adresser lettre manuscrite et CV à Jacques SERRE IUT Orsay BP 23, 91405 Orsay cedex. Tél. : 69-41-00-40. Date limite pour la réception des candidatures 03/07/1987.

Jeune ingénieur
votre challenge

notre je

notre je

notre je

notre je

notre je

notre je

notre je

SECTEURS
DE POINTE

jeune ingénieur informaticien, votre challenge : les marchés financiers

Jeune banque d'arbitrage et de marchés, intégrée dans l'un des premiers groupes financiers français, (Paris 8^{me}), notre informatique est la condition même de notre développement ; nous avons opté pour un réseau de VAX et de micros et nous appuyons sur les techniques de pointe (LAG, SE...).

Aux côtés du responsable informatique et en prise directe avec des utilisateurs avertis et exigeants, venez concevoir et réaliser ou préconiser des progiciels à la pointe des marchés financiers.

De formation Grande Ecole (Mines, ECP, HEC, ESSEC, ESCP), vous avez acquis en un à deux ans, dans la banque ou des sociétés de services, un début de bonne expérience en mise en œuvre d'applications bancaires sur minis et micros. La finance vous passionne mais avez-vous la mentalité d'un pionnier ?

Notre consultante, Mlle S. BLAIN, vous remercie de lui écrire (réf. 5059 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec



notre jeune patron informatique sur IBM 38, à Nouméa.

Filiale informatique des intérêts du GROUPE LYONNAISE DES EAUX dans le Pacifique Sud (production et distribution d'électricité, d'eau...), nous traitons l'ensemble de leur gestion sur nos IBM 38 et 38 supportant un réseau de 120 terminaux et avons une activité de conception de logiciels et de distribution de micros.

Venez prendre en main l'équipe informatique (15 p.), améliorer la gestion du centre et coordonner nos activités de distributeur de micros. Vous jouez ainsi un rôle moteur dans notre expansion.

Ingénieur diplômé, vous avez 30/35 ans et vos compétences de chef de projets acquises en SSI ou en PMI sur IBM 38, comme vos qualités d'entrepreneur, vous permettent de devenir rapidement, au plein sens du terme, un dirigeant.

Ecrivez à notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, (réf. 5063 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Chef de projet

Société d'informatique appliquée en expansion, nous sommes filiale d'un groupe solide.

Spécialiste exploitation et télégestion, nous développons l'informatique de nos clients et assurons la mutation de leurs applicatifs.

Ingénieur ou MIAGE + première expérience rigoureuse et imaginative, vous participerez à la création de nos filiales produites. Votre valeur vous fait évoluer vers la responsabilité d'un service.

Pour ce poste basé en pays de Loire, merci d'adresser C.V. + photo + prétentions, sous la référence 565/LM, à notre Conseil J.-M. VIAU CAPFOR - 9, rue Césaire-Port - 49100 ANGERS.

CAPFOR

PARIS - LYON - NANTES - ANGERS - CAEN - BORDEAUX - GRENOBLE - LILLE - NANTES - Orléans - Rennes - Strasbourg - Toulouse - Valenciennes

ETABLISSEMENT
DE LA DÉLÉGATION
GÉNÉRALE
POUR L'ARMEMENT

recrute

UN INGÉNIEUR

Chargé de l'étude et de la conception de systèmes de télécommunications. Connaissances acquises : hyperconvergence, traitement du signal, instrumentation. Le lieu de travail se situe en proche banlieue parisienne, des déplacements de courte durée en France métropolitaine sont à prévoir. Hébergement français exigé.

Envoyer CV et prétentions à :

ETCA

10 bis, rue de la République - 93114 ARLES cedex, à l'attention de M. le chef de CHRS.

Le département de la Vendée

recrute son

CHEF DE CENTRE INFORMATIQUE

Matériel DES 7 617 BULL - 60 terminaux

Ce centre de 12 personnes a d'importants projets en gestion et son chef devra posséder un solide esprit d'équipe, être dynamique, avoir une expérience d'un poste similaire et une bonne connaissance des problèmes organisationnels.

Prérez d'adresser C.V., photo et prétentions scellées à :

Département de la Vendée
Service du personnel, 29, rue Bellille
85021 La Roche-sur-Yon Cedex
Tél. : 51-34-48-48 (poste 48-34)
AVANT LE 31 JUILLET 1987.

Le Monde CADRES

Conseil en management recherchons oiseaux rares !

NOTRE VOCATION : la diffusion des méthodes modernes de management. En France et ailleurs (cela dépendra de vous).

NOS PRODUITS : une lettre confidentielle de conseil en management pour les chefs d'entreprise, le conseil de direction générale, la formation au management.

NOTRE FORCE : dynamisme, créativité. Et des tas d'idées qui vous attendent.

NOTRE BESOIN : des partenaires d'affaires, des associés ou des consultants de haut niveau pour alimenter notre croissance et répondre à la demande de nos clients.

NOTRE IMPLANTATION : banlieue parisienne ouest (RE).

VOS CONNAISSANCES : vous êtes impérativement un spécialiste du management de préférence avec un MBA américain.

VOTRE EXPERIENCE : 5 ans au moins en entreprise (impérativement dans des postes opérationnels) et une expérience confirmée en conseil de direction.

VOS COMPETENCES : initiative et autonomie, imagination, créativité, sens de la communication écrite et orale.

VOS ASPIRATIONS : participer à un projet original et ambitieux.

VOTRE STYLE : fonceur et réfléchi (c'est difficile, mais c'est ce que nous recherchons).

VOTRE MISSION : diriger le développement de nouveaux produits (ou y participer), les diffuser et/ou les mettre en œuvre auprès de la clientèle.

VOS GAINS : dépendront de la nature de nos relations : honoraires ou salaire fixe + forte participation liée au volume d'activité et au résultat.

**La Lettre
du Manager**

Adresser lettre manuscrite et CV, à Jocelyne FAROUX, LA LETTRE DU MANAGER 125, rue de Saussure, 75017 Paris.

centre distributeur ELECTERC

Centrale d'achat région bordelaise
(CA : 1 milliard 300 millions) desservant 40 magasins recherche

DIRECTEUR D'ENTREPOT

Ce poste conviendrait à un candidat possédant une formation supérieure et ayant une expérience à haut niveau de 5 ans minimum dans la Grande Distribution.

Excellent manager et gestionnaire pointu, il devra posséder la maîtrise de l'outil informatique, des connaissances techniques de l'entreposage, de la maintenance et des transports, un sens développé des relations humaines. Sa mission principale sera d'apporter le meilleur service aux magasins de la région tout en optimisant les coûts de fonctionnement de la Centrale.

Poste à large délégation de pouvoir chez le Leader de la Grande Distribution.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo à PARAPHIE - (réf. MD 7062) 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra. Discretion assurée.

JEUNES DIPLOMES AVEC HP, VOTRE AVENIR EN EUROPE

JEUNES DIPLOMES, à Lyon-Isle d'Abeau vous serez au cœur de l'activité informatique industrielle de Hewlett-Packard en Europe.

Nous fabriquons des ordinateurs scientifiques, concevons et développons des logiciels de gestion de la qualité.

Ingénieurs informaticiens - débutants ou ayant une première expérience - rejoignez nos équipes :

- d'ingénierie de production,
- d'experts dans le support de notre réseau de vente européen,
- de recherche et de développement.

Si vous êtes ouvert, autonome, créatif, rigoureux, si vous n'avez peur ni des réalités ni des difficultés, si vous aimez construire le futur dans un environnement international, nous avons besoin de vous.

Adressez-nous votre dossier de candidature : Martine Gauthier, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités de Chénas, 57 rue de Malacombes, 38290 La Verpillière.

HP EN FRANCE
3200 PERSONNELLES
3 USINES
4,3 MILLIARDS DE CA
3^e EXPORTATEUR
INFORMATIQUE



**HEWLETT
PACKARD**

Finance, Comptabilité, Fiscalité... et Search Un tréfilé à quatre feuilles ?

Ernst & Whinney est l'un des tout premiers réseaux d'Audit et de Conseil, avec plus de 24 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. Le Conseil en Organisation connaît une forte progression, avec actuellement 2 000 consultants dans le monde. En France, le Conseil en Recrutement de Cadres Financiers fait partie de nos domaines d'intervention privilégiés et l'expansion de cette activité nous conduit à rechercher

un Consultant à fort potentiel

pour participer aux missions de recrutement de Cadres Comptables et Financiers confiées à notre Cabinet, avant de prendre en charge progressivement la responsabilité de ses missions et le développement de clientèle.

Nous recherchons un candidat âgé d'environ 28 ans, ayant une excellente formation comptable, financière et fiscale, acquise en cabinet d'expertise comptable ou d'audit, ou en sein d'une Direction Financière d'entreprise.

Le dynamisme, l'esprit d'équipe, le goût des contacts et la pratique de l'anglais faciliteront votre intégration au sein de notre équipe. Une première expérience du recrutement de cadres serait un atout supplémentaire.

Si notre proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man. CV, photo) à/réf. C 104 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris. Vous pouvez aussi obtenir des informations supplémentaires auprès d'Elvire Cocheff, Responsable de cette activité, en téléphonant au 45 62 24 24.



Ernst & Whinney Conseil

SECTEURS
DE POINTE



La Banque de France

organise un
concours spécial de **REDACTEUR**
(premier grade du personnel d'encadrement) pour le recrutement d'

ANALYSTES ou
SPECIALISTES DE SYSTEMES
dans ses
services informatiques

Ce concours est ouvert aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1^{er} janvier 1987 et titulaires d'une **MAITRISE D'INFORMATIQUE** (MAGE, MST...) ou d'un diplôme d'une école supérieure d'un niveau équivalent ou au moins d'un diplôme sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DUT...). Les candidats reçus seront affectés à PARIS; ils participeront aux activités informatiques de la Banque de France et, en particulier, à la réalisation et à la mise en place d'un nouveau plan d'équipement de grandes banques de données, de systèmes et de réseaux télématiques. Ils seront à même, à la mesure de leurs capacités, d'accéder rapidement à des fonctions de responsabilité et bénéficieront de possibilités de promotion interne.

Date des épreuves écrites : samedi 12 et dimanche 13 Septembre 1987.
Les inscriptions sont reçues jusqu'au 22 Juillet 1987.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le 17 Juillet 1987.

Renseignements et documentation : BANQUE DE FRANCE - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 42 92 40 17

**"DANS UN GROUPE
QUI MONTE VITE,
VOTRE CARRIERE
SE CONSTRUIT
PLUS VITE."**

RESPONSABLE DU SYSTEME D'INFORMATION

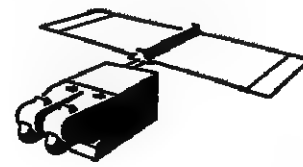
Vous avez déjà fait vos preuves et aspirez à intégrer une Entreprise qui vous donnera plus d'autonomie et de responsabilités. Au Groupe SEGIN, nous sommes 500. Nous connaissons 50% de croissance annuelle avec trois activités : la Monétique, la Télématique et l'Ingénierie Informatique. Et si nous sommes devenus une des toutes premières SSI françaises, c'est aussi parce que chez nous on apprécie l'innovation. Faire évoluer le système d'information de l'Entreprise, élaborer et mettre en place la structure, adapter et maintenir les outils (matériel et logiciel) de communication et de gestion des données marketing, économiques, sociales et techniques telle est la préoccupation de notre informatique interne que vous aurez à faire votre.



GROUPE SEGIN

Un diplôme d'ingénieur, une première expérience à dominante organisation informatique mais aussi votre esprit évolutif et votre capacité à communiquer, tels sont vos atouts pour nous rejoindre. Poste basé à Lille.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 724 à Jean-Paul FRAY, Directeur des Ressources Humaines, Z.I., rue de la Pointe, 59113 SECLIN.

ingénieurs télédétection



Lieu de travail
TOULOUSE

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche

2 ingénieurs

pour sa filiale S.C.O.T. (Service de Consultance en Observation de la Terre). Ils assureront des prestations de consultance et d'ingénierie. Placés sous l'autorité du Directeur Général de la Filiale, ces deux ingénieurs, de formation Grande Ecole ou universitaire équivalente ont une bonne connaissance de la télédétection et, si possible, une première expérience dans ce domaine. Anglais indispensable et espagnol apprécié.

UN INGENIEUR
agronome pour étudier les possibilités de développement de l'utilisation des données de télédétection dans des programmes d'application liés aux ressources renouvelables.

UN INGENIEUR
spécialiste des systèmes "sol" liés aux satellites d'observation de la terre (Station, Centre de correction, Centre de traitement, micro-systèmes, etc.) et des systèmes d'informations géographiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, à
EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, RUE VOLNEY, 75002 PARIS
qui transmettra.

Le Monde
CADRES

NANTERRE - LA DEFENSE

Groupe spécialisé dans l'immobilier d'entreprise, en expansion, recrute pour sa filiale de GESTION IMMOBILIERE (1 million de m² à gérer, 1500 locataires).

RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

30 ans environ. Formation Bac + 4, ICH ou équivalent. Il pourra justifier d'une expérience dans les métiers de l'immobilier d'entreprise. Adjoint du directeur de la société, il sera chargé notamment :

- de la gestion administrative et juridique (établissement, renouvellement de baux, assurances, problèmes fiscaux, contentieux),
- du fonctionnement de la société (établissement et suivi des budgets, loi HOGLIET, assemblées, problèmes de personnel). Pour réussir, il devra s'intégrer à une équipe dynamique, avoir le sens des relations humaines, le goût des responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à notre conseil Geneviève CAJAT
38, Bd de Clichy 75018 PARIS.

DIAGNOSTICS Pasteur

Dans le cadre de son expansion et pour accroître les capacités de son service
Recherche & Développement
situé à STERNVOUDRE (59412) recherche

CADRE DEVELOPPEMENT MICROBIOLOGIE

- Formation : Ingénieur, DEA, Maîtrise de Sciences, BAC + 4/5 ou équivalent dans le domaine de la MICROBIOLOGIE, (la bonne pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire).
- Expérience : 3 à 4 ans en Laboratoire d'Analyse ou de Recherche.
- Missions : sera chargé, sous la responsabilité du Chef de Service Recherche & Développement et assisté par une équipe de techniciens, de l'étude, de la mise au point et de la mise en fabrication de réactifs de diagnostic microbiologique.

Merci d'adresser (s/réf. 289/4016) lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée à la Direction du Personnel - 3, Bd Poincaré 92400 MARNES-LA-COQUETTE.

Cabinet de Conseils Juridiques recherche pour LA ROCHELLE :

FISCALISTE CONFIRMÉ

Expérience minimum 3 ans et plus souhaitée.

Soit dans l'administration fiscale, soit dans un Cabinet de conseil fiscal, soit dans un service fiscal d'une grande entreprise.

Situation comportant larges responsabilités et autonomie.

Rémunération motivante.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 40 899M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Etablissement hospitalier privé à but non lucratif du Nord (RÉGION DUNKERQUE) 350 SALAIRES

recherche

UN (E) RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS (ENVIRON 30 ANS)

Sa mission, aux côtés du Directeur Général, est :

- d'assurer les fonctions liées à la comptabilité générale et analytique ;
- d'élaborer les budgets d'exploitations et d'analyser les réalisations ;
- d'effectuer toutes études de contrôle de gestion concernant tous les aspects de l'entreprise.

Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur ou Ecole Supérieure de Commerce :

- Formation DECS souhaitée ;
- si possible expérience du Secteur Hospitalier ou de Contrôle de Gestion.

Ses qualités de rigueur, de contact, d'initiative, doivent lui permettre de jouer un rôle moteur dans l'entreprise.

Adresser CV et photo sous n° 8688,
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Valenciennes, Paris 75.

APPA CENTRE PARIS
CONSEILS EN GESTION
COMPTABLES ET FINANCIERS
DEPUIS 1950

CHIFFRES
COMPTABILITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE
CHIFFRES DE SECURITE

Le Monde
CADRES

AFPA CENTRE PARIS
COMMERCE PROPOSE

- PROFESSEURS DE COMPTABILITÉ DECS min.
- PROFESSEURS DE SECRÉTARIAT BTS ou équivalent min.

5 années d'expérience professionnelle en entreprise en comptabilité ou secrétariat exigées.

Candidature, CV, photo à adresser : AFPA Paris-Commerce, 6, place du Commerce, 75015 Paris.

ASSISTANT (E) TECHNIQUE TOURISME

Des 4-6, anglais, tourisme, Exp. en milieu rural appréciée. Adressez CV à : OFFICE DE TOURISME, P.L. Bel-Air - 92200 La Garenne.

PROF. AGREGÉ MATHS INGÉNIEUR

pour classe préparatoire HEC-B. Enseigner sous le n° 8004 LE MONDE PUBLICITE, 8, rue de Montesson, Paris-7.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE FORTE INGÉNIEURS UNIX. Grande expérience d'UNIX, pour développement du noyau du système.

INGÉNIEURS SYSTÈMES

Projet Millenium Terrain Péd. APOLLO, 8800, LTR, UNIC. Monsieur Tarnier Péd. 10073

SPECIALISTES SGBD

Base de Donn. Relationnelles. ORACLE, LANGAGE C, UNIX.

INGÉNIEURS RÉSEAU

TRANSFAC, X25, SNA, DSA. INGÉNIEURS PROCESS.

exp. processus industriels. 88000, MITRA, SOLAR, APOLLO 26, r. Daubenton, 91 43-37-88-22.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7e

recherche pour faire face au développement de ses activités

CHEFS DE MISSION AUDITEURS CONFIRMES

- Ces postes conviendront à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'Audit en cabinet.
- Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions : COGERCO-FLIPO 72, rue de Bellechasse 75007 Paris

LA FONCTION EXPORT

vous y croyez ?

Cette société française, à forte notoriété, produit et commercialise des articles de grande consommation "HAUT DE GAMME". Leader sur le marché français, elle réalise à l'export 20 % de son CA. Afin de poursuivre ce développement, nous proposons à des commerciaux de "haut niveau" les postes suivants :

DIRECTEUR EXPORT

Réf. 230 A

Sous l'autorité du Directeur Commercial Groupe, il définit et met en œuvre un plan d'actions commerciales dont il contrôle ensuite les résultats. Il animera l'ensemble du réseau Export tout en garantissant des liens privilégiés avec les "grands clients".

Le poste est basé dans une ville du Nord-Ouest à 45 mn de la mer. Des déplacements sont à prévoir (60 % du temps environ). La maîtrise des langues anglaise et allemande est indispensable pour mener à bien cette mission.

DIRECTEUR DE FILIALE

Royaume-Uni Réf. 230 B

Élément moteur de cette filiale, son objectif essentiel sera de développer le marché anglais. Homme de marketing, il a également un tempérament et une expérience de "manager" pour diriger son équipe (30 personnes).

Familier du contexte britannique, d'origine française ou anglaise, il est parfaitement bilingue. Le poste est basé à 2 h de Londres.

Nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel (30/40 ans), diplômés de l'enseignement supérieur (ESSEC, Sup de Co Paris...), justifiant d'une expérience réussie dans des fonctions similaires.

Nous vous offrons des conditions attractives et des perspectives d'évolution concrètes pour des éléments de grande valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération, sous la référence choisie, à notre Conseil, NEMESIS, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité.

NEMESIS

PHOSPHORE
LE MAGAZINE DES ANNEES LYCEE

recherche

REDACTEUR (H.F.)

Pour lui confier la réalisation d'articles — enquêtes, reportages, dossiers... sur l'ensemble des rubriques du journal : culture, vie au lycée, actualité, sciences, économie.

Ce rédacteur polyvalent s'appuiera sur une expérience journalistique confirmée, de réelles motivations et une bonne connaissance de notre public (15-18 ans).

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. **MLA/452** à : **BAYARD PRESSE - Direction des Affaires Sociales** 3, rue Bayard 75008 PARIS

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche

UN SPECIALISTE AMERIQUE LATINE

De formation supérieure (Gdes Ecoles, ESSEC, ESCP, IEP...), le candidat retenu aura :

- une expérience bancaire de 6 à 7 ans,
- une bonne connaissance des pays concernés,
- une pratique courante de l'anglais et de l'espagnol.

- Il devra :
- participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie d'implantation du groupe,
- analyser les risques pays et suivre les affaires traitées avec les clients de la zone,
- développer et gérer un réseau de correspondants.

Adressez votre lettre de candidature, C.V. et rémunération à **PUBLIVAL/6100** 27 Route des Gardes 92190 MEUDON, qui transmettra.

JEUNE RESPONSABLE PROMOTION ET PUBLICITE

Une très importante industrie, proche de Strasbourg, fabriquant des produits techniques modernes pour le bâtiment et les travaux publics, recherche un jeune cadre, de niveau Bac + 2 minimum, disposant de 5 ans au moins d'expérience de la communication, soit en entreprise comme responsable de la publicité et de la promotion soit comme chef de publicité dans une agence de publicité opérant dans le domaine des produits techniques soit avec comme technicien en relations publiques.

Anglais efficace nécessaire. Missions : promotion des produits et techniques par documentations techniques, publicité, expositions, conférences, relations presse, gestion budgétaire.

Poste d'avenir stable. Ad. CV dét. ss. réf. 1281 à : **SELEST Conseil** 67009 STRASBOURG Cedex

Importante industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment, à Strasbourg, recherche pour renforcer son équipe "exportation"

JEUNE CADRE EXPORT

IECS - ESC formation export ou similaire

Disposant d'une première expérience de l'exportation de 2 à 3 ans, parlant bien l'anglais + l'espagnol ou l'allemand.

Mission : développement et gestion de marchés d'exportation, tant sur le terrain (déplacements fréquents) que depuis le siège de Strasbourg, au sein d'un service structuré.

Poste d'avenir évolutif. Rémunération stimulante.

Ad. CV dét. ss. réf. 1287 à : **SELEST Conseil** 67009 STRASBOURG Cedex

ASSOCIATIONS

Appel

LÉON Communication Institutionnelle Tél. : 43-35-54-58
QUELLES SONT LES CAUSES DE NOTRE DÉRIVE ? Document, gratuite-Vie Université BP. 328 - 75008 Paris Cedex 18.

Sessions et stages

RANDONNÉES en 200-240 15 jours par de portage. CRETE : 6 500 F, KARPAKOS (de Grèce) : 6 300 F, ATLAS MAROCAIN : 6 700 F, ISLANDE (avec déj.) : 8 300 F, NEMOUR : 11 000 F, NEPAL 21 j. : 12 800 F. Contact : Agence des Am. 26-246 BP. 342 84000 Nancy Cedex. Tél. : 83-30-37-78.

PASSEPORT POUR L'ANGLAIS Le Groupe International de Croisière, Association 1501, propose croisières de 15 j. sur voiliers 10 à 12 mètres, de juin à septembre. GALICE - GRECE-TURQUIE, ECOSSE - CORSE-SARDAIGNE, 9 000 F/2 sem. Renseignements : Tél. : 43-09-30-08 82 bd. Gerbault 75016 Paris.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES Un stage d'accompagnement à la création d'entreprises. Pour les demandeurs d'emploi de Paris - initiation aux techniques de gestion - suivi individualisé 14 septembre, 13 novembre BOUTOUXES DE GESTION D'ILE DE FRANCE 46-50-51-55 ou 43-55-08-48

Union - ATELIER DE THEATRE pour professeurs de langue 1-2-3 juillet - 42-72-78-95

De la Ville d'Hyères aux comptesses de la République : l'art du Jardin à Rome et dans le Languedoc. Voyage guidé par Gérard Desnoyers du 13 au 20-8-1987. Prix : 6 300 F. Mairie de Hyères, 20, rue P.-Bert 75011 Paris. Tél. : 43-48-30-55.

- Prix de la 40e F.T.C. (28 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque Bénéf. à l'ordre du Monde Publi. et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, date mercredi au Monde Publi., 8, rue de Montesson, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis sous le titre "Agenda", dans les pages dernières du journal.

Stage BABA Théorique de 6 h ou 14-07 heures organisé à Paris. Renseignements - inscription BP. 185 185, rue Cardinet 17, Tél. : 43-35-54-58.

Valérie de la diode Auvergne Stages de retour d'art et de culture. Juillet - août. Adressez : Chateau Rosther R. (1) 46-20-28-07 - 43-58-57-47

PRENEZ L'ACCENT AMERICAIN L'anglais tel qu'on le parle en Amérique. Petit Groupe. Professeurs américains. Intervi. 29 juin-10 juillet. STAGE D'ETE metin ou soir juillet et août. Inscriptions aux sessions d'été en université, entretien et inscription sur rendez-vous. Tél. au 46-34-16-10. U.S.A. Language C.I.E. Centre franco-américain, 1, place de l'Odéon, 75006 Paris.

Stage de danses contemporaines et percussion par professionnel. 16-23 août. Adult. : 1 200 F, Jeun. : 800 F. 1300 F. Samedi (11-38-78-70-16, 38-58-50-35).

Venez votre **HABIT DE LUMIERE** pour admirer vos blouses, tuniques, jupes. En 5 j. Arne-Cd vous dévoile le **MALLE AUX TRESORS**, dont vous prendrez le di. sans le savoir. Acquiessez, car, en vous, énergie, créativité, joie de vivre. Tarif hyper-réduit aux chômeurs (la participation est encaissée au quel-ques jours). - Séance priv. d'été, 18 juin 18 h 30 au 11-15, rue Jean Perraud - 75008 - (St-Phadde). Rés. : 55-71-57-17

IEP 80 % Réun. ou vers documents sur thèmes clés (1) 42-61-63-63. Juin-août-Prix 93-67-15-38 possibilité jobs été (enquête presse).

Stage adaptation à la fonction DESA 120 h. le module gestion de projet appliquée à l'animation le 28/09 au 27/11. Conduite de projet pédagogique 12/10 au 11/12 moyens et méthodes de la communication le 5/10 au 11/12 pour animateurs stud. de l'extension de la format ou DUT animat. ou travailleurs SX et personnel de collect. locales. Rés. : EFAS 31, rue Petou - 55800 Lize - Tél. : 20-57-04-78.

UN SPECIALISTE DE LA PROMOTION IMMOBILIERE A HAUT NIVEAU

Nous sommes un Groupe de tout premier plan et recherchons pour notre filiale, spécialisée dans la promotion immobilière de grands ensembles, un professionnel confirmé dans ce domaine. Vous serez chargé de l'ETUDE DE FAISABILITE ET DU MONTAGE des opérations sur les plans financier, juridique et fiscal. Vous serez donc en relation régulière avec les investisseurs et les élus. Agé d'environ 35 ans, vous avez une formation supérieure et une expérience de plusieurs années en promotion immobilière de haut niveau.

Vous habitez Paris où vous serez basé, mais vous serez très mobile.

Il s'agit d'une opportunité réelle pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 7103 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra. Vous pouvez préciser les Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en rapport.

Alcatel

Alcatel CIT

**Paris. Avril 1987. La SNCF choisit X DATA
pour son réseau X 25
de commutation de données par paquets.**

**L'expérience SESA
et la technologie Alcatel CIT
s'unissent dans la performance
X DATA.**



CIGIE

Alcatel, un temps d'avance.

Communication

Alors que leurs magazines connaissent des difficultés

Les Editions mondiales séparent leurs activités de presse et d'audiovisuel

Déclin lent, mais certain, dans l'écrit. Essor récent, mais rapide, dans l'image. Les Editions mondiales tirent aujourd'hui les conséquences de leur évolution contrastée. Et regroupent en une société juridiquement distincte l'ensemble de leurs activités audiovisuelles autour des Films Ariane rachetés l'an dernier. M. Antoine de Clermont-Tonnerre abandonnera prochainement son fauteuil de PDG du groupe pour celui de la future société. « Selon mes vœux », affirme-t-il. Mais cette restructuration a lieu alors que le secteur presse des Editions mondiales traverse une passe difficile. Quarante-deux suppressions d'emplois — filiales comprises — viennent d'y être décidées.

« Il n'y a aucun lien entre la séparation des activités écrite et audiovisuelle et la réduction simultanée des effectifs », déclare M. de Clermont-Tonnerre. Notre développement dans la production cinématographique et télévisuelle est devenu suffisamment important pour justifier un management propre. Il est vrai qu'en peu d'années et malgré le rachat malentendu de Régis Cassettes Vidéo (RCV) en 1982 — les Editions mondiales ont fait une étonnante percée dans l'audiovisuel. L'an dernier déjà, le groupe pouvait s'enorgueillir en France des titres de premier producteur privé de films — grâce, notamment, au succès exceptionnel du film de la rose, de Jean-Jacques Annaud — ainsi que de premier producteur privé de fictions télévisées pour la jeunesse.

De nombreuses déconvenues

Les Editions mondiales se classent aussi parmi les principaux producteurs de fictions télévisées sur le marché européen : le nombre d'heures produites est passé de onze en 1982 à soixante-dix-huit en 1986, avec une priorité marquée pour le marché international, notamment anglo-saxon. Ces titres de gloire ont leur prix : 160 millions de francs d'investissement l'an dernier, pour un chiffre d'affaires de 93 millions seulement. Le projet de fiction que le groupe prévoit de coproduire pour le bicentenaire de la Révolution — *De Louis XVI à Bonaparte* — montre que cet effort sera poursuivi. Même si l'on prête, au sein du groupe, à M. Philippe Bouriez, la volonté, le discret propriétaire des Editions mondiales, le vouloir de servir les bouillons jusque dans le secteur audiovisuel.

L'activité du secteur presse a connu ces dernières années nombre de déconvenues. Pour des titres récents qui marchent bien comme *Titi* ou *Grands reportages*, le groupe a dû se désengager rapidement des Editions du Hémis et a été contraint de stopper brutalement le lancement du mensuel haut de gamme *Bazar*.

Des échecs aggravés par la concurrence sévère que subissent les magazines traditionnels du groupe :

Intimité et *Nous* deux cèdent du terrain devant *Femme actuelle*, *Télé-Poche* devant *Télé-Loisirs*. « Nos efforts ne sont plus concentrés sur le secteur industriel du groupe », reconnaît M. de Clermont-Tonnerre. Notre imprimerie de Blois a retrouvé aujourd'hui toute sa compétitivité.

Il n'empêche. Les Editions mondiales sont aujourd'hui mal placées pour affronter le développement foudroyant de la télévision commerciale, qui concurrence durement la presse populaire sur le terrain des recettes publicitaires. « La presse magazine va traverser la phase la plus difficile de son histoire », dit-on au siège du groupe. L'entrée du secteur presse des Editions mondiales dans le capital de TF 1 (à hauteur de 2 %) a été une première parade. Mais les réductions d'effectifs sont apparues inévitables. Dix-sept emplois seront prochainement supprimés au sein des Editions mondiales : huit dans les services centraux du siège, sept à *Télé-Poche*, dont la diffusion fléchit, et deux, enfin, à *Bonne soirée*, malgré la relative bonne tenue du titre. *Modes et travaux*, filiale à 51 %, supprimera parallèlement deux services entiers : la fabrication d'ouvrages de dames et l'activité, connexe, de la maintenance. Trente postes disparaîtront — 20 % du total — ce qui se traduira par vingt-cinq licenciements et cinq reclassements seulement.

Le bruit d'une éventuelle cession de l'activité presse par le groupe est vigoureusement démenti à son siège. « Cette scission se traduira au contraire par une dynamisation de l'écrit », affirme M. Francis Morel, directeur général, qui pourrait devenir demain le PDG de ce secteur d'activité. Je vous donne rendez-vous dans quelques mois pour le lancement de nouveaux titres. »

PIERRE-ANGEL GAY.

L'audiovisuel britannique menacé par le mal français

Le troisième mandat de M^{re} Thatcher sonne-t-il le glas des équilibres délicats du système audiovisuel britannique ? Les conservateurs n'ont pas caché leur intention de faire voter une nouvelle loi facilitant l'investissement privé dans les médias. Les responsables des chaînes, outre-Manche, prennent au sérieux la menace.

LONDRES

de notre envoyé spécial

La fameuse indépendance de la radio-télévision britannique est surtout affaire de tradition, de pragmatisme, voire de compromis. Les textes législatifs et réglementaires, eux, laissent une grande marge d'intervention au gouvernement. M^{re} Thatcher le sait qui n'a pas hésité lors de ses précédents mandats à censurer des reportages sur l'IRA, la guerre des Malouines, le raid américain contre la Libye ou encore l'émission dévoilant le secret du projet de satellite espion britannique Zircon. Affaires qui ont provoqué la démission du directeur général de la BBC en janvier dernier.

La victoire des conservateurs aux dernières élections législatives laisse présager que l'offensive ne s'arrêtera pas là. Sachant qu'une attaque politique frontale serait mal perçue par un public très attaché à sa télévision, M^{re} Thatcher a choisi la tactique de la déregulation économique pour affaiblir « l'ennemi ».

Pour de nombreux professionnels britanniques, l'audiovisuel britannique est menacé par « le mal français » : une déstabilisation du système pour des raisons purement économiques qui relèvent de l'idéologie libérale. « Le gouvernement

poujadiste de M^{re} Thatcher veut simplement faire des médias un vaste marché dominé par la publicité et la concurrence », dit M. Jeremy Taylor, un des hauts dirigeants de TV-AM. C'est uniquement le profit qui compte, avec une méconnaissance totale des valeurs d'information ou de culture !

Plus

de machiavélisme

D'autres y voient plus de machiavélisme en interprétant les projets du gouvernement comme un moyen de muscler une voix trop critique. Le directeur du département international de la BBC, M. Paul Hodgson, dénonce « la volonté de brader le bien public, en abolissant la redevance à terme, pour des motifs peu avouables », alors que le directeur de Channel Four, M. Jeremy Isaacs, confie sans aucune illusion : « Magie vers une privatisation complétée ! » Il est persuadé que le monopole actuel — en fait, un duopole — doit disparaître mais, dit-il, « cela doit se faire par étapes, à l'anglaise et de façon contrôlée, sinon la concurrence sauvage sonnera le glas de nos prétentions culturelles avec un nivellement inéluctable par le bas. Regardez ce qui se passe en France ! Vous êtes passés d'une concentration abusive à une situation dominée par les lois du marché ».

Si les trois formations politiques avaient inscrit l'avenir de l'audiovisuel dans leur manifeste électoral, les conservateurs y avaient consacré la plus grande place. Les travaillistes et les partis de l'Alliance s'étaient bornés à dénoncer « les concentrations et toute idée de télévision à péage » (manifeste socialiste) ou encore « la violence dans

les médias, en étudiant les liens possibles entre la criminalité et sa représentation sur les écrans de télévision » (manifeste de l'Alliance).

Quant au parti conservateur, il a annoncé clairement la couleur en promettant « une nouvelle loi qui facilitera aux télédifuseurs l'accès aux nouvelles technologies et assurera aux téléspectateurs un choix d'écoute plus étendu ». Entrant ensuite dans le détail, le manifeste confirme la décision de fixer à 25 % les programmes télévisés commandés par la BBC et ITV aux producteurs indépendants.

« Cela n'a guère de sens, estime M. Baxter, responsable des finances à la BBC. D'une part, grâce à notre infrastructure et nos compétences éprouvées, nous pouvons produire des programmes de qualité moins cher que les producteurs privés ; de l'autre, nos studios de production sous-utilisés devront être loués aux entreprises indépendantes ! ». De son côté, l'association qui regroupe quatre cents producteurs privés (Independent Programme Producers Association : IPPA) se trouve placée devant un dilemme. « Nous cherchons, bien évidemment, à étendre les activités de nos membres, qui travaillent exclusivement pour Channel Four (mille heures de programmes l'année dernière), explique M. Paul Styles, directeur de l'IPPA, mais nous refusons de servir d'arme entre les mains de M^{re} Thatcher pour détruire un système audiovisuel dont nous sommes fiers ».

Une privatisation complète

En fait, le gouvernement actuel vise, à long terme, la privatisation complète de la radio-télévision. Son projet d'introduire la publicité sur les chaînes de la BBC a été rejeté, pour le moment, par le rapport de la commission Peacock (juillet 1986), mais son pas l'idée de vendre deux des chaînes de radio. Sans perdre de vue l'abolition progressive de la redevance (gelée depuis deux ans à 38 livres par an, soit 580 francs), le gouvernement a accepté, dans un premier temps, le principe d'une indexation de la redevance sur le taux d'inflation avec, comme contrepartie, l'introduction par étapes d'un système de péage (selon le cryptage utilisé par Canal Plus), pour arriver enfin à un système entièrement informatisé de pay-per-view, le téléspectateur ne payant que pour les émissions regardées.

Dans le même ordre d'idées, Channel Four perdrait son statut particulier actuel (la chaîne, semi-privée, est financée par ITV, qui assure sa régie publicitaire), pour devenir une chaîne commerciale à part entière, indépendante de l'IBA, en concurrence avec la BBC et ITV. Les franchises accordées par cette dernière aux stations commerciales, enfin, ne seraient plus offertes aux

plus méritants mais... vendues aux enchères !

Parmi les autres idées contenues dans le manifeste conservateur, celle qui inquiète le plus les responsables de la télévision concerne la censure. Outre les interventions politiques, le gouvernement Thatcher s'est montré, de plus en plus sensible à la campagne menée par la « majorité morale », personifiée par Mrs Mary Whitehouse, contre l'« obscénité » sur le petit écran (gros mots, blasphèmes, sexualité). Non seulement les conservateurs promettent « une censure plus stricte sur l'obscénité et la violence à la télévision », mais ils annoncent « le contrôle de la télévision et de la radio par la loi de 1959 sur les publications obscènes ». « Cette loi, faite pour la presse, est particulièrement restrictive, fait remarquer M. Jeremy Isaacs, et si on l'appliquait à Channel Four, par exemple, cela nous empêcherait de remplir correctement notre contrat culturel : être la chaîne de l'innovation et de l'expérimentation dans la forme et le contenu ».

La victoire des conservateurs aux élections, avec une majorité de plus de cent sièges, n'a évidemment rien fait pour apaiser ces craintes. Selon M. Ron Allison, un des directeurs de Thames Television, « il faut prendre M^{re} Thatcher au sérieux, car elle fait toujours ce qu'elle dit ».

ALAIN WOODROW.

Un duopole paisible

L'édifice audiovisuel britannique est biopole. D'un côté, la British Broadcasting Corporation (BBC), créée par une charte royale en 1922, est responsable du service public de la radio et de la télévision. De l'autre, l'Independent Broadcasting Authority (IBA), autorité parapublique créée par le Parlement en 1964, surveille les quinze entreprises privées qui composent la télévision commerciale Independent Television (ITV), ainsi que la quatrième chaîne Channel Four. La règle d'ITV a le monopole de la publicité et alimente Channel Four. La BBC vit exclusivement de la redevance.

Le système a évolué constamment selon un régime juridique aussi souple que pragmatique. Bien que la radio et la télévision soient placées sous la responsabilité du Home Secretary (ministre de l'Intérieur) depuis 1974, les décisions résultent d'une concertation entre le gouvernement et la BBC, entre l'IBA et les compagnies privées contractantes et entre les différents partis politiques eux-mêmes.

Les grandes réformes de l'audiovisuel sont votées par le Parlement, à partir des recommandations faites par les rapports demandés périodiquement à des commissions spécialisées.

La disparition de Marie-Thérèse Rossel

« Le Soir » de Bruxelles perd sa « patronne »

BRUXELLES
de notre correspondant

Marie-Thérèse Rossel, présidente du conseil d'administration de la société Rossel, editrice notamment du *Soir* de Bruxelles, est décédée jeudi 18 juin, à la suite d'une longue maladie, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

« La patronne » : depuis près de trente ans, Marie-Thérèse Rossel n'avait plus mis les pieds dans une des rédactions de son groupe de presse, le premier de Belgique. Et pourtant, tous les journalistes du groupe — et notamment ceux du *Soir* de Bruxelles, le plus prestigieux — l'appelaient ainsi. Petite-fille d'Emile Rossel, qui avait fondé le *Soir* en 1887, elle en était devenue directrice à l'issue de la seconde guerre mondiale, après avoir résisté

contrairement aux pressions de l'occupant nazi.

Sous son impulsion, le *Soir* s'engagea — ce qu'il ne fit plus jamais aussi vivement — dans la « question royale » qui divisa la Belgique, en s'opposant fermement au roi Léopold, accusé par certains d'avoir une attitude ambiguë à l'égard du III^e Reich. Si, à partir de 1958, elle dut, pour des raisons de santé, renoncer à se rendre physiquement au siège du journal, elle n'en garda pas moins un contact étroit avec lui.

Sans intervenir directement dans le contenu des articles — règle qu'elle a toujours mise en point d'honneur à respecter — elle continua jusqu'au dernier jour à faire connaître son opinion. « C'était la seule personne sans doute à lire de A jusqu'à Z les cinq éditions quoti-

diennes du *Soir* », ironisait affectueusement un journaliste.

Son dernier combat, elle l'a mené avec opiniâtreté et rigueur contre M. Robert Hersant. Elle n'a pu empêcher le magnat de la presse française d'obtenir 24 % des actions du *Soir*, mais elle a tout mis en œuvre pour qu'il en reste 14. Il appartient maintenant à la justice belge de dire si M. Robert Hersant possède 24 % ou 42 % des actions du premier quotidien francophone du royaume. De par la volonté de Marie-Thérèse Rossel, M. Robert Hersant (son cousin) est maintenant propriétaire du journal et devrait poursuivre son combat. Mais l'ensemble des travailleurs du *Soir* ont, jeudi soir, l'impression de perdre la « protection » d'une patronne pas comme les autres.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, le Jeudi 2 juillet 1987 à 14 h.
UN APPARTEMENT
dans un immeuble
SIS à PARIS 17^e
30 passage Cardinet et 127, rue Cardinet de 2 pièces principales, 5^e étage
MISE A PRIX : 30.000 F
S'adresser SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats, 17, avenue de Lamboille Paris 16^e
Tél. : 45-24-46-40.

VENTE SUR FOLLE ENCHÈRE au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS le Jeudi 2 juillet 1987 à 14 h.
DEUX PIÈCES
cuisine, droit aux w.c. communs Bât. D, 1^{er} étage, droite, porte face dans l'immeuble sis à PARIS 20^e
59, rue d'Avron
Cave n° 20 et les 17/1000^e des parties communes
MISE A PRIX : 50.000 F
S'adresser pour tous renseignements à M^{re} François INBONA, de la SCP MOREL LUCAS INBONA, Sé d'avocats, 4, av. Sully-Prudhomme à Paris 7^e.
Tél. : 45-55-74-06

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 9 JUILLET 1987 à 14 heures - EN UN LOT
UN APPARTEMENT
comp. entr., séjour, 2 ch., w.-c., s.d., s.b. et cave
41-43, RUE DAREAU - PARIS (14^e)
M. à prix 200.000 F
Au greffe du T.G.J. de PARIS où le cahier des charges est déposé.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS le JEUDI 2 JUILLET 1987 à 14 heures
UN APPARTEMENT (4 bureaux)
au rez-de-chaussée d'un immeuble
à PARIS-16^e - 3, rue Saint-Didier
avec une cave et une chambre de service au 6^e étage
MISE A PRIX : 300.000 F
S'adresser SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats, 17, avenue de Lamboille, PARIS-16^e, tél. 45-24-46-40.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 2 JUILLET 1987 à 14 heures
de 2 P. PRINC. au 3^e étage - CAVE
UN APPARTEMENT UN EMPLACEMENT DE PARKING
139 à 143, RUE PELLEPORT - PARIS (20^e)
M. à px 300.000 F S'adr. M^{re} BAILLY, GUILLET, DELMAS, 18, rue Daubigny, tél. 42-60-39-13 - Tous avocats près Trib. gde instance de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 6 JUILLET 1987, à 14 heures
comp. 3 p., cuis. au 1^{er} ét., bêt. A, porte droite, CAVE sous-sol même bêt.
UN APPARTEMENT
5, 7, 9, RUE DES TOURNELLES - PARIS-4^e
Mise à prix 250.000 F S'adr. M^{re} Edmond de LAMAZE, avocat, 1, rue Bayard, 75008 PARIS, tél. 42-23-22-98 - M^{re} B. LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, 75008 PARIS, tél. 42-65-92-75. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur licitation Chambre des notaires de Paris, 12, avenue Victoria, le mardi 30 juin 1987 à 14 h 30 - EN DEUX LOTS
à CHEVILLY-LARUE (94150)
1) APPARTEMENT 15 à 17 m², rue Albert-Thuret et 22 à 32, rue des Jardins. R.-de-cha. dr. 2 p. p.ces - Cave et BOITE
2) APPARTEMENT 19 à 21, r. A-Thuret et 34 à 36, r. des Jardins. bêt. 2, r.-de-cha. dr. 3 p. p.ces - Cave et BOITE
Mises à prix : 80.000 F et 90.000 F
S'adr. M^{re} NORMAND et ÉTASSE, notaires à Paris, 312, rue des Pyrénées à PARIS-20^e, tél. 43-58-15-89.
M^{re} NECTOUX, avocat, 1, rue Georges-Berger, 75017 PARIS, tél. 47-66-18-34.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 9 JUILLET 1987, à 14 h. - EN QUATRE LOTS
au 2^e ét., entr., cuis., séjour, 1 ch., salle d'eau av. w.-c. - cave
UN APPARTEMENT
26, RUE LIGNER - PARIS-20^e
TROIS STUDIOS aux 2^e, 4^e et 5^e étages
44, RUE POISSONNIÈRE, PARIS-2^e
M. à px 220.000 F (APPT) - 100.000 F chaq. (STUDIO)
S'adr. M^{re} M. TRAP, avocat, 29, bd Jules-Saunders, 75016 PARIS
Tél. 45-04-63-10 - Au greffe du T.G.J. de PARIS

le boom 87 !



Venez la baptiser dès le 18 juin
au MUMM Cordon Rouge
chez

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93260 ST-DENIS ☎ 48 21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

NIHON
Tél. 42.85.54.34
Nihon Keizai Shimbun

1^{er} juillet

Prochainement. Livraison par satellite d'un des plus importants quotidiens économiques japonais.

Tout le monde parle d'apprendre à mieux connaître le marché japonais. Mais il semble que nul ne sache comment s'y prendre.

Quoi de mieux que *The Nihon Keizai Shimbun*, l'un des plus importants quotidiens économiques depuis 110 ans.

Avec un tirage de plus de 2,5 millions d'exemplaires, aujourd'hui, il est imprimé (en japonais) simultanément au Japon et sur les côtes est et ouest des États-Unis.

Le 1^{er} juillet marquera le coup d'envoi de sa transmission par satellite en Europe. L'impression simultanée constitue la dernière étape franchie par *Nikkei** dans l'offre croissante de services d'informations en langues anglaise et japonaise à travers le monde.

Parmi les autres publications *Nikkei* : *The Japan Economic Journal*, l'hebdomadaire économique de langue anglaise des plus prestigieux, ainsi que le *Tokyo Financial Letter - Nikkei Bonds and Money* pour des informations hebdomadaires détaillées sur le monde de la finance japonaise.

Nous vous proposons également NIKKEI TELECOM, le plus vaste réseau informatisé du monde pour des informations en langue anglaise sur le Japon et les marchés financiers japonais. Et QUICK, un système international en direct pour la transmission des cours de la Bourse et des nouvelles concernant le Japon.

Avec des services de rédaction à Tokyo, New-York et Londres, *Nikkei* est fort d'une position stratégique qui vous permettra d'être en tête du peloton grâce à un service d'information sur le Japon et l'économie mondiale assuré 24 heures sur 24.

* « Nikkei » se rapporte au vaste groupe de presse composé de Nihon Keizai Shimbun, Inc. et de ses sociétés affiliées.

TOTAL ECONOMIC INFORMATION SYSTEM

Nihon Keizai Shimbun, Inc.

Tokyo Head Office: 1-9-5 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan Tel: 03-270-0251

Telex: J22308 NIKKEI Cable: NIHONKEIZAI TOKYO

Nihon Keizai Shimbun Europe, Ltd. Centre 45, 45 London Wall, London EC2M 5TE, U.K. Tel (01) 256-7261

Pour de plus amples informations sur Nikkei, veuillez renvoyer le coupon-réponse, après l'avoir rempli.

Planning & Research Dept., Nihon Keizai Shimbun, Inc.,
1-9-5 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan

Name

Company

Position

Address

LM-6

1. **Hand-Bein:** 1^{er} Cru **Chass. Monnay.**
 2. **Marais Lagres Wre:** 1^{er} Cru **Chass.**
 3. **Marais:** 1^{er} Cru **Chass. Monnay.**
 4. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 5. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 6. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 7. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 8. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 9. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 10. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 11. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 12. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 13. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 14. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 15. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 16. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 17. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 18. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 19. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**
 20. **Chass. Cantons:** 2^{es} Cru **Chass. Monnay.**

Economie

Pour maîtriser les dépenses de Sécurité sociale

La CFDT propose à l'Etat de négocier un contrat pluriannuel avec les partenaires sociaux

L'action syndicale a plus d'une corde à son arc pour améliorer la protection sociale des Français : c'est ce qu'a montré un colloque de la CFDT qui a réuni il y a quelques jours quelques huit cents responsables de syndicats et administrateurs d'organismes de Sécurité sociale, ainsi qu'une vingtaine d'experts divers.

Deux semaines après sa participation importante à la manifestation mutualiste du 23 mai, la CFDT avait mobilisé des militants sur un autre registre, en les amenant à confronter leurs expériences et leurs idées pour répondre aux « défis » de la protection sociale : besoins nouveaux, insuffisances du système (notamment pour les travailleurs précaires ou les chômeurs en fin de droits), inégalités ou incohérences, difficultés de financement.

Dans cette recherche de pistes nouvelles, les idées n'ont pas manqué. Certains ont évoqué par exemple le développement d'établissements pour personnes âgées de médication et prise en charge variables selon l'état de santé afin d'éviter les hospitalisations abusives entraînées par les différences de prises en charge entre le sanitaire et le social ; d'autres ont souhaité que l'épargne des retraités puisse soutenir la construction de logements adaptés au grand âge. L'union régionale du Nord-Pas-de-Calais a proposé d'ouvrir les établissements de soins de la sécurité sociale minière aux autres salariés, pour faire bénéficier ceux-ci de son expérience en matière de prévention ou de maîtrise des dépenses.

Pour cette confrontation, la CFDT avait joué l'ouverture en invitant à dialoguer avec ses militants des experts extérieurs : chercheurs, fonctionnaires, responsables d'organismes de Sécurité sociale ou médecins pas toujours proches des thèses de la CFDT. On y trouvait à la fois MM. Dominique Strauss-Kahn, économiste et responsable socialiste, Raymond Soubeig, directeur des publications L'Espresso,

sociétés et ancien conseiller social de MM. Chirac et Barre, Jacques Richir, président du Syndicat national des médecins de groupe, ou Dominique Coudreau, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie, qui expliqua le caractère inévitable d'une « contraction » de la protection obligatoire.

Les délégués ont aussi généralement évité la démagogie : en proposant un nouveau financement pour les éléments « non contributifs » de la retraite (par exemple les avantages accordés aux mères de famille), les participants ont souligné qu'il fallait harmoniser ceux-ci entre les différents régimes.

« Faire nous-mêmes »

Mais — et ce fut sans doute le plus original — ils ont surtout cherché à montrer qu'ils pouvaient « faire eux-mêmes », par exemple en obtenant une meilleure utilisation des fonds sociaux, comme le soulignait un des rapporteurs, M. Julien Delahy, membre du bureau national de la CFDT, sans attendre les interventions du législateur, les négociations nationales ou les discussions au sein des conseils d'administration des organismes de protection sociale. Un moyen aussi d'aider les militants des entreprises et les administrateurs et d'éviter un « syndicalisme à deux vitesses ».

Ainsi, pour réduire l'inégalité de la couverture complémentaire, en Aquitaine, des syndicalistes ont formé une mutuelle pour les salariés des petites entreprises ou négocié des contrats collectifs avec des mutuelles ou des caisses de prévoyance. En Alsace, après une enquête auprès de comités d'entreprise, des démarches auprès des élus et des collectivités locales, d'autres ont créé une crèche, contribuant ainsi à l'emploi.

Cela n'a pas empêché la CFDT, par la voix de son secrétaire général, de réaffirmer sa position de « transférer une bonne part des cotisations assises sur les salaires sur une

contribution proportionnelle établie sur tous les revenus », en commençant par les revenus financiers. Ce transfert permettrait d'une part de trouver des ressources plus appropriées à des prestations qui, comme les allocations familiales, bénéficient à l'ensemble de la population, d'autre part de dégager de nouvelles ressources, car « les dépenses de santé et de retraites augmentent plus vite que la richesse du pays ».

Un décalage auquel la CFDT ne se résigne pas, puisqu'elle propose pour maîtriser la croissance des dépenses de santé de restreindre le rôle de l'hôpital, de limiter le nombre de médecins installés et de conclure avec eux des « conventions plus rigoureuses » pour éviter le dérapage des actes médicaux et des prescriptions.

Mais c'est sur l'autonomie du régime général que M. Edmond Maire s'est montré le plus incisif : pas question d'accepter de « gérer dans le cadre d'un financement décidé par l'Etat et sous la contrainte de la doctrine gouvernementale de baisse des prélèvements obligatoires ». Le gouvernement, a affirmé le secrétaire général de la CFDT, ne doit pas « garder le monopole des décisions majeures » sur le financement et les prestations. Il « devrait négocier avec les acteurs sociaux un contrat pluriannuel sur la base duquel les conseils d'administration pourraient maîtriser leur budget et réaliser une gestion décentralisée ». Une proposition qui aujourd'hui ne manque pas d'intérêt.

GUY HERZLICH.

Le conseil des prud'hommes déboute l'ouvrier licencié de Talbot-Polysay. Le conseil des prud'hommes de Polysay vient de débouter M. Christian Plantec, l'ouvrier de chez Talbot qui avait été licencié en janvier dernier pour avoir introduit une bouteille d'alcool au sein de l'enceinte de l'entreprise afin de fêter, selon lui, le baptême de son premier petit-fils. Le 5 juin, le juge départiteur avait souhaité une

FO annonce une « manifestation interprofessionnelle » à la rentrée

A l'issue de son comité confédéral national qui, réuni à Nîmes les 18 et 19 juin, a décidé de participer aux Etats généraux de la Sécurité sociale (« à la condition que seules y soient représentées les organisations socioprofessionnelles »), FO a décidé d'organiser une grande manifestation nationale interprofessionnelle à Paris à la rentrée. Le comité confédéral de FO, dans une résolution, a jugé qu'il fallait « répondre de façon appropriée aux agressions dont la classe ouvrière est l'objet ». Il s'agit donc de protester contre l'augmentation du chômage, la précarisation de l'emploi, le « démantèlement » du droit du travail, la « remise en cause » du système collectif de protection sociale et les atteintes aux services publics.

Plusieurs actions ont été annoncées pour protester contre l'abrogation de la loi Le Pors de 1982 sur les retenues de salaire en cas de grève dans les services publics. Alors que le CGT a manifesté lundi devant le Sénat et les préfectures, la CFDT et FO ont appelé séparément à des rassemblements à Paris le mardi 23 juin devant le Sénat.

Le rassemblement de la CFDT devait avoir lieu à 17 heures place Saint-Sulpice, celui de FO à la même heure place de l'Odéon. La Fédération générale autonome des fonctionnaires appelait à un rassemblement le même jour à 17 heures place Saint-Sulpice. Le bureau fédéral de la FEN a décidé d'organiser — si possible — dans l'unité — une manifestation de grande ampleur à la rentrée. Enfin, le conseil confédéral de la CFTC a invité gouvernement, parlementaires et employeurs à « ne pas oublier les leçons de janvier » (grèves SNCF).

Le débat sur le « déclin » de la France

M. Balladur critique le « pessimisme excessif »

En voyage en Bretagne M. Balladur a appelé, le 22 juin, le pays « à l'effort » et estimé que « la France n'avait pas retrouvé encore sa vitesse de croisière » : rejetant « le vent de pessimisme tout à fait excessif » que souffle le débat sur le « déclin » de la France, le ministre d'Etat a déclaré : « Il faut un juste équilibre entre les réalités qui sont parfois difficiles et notre espoir, notre volonté, de les surmonter ».

Par ailleurs, M. Balladur a annoncé à Brest qu'il n'envisageait pas de créer de nouvelles zones d'entreprises. Il souhaite étudier d'abord le fonctionnement de celles qui existent.

BREST
de notre correspondant

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a rencontré lundi matin à Brest les élus locaux, régionaux, et les responsables économiques pour étudier avec eux les moyens de réindustrialiser l'extrême Ouest breton. Dans l'après-midi, M. Balladur était à Saint-Brieuc, puis à Rennes.

A Brest, tout le centre-ville a été bouclé pour maintenir à distance deux cents métallos CGT en grève depuis six semaines. Le ministre d'Etat était venu pour préparer la visite de M. Jacques Chirac, prévu en octobre. Parlant d'aménagement du territoire, il a laissé entendre que le rôle de l'Etat n'était pas de donner « des solutions miraculeuses ». « Tout au plus, a-t-il dit, peut-il encourager une volonté locale unanime en engageant une action d'accompagnement appropriée ».

Trois dossiers lui étaient soumis pour relancer, à partir de Brest, l'économie de la péninsule : création d'une technopole (avec transfert de l'Ecole nationale des ingénieurs actuellement dans les locaux de la

faculté des sciences, création d'un centre de traitement d'images et d'un institut des sciences de l'agriculture), établissement d'une zone de liberté économique, amélioration des infrastructures portuaires et aéroportuaires.

M. Balladur a invité les élus à la « prudence » en leur suggérant de mieux définir les « retombées » attendues par rapport au coût des travaux, et rappelant que Brest avait déjà fait l'expérience d'un lourd investissement, c'est-à-dire la construction de la grande forme de réparation navale, aujourd'hui sous-employé.

Plus précis sur le point des zones de liberté économique, M. Balladur a dit qu'il n'était pas question pour l'instant d'aller plus loin. « A ce jour, a-t-il dit, le gouvernement n'a pas décidé de créer d'autres zones d'entreprises [que La Seyne, La Ciotat et Dunkerque]. Il ne faut pas se cacher que toutes les régions, tous les départements sont demandeurs de telles zones et qu'il serait extraordinairement difficile de pratiquer un choix (1). Dans un premier temps, le gouvernement souhaite tirer les conclusions du fonctionnement des trois premières zones d'entreprises avant d'en envisager d'autres ».

G.S.

(1) Dans ces zones, les entreprises qui s'installent bénéficient pendant dix ans d'une exonération totale de l'impôt sur les sociétés.

La loi sur l'aménagement du temps de travail au Journal officiel. — La loi sur l'aménagement du temps de travail a été publiée, le 20 juin, au Journal officiel. Le texte indique notamment dans quelles conditions les femmes peuvent travailler la nuit. Le texte, qui reprend la formulation du Bureau international du travail (BIT) prévoit que l'interdiction peut être suspendue par arrêté pour les salariées travaillant en équipes successives si l'accord collectif de branche ou la convention qui prévoit cette possibilité a été étendue par le ministre chargé du travail.

LE VIN NOUVELLE VOGUE

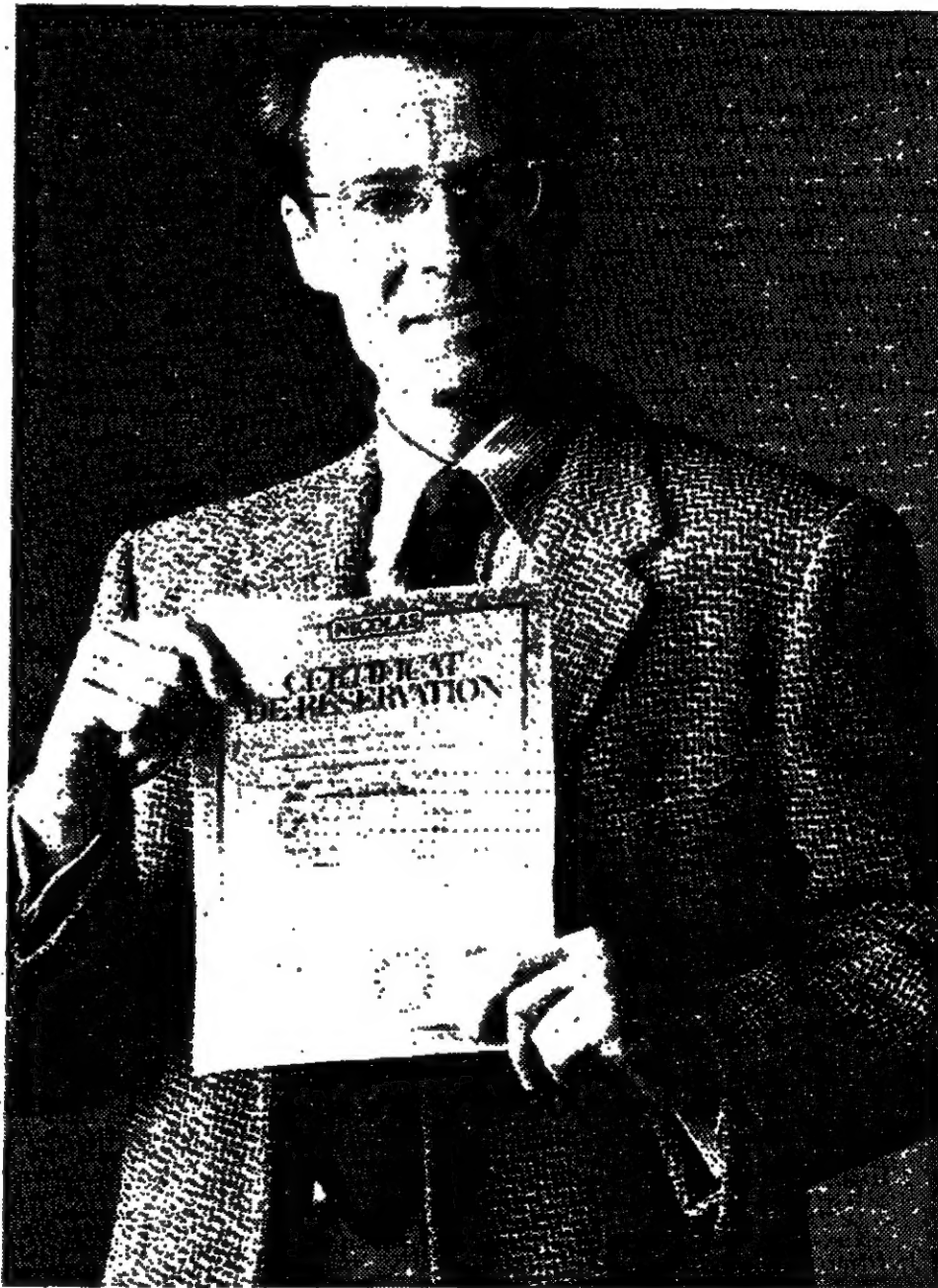
Vous faites comme vous voulez, mais moi j'achète mes BORDEAUX 86 en PRIMEUR.
A propos, qui a dit :
“Le temps c'est de l'argent?”

Ch. Haut-Brion : 1^{er} Cru Classé Graves.
Ch. Malesherbes : 1^{er} Cru Classé Graves.
Ch. Margaux : 1^{er} Cru Classé Margaux.
Ch. Brane-Cantenac : 2^e Cru Classé Margaux.
Ch. Durfort-Vivens : 2^e Cru Classé Margaux.
Ch. Prieuré-Lichine : 4^e Cru Classé Margaux.
Ch. Du Tertre : 5^e Cru Classé Margaux.
Ch. Latour : 1^{er} Cru Classé Pauillac.
Ch. Mouton-Rothschild : 1^{er} Cru Classé Pauillac.
Ch. Pichon-Lalande : 2^e Cru Classé Pauillac.
Ch. Giscaro-Milon : 5^e Cru Classé Pauillac.
Ch. Grand-Puy-Lacoste : 5^e Cru Classé Pauillac.
Ch. Lynch-Bages : 5^e Cru Classé Pauillac.
Ch. Mouton-Baronne-Philippe : 5^e Cru Classé Pauillac.
Ch. Pontet-Canet : 5^e Cru Classé Pauillac.
Ch. Cos d'Estournel : 2^e Cru Classé St-Estèphe.

Ch. Branaire-Ducru : 4^e Cru Classé Saint-Julien.
Ch. La Lagune : 3^e Cru Classé Haut-Médoc.
Ch. Fournas-Hosten : Cru Bourgeois exceptionnel Listrac.
Ch. Potensac : Cru Bourgeois Médoc.
Ch. La Conseillante : Pomerol.
Ch. Larcis-Ducasse : Grand Cru Saint-Émilion.

Tous ces crus sont compris entre 38 et 290 F TTC la bouteille (vendue par caisse-bois de 12) et, bien sûr, ne sont disponibles qu'en quantité limitée (il ne serait pas prudent d'attendre trop longtemps).

Réservez-les dès maintenant chez votre caviste-conseil Nicolas, écrivez aux Etablissements Nicolas, 2, rue de Valmy 94220 Charenton-le-Pont, ou, mieux encore, téléphonez au 16 (1) 43 75 92 00.



NICOLAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SUEZ INTERNATIONAL

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 17 juin 1987, sous la présidence de M. Patrick Ponsolle.

Elle a approuvé les comptes sociaux de l'exercice 1986, qui se soldent par un résultat net total de 83,5 millions de francs contre 60,3 millions de francs pour l'exercice 1985.

Un dividende net de 13,50 F par action sera distribué aux actionnaires, contre 11,50 F l'année dernière.

Les comptes consolidés du groupe Suez International font ressortir un résultat net global de 128 millions de francs (soit 76,68 F par action) contre 112 millions de francs en 1985 (75,29 F par action).

Le président a rappelé que la Compagnie Financière de Suez, à travers Suez International, souhaite développer progressivement une présence directe à l'étranger, indépendamment de la forte implantation qu'y ont la plupart de ses filiales et de ses participations.

Dans le cadre de cette politique, Suez International a pour sa part trois objectifs principaux : valoriser de façon continue son portefeuille de valeurs étrangères ; conforter la présence du groupe dans les secteurs du commerce international ; développer ses investissements à l'étranger dans les secteurs de l'industrie et des services.

Conformément à ces orientations, Suez International a réalisé en 1986 quatre investissements, privilégiant la prudence dans les acquisitions et les investissements à rentabilité raisonnablement assurée à long terme.



ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

— ACCOR a décidé le 22 juin 1987 d'attribuer gratuitement à ses actionnaires un bon de souscription d'actions ACCOR à chaque action.

— Dix bons de souscription permettront de souscrire une action ACCOR au prix de 625 F avant le 30 novembre 1989 ou au prix de 700 F entre le 1^{er} décembre 1989 et 30 novembre 1990.

— Cette opération ayant reçu le visa de la COB le 9 juin 1987 (n° 87-218), les bons feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle.

— Jusqu'au 30 novembre 1990 les nouveaux actionnaires qui résulteront de la souscription d'actions par les ports de Bons C émis en 1985 ou de la conversion d'obligations convertibles en FF et 1984 en US\$ bénéficieront de cette attribution gratuite.

— Après le 30 novembre 1990 les taux de conversions des obligations en actions seront ajustés en fonction du cours de l'action.

— Cette attribution gratuite fait suite au récent renforcement des fonds propres de ACCOR et doit permettre aux actionnaires actuels et potentiels de mieux participer au développement de ACCOR tout en lui donnant des moyens supplémentaires pour le financement de sa croissance.

— ACCOR, aujourd'hui, est un des leaders mondiaux de l'hôtellerie et de la restauration avec, dans 60 pays 600 hôtels, plus de 70 000 chambres, 2 000 restaurants et est aussi le 1^{er} fournisseur mondial de stores de services.

ACCOR un monde de nouvelles perspectives.

VICAT

Pour 1987, distribution d'un dividende net de 19 F par action.

Sous la présidence de M. Jacques Mercier-Vicat, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie au siège social, a approuvé, le 19 juin 1987, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Deux faits significatifs ont marqué l'année :

- l'augmentation des tonnages livrés sur le marché intérieur (+ 3,4 %) après avoir connu d'une réduction sans précédent ;
- l'amélioration de la productivité.

Cette situation, qui contraste fort heureusement avec le passé, s'est traduite dans les comptes de la société par les chiffres résumés dans le tableau ci-dessous :

En millions de francs	1986	1985
Chiffre d'affaires	1 564 495	1 496 606
Valeur ajoutée	698 659	665 679
Excédent brut d'exploitation	347 803	306 632
Résultat brut d'exploitation	275 846	229 330
Capacité d'autofinancement	214 806	179 727
Résultat net	66 252	42 082

Les ventes de béton prêt à l'emploi du groupe ont représenté 1 946 119 mètres cubes, celles de granulats 3 000 000 de tonnes, l'ensemble représentant une capacité d'autofinancement de 48 136 000 F.

Les produits de la chimie du bâtiment fabriqués par nos filiales Solor et Franco Enduits, tels que les mortiers industriels, colles, enduits et adjuvants, constituent un des axes prioritaires de notre diversification, étant appelée, de ce fait, à une forte croissance.

Quant à notre filiale américaine, National Cement Company, pour un chiffre d'affaires de 44,3 millions de dollars, le résultat courant a atteint 3 213 000 dollars et le bénéfice net 3 113 000 dollars après amortissements pour un montant de 4 038 703 dollars.

L'amélioration des capacités d'autofinancement permet de faire face aux besoins d'investissement toujours considérables dans l'industrie cimentière et qui représenteront environ 250 000 000 de francs en 1986/1987 pour Vicat.

Pour la première fois cette année, conformément à la réglementation, Vicat publie des comptes consolidés ; le chiffre d'affaires, par activité, a été le suivant :

Ciment France	1 315 757
Béton prêt à l'emploi et granulats	488 693
Papier	127 428
Mortiers industriels, divers	169 459
Ciment États-Unis	303 877

Pour une capacité d'autofinancement de 308 328 000 F, le bénéfice consolidé a atteint 116 279 000 F.

Entièrement la proposition d'affectation du résultat, l'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 19 F par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), ce qui représente un revenu brut de 28,5 F par action.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 3 août 1987.

Carnet des entreprises

Société industrielle et financière Bertin : M. Guy Pères quitte la direction des Constructions navales pour devenir directeur délégué, responsable de la stratégie et du développement de la SIFB, ainsi que de la coordination opérationnelle au sein du groupe.

M. Pères, cinquante-deux ans, polytechnicien, diplômé de l'Ecole nationale supérieure du génie maritime, a commencé sa carrière à la direction des Constructions navales de Brest, de 1960 à 1968. Il dirige ensuite la direction des Constructions et armées navales de Diego Suarez de Madagascar (1968-janvier 1975), avant d'être nommé directeur adjoint au directeur général des Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (jusqu'en janvier 1978). Fin 1978, il entre dans le groupe Framatome comme attaché de la direction générale, puis crée la direction de l'information et de l'informatique. En novembre 1984, il regagne la direction des Constructions navales, organisme de la DGA au sein du ministère de la défense.

Précisons que la SIFB, que préside M. Jacques Pendaries, est la holding d'un groupe dont les activités se diversifient et offrent des biens et services dans l'ingénierie, la réalisation et la maintenance d'entreprises et d'ouvrages complexes.

Economie

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Eurocom : vers de nouvelles acquisitions

Eurocom, premier groupe français de publicité et seizième mondial, va procéder, du 29 juin au 20 juillet, à une augmentation de capital par émission de 180 539 actions nouvelles au prix de 1 300 francs l'une (1100 francs de nominal et 1 200 francs de prime d'émission). Le groupe, qui mène des négociations avec d'importantes sociétés françaises et étrangères, souhaite pouvoir faire face à des prises de participation dont le coût excéderait ses capacités d'autofinancement.

A l'issue de l'opération, la répartition du capital d'Eurocom devrait rester identique à ce qu'elle est : 42,4 % aux mains du groupe Havas, 8,7 % à celles de Parthena Investissements (filiale de Suez), 7,9 % appartenant au personnel d'Eurocom et 41 % étant répartis dans le public. Eurocom a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 12,6 milliards de francs, en progression de 17 % sur 1985, et un bénéfice de 139,2 millions de francs dont 72,1, part du groupe, en progression de 39,2 %.

MM. De Benedetti et Gardini renforcent leur coopération

La collaboration entre Carlo De Benedetti et Raoul Gardini se renforce par différentes opérations financières. Le groupe Ferruzzi, spécialisé dans l'agro-alimentaire et présidé par M. Gardini, va ainsi acquérir 10 % d'Euronobilis, soit la moitié des intérêts que M. De Benedetti détient dans cette banque d'affaires milanaise. En outre, Ferruzzi prend une participation de 2,5 % dans la CIR (Compagnie Italiana Reunite), holding du groupe De Benedetti. Cette coopération sera accrue par le rachat ou la création d'une charge d'agents de change à laquelle sera confiée la gestion des participations (communes ou non) des deux groupes. Le capital de cette charge sera détenu à raison de 30 % chacun par Euronobilis, Ferruzzi et De Benedetti, les 10 % restants étant aux mains de M. Angelo Biondi, conseiller de longue date de ces groupes.

Mérieux entre dans l'insulinothérapie avec Gentostate

L'Institut Mérieux (groupe Rhône-Poulenc) vient de s'associer avec la firme danoise Nordisk Gentostate, troisième producteur mondial d'insuline (811 millions de francs de chiffre d'affaires), en vue de mener avec elle des recherches communes dans les biotechnologies et les problèmes d'insulinothérapie en particulier. L'accord est de nature scientifique, technique et commercial. Mérieux prend en charge la commercialisation en France de l'insuline. Spécialisée dans les vaccins, Mérieux a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires consolidé de 2,8 milliards de francs.

Epeba-Bertrand-Faure acquiert le n° 1 italien du siège automobile

Aux termes d'un accord qui vient d'être conclu, le groupe français Epeba-Bertrand-Faure va prendre le contrôle de l'italien Sicam, numéro un du siège automobile en Italie (450 millions de francs de chiffre d'affaires, huit cents personnes). EBF et Sicam étaient déjà partenaires dans une société commune créée en 1984, Cousin Italiana, spécialisée dans les métaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE FINANCIÈRE

Groupe Edmond de Rothschild

ALLIANCE POUR LES PRODIGES DE SALLES DES MARCHÉS ENTRE PROGINANCE (Groupe Edmond de Rothschild) et LINE DATA

Proginance, filiale de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild, et Line Data ont décidé d'unir leurs moyens dans le secteur des progiciels pour salles des marchés.

Proginance apportera la partie française développée et utilisée par la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

Line Data, de son côté, a développé et commercialisé une gamme complémentaire de matériels et logiciels à usage des salles des marchés dénommée LIMA, dont la partie dévise a été étudiée en liaison avec les spécialistes de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

Les deux partenaires ont donc décidé d'unir leurs efforts pour proposer une gamme complète et intégrée de produits francs et devises qui couvrent la quasi-totalité des besoins d'une salle des marchés.

MICROTURBO

L'assemblée générale de MICROTURBO s'est tenue le 19 juin 1987. Elle a nommé administrateurs MM. Serge Beccetti, Pierre Calmels et Louis Pech. Le conseil d'administration de MICROTURBO comprend désormais : MM. Gaston Bayard, Serge Beccetti, Jean Brechon, Pierre Calmels, Jean-Louis Cler, Amartya Hahn du Frey, Philippe Maurin et Louis Pech.

M. Jean-Louis Cler ayant demandé à cesser au 30 juin 1987 ses fonctions de Président-directeur général de MICROTURBO, M. Amartya Hahn du Frey a été désigné pour lui succéder à compter du 1^{er} juillet 1987. La direction générale de la société comprend également M. Pierre Calmels, administrateur directeur général et M. Louis Pech, administrateur directeur général adjoint.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

MUSIQUE CLASSIQUE DE L'INDE

Cours de Tabla et enseignement de l'Hindî Tél. : (1) 43-40-25-66 (après 22 h)

Marchés financiers

PARIS, 23 juin ↑

Reprise

Après une semaine endormie, la Bourse a redressé la tête lundi, pour le dernier jour du terme de juin. En fin de séance, les valeurs françaises avaient progressé de 0,72 %.

Le MATIF était également mieux orienté, avec une petite hausse de 0,3 %. Sur ce marché qui a également beaucoup souffert ces dernières semaines en raison des craintes d'une hausse des taux d'intérêt, les investisseurs se sont montrés très intéressés lundi matin, affirmant certains professionnels.

Le marché des actions a suivi le mouvement. Pour plusieurs raisons, il est à présent certain pour bon nombre d'opérateurs que la « purge » subie par le marché est suffisante. En quatre semaines, la cote a perdu 5 % environ, qui se rajoutent aux 8 % abandonnés en mai. Dans ces conditions, les actions sont à nouveau à des prix intéressants. D'autre part, les dividendes vont être distribués ces prochains jours, pour un montant total de 16 milliards de francs. Une partie devrait revenir à la corbeille.

Enfin, le dollar continue sa reprise et Wall Street continue à battre des records.

Le marché a encore été actif, les titres des privatisées faisant encore le gros des échanges. Vendredi dernier, 900 000 CCF, 620 000 Saint-Gobain, 550 000 CGE et 123 000 Paribas ont été négociés.

Parmi les valeurs en hausse sensible, on relevait Moulinex (+ 5,8 %), Crouzet et la Générale Occidentale (+ 4,9 %), Dassault (+ 4,3 %) et Navigation Mixte (+ 3,2 %). Europe 1 et St-Louis ont pris 3 % et 4,2 % respectivement.

A l'inverse, l'OTM a coté 4 %, Maisons Familiales 3,6 %, Immobilières de la Plaine-Moncau 3 %, Alcatel et Paribas 2 %.

Au compteur des devises, la hausse de 6 % de la Générale de Belgique, de 3,7 % de BASF et de 2,8 % d'Unilever.

Baisse sensible des cours de l'or. Le lingot a perdu 1 000 F à 87 850 F et le rapaport 7 F à 516 F.

CHANGES

Dollar : 6,15 F ↑

La hausse du dollar s'est poursuivie mardi sur toutes les places. La devise américaine a coté 6,1525 F (contre 6,1238 F) et 1,8440 DM (contre 1,8355 DM). Le sentiment est en effet très favorable, mais aucun élément particulier n'est intervenu pour le stimuler. Les affaires ont été calmes.

FRANCFORT 23 juin 23 juin
Dollar (en DM) ... 1,833 1,848

TOKYO 23 juin 23 juin
Dollar (en yen) ... 145,30 146,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (23 juin) ... 77/8-8
New-York (19 juin) ... 67/8

NEW-YORK, 23 juin ↑

Nouveau record

Wall Street a le vent en poupe et a encore mieux commencé la semaine qu'il n'avait terminé l'autre. La progression des cours s'est en effet accélérée et, à l'issue de la séance de lundi, l'indice des valeurs s'élevait à 2 445,51 (+ 24,66 points). Le bilan de la journée a été cependant de qualité plus modeste. Sur 1 967 valeurs traitées, 901 ont monté, 673 ont baissé et 393 n'ont pas varié.

D'une façon générale, les professionnels se disaient extrêmement satisfaits de la tournure prise par les événements. D'après les « brokers », les investisseurs, qui étaient restés l'arme au pied pendant et après la conférence de Venise, ont commencé à reprendre confiance. Ils ont encouragé à la fin de la semaine par l'excellent cours du dollar que par les très bonnes conditions dans lesquelles la semaine se termine. Les investisseurs, habitués à la volatilité des marchés, ont été rassurés. Un analyste était formel : « Nous avons devant nous dix jours de hausse. L'activité s'est ralliée et 178,21 millions de titres ont changé de mains contre 220,48 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 19 juin	Cours de 22 juin
Alcoa	84 1/4	85 1/2
Amstar	89 1/4	90 1/8
A.T.T.	25	25 3/4
Bausch	48 3/8	48 1/2
Coca-Cola	51 1/4	51 1/2
Du Pont de Nemours	115 3/4	120
Eastman Kodak	88 1/2	89 5/8
Exxon	68 1/2	69 1/4
General Electric	53 5/8	55 7/8
General Motors	38 3/8	39 1/4
Goodyear	80 7/8	82
IBM	182 1/2	183 1/4
J.P.M.	58 5/8	59 1/4
McCall	50 1/2	50 5/8
Pfizer	70 7/8	71 3/8
Rockwell	38 3/8	39 1/4
Texas	28 3/8	29 1/4
Union Carbide	29 7/8	30 3/4
U.S.X.	85 1/2	86 1/2
Westinghouse	85 1/2	86 1/2
Xerox Corp.	71 3/4	72 1/2

INDICES BOURSIS

PARIS (INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)

19 juin 22 juin
Valeur française ... 129
Valeur étrangère ... 129
Cotations des changes (base 100 à 31 déc. 1981)
Indice général ... 496,2 491,38

NEW-YORK (Index Dow Jones)

19 juin 22 juin
Industriel ... 2 408,25 2 445,51

LONDRES (Index Financial Times)

19 juin 22 juin
Industriel ... 1 783,3 1 737
Mines d'or ... 394,1 376,7
Fonds d'Etat ... 91,54 90,59

TOKYO

22 juin 23 juin
Nikkei Dow Jones ... 2 468,35 2 474,91
Indice général ... 2 189,87 2 117,20

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 juin

Nombre de contrats : 31 070

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	102,90	102,70	102,70	102,50
Précédent	101,80	102,45	102,35	102,20

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BSN : 10 % DU CAPITAL CHANGE DE MAINS. — Deux fois au cours de la semaine écoulée de gros paquets de titres ont changé de mains. Durant la semaine du lundi 22 juin, 125 773 actions ont encore fait l'objet de transactions, portant à quelque 390 000 le nombre de titres échangés en moins de huit jours. C'est donc 10,6 % du capital du groupe qui a changé de mains. On parle de la constitution d'un noyau dur d'actionnaires pour mettre BSN à l'abri d'une OPA surprise. Personne ne s'est encore manifesté.

WONDER : 29 % DE PROFITS EN PLUS POUR 1987 ? — La direction de la société (groupe Tapie) table sur une telle progression du bénéfice pour cet exercice, qui devrait atteindre 20 millions de francs (contre 16,7 millions), pour un chiffre d'affaires de 440 millions de francs en 1986. Globalement, la division piles (Wonder et Menda) comme à Tapie et à Bonygnes devrait dégager 60 millions de résultat brut pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Vacances volées, week-ends intimes... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Julien Green à Florence, Michel Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F

A offrir pour les « échappés belles » de l'été !

autrement EDITIONS

BOURSE I

Actions	Cours	Différence
Alcatel	182 1/2	+ 1/4
Amstar	89 1/4	+ 1/8
A.T.T.	25	+ 3/4
Bausch	48 3/8	+ 1/8
Coca-Cola	51 1/4	+ 1/8
Du Pont de Nemours	115 3/4	+ 1/4
Eastman Kodak	88 1/2	+ 1/8
Exxon	68 1/2	+ 1/4
General Electric	53 5/8	+ 1/8
General Motors	38 3/8	+ 1/4
Goodyear	80 7/8	+ 1/8
IBM	182 1/2	+ 1/4
J.P.M.	58 5/8	+ 1/4
McCall	50 1/2	+ 1/8
Pfizer	70 7/8	+ 1/8
Rockwell	38 3/8	+ 1/4
Texas	28 3/8	+ 1/4
Union Carbide	29 7/8	+ 1/8
U.S.X.	85 1/2	+ 1/8
Westinghouse	85 1/2	+ 1/8
Xerox Corp.	71 3/4	+ 1/8

22 JUIN Cours relevés à 17 h 33

Droits et bons			Cote des changes			Marché libre de l'or			Marché libre de l'or		
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/6	COURS préc.	COURS 22/6	COURS préc.	COURS 22/6
Accréditation											
Chèque-Ordo 15 U	8.084	8.122	8.070	8.070	Or fin 999 (en lingot)	85850	87500	Or fin 999 (en lingot)	85850	87500	
Aluminium 100 lb	334.010	333.750	322.500	341.000	Pièce française 120 lb	523	516	Pièce française 120 lb	523	516	
Belgique 100 F	18.111	18.103	18.750	18.800	Pièce française 10 lb	386		Pièce française 10 lb	386		
Pays Bas 100 G	236.450	236.250	230.500	230.500	Pièce indon 20 lb	617	611	Pièce indon 20 lb	617	611	
Danemark 100 kr	88.728	88.728	87.500	87.500	Pièce indon 20 lb	602	595	Pièce indon 20 lb	602	595	
France 100 F	80.820	81.030	80.500	80.500	Pièce de 20 dollars	2370	2380	Pièce de 20 dollars	2370	2380	
Grande-Bretagne 10 £	9.910	9.982	9.950	10.400	Pièce de 10 dollars	1445	1430	Pièce de 10 dollars	1445	1430	
Grèce 100 dr	4.485	4.482	4.200	5.200	Pièce de 5 dollars	325	320	Pièce de 5 dollars	325	320	
Inde 100 Ru	4.616	4.622	4.380	4.600	Pièce de 5 pesos	3325	3320	Pièce de 5 pesos	3325	3320	
Italie 100 lire	402.470	401.470	398	400	Or 100 lb	576	572	Or 100 lb	576	572	
Japan 100 yen	36.979	36.970	33	36.900	Or 20 lb	452.25	443.80	Or 20 lb	452.25	443.80	
Arabie 100 riyal	47.540	47.490	46.250	45.700	Or 10 lb	448.50	444.55	Or 10 lb	448.50	444.55	
Espagne 100 pes	4.821	4.825	4.700	4.700	Or 5 lb	462.55	444.55	Or 5 lb	462.55	444.55	
Argentine 100 pesos	4.169	4.170	4.100	4.100	Argent Londres	7.50	7	Argent Londres	7.50	7	
Canada 100 C	4.954	4.982	4.400	4.400							
Corée 100 won	4.210	4.208	4.080	4.080							
Japan 100 yen											
MINITEL											
La gestion en direct de votre portefeuille personnel											
36.16 Vitesse LÉGERONNE prix 80.000F											

Espagne	62521.32	62521.32	Malaisie	430	410.50	Taiwan	6099.14	6093.02
Espagne-Les	1759.94	1704.08	Manille	130	130.50	Taiwan	5067.85	5067.48
Espagne-Ordo	189	189.08	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	427.81	412.44
Espagne-Ordo	1268.74	1227.94	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	120.81	120.81
Espagne-Ordo	135.05	132.04	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	480.70	468.90
Espagne-Ordo	1265.33	1252.82	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1269.98	1231.48
Espagne-Ordo	103.36	100.33	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1262.05	1226.90
Espagne-Ordo	1710.39	1657.10	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	583.59	547.54	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1022.08	1005.12	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin	1524.94	1462.58
Espagne-Ordo	1001.41	487.05	Manille	130	130.50	U.A.P. Insulin		

PI DES
REVÉE

DÉBATS	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Enseignement.	6 La face-à-face entre le premier secrétaire du PS et le président du Front national sur RTL.	8 Le procès Barbie.	11 La mort de Fred Astaire.	38 L'extricable règlement de la dette du tiers-monde.	Radio-télévision 15	● Procès Barbie : interview de Claude Lelouch.
ÉTRANGER	7 Le voyage du président de la République en Basse-Normandie.	9 Polynésie française : le malaise au palais de justice de Papeete.	12 Le troisième Printemps du théâtre.	Confusion dans la préparation du conseil européen.	Annuaire classés 20 à 34	● Jeu : avez-vous de l'expression ? Gagnez un dictionnaire Bordas. (EXPR)
3 Les péripéties de la « restructuration » en URSS.	10 Code de la nationalité : les « sages » sont installés.	13 Mottise à Venise.	36 Communication : l'audio-visuel britannique menacé par le mal français.	39 Le déclin de la « déclin » de la France : M. Balladur critique la « pessimisme excessif ».	Météorologie 15	● Les admissibilités aux Grandes Ecoles. (ECOL)
4 La visite du premier ministre tunisien en France.				40-41 Marchés financiers.	Mots croisés 16	Actualité, Sports, International.
5 Répét du gouvernement au Pérou.					Carnet 16	Bourse, Culture, Immobilier.
					Spectacles 14	38-15 Tapez LEMONDE

LIBAN

Bataille entre chiïtes dans la banlieue de Beyrouth

Beyrouth (AFP, Reuter). — Des accrochages ont de nouveau opposé des miliciens chiïtes entre eux, le lundi 22 juin, dans la banlieue sud de Beyrouth, là où pourraient être détenus certains des otages étrangers. Ces combats, qui avaient fait deux morts dimanche, mettent aux prises des hommes du mouvement chiïte Amal avec des miliciens du clan chiïte des Mokdad, proche du Hezbollah, le parti des intégristes pro-iraniens. Ils interviennent au moment où la Syrie — qui, depuis le début de l'année, a déployé quelque sept mille hommes dans la capitale — fait tout son possible pour obtenir la libération des deux personnes enlevées la semaine dernière, le journaliste américain Charles Glass et le fils du ministre de la défense libanais, M. Ali Osseriane.

« Je suis là pour les libérer (...), le problème sera résolu quel qu'en soit le prix et je crois que se sera bientôt », a notamment déclaré le général Ghazi Kanaan, chef des services de renseignement syriens au Liban. Selon la radio chrétienne La Voix du Liban, les ravisseurs des deux hommes exigent qu'on leur garantisse que le terroriste Mohamed Ali Hamadé (voir nos informations en provenance de Bonn), auteur présumé du détournement d'un Boeing de la TWA en 1985 et aujourd'hui détenu en RFA, ne sera pas extradé vers les États-Unis.

Par ailleurs, le ministre de la justice, M. Nabih Beil, a proposé de nommer le juge Walid Ghamra pour poursuivre l'enquête sur l'assassinat du premier ministre Rachid Karame. Le juge Ghamra remplacerait M. Mounir Oueidat, qui a souhaité être déchargé du dossier à la fin de la semaine passée (le Monde daté 21-22 juin).

Secrétaire d'Etat à la communication

M. de Villiers choisit de devenir député

M. Philippe de Villiers devrait quitter le gouvernement. Au terme d'un entretien, le lundi 22 juin, avec le premier ministre, M. Jacques Chirac, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication devait annoncer officiellement son départ, le mardi 23 juin.

Après plusieurs jours d'hésitation et malgré le souhait de son ministre de tutelle, M. François Léotard, de le voir rester à ses côtés, M. de Villiers a décidé de laisser son strapontin ministériel pour prendre le siège de député de Vendée à l'Assemblée nationale, vacant depuis le décès, survenu le 1^{er} juin, de Vincent Auzanier, député RPR.

Sans mandat électif jusqu'à présent, M. de Villiers sera aussi candidat le 5 juillet prochain à l'élection cantonale partielle de Montigny, en remplacement également de Vincent Auzanier, qui était conseiller général de ce canton depuis 1969.

L'assassinat de Jean-Paul Lafay

Le signalement de six nationalistes affiché à Ajaccio

AJACCIO de notre envoyée spéciale

Les affiches portant le signalement des six nationalistes clandestins recherchés pour des actes antérieurs au meurtre de Jean-Paul Lafay, mardi 16 juin, sont arrivées à Ajaccio. Dès le mardi 23 juin, elles devaient être apposées dans tous les lieux publics de l'île. Ces affiches proposent, rappelons-le, une récompense pouvant aller jusqu'à 1 million de francs à toute personne fournissant des renseignements.

La tendance est, ici, d'attribuer l'assassinat de Jean-Paul Lafay aux clandestins de l'ex-FLNC, malgré le dément de ce dernier et malgré la demande faite par les nationalistes de l'ex-MCA d'une commission d'enquête sur les circonstances de cet assassinat.

Selon les premiers résultats connus de l'analyse balistique, ce sont quatre balles, dont une fut mortelle, qui ont été tirées sur Jean-Paul Lafay. Celui-ci aurait été atteint à la gorge par la première balle, la seconde et la troisième se seraient perdues et la quatrième a tué le docteur Lafay atteignant en pleine poitrine, de bas en haut.

D. R.

Sur le vif

Engueulade

Dites donc, les filles, vous vous rappelez, aux temps héroïques du MLF, ce que ça pouvait nous énerver cette façon dont ils parlaient de nous, les mecs. De nous, ou des nègres, ou des juifs.

En termes généraux : toutes des salopes... Savent pas conduire... Pleurent pour un rien, etc. Eh ben, là, maintenant, on fait pareil. Et on se marie. Je me tordais en lisant, l'autre jour, dans Cosmopolitain un sondage sur les hommes. Ils refusent de demander leur chemin. Ils sont incapables de choisir un cadeau.

Ils demandent comment s'est passée votre journée, et dès qu'on commence à raconter ils embrayent sur la leur. Alors, les nanas, d'accord ou pas d'accord ? D'accord à 90 %.

C'est vrai à un point, je vous raconte pas. Ou plutôt si, je vous raconte. Hier, coup de téléphone. Une copine. Les nerfs en pelote, en charpie. A ramasser avec la pelle et la banyette :

— Nous deux, Jean-Roger, si tu savais la galère...

— Qu'est-ce qu'il y a ? Vous vous êtes encore disputés ?

— Ben, oui, forcément. Ecoute, vendredi, j'ai appelé au bureau, j'avais un boulot dingue, mais ça, il s'en fout, ce que je fais ou rien... Et il me demande sur un ton exaspéré : Où ils sont les papiers que j'ai laissés sur la table, hein ? Il me prend pour qui ? Pour sa bonne ?

— Mais non, ils sont tous parés, ils savent pas chercher.

— Qu'est-ce que t'en sais ?

— Je l'expliquais.

— Attends, je te continue. Samedi en fin d'après-midi, je reviens de faire les courses, personne. Je prépare à bouffer. Je me frotte Drucker. Je me tape Polac... Rien. Tu sais à quelle heure il a fini par se pointer ? A 2 heures du matin !

— Et avant que t'aies eu le temps de lui sauter à la figure, il t'a pris la tête et il t'a mis une jappe.

— Ah, ben ça alors ! Comment tu le...

— C'est marqué dans Cosmo.

— Qu'est-ce que tu racontes ? C'est marqué dans Cosmo ce qu'il m'a dit, ça c'est ?

— Absolument. Quand ils sont dans leur tort, c'est toujours nous qu'ils arguent. Et là tu signales une autre loi de l'espèce : après une broquette, c'est jamais eux qui font les premiers pas.

— Que veux-tu, c'est comme ça : querelle macho, querelle bobo.

CLAUDE SARRAUTE.

Démissions à l'ORSTOM contre « une remise au pas autoritaire »

Quatre chefs de département de l'Institut français de recherche en coopération pour le développement (ORSTOM) ont annoncé, le lundi 22 juin, leur démission dans une lettre adressée au président du conseil d'administration de l'établissement, M. François Doumenge, et de son directeur général, M. Philippe Temessou.

Cette vague de démissions fait suite à la longue crise qui secoue l'ORSTOM depuis plusieurs mois, et qui avait commencé en décembre par la mise à l'écart de ses anciens dirigeants (le Monde du 15 avril). Dans leur texte, MM. Jean-René Durand, chef du département de l'écologie aquatique, Emile Lebrat, chef du département de l'écologie terrestre, et Jean-Marie Wackermann, chef du département de l'écologie humaine, ont exprimé leur désaccord avec la politique de l'établissement.

Ils estiment, en effet, que celle-ci se traduit par une « remise au pas autoritaire » en vue de soumettre l'organisme à « une politique à court terme et à des considérations géopolitiques qui vont à l'encontre d'une réelle programmation scientifique au service du développement ». Enfin, ils protestent contre les affirmations de la direction actuelle de l'ORSTOM, qui prétend que l'établissement serait à la dérive. Selon les quatre démissionnaires, dont la décision fait suite à la présentation, jeudi dernier, d'un plan de restructuration de l'établissement dans lequel le nombre de départements scientifiques passerait de huit à cinq, la démarche actuelle est jugée inadéquate, et elle se trouverait confirmée, à la disparition à terme de l'ORSTOM comme institut de recherche scientifique.

J.-F. A.

Collision entre deux pétroliers sur la Seine

Nombreuses victimes

Deux pétroliers sont entrés en collision, le mardi 23 juin vers 10 heures, sur la Seine entre Rouen et Le Havre, à la hauteur de la commune d'Alizier (Eure).

Notre correspondant à Rouen, Etienne Bannet, nous signale qu'il y avait eu deux collisions, et que, en fin de matinée, six disparus avaient été dénombrés.

Le Vitoria, un pétrolier grec qui venait de Rouen et transportait 17 500 m³ d'essence, a été coupé en deux et a explosé.

Le second navire, le pétrolier japonais Fuyoh-Maru, transportant 11 900 tonnes de kérosène, était en flammes.

Un centre de secours a été installé et les pompiers des environs ainsi que les SAMU de Rouen et de Havre se sont rendus sur place.

GUY PORTE.

EN BREF

● Edition limitée du Midi Libre.

Une édition de quatre pages du quotidien marseillais le Midi Libre a été diffusée, mardi 23 juin, dans les grandes villes de sa zone de diffusion (Montpellier, Béziers). Les pages de cette édition ont été montées par des journalistes du quotidien et confondues dans une imprimerie de Montpellier. Le Midi Libre est en effet toujours affecté par une grave des ouvriers du Livre-CGT, lancée mercredi dernier. Le Livre réclame le versement d'une prime d'ancienneté et la mensualisation des remplaçants (le Monde du 23 juin). La direction du quotidien régional estime que cette grève représente une perte de 1 million de francs par jour. Le troisième quotidien du groupe — aux côtés du Midi Libre et de l'Indépendant de Perpignan — Centre-Presses (Rodez) n'a pas paru, pour sa part, lundi 22 juin. Les ouvriers du Livre ont un effet observé un arrêt de travail afin de soutenir les ouvriers du Midi Libre.

Quarante-huit heures de plus pour « le Matin de Paris »

Le tribunal de commerce de Paris a décidé, le 23 juin, d'accorder un nouveau répit de quarante-huit heures au Matin de Paris. Sa décision doit être notifiée dans l'après-midi du 23 juin.

Le tribunal a reporté au jeudi 25 juin son jugement dans l'attente de précisions sur le montage financier du groupe des « Dix », ces salariés qui tentent d'éviter la liquidation du journal.

Ces derniers, par la voix de leur avocat, M. Jean-Louis Edberg, souhaitent obtenir un délai d'un mois une semaine qui leur aurait permis de boucler leur « tour de table » dans les meilleures conditions.

Au premier trimestre 1987

Les salaires horaires ont augmenté de 1 %

Le taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1 % au cours du premier trimestre 1987, selon les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre du ministère des affaires sociales.

Au quatrième trimestre 1986, le salaire horaire avait augmenté de 0,6 % (+ 0,9 % au premier trimestre 1986). Sur un an, d'avril 1986 à avril 1987, la hausse du salaire horaire a été de 3,4 % alors que celle des prix, en glissement, est de 3,5 % et celle du SMIC de 5,9 % (dont + 2,4 % au 1^{er} trimestre 1987).

L'enquête du ministère des affaires sociales indique également que « l'indice des effectifs salariés, corrigé des variations saisonnières et du biais qui affecte cet indicateur, montre, pour l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, une stabilité des effectifs du cours du premier trimestre 1987 ». Les bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), au nombre de soixante et un mille sept cents au 31 mars 1987, sont désormais inclus.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 juin

Nette hausse

La première journée du nouveau mois boursier commence bien. A l'issue de la session préliminaire matinale, l'indice de référence enregistrait une avance de 1,1 % environ. Les gains sont parfois importants, excédant 5 %, voire 6 % (Sogerap, J. Lefevre). Très peu de baisses ont été enregistrées, exception faite de celle affectant Havas (-1,2 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	455	458	457 50
Agence Havas	518	510	512
Alcatel	885	885	885
Banque Ciel	885	885	885
Bongrain	2885	2885	2885
Boypap	1041	1042	1048
B.S.A.	485	480	480
Carrefour	3140	3195	3225
Chargers S.A.	1287	1287	1287
Club Méditerranée	376	387	380
Esat (Géol.)	1180	1180	1184
E.L.F.-Aquitaine	370 50	372 50	374 50
Esat	3820	3830	3840
Lafarge-Capitaine	1520	1530	1530
Lyon, des Indes	1421	1442	1445
Nichols	3149	3170	3185
Nid (Géol.)	1325	1339	1330
Nid-Hennery	2520	2525	2530
Novis-Matras	965	965	975
Oréal S.T.	4040	4045	4075
Pernod-Richard	575	582	585
Progent S.A.	1500	1538	1525
Saint-Gobain	438	439 50	439
Sonol	715	715	716
Sources Paris	745	755	754
Télécoms	3235	3235	3235
Thomson-C.S.F.	1370	1440	1395
Total-C.F.P.	479	480	488
T.T.I.	2210	2210	2210
Vélio	578	588	584

Le numéro du « Monde » daté 23 juin 1987 a été tiré à 498 505 exemplaires

STAGES DE VOILE

EN JUILLET ET AOUT
Pour les enfants de 8 à 17 ans

AU CENTRE DE MOULIN MER
Tél : 16-99-20-62-65

LES AMATEURS D'APPLE PEUVENT COMPTER SUR LE SERVICE APRÈS VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES AUTRES RESTENT EN

Un Macintosh SE + disque dur 20 M.o. compatible 23.900 F HT
Offre valable jusqu'au 04/07

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

25, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 25
84, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

Les meilleures marques
TRECA EPEDA
SIMMONS
PIRELLI
Les meilleurs prix

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75001 PARIS
Tél. 43-74-43-43 Métro : PARMENTIER

MARCEL LASSAÏE

SOLDES

du 24 Juin au 4 Juillet 1987

17, rue du Vieux-Colombier Paris (6^e)
Galerie Point Show 66, Champs-Élysées

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS
MESURE 700 F

COSTUMES
MESURE 2180 F

NOUVELLE COLLECTION
3000 tissus
Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS SUR MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4 Septembre, Paris-Opéra
Téléphone : 47-42-70-01
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.